

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 31 JUILLET 1928.

PROPOSITION DE LOI INSTITUANT EN DROIT COMMERCIAL LES SOCIÉTÉS FAMILIALES (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION (2), PAR M. WAUWERMANS.

MESSIEURS,

Une première question se pose au seuil de l'examen du projet de loi qui vous est soumis : Est-il vrai que notre législation sur le régime des sociétés, telle qu'elle se trouve actuellement contenue dans les lois coordonnées sur les sociétés commerciales — Code de commerce, titre IX —, est insuffisante pour répondre aux besoins des entreprises de commerce et d'industrie? Y a-t-il lieu de permettre le groupement des personnes et des capitaux sous une forme nouvelle?

La réponse n'est pas douteuse : elle trouve son expression dans les vœux multiples formulés à cet égard et auxquels les auteurs du projet se sont préoccupés de donner satisfaction. Ce sentiment s'est affirmé par les impatiences manifestées, depuis son dépôt, de le voir adopter à bref délai.

L'expérience des pays voisins confirme l'utilité d'un régime spécial pour les « petites sociétés ».

C'est la loi allemande du 29 avril 1892, créant la *Gesellschaft mit beschränkter Haftung* (G. m. b. H.), légèrement modifiée en 1897, et que l'on s'accorde à reconnaître comme un des facteurs les plus importants de la vie économique de l'Allemagne.

C'est la loi autrichienne, sur la même matière, du 6 mars 1906.

C'est, en Angleterre, la réglementation des *private companies* de 1907, consacrée dans le Companies consolidation Act, de 1908, après que la Chambre des Lords eût, en 1897, reconnu la validité des *one man companies*.

Et aussi la loi portugaise du 14 avril 1901 sur les *Sociedades per quotas de responsabilidade limitada*.

En Pologne le décret du 8 février 1919 et la loi de 1921 sur les « Sociétés à responsabilité limitée » modifiés partiellement par la loi du 13 novembre 1923.

(1) Proposition de loi n° 17.

(2) La Commission, composée de MM. Destrée, président, Brusselmans, Devèze, Meysmans, Sinzot, Soudan et Wauwermans.

En Bulgarie la loi du 4 juin 1924 sur les « Sociétés à responsabilité limitée » qui peuvent être constituées pour tous les buts économiques, à l'exception des assurances.

Ce sont les travaux de revision du Code fédéral suisse et du Code de commerce italien.

Enfin l'on ne peut passer sous silence les études multiples consacrées à cette matière en Belgique au cours de ces dernières années ⁽¹⁾.

En suivant ces précédents la loi qui vous est proposée introduira dans le cadre des sociétés une forme d'association nouvelle et accordera la personnification civile à des sociétés d'un type nouveau, intermédiaire entre les sociétés en nom collectif et en commandite simple ou par actions et les sociétés anonymes.

Les premières placent ceux qui désirent recourir à l'association pour développer ou stabiliser leur entreprise devant la nécessité, pour l'un des associés au moins, d'exposer la totalité de sa fortune. Elles entraînent le risque d'une responsabilité indéfinie et solidaire dans le régime de la société en nom collectif.

Les formules de la société anonyme écartent ces risques, mais imposent comme rançon l'abandon de la souplesse des formes. Elles exigent des formalités indispensables à la garantie de fonctionnement d'entreprises de grande envergure où le cadre des associés se modifie sans cesse. Elles sont lourdes au point d'être souvent intolérables pour les sociétés qui exercent leur activité dans un cercle restreint d'intéressés ayant des liens communs d'origine, d'intérêts ou de travail, qui ne sortent pas d'un milieu en quelque sorte « familial ».

La publicité des bilans, l'obligation de tenue des assemblées, l'institution de conseils d'administration et de surveillance sont de nature à entraîner des frais et des complications injustifiés.

La « Société à responsabilité limitée » est tout indiquée pour occuper une place intermédiaire, soit qu'on la considère, avec le législateur anglais, comme une société anonyme en miniature, ou, avec le législateur français, comme une sorte de société en nom collectif : des « sociétés en nom collectif agrandies et non des sociétés anonymes à forme étriquée » ⁽²⁾, comportant limitation de la responsabilité des associés au montant des capitaux engagés.

La création d'un être moral, distinct de la personne des associés, permettra d'assurer à leur entreprise un régime de permanence et de stabilité, d'assurer le sort futur de celles que pourrait ruiner la retraite ou la mort du chef d'industrie, d'empêcher la liquidation forcée du patrimoine familial.

Elle permettra de faire appel à une collaboration de personnes et de capitaux entre le propriétaire d'une entreprise, ses parents, ses amis, ses employés.

Il est incontestable qu'au point de vue économique et social de tels organismes sont à même de produire des résultats que l'élément de spéculation et d'égoïsme écarte trop souvent dans la société anonyme.

(1) Cons. MAHIEU, Rapport au Congrès juridique international de Bruxelles, 1910, pp. 114-180; SERVAIS, *Étude dans REV SOCIÉTÉS*, 1926, p. 14; F. PARIDANT, *La Société privée à responsabilité limitée*, suivie d'un texte de projet de loi; DECUYPER, *Projet de loi instituant des sociétés à responsabilité limitée*. J. Fr., 1926, col. 399; FETTWEIS, *La Société à responsabilité limitée* et Rapport au Congrès national de la petite bourgeoisie, Verviers, 1908.

(2) Rapport à la Chambre des Députés, année 1922, n° 3349, p. 147.

* *

Les dispositions de la proposition de loi sont inspirées par les législations anglaise et française. Ses auteurs ne s'en cachent pas; ils n'ont voulu que peu innover.

Le projet de loi reproduit — sauf l'une ou l'autre modification, soit dans le chiffre des associés, le montant du capital minimum et le recours à un journal d'annonces légal — à peu près textuellement la loi française de 1925.

Il est prévu dans les « développements » de la proposition de loi que « lors de l'examen, de l'étude et de la discussion du projet, il y aura lieu d'expliquer et approfondir les textes proposés ».

L'affirmation que « les juristes commentateurs de ce type de sociétés à l'étranger sont d'accord pour dire que son mécanisme basé principalement sur la confiance mutuelle familiale donne lieu à très peu de difficultés, au point qu'après vingt années d'expérience, aucune jurisprudence ne s'est formée sur des questions pouvant donner lieu à controverse » réclame quelques réserves.

Que le principe, base de la loi, n'ait donné lieu à aucune critique, que la reconnaissance de son utilité n'ait fait que se confirmer, la chose est certaine.

Mais bien que la loi française date à peine de trois ans, toute une littérature de commentaires a surgi et ceux-ci sont loin de fournir des solutions concordantes sur de nombreux points. De multiples critiques ont été formulées, des lacunes signalées, et le recours à la jurisprudence est déjà souvent nécessaire pour l'éclairer. ⁽¹⁾

C'est dire combien il a pu paraître utile pour votre Commission de répondre à la suggestion des auteurs du projet d'expliquer et approfondir les textes auxquels ils avaient estimé ne devoir que peu innover.

* *

Une question préalable à l'examen du projet s'est d'abord posée : celle de savoir si les sociétés commerciales dotées de la forme nouvelle doivent être régies par une loi spéciale ou par des dispositions insérées dans le titre des sociétés du Code de commerce dont elles formeraient un chapitre spécial.

C'est ce qui fut pratiqué au regard des sociétés coopératives.

Ce système est logique et d'une meilleure ordonnance.

Il a l'avantage de la simplification, car il permet, sur de nombreux points, le renvoi aux dispositions générales de la loi des sociétés. Dans le système de la loi séparée, celle-ci doit être complète au point d'éviter toutes lacunes.

Au surplus, les sociétés nouvelles — le projet a soin de le rappeler — ne constituent pas la réalisation d'une conception nouvelle en droit.

L'argument que l'on peut invoquer en faveur de la loi distincte est celui du précédent dans la législation française et dans d'autres législations.

La Commission a estimé que cette considération n'était pas suffisante, et c'est dans ces conditions que votre rapporteur a été invité à soumettre un projet susceptible d'être incorporé dans le cadre de notre législation générale. Ce projet est annexé au présent rapport.

Comme on le verra, cette conception permet d'éliminer du projet nombre

⁽¹⁾ AUGER. *Au sujet des Sociétés à responsabilité limitée. De quelques points controversés.* Journ. Soc., 1927, p. 121.

d'articles qui formeraient double emploi ou peut-être même pourraient être en contradiction avec des règles entrées dans le domaine du fonctionnement ordinaire des autres sociétés.

§ 1. — CONSTITUTION. — OBJET. — CARACTÈRE COMMERCIAL

ARTICLE PREMIER.

Les sociétés familiales sont celles où les associés, en nombre limité, n'engagent qu'une mise déterminée et dans laquelle les parts sociales, d'ailleurs non négociables, sont cessibles uniquement sous les conditions impérieusement fixées par la loi.

. . .

Sous quelle dénomination convient-il de ranger les sociétés nouvelles ?

Le projet les intitule « Sociétés familiales ». La raison fournie par l'auteur des développements est uniquement que — à son sentiment — ce type de sociétés sera dans la majorité des cas, adopté par des associés appartenant à une même famille. C'est en vue du *quod plerumque fit*.

Mais ici déjà il a soin d'indiquer que cette appellation ne doit pas s'entendre au sens étroit mais dans le sens élargi de sociétés de personnes, unies entre elles, mais en petit nombre, par un intérêt commun, à la différence de ce qu'on entend en droit, par sociétés de capitaux.

Le motif ne paraît pas péremptoire. Une qualification générique ne doit pas dériver de la désignation de certains des éléments que le genre peut comprendre. Il ne faut pas confondre l'associé et la société, la qualité du sujet et l'objet qu'il poursuit ou le mobile qui l'inspire.

La dénomination proposée serait de nature à induire singulièrement en erreur — et elle a déjà provoqué ce résultat, — certaines personnes ayant cru, d'après le titre, que le projet de loi était une mesure de protection en faveur du groupement des membres des familles nombreuses.

Que la loi doive avoir pour résultat de grouper en de nombreux cas des personnes unies par les liens du sang et des alliances; qu'elle recrute ses membres dans le cercle restreint que le droit romain qualifiait de « familia » -- maîtres, clients et serviteurs, c'est chose souhaitable.

Mais le sentiment de famille n'est pas la base et la raison d'être de la loi. La limitation de responsabilité est recherchée pour la réalisation d'opérations lucratives : On conçoit mal un syndicat financier, une société pour l'achat et l'exploitation d'un navire, une entreprise d'éclairage ou de transports locaux, qualifiée de familiale.

Ce titre serait de nature à faire naître les plus fâcheuses confusions vis-à-vis des tiers, surtout à l'étranger où il répondrait une conception tout autre.

Il est à remarquer d'ailleurs que dans tous les pays dont on invoque les précédents ces sociétés sont qualifiées de « sociétés ou compagnies privées », « sociétés par parts » ou bien mieux de « sociétés à responsabilité limitée ». Ces qualifications sont entrées dans le langage courant et usuel.

Le choix paraît devoir se fixer entre ces dernières dénominations.

La dénomination « compagnie privée » appliquée à des organismes qui peuvent avoir une activité et une vie extérieure des plus intense semble au premier aspect présenter quelque contradiction.

Mais l'on sait qu'en réalité la doctrine à toujours admis comme classification primordiale des sociétés les sociétés privées et les sociétés publiques. Pirmez rangeait parmi les premières celles où l'organisation interne, la répartition des bénéfices, le résultat des affaires important en définitive fort peu au public. Elles sont faites en faveur de personnes déterminées. Autre chose sont les sociétés par actions qui sous le couvert de l'anonymat font appel aux capitaux disséminés dans le public et visent la libre et publique circulation de leurs titres.

On peut dire que les sociétés publiques sont des sociétés de capitaux, les privées des sociétés d'intérêts.

La dénomination « société à responsabilité limitée » a rencontré la critique qu'elle était employée pour qualifier les sociétés anonymes fonctionnant sous le droit de la colonie et qu'il pouvait ainsi y avoir confusion. La raison n'aurait de valeur que si on pouvait enlever cette dénomination de société à responsabilité limitée, aux sociétés française, allemande, etc.

Aussi est-il apparu que le titre de « société privée à responsabilité limitée » est celui qui s'adapterait le mieux aux sociétés du nouveau type.

A l'exception de la loi anglaise ⁽¹⁾, les lois étrangères se dispensent de fournir une définition de la société à responsabilité limitée. Cependant la loi belge sur les sociétés a estimé cette définition nécessaire en ce qui concerne les sociétés commerciales existantes, et l'article 1^{er} du projet tente d'y satisfaire.

La société à responsabilité limitée est, avons nous déjà constaté, de nature hybride; elle tient sous divers aspects de la société des capitaux et, sous d'autres, de celle de personnes. Elle emprunte des éléments à l'une et à l'autre.

Ce qui la caractérise c'est la combinaison de ceux de ces éléments qui sont obligatoires pour son existence, qui sont imposés comme condition de sa reconnaissance comme être moral.

Quels sont-ils?

C'est d'abord le nombre limité des associés, afin de réserver cette forme aux petits groupements, et de conserver une garantie morale résultant de la personnalité des membres.

C'est la responsabilité limitée — qui la rapproche de la société anonyme et de la coopérative en donnant pour gage exclusif aux créanciers le seul avoir de l'être moral.

C'est enfin la non négociabilité des parts et les restrictions aux cessions — qui excluent la spéculation et favorisent la persistance de la composition originaire.

La nature particulière de la société à responsabilité limitée est d'être « familiale » — ce terme étant entendu dans le sens que le droit romain attribuait à la « familia ».

Dans la société anonyme l'intérêt représenté par le titre, passe de mains en mains, circule librement. Ce n'est pas tant la société que l'actionnaire qui est anonyme et l'on a même contesté la validité de la clause statutaire interdisant dans une société anonyme la création d'actions au porteur en subordonnant la cession des actions à des formalités équivalant à une interdiction de fait.

Ici la nature particulière de la société est d'être restreinte à de petits groupements où la personnalité des associés constitue un élément de première importance. Elles sont en quelque sorte des « cercles privés ». Aussi ne convient-

⁽¹⁾ *Companies Act*, 1908, Sect. 121.

il pas qu'elles soient ouvertes à tout venant et à toute heure, au hasard des spéculations.

La loi française se borne à dire dans son article premier : « Il peut être formé, en dehors des sociétés anonymes qui sont et demeurent soumises à la législation sur les sociétés anonymes, des sociétés dans lesquelles aucun des associés n'est tenu au delà de sa mise.

» Ces sociétés portent le titre de sociétés à responsabilité limitée et sont soumises aux dispositions suivantes ».

Un des commentateurs de la loi avait tenté de suppléer à une lacune signalée en fournissant la définition suivante : « une société composée exclusivement d'associés tenus jusqu'à concurrence de leur apport, dans laquelle les parts sociales ne peuvent être représentées par des titres négociables et ne sont cessibles que sous certaines conditions impérativement fixées par la loi, et qui, enfin, peut exister sous une raison sociale ⁽¹⁾ ».

Il semble que la définition ci-après résumerait les diverses caractéristiques :

Les sociétés privées à responsabilité limitée sont celles où des associés, en nombre limité n'engagent qu'une mise déterminée, et dont les parts sociales représentées exclusivement par des titres non négociables ne peuvent être cédées que conformément aux modes et conditions prescrits par la présente section.

ART. 2 ⁽²⁾.

Elles peuvent être constituées pour un objet quelconque.

Toutefois, les sociétés d'assurances, de capitalisation et d'épargne ne peuvent adopter cette forme.

. . .

La société à responsabilité limitée peut être constituée pour un objet quelconque, à condition bien entendu qu'il soit licite.

Il importe peu que les opérations de la société ne constituent pas des actes de commerce dans les termes des articles 2 et 3 du Code de commerce.

Seule la forme de la société sera prise en considération à l'exclusion de la nature de son objet.

Le domaine d'application de la société à responsabilité limitée s'étendra à tout ce qui peut faire l'objet du contrat de société défini par l'article 1832 du Code civil. « La société est un contrat par lequel deux ou plusieurs personnes conviennent de mettre quelque chose en commun, dans la vue de partager le bénéfice qui pourra en résulter ».

La société à responsabilité limitée permettra de constituer un être moral pour la réalisation de tout objet licite en vue du profit commun des parties.

L'objet peut être de nature civile ou commerciale; il peut résider dans le domaine de l'agriculture, du commerce, de l'industrie, des entreprises mobilières ou immobilières.

La forme nouvelle peut être — et sera maintes fois — appliquée aux groupe-

(1) G. DROUETS, *Traité théorique et pratique des sociétés à responsabilité limitée*, n° 43.

(2) Loi française, art. 2.

ments de recherches, aux syndicats d'études en vue de la mise en valeur d'une invention, du lancement d'une entreprise, là où l'on a recours aujourd'hui au régime de l'association en participation — qui ne fournit parfois qu'un expédient.

Cette forme conviendra particulièrement pour les entreprises de construction, la vente et la gestion d'immeubles à logements multiples.

Il a été signalé que la législation allemande a même été appliquée à « une institution originale : les associations de créanciers en vue de l'exploitation en commun de l'établissement de leur débiteur ».

Ces sociétés pourront servir à la représentation ou à la défense de groupements industriels ou commerciaux.

Il est à prévoir qu'elles rendront bientôt aux comptoirs de vente la place usurpée par maintes coopératives de production ou de vente.

Seules sont exclues les associations où l'élément de réalisation d'un bénéfice est exclu. Celles-ci peuvent réclamer la personnification civile que la loi du 27 juin 1924 sur les associations sans but lucratif est susceptible de leur fournir. A cet égard, la loi actuelle ne suit pas la législation allemande qui permet aux groupements à but désintéressé d'adopter le régime de la loi de responsabilité limitée.

L'activité pourra s'exercer en Belgique ou à l'étranger.

Le projet de loi exclut du bénéfice de la loi de responsabilité limitée « les sociétés d'assurances, de capitalisation et d'épargne ».

Cette disposition est la reproduction de l'article 2, alinéa 2 de la loi française.

Semblable interdiction doit-elle être instaurée ici ?

En France — de même que dans de nombreux pays — l'on considère que les entreprises d'assurances ont un caractère particulier qui motive une législation spéciale. Les sociétés de capitalisation et d'épargne sont soumises à un régime strict de surveillance et de contrôle (*voir* loi du 17 mars 1905 concernant les assurances-vie). Il était logique dès lors de ne pas déroger à la règle en ce qui concerne les sociétés à responsabilité limitée.

En Belgique, au contraire, l'assurance, la capitalisation et l'épargne ont joui d'une grande liberté dont ont bénéficié et les particuliers et les sociétés — quelle que fut la forme de celles-ci.

Il serait assez difficile d'interdire à la société à responsabilité limitée des opérations permises aux autres sociétés, si une réaction ne s'était produite, si des réformes et un contrôle n'avaient été réclamés en ces derniers temps en matière de l'assurance ou de l'épargne.

Les sociétés de cette catégorie s'adressent à une clientèle particulièrement intéressante, et il importe que les garanties et les responsabilités soient non pas atténuées mais renforcées dans l'intérêt des assurés et des déposants.

L'interdiction contenue dans l'alinéa 2 de l'article concerne toutes les entreprises faisant des opérations d'assurances quelles que soient les modalités de fonctionnement — mutuelles ou à primes — ou la nature des risques : vie, incendie, accidents, etc.

Lors de la discussion de la loi française il fut suggéré d'étendre l'interdiction aux affaires de banques.

Cette suggestion ne fut pas accueillie.

Les lois anglaise et allemande lui avaient accordé certaine attention en imposant aux sociétés qui se livrent à ces opérations l'obligation de publier leurs bilans.

ART. 3 ⁽¹⁾.

Quel que soit leur objet, les sociétés familiales sont commerciales et soumises aux lois et usages du commerce.

* *

Les sociétés ayant adopté la forme des sociétés à responsabilité limitée sont, non pas réputées commerciales, mais reconnues de nature commerciale.

Les sociétés à responsabilité limitée étant déclarées « commerciales et soumises aux lois et usages du commerce », il s'en suit :

1° qu'elles sont obligées de tenir les livres et écritures prescrits par les articles 16, 17 et 18 du titre III du Code de commerce ;

2° qu'elles peuvent être déclarées en faillite ; bénéficier du régime concordataire ;

3° que les contestations qui peuvent s'élever entre les associés sont de la compétence des tribunaux de commerce (loi du 25 mars 1876, article 12, 2°) ;

4° qu'elles constituent des individualités juridiques distinctes de celles des associés.

En ce qui concerne ce dernier point, le projet indiquait à bon droit qu'il y aurait lieu, à cet égard, de compléter la mention contenue dans l'article 2 des lois coordonnées sur les sociétés.

Cette ajoute à l'article 2 de la loi générale, permettra, à raison de la modification apportée par la loi du 14 juin 1926 à l'article 187, de supprimer le texte ci-dessus proposé.

ART. 4 ⁽²⁾.

Elles sont constatées soit par acte devant notaire, soit par acte sous seing privé.

Si l'acte est sous seing privé, il en est dressé autant d'originaux qu'il est nécessaire pour que l'un reste déposé au siège social et les autres à l'appui des diverses formalités requises.

Tous les associés doivent intervenir à l'acte en personne ou par des mandataires justifiant d'un pouvoir spécial.

Il est interdit à la société d'émettre pour son propre compte, par souscription publique, des valeurs mobilières quelconques.

* *

L'acte sous seing privé aura dans de nombreux cas la faveur des associés à raison des frais moindres, mais il est à observer que l'acte authentique s'impose dans tous les cas où des sociétés sont formées entre successibles. L'article 854 du Code civil réclame cette forme lorsqu'il stipule qu'« il n'est pas dû de rapport pour les associations faites sans fraude entre le défunt et l'un de ses héritiers lorsque les conditions en ont été réglées par un acte authentique. »

Bien que l'on puisse contester que le contrat en vertu duquel des personnes successibles entre elles constituent un être moral distinct de leur personnalité,

(1) Loi française, art. 3.

(2) Loi française, art. 4. — (Voir loi sur les Sociétés, art. 4.)

doive être considéré comme une association entre successibles, l'acte authentique apparaîtra souvent comme une mesure de prudence.

Le contrat devra réunir toutes les conditions exigées par la loi générale pour la validité des conventions : consentement, capacité des parties, objet certain, cause licite, apports, contribution aux bénéfices et aux pertes (Code civil, art. 1108, 1832).

La portée de la disposition finale de l'article 4 est d'interdire l'émission par souscription publique de valeurs mobilières quelconques. Il faut entendre par là des valeurs dont la société elle-même est l'émettrice et la débitrice. Il n'interdit pas à des sociétés de banque d'émettre des titres d'une autre société. Elle n'interdit pas davantage à la société la création d'obligations ou d'emprunts sous forme de titres nominatifs ou au porteur, mais à condition de les placer par d'autres moyens que l'émission publique.

Il est à observer que cette disposition, recopiée purement et simplement de la loi française est fort mal placée à l'article 4 — ainsi que l'ont signalé les commentateurs de cette loi. Il y a lieu de la supprimer ici, sauf à la reprendre à l'article 21.

Les commentateurs de la loi française à laquelle est emprunté ce texte signalent encore qu'il laisse place à certaines controverses :

« Le gérant non associé doit-il signer l'acte? A lire le texte qui est très précis, il faut répondre non, puisqu'il ne parle que des associés et que dans l'hypothèse visée, le gérant n'est pas associé. Mais, si cette solution est conforme à la lettre, elle ne l'est ni au bon sens, ni à une pratique prudente. En effet, les droits du gérant comme ses obligations sont de la plus haute importance aussi bien pour les associés que pour les tiers et il serait étrange que l'acte qui constate ses droits et obligations ne porte pas sa signature. Il ne lui serait pas opposable. Il y figure, il serait étrange que seul il ne l'eut pas signé. Dans la pratique cela pourrait entraîner d'innombrables difficultés auxquelles il est possible de parer d'avance en faisant le gérant non associé signer avec les associés. » (PORTIER, n° 19, p. 46.)

Quelle que pourrait, en certains cas, en être l'utilité, il faut reconnaître que rien ne pourrait justifier l'intervention obligatoire à l'acte de constitution d'un tiers étranger au contrat de société.

Il n'y a donc pas lieu de modifier le texte, d'autant plus que nous proposerons le renvoi aux dispositions générales des lois coordonnées pour tout ce qui concerne la procédure de constitution.

§ II. — NOMBRE DES ASSOCIÉS

ART. 5 (1).

Le nombre des associés est limité à soixante. Il peut être de deux seulement.

. * .

Contrairement à ce qui existe dans la législation française, le projet de loi limite le nombre des associés.

(1) Loi française, art. 5 : « Le nombre des associés n'est pas limité. Il peut être de deux seulement. »

Une disposition analogue existe dans la loi anglaise qui a fixé à cinquante le nombre maximum des membres d'une société privée; les projets suisse et italien l'arrêtent respectivement à trente et vingt-cinq.

Cette conception est raisonnable : ce n'est qu'à la condition que la loi ait pour champ d'application les petites et moyennes entreprises, que le cercle des associés soit restreint, qu'il est permis de renoncer aux mesures imposées dans la société anonyme pour renseigner les actionnaires sur la marche des affaires sociales, et régler l'organisation intérieure.

Elle cadre mieux avec les dispositions des articles 26, 29, 30, 32 qui organisent même une distinction dans les sociétés à responsabilité limitée selon que le nombre des associés est inférieur ou supérieur à vingt-cinq.

Lorsque le nombre des associés est illimité, leur personnalité disparaît vis-à-vis des tiers pour ne plus laisser place qu'à l'élément-capital.

On a constaté à bon droit que là où est le nombre la responsabilité individuelle s'atténue au point de parfois disparaître.

La loi permet de limiter à deux le nombre des associés. Dans bien des cas de telles sociétés équivaldront à la société d'une personne, et à la réalisation d'une formule de séparation de patrimoines. Mais il est à observer que rien ne s'oppose ni en morale ni en droit à ce qu'une personne qui contracte, stipule vis-à-vis de son contractant la limitation de ses obligations ou de ses garanties. La seule chose que l'on puisse exiger c'est que le cocontractant soit averti de ses risques, avant qu'il accepte lui-même de s'engager. D'autre part, la société de droit commun, la société en nom collectif ou en commandite ne requièrent pas le *Trinum* du droit romain.

Pour la société anonyme la loi a fixé le nombre sept, mais il ne semble pas qu'il y ait de ce chef des garanties bien sérieuses, et ce qui est pire, l'obligation a trop souvent provoqué l'intervention de comparses.

Mais une question plus délicate est celle de savoir si deux époux peuvent constituer soit seuls soit avec des tiers une société à responsabilité limitée.

S'il s'agissait d'une société de personnes, telle la société en nom collectif ou une société en participation, l'application des principes contenus dans les articles 1388 à 1395 du Code civil imposerait une réponse catégoriquement négative.

S'il s'agissait d'une société anonyme, l'on chercherait en vain une cause de nullité dans le fait de deux époux intervenant chacun en qualité d'actionnaire.

Mais ici la nature de la société est mixte et le champ des controverses pourrait fournir des décisions particulièrement graves.

Il convient donc de décider si la règle d'interdiction doit s'appliquer ici. Il semble que ce serait exclure des cas nombreux où la loi pourrait intervenir très utilement pour la continuation d'une industrie, le règlement de droits familiaux.

L'abandon de l'interdiction permettrait à la femme séparée de biens de s'intéresser aux affaires de son mari, ou — si elle exerce un commerce séparé — de limiter sa responsabilité sans devoir se mettre sous la dépendance de tiers.

Elle écarterait les difficultés qui peuvent naître du décès d'un beau-père associé avec ses gendres ⁽¹⁾.

(1) Voir dans le sens de cette solution, AUGER, *Recueil jurispr. des sociétés*, 1926, p. 143. LEPARGNEUR, *Journal des Sociétés*, 1926, p. 294. AUGER et MICHEL, *Formulaire*, chap. II, n° 22. CONSULT. DUFRESNOIS, *Rép. gén. notari.*, 30 janv. 1925.

Si cet avis est partagé, il y aura lieu d'ajouter au texte un alinéa :

Les époux peuvent valablement intervenir comme associés dans les sociétés constituées sous la forme de sociétés privées à responsabilité limitée.

L'associé dans une société privée à responsabilité limitée ne devient pas, par le fait de sa participation, commerçant.

La souscription d'actions dans une société de commerce ne constitue pas un acte de commerce ⁽¹⁾.

La femme mariée pourra donc souscrire des parts sans remplir les formalités d'autorisation requises pour exercer le commerce.

§ 3. — CAPITAL SOCIAL. -- APPORTS. — LIBÉRATIONS

ART. 6 ⁽²⁾.

*Le capital social doit être de 50,000 francs au moins.
Il ne peut être réduit au-dessous de ce chiffre.*

Il se divise en parts sociales de 500 francs ou de multiples de 500 francs.

*
*
*

La disposition de l'article 6 mérite une attention toute particulière.

Le capital social constitue l'unique gage des créanciers. Il importe donc de fixer un certain minimum écartant les groupements de trop faible importance, d'assurer sa fourniture effective à l'exclusion de ce qui ne serait que des engagements ou des promesses; d'exiger son maintien par l'interdiction des retraits ou remboursements.

Quel doit être ce minimum? La loi allemande le fixe à 20,000 marks, ce qui aujourd'hui représente plus de 150,000 francs; le projet de loi suisse prévoyait 20,000 francs or; le projet italien 50,000 lires. La France a admis le chiffre de 25,000 francs en 1925; mais l'insuffisance de ce montant est, depuis, l'objet de critiques dont on ne peut méconnaître la valeur. Un chiffre peu élevé se concilie mal là où il n'existe pas de responsabilité personnelle des associés et incite souvent les créanciers à exiger la garantie personnelle de ceux-ci sous peine de refuser le crédit.

Si les petites affaires sont intéressantes, il peut être dangereux de les engager à courir le risque d'entreprises qui dépassent leurs forces, et où les pertes possibles sont en disproportion avec les garanties qu'elles peuvent offrir (voir AUGER, *Rev. des Soc.* 1927, p. 125).

Le chiffre proposé de 50,000 francs constitue un progrès sur celui imposé par la loi française. Cependant l'on peut se demander s'il est suffisant pour justifier la création d'un être moral, ou s'il est souhaitable que, moyennant

(1) PIC et BARATIN, n° 131. Toutefois la question est de savoir si la souscription est un acte de commerce est controversée, L. AUGER, *Journ. Soc.*, 1927, p. 127.

(2) Loi française, art. 6, sauf les chiffres de 25,000 francs et 100 francs.

une mise que la dévalorisation du franc rend particulièrement modeste, un industriel s'adjoignant un seul porteur de parts, puisse échapper à la responsabilité indéfinie de son passif commercial.

D'autre part, il est à retenir que, à la condition que le capital originaire soit au moins égal à 50,000 francs, la loi n'établit aucun maximum au delà duquel la forme anonyme pourrait seule être adoptée. Et certains auteurs y trouvent matière à critiques ⁽¹⁾.

La disposition diffère encore de l'article 6 de la loi française en tant que celle-ci fixe à 100 francs le minimum de la part sociale, alors que le projet actuel impose celui de 500 francs.

Cependant l'on notera que le projet primitif français contenait le minimum de 500 francs et qu'il a été réduit conformément à l'avis de la Chambre de Commerce de Strasbourg, dans le but de permettre les participations ouvrières. Question de chiffres à part, quelle est exactement la portée de cette disposition?

Il n'est pas inutile de signaler que le texte qui figure dans la loi française fournit actuellement matière à controverses. Certains l'interprètent en ce sens qu'il impose l'uniformité de toutes les parts : c'est ainsi que les parties pourront fixer le montant des parts à 500 francs, 1,000 francs, 1,500 francs, 2,000 francs, mais le texte ne permettrait pas la coexistence de parts de 500 francs et de parts de 1,000 francs (PORTIER, n° 33, p. 60).

Cette interprétation est en désaccord avec celle fournie par le rapport : La disposition a pour objet de déterminer à un taux uniforme, fixé à 500 francs le montant des actions, sans qu'il puisse être adopté un autre taux, inférieur ou supérieur. On a voulu éviter une diversité trop grande dans la fixation du taux minimum. (Cf. DROUETS, n° 83, Rapport Chapsal, au Sénat, pp. 14 et 15.)

D'après d'autres, le texte ferait obstacle à la création d'actions n'ayant pas de valeur nominale. Il excluerait la possibilité de créer des parts sans expression de valeur, des actions de jouissance ou de dividende, à attribuer en rémunération d'apports.

On ne peut adopter un texte qui aurait une telle portée, et qui interdirait ici des formules admises pour la formation et dans le fonctionnement des coopératives.

Enfin, la rédaction française peut encore être entendue comme interdisant l'attribution d'une puissance de vote différente à des titres dont l'import est différent.

Il semblerait fâcheux de trancher ici, d'une façon indirecte, toutes ces questions — ou pire encore — de les livrer à des controverses ou interprétations.

Il suffit de fixer l'obligation du capital minimum.

A raison des considérations qui précèdent, l'article 6 pourrait recevoir la rédaction suivante :

Le capital social doit être de 50,000 francs au moins. Il ne peut jamais être réduit au-dessous de ce chiffre.

Il doit être entendu que la réduction visée est celle par retrait des mises, et non par suite de pertes ou des prélèvements visé par l'article 34.

(1) DROUETS, *Traité*, n°s 82 et 282; ASCARELLI, pp. 458 et 459. Avant-projet suisse, art. 793.

ART. 7 ⁽¹⁾.

Les sociétés familiales ne peuvent être définitivement constituées qu'après que toutes les parts ont été réparties entre les associés dans l'acte de société et qu'elles ont été libérées intégralement.

Les parts sociales correspondant en tout ou en partie à des apports en nature doivent être entièrement libérées au moment de la constitution de la société.

Les fondateurs doivent déclarer expressément dans l'acte de société que ces conditions sont remplies.

* * *

Les conditions et formalités à remplir pour qu'une société privée à responsabilité limitée soit légalement constituée et puisse commencer ses opérations doivent être analogues à celles imposées par l'article 29 de la loi sur les sociétés aux sociétés anonymes : souscription intégrale du capital par des personnes et dans des proportions déterminées, réalisation des engagements souscrits par la délivrance au moins partielle des apports.

Toutefois le projet se montre ici plus rigoureux. La disposition de libération totale des apports en nature au moment de la souscription exclut la possibilité des apports à terme, ou par prestations successives.

Cette conséquence peut être acceptée, mais il en est une autre qui institue une différence considérable entre la société anonyme, la société coopérative, la commandite et la société nouvelle envisagée.

L'obligation de libérer complètement le capital souscrit en numéraire n'échappe pas à la critique et ne s'explique pas.

Nombre de sociétés n'auront pas besoin de posséder dans leurs caisses des fonds qui resteraient improductifs.

Force serait donc, en ce cas, de réduire le capital souscrit et d'enlever aux tiers la garantie que fournit l'appel des fonds non encore fournis.

« Afin de remédier à cet inconvénient — écrit un commentateur — il suffit aux fondateurs de la société d'évaluer avec soin les sommes qui seront nécessaires aux gérants pour commencer l'exploitation et de fixer le capital en conséquence. La société en sera quitte pour procéder à des augmentations de capital au fur et à mesure de son développement et de l'accroissement de ses besoins. » (DROUETS, p. 87, note.)

Est-ce désirable ?

La disposition imposant la libération intégrale des parts a été introduite dans la loi française au cours de la discussion de la loi. A l'origine elle n'était imposée qu'à l'égard des parts remises en contre-valeur d'apports en nature. C'est ce qui explique cette répétition figurant dans le second alinéa d'une obligation déjà insérée dans le premier alinéa.

L'obligation de libération intégrale du capital fut introduite parce que le

⁽¹⁾ Loi française, art. 7.

projet français contenait le principe de la responsabilité solidaire des constituants non seulement quant à la souscription mais aussi quant à la libération intégrale des parts et qu'il avait paru exagéré de rendre sans réserves ni tempérament possible le souscripteur de quelques parts solidaire de la défaillance des autres. L'expédient de la libération intégrale n'a d'autres raisons et il ne semble pas qu'elles soient suffisantes pour l'introduire ici — tout au moins si le capital social dépasse 50,000 francs.

Ces observations pourraient donner lieu au texte suivant :

La constitution d'une société privée à responsabilité limitée requiert :

1° *qu'il y ait deux associés au moins ;*

2° *que le capital soit intégralement souscrit ;*

3° *que chacune des parts souscrites en numéraire soit libérée d'un cinquième au moins. Toutefois, si le capital social ne dépasse pas 50,000 francs, cette libération devra être intégrale ;*

4° *que les parts sociales correspondant en tout ou en partie à des apports en nature soient entièrement libérées au moment de la constitution de la société.*

Les souscripteurs à l'acte constitutif sont considérés comme fondateurs. Les dispositions de l'article 35 — à l'exception du 1° dudit article — leur sont applicables.

ART. 8 ⁽¹⁾.

L'acte de société doit contenir l'évaluation des apports en nature. Les associés sont responsables vis-à-vis des tiers de la valeur attribuée au moment de la constitution de la société aux apports en nature.

L'action en responsabilité résultant des dispositions du paragraphe précédent se prescrit par dix ans à partir de la constitution de la société.

* * *

Le capital des sociétés peut être constitué par des apports effectifs ou par des souscriptions de sommes.

La législation française sur les sociétés anonymes a organisé une procédure spéciale pour la vérification des apports. Le système belge est différent. Le législateur a dû reconnaître combien de telles vérifications peuvent offrir de difficultés et combien les résultats en sont illusoires. Il y a renoncé.

La garantie du public consiste dans l'obligation de fournir une spécification détaillée des apports et des charges qui les grèvent, et dans l'incessibilité temporaire des actions d'apports. En outre, la loi atteint en tous cas les évaluations frauduleuses dans les bilans lors que ces apports y sont repris à l'avoir.

Aux termes de l'article 8, les apports doivent être évalués par les constituants.

(1) Loi française, art. 8. Celle-ci contient cependant « les associés sont *solidairement* responsables », etc.

L'article 7 du projet exige que cette contre-valeur soit fournie en titres entièrement libérés.

Ici la loi se montre particulièrement rigoureuse, au point de faire reculer nombre de constituants devant les dangers de la responsabilité qu'elle commine lorsqu'elle astreint les associés à l'évaluation des apports en nature et les constitue garants souvent solidaires de cette valeur vis-à-vis des tiers.

Sans doute, il faut réprimer la majoration des apports, mais comment sera-t-il possible, au cas par exemple de la mise en société d'une affaire familiale, d'une concession, de chiffrer avec l'exactitude qui exclut la possibilité de toute erreur, la valeur effective, réelle, en argent, d'immeubles, matériel, marchandises et surtout de clientèle, créances, fonds de commerce, prestations pour la continuation des affaires? Où trouver des bases certaines, qui mettent à l'abri d'autres évaluations en cas de litige, surtout si des réalisations n'ont pas répondu aux perspectives escomptées?

S'il faut fraude et mauvaise foi pour l'application de sanctions pénales, la simple erreur doit, aux termes du projet ouvrir le droit des tiers à réparation, car toute majoration est susceptible d'entraîner un préjudice à leur égard.

Le plus souvent l'action en responsabilité serait exercée après une mise en faillite par le curateur, au moment où la réalisation des biens aura fourni un produit bien inférieur à l'évaluation originaire. Cette action peut être introduite près de dix ans après l'apport. Le juge devra se reporter à l'époque de la constitution pour apprécier non la bonne foi des constituants, les causes d'une erreur, mais l'existence ou la non existence d'une différence. Nombre des associés primitifs auront disparu. Certains peuvent se trouver insolvables. On peut donc apprécier la hauteur du risque que le texte impose aux constituants. Il est tel que lors de l'examen du projet français à la Société d'études législatives de Paris, un des vice-présidents pouvait dire : « Je trouverais pour ma part bien imprudent d'entrer dans une société ainsi organisée et je ne conçois pas aisément qu'elle puisse rallier des concours importants. » (*Bull. Soc. études législ.*, 1921, p. 102.)

Aussi d'autres ont-ils donné comme conseil de prudence aux constituants de sous-évaluer leurs apports. Mais c'est enlever à la loi tout effet utile si celui qui veut user de la loi ne peut le faire qu'en abandonnant une partie de son avoir au profit des souscripteurs-espèces.

Les apports peuvent être sous-évalués dans les sociétés où l'apporteur reçoit à côté de sa part de capital des parts bénéficiaires donnant droit à participation dans les produits du capital sous-évalué, à rétablissement de l'égalité lors de la liquidation. Nous avons vu que le projet de loi ne prévoit pas une telle solution.

Celle-ci ne peut à notre avis être exclue.

L'article 1134 du Code civil et le principe de la liberté des conventions autorisent d'accorder des parts bénéficiaires, de concéder des titres de créances-bénéfices en faveur de ceux qui, par leur coopération, par des prestations, des soins ou des démarches, contribuent à la création ou au fonctionnement de la société. Nécessairement, ces parts bénéficiaires ne pourront être représentées par des titres au porteur.

Bref il n'y a point de sérieuses raisons d'adopter ici un système nouveau, qui s'écarterait du régime appliqué en matière de sociétés anonymes belges depuis la réforme de 1886-1913. Il est préférable de renvoyer purement à l'application de l'article 30 de la loi des sociétés plutôt que d'innover.

§ 4. — SANCTIONS CIVILES

ART. 9 ⁽¹⁾.

Est nul et de nul effet à l'égard des intéressés toute société familiale constituée contrairement aux prescriptions des articles 2, 4, 5, 6, 7 et 8.

La nullité ne peut être opposée aux tiers par les associés.

. . .

La proposition de loi invite — à l'exemple de la loi française — à adopter parmi les sanctions des règles de constitution, celle particulièrement grave de la nullité pour une série de violations :

1° Si la société a pour objet une entreprise d'assurances, d'épargne, de capitalisation (art. 2).

2° Si elle n'est pas constaté par un acte écrit.

3° Si, au cas d'acte sous seing privé, il n'en est pas dressé autant d'*originaux* que nécessaire pour le dépôt de l'un au siège social et les autres à l'appui des diverses formalités requises (art. 4, al. 2).

4° Si tous les associés n'interviennent pas en personne ou par mandataire justifiant d'un pouvoir spécial (art. 4, al. 3).

5° S'il n'y a pas au moins deux associés, ou s'il y en a plus de soixante (art. 5).

6° Si le capital social n'est pas au moins égal à 50,000 francs (art. 6, al. 1).

7° Si ce capital ne se divise pas en parts d'au moins 500 francs, ou d'un multiple (art. 6, al. 2).

8° Si à la date de l'acte toutes les parts n'ont pas été réparties entre les associés et entièrement libérées (art. 7, al. 1).

9° Si les fondateurs ont omis de déclarer expressément dans l'acte l'accomplissement de la double obligation reprise ci-dessus (art. 7, al. 2).

10° Si l'acte ne contient pas l'évaluation des apports en nature (art. 8, al. 1).

Par l'énumération de ces causes de nullité l'on constate que si les unes se rapportent à une atteinte à des dispositions relatives à la nature même de la société, d'autres — les plus nombreuses — concernent des infractions à des formalités.

Les « intéressés » sont tous ceux qui ont des rapports quelconques avec la société : les associés eux-mêmes, les créanciers et débiteurs sociaux, les créanciers et débiteurs des associés personnellement, le fisc ». Voir PIC et BARATIN, n° 216.

Si cette disposition a pu être acceptée dans toute sa rigueur par la législation française, c'est assurément parce que celle-ci diffère complètement de la nôtre en cette matière de sanctions.

Le législateur belge de 1886 a estimé qu'il y avait lieu de substituer aux sanctions de nullité que comminait l'article 29 ancien, celles des responsabilités personnelles.

La nullité du chef d'absence d'un acte est la seule qui puisse encore affecter les sociétés commerciales.

(1) Loi française, art. 9.

L'on ne pourrait aller au delà en ce qui concerne une catégorie spéciale de sociétés et il y a lieu ici encore à appliquer la règle générale.

Celle-ci atteindra la société privée à responsabilité limitée par le fait de sa mention dans le texte de l'article 4 de la loi générale.

Le renvoi à cette règle générale complètera en outre la disposition, en tant que celle-ci ne précisait pas que ces nullités devaient être considérées comme spéciales et n'opérer qu'à dater de la demande tendant à les faire prononcer.

ART. 10 ⁽¹⁾.

Lorsque la nullité de la société a été prononcée aux termes de l'article précédent, les associés auxquels la nullité est imputable sont responsables envers les autres et envers les tiers, solidairement entre eux et avec les premiers gérants, du dommage résultant de cette annulation.

* * *

A l'encontre de ce qui existe en matière des sociétés par actions et des sociétés coopératives le projet ne prévoit pas que la nullité se prescrira par l'exécution du contrat pendant cinq années (art. 169, alinéa final de la loi sur les sociétés).

Pourquoi ne pas appliquer ici la même règle?

Un renvoi à l'article 35 de la loi générale et à l'article 169 permettront de supprimer ce texte.

§ 5. — DÉNOMINATION. — FORMALITÉS DE PUBLICITÉ

ART. 11 ⁽²⁾.

La société familiale est soit qualifiée par la désignation de l'objet de son entreprise, soit désignée sous une raison sociale comprenant les noms d'un ou de plusieurs associés.

* * *

Nos lois coordonnées laissent à la société le choix de sa désignation. Elle peut être empruntée à l'objet de l'entreprise, ou être formée d'une raison sociale.

Le premier procédé est celui réservé jusqu'ici aux sociétés anonymes.

L'article 28 les autorise à emprunter une dénomination particulière ou la désignation de l'objet de leur entreprise. Il y aurait lieu de rédiger le texte proposé, dans les mêmes termes, étant bien entendu que les règles de l'article 28, alinéas 2 et 3, sont d'application.

Si les constituants ont recours à la seconde qualification, — la raison sociale — celle-ci doit être établie en conformité des règles suivies pour la constitution des sociétés en nom collectif. C'est-à-dire que « les noms des associés peuvent seuls faire partie de la raison sociale » (lois coordonnées, art. 16).

Il est à observer cependant que le recours à la raison sociale pourra parfois entraîner de sérieuses difficultés au cours de l'existence sociale. Il est interdit, en effet, d'ajouter à la raison sociale un nom imaginaire ou celui de personnes étrangères à la société. Son libellé devra donc être modifié chaque fois qu'un changement surviendra parmi les associés dont elle emprunte les noms.

(1) Loi française, art. 10. — (2) Loi française, art. 11.

ART. 12 ⁽¹⁾.

Dans le mois de la constitution de la société, une expédition de l'acte constitutif, s'il est notarié ou un original, s'il est sous seings privés, est déposé aux greffes de la justice de paix et du tribunal de Commerce du lieu dans lequel est établie la société.

ART. 13 ⁽²⁾.

Dans le même délai d'un mois, un extrait de l'acte constitutif est publié dans un des journaux édités dans le ressort du tribunal de Commerce.

Il sera justifié de l'insertion par un exemplaire du journal certifié par l'imprimeur, légalisé par le bourgmestre enregistré dans les trois mois de sa date.

Les formalités prescrites par l'article précédent et par le présent article seront observées, à peine de nullité, à l'égard des intéressés; mais le défaut d'aucune d'elles ne pourra être opposé aux tiers par les associés.

ART. 14 ⁽³⁾.

L'extrait doit indiquer que la société est familiale; sont objet; les noms des associés; la raison sociale ou la dénomination adoptée par la société et le siège social, les personnes autorisées à gérer, administrer et signer pour la société; le montant du capital social; l'espèce et la valeur des apports en nature; la clause qui attribue des intérêts aux associés, même en l'absence de bénéfices dans les termes de l'article 34; l'époque où la société commence, celle où elle doit finir et la date du dépôt aux greffes de la justice de paix et du tribunal de Commerce.

ART. 15 ⁽⁴⁾.

Si la société a plusieurs établissements ou succursales situés dans divers ressorts, le dépôt prescrit par l'article 12 et la publication prescrite par l'article 13 ont lieu pour chacun de ces établissements ou succursales.

ART. 16 ⁽⁵⁾.

L'extrait est signé par le notaire qui a reçu l'acte de société, ou si cet acte est sous seings privés, par un des associés investi à cet effet d'un pouvoir spécial.

ART. 17 ⁽⁶⁾.

Sont soumis aux formalités et aux sanctions prescrites par les articles 12 et 13 tous actes et délibérations ayant pour

(1) Loi française, art. 12. — (2) Loi française, art. 13. — (3) Loi française, art. 14.
— (4) Loi française, art. 15. — (5) Loi française, art. 16. — (6) Loi française, art. 17.

objet la modification des statuts et tout changement d'associés.

A la suite de ceux-ci seront relatés les noms, professions et demeures des associés la mention des cessions de parts sociales et la date de la signification ou acceptation.

Tout associé pourra prendre connaissance de ce registre.

* * *

Ces textes sont la reproduction des articles 12 et suivants de la loi française. Ils ont été introduits dans celle-ci parce qu'ils étaient eux-mêmes la reproduction des règles formulées dans le premier paragraphe de l'article 55 et les articles 56-57 et 59 de la loi de 1867, auxquels l'article 13 de la loi française renvoie d'ailleurs expressément.

L'utilité d'établir des règles communes de publicité uniformes dans la matière des sociétés, nous dicte la même obligation.

Puisque la loi nouvelle est destinée à former une section de la loi générale, il doit suffire de soumettre la société nouvelle aux textes correspondants de la loi belge (art. 6 et suiv.).

Mais ici se pose une question qui doit retenir l'attention : Quelle doit être la publicité : celle imposée aux sociétés de personnes ou aux sociétés de capitaux?

Les sociétés anonymes, les sociétés en commandite par actions, les sociétés coopératives doivent opérer la publication intégrale de leurs statuts. La société en nom collectif et en commandite simple satisfont à la loi en faisant publier leurs statuts par extrait (loi Soc., art. 6 et 9).

La garantie des tiers consiste dans les mesures de publicité.

On peut même assurer que cette publicité avec les sanctions qui répriment le mensonge dans les affirmations obligatoirement publiques est la seule garantie efficace.

Le projet de loi, se borne à adopter les obligations de publicité instituées par la loi française et peut encourir le reproche de ne pas tenir compte suffisamment des pratiques suivies en Belgique, et de certaines réformes actuellement soumises au Parlement.

Le régime de publicité à appliquer aux sociétés qui nous occupent, ne peut-être moins rigoureux que celui imposé aux sociétés coopératives. Comment concevoir, en effet, que celles-ci qui ne poursuivent pas essentiellement des opérations lucratives, ne disposent pas d'un crédit suffisant pour se livrer à des entreprises de grande envergure et qui ne sont pas en relations d'affaires constantes avec des tiers, puissent être tenues à des obligations de publicité plus strictes que les « sociétés familiales », qui, à capital illimité, peuvent entreprendre des opérations identiques à celles des plus puissantes sociétés anonymes?

La question de publicité en ce qui concerne les sociétés coopératives a fait dernièrement l'objet d'un examen des plus approfondi et se trouve actuellement soumise au Parlement ⁽¹⁾.

Nous devons donc renvoyer au rapport de la Section centrale sur le projet de loi modifiant l'article 9 des lois coordonnées sur les sociétés commerciales en ce qui concerne la publication des actes de certaines sociétés coopératives, et conclure à l'application des règles de publication intégrale. Tout au plus

(1) Projet de loi modifiant l'article 9 des lois coordonnées sur les sociétés commerciales, en ce qui concerne la publication des actes de certaines sociétés coopératives. Session 1925-1926, n° 185. Rapport de M. Van Dievoet, n° 420.

pourrait-on admettre la publication par extrait lorsque le fonds social n'excède pas le minimum obligatoire de 50,000 francs et lorsque la durée est limitée à cinq ans.

D'autre part, l'on n'aperçoit pas la nécessité de publication par voie d'impression dans un journal des « changements d'associés ». Le changement d'associés ne peut porter préjudice aux droits des tiers que si les parts ne sont pas entièrement libérées. Le nom d'un actionnaire, souvent étranger à la gestion, est sans intérêt.

Mais au contraire il peut y avoir les plus grands inconvénients, surtout dans les sociétés composées uniquement de membres d'une même famille, de devoir révéler les résultats de conventions parfois d'ordre intime. La publicité obligatoire de cessions que certains considèrent comme de nature à fournir un cadastre des fortunes ou des moyens d'investigation fiscale, aurait certainement pour résultat d'écarter nombre de ceux en faveur desquels les mesures nouvelles sont réclamées.

Enfin l'on ne peut perdre de vue que la publicité dans des journaux — la loi française dit « dans un des journaux pouvant recevoir des annonces légales », le projet dit « dans un des journaux édités dans le ressort du tribunal de commerce » — ne peut se comprendre que là où il n'existe pas de recueil officiel des sociétés.

Tel n'est pas le cas en Belgique et l'on n'aperçoit pas la raison qui motiverait la substitution à un recueil spécial dont la conservation est assurée, dont la consultation est organisée dans toutes les justices de paix, où les recherches sont aisées, de publications qui pourraient être faites dans des journaux même à périodicité incertaine, et à tirage infime, perdues dans quelque endroit isolé.

Une telle publicité serait vaine. Ce serait autoriser tous les abus et à considérer ce que vaudrait une telle publicité, il serait vraiment excessif de comminer une sanction de nullité pour le cas où elle ferait défaut.

D'autre part, ce serait une obligation frustratoire autant que coûteuse que de devoir renouveler cette publication dans le ressort de chaque succursale ou établissement — surtout quand elle va jusqu'à nécessiter parfois autant d'expéditions d'actes authentiques que de dépôts.

Le régime imposé aux sociétés coopératives — au besoin modifié dans le sens des propositions actuellement soumises au Parlement — apparaît devoir être appliqué ici.

On ne perdra pas de vue non plus que les obligations imposées par la loi sur le registre de commerce fournissent des garanties complémentaires amplement suffisantes.

La seule mesure de publicité complémentaire qui pourrait être utilement introduite pourrait être imposée dans les termes ci-après :

Toute société privée à responsabilité limitée doit tenir un registre contenant copies intégrales et conformes : 1° de l'acte constitutif de la société ; 2° des actes apportant des modifications au dit acte.

ART. 18 ⁽¹⁾.

Dans tous les actes, factures, annonces, publications ou autres pièces, documents émanés de la société, on doit

(1) Loi française, art. 18.

toujours trouver la dénomination sociale, précédée ou suivie immédiatement des mots écrits visiblement et en toutes lettres : « Société familiale » et de l'énonciation du montant du capital social.

Toute contravention aux dispositions qui précèdent est punie d'une amende de 50 francs à 1,000 francs.

* .

Les dispositions sur les sociétés coopératives ne contiennent pas d'obligation de mentionner le capital social (art. 132).

Celles sur les sociétés anonymes exigent que si les pièces émanant de la société énoncent le capital — mention qui n'est pas davantage imposée — ce devra être celui qui résulte du dernier bilan.

Il ne paraît pas y avoir de raisons suffisantes pour aller au-delà : les sociétés qui posséderont un capital dont le montant peut contribuer à consolider le crédit, useront de la faculté sans qu'il faille à cet égard user d'autorité.

Imposer la mention du capital c'est astreindre les sociétés à de coûteux devoirs de modification de leurs imprimés lors de la moindre augmentation ou diminution du capital.

D'autre part, une sanction pénale aussi sérieuse que celle proposée, ne se justifie guère en l'absence de l'intention frauduleuse, à raison d'une simple négligence, qui peut d'ailleurs être le fait d'un employé.

La sanction normale est la sanction civile, c'est-à-dire la responsabilité personnelle dans les conditions retenues par l'article 80 de la loi sur les sociétés.

ART. 19 (1)

Toute personne a le droit de prendre communication des pièces déposées au greffe de la justice de paix et du tribunal de Commerce, ou même de s'en faire délivrer, à ses frais, des expéditions ou extraits par le greffier.

* .

On ne recourrait guère à la communication prévue par l'article 19 si le système de publicité appliqué à toutes les autres sociétés trouvait ici son application. Tout au plus réclamera-t-on communication des actes qui n'auraient pas été publiés dans leur intégralité aux annexes du *Moniteur*, ou en vue de vérifier l'exactitude des publications.

Il n'y a point, en effet, de dépôt au greffe de la liste des membres et des bilans comme en matière de sociétés coopératives.

D'autre part, il serait contraire à la pratique d'obliger le greffier à délivrer des expéditions et non des copies.

Pour ce qui doit en subsister, le texte — par concordance avec l'article 136 (modifié) des lois coordonnées devrait porter :

« Le public est admis à prendre gratuitement connaissance des pièces déposées au greffe du tribunal de Commerce. Chacun peut en demander copie moyennant payement des frais ».

(1) Loi française, art. 19.

ART. 20 ⁽¹⁾.

La société doit être immatriculée dans le registre de commerce.

Cette disposition paraît inutile en présence des obligations imposées par la loi du 30 mai 1924 qui contient en termes formels cette obligation.

§ 6. — RÉGIME DES PARTS ET CESSIONS

ART. 21 ⁽²⁾.

Les parts sociales ne peuvent être représentées par des titres négociables, nominatifs, au porteur ou à ordre; elles ne peuvent être cédées que conformément aux dispositions des articles ci-après.

Il ne pourra être contracté d'emprunt par voie d'émission d'obligations.

ART. 22 ⁽³⁾.

Les parts sociales ne peuvent être cédées à des tiers étrangers à la société qu'avec le consentement de la majorité des associés représentant au moins les trois quarts du capital social.

Il est regrettable qu'il n'existe point en matière de législation sur les sociétés une terminologie précise.

Les termes « association, compagnie, société » sont souvent employés indifféremment. Il en est de même des termes « parts de fondateur, actions de dividende, de jouissance » sans que l'on fasse une distinction s'ils doivent désigner des titres d'associés ou de créanciers. Même remarque en ce qui concerne les obligations, bons de caisse, etc.

La même confusion existe dans l'emploi du terme action et part d'intérêt.

Cependant il est certain que tant au point de vue civil que fiscal il serait avantageux de saisir « la fuyante distinction de l'intérêt et de l'action ».

En tous cas il y a lieu de retenir que dans notre droit le terme *action* suppose comme caractères essentiels — sinon uniques — la transmissibilité de la part et la limitation de la responsabilité.

C'est pourquoi il y a lieu de considérer la société nouvelle comme une société par parts et d'éviter l'emploi, pour tout ce qui concerne son fonctionnement, du terme « actions ».

« Intérêt est synonyme de droit dans une société de personnes; action est synonyme de droit dans une société de capitaux ⁽⁴⁾. »

La « part sociale » dans les sociétés du type que la loi nouvelle créera sera d'un type mixte, intermédiaire entre l'action et la part d'intérêt. Essentiellement elle est une « part ».

(1) Loi française, art. 20. Cet article détaille les mentions à insérer.

(2) Loi française, art. 21, sauf le dernier alinéa. — (3) Loi française, art. 22.

(4) Voir WAHL, sur cass. fr. 13 février 1907. S. 1909, t. I, p. 578.

Les articles 21 et suivants répondent à cette distinction. Ils empêchent que la société privée ne perde ce qui est un de ses éléments caractéristiques et sa raison d'être. Il faut éviter qu'elle devienne « l'hôtellerie ouverte à tout passant », qu'elle ne soit un instrument de spéculation, qu'elle livre accès à des éléments indésirables.

Les dispositions qui figurent dans notre législation au regard des sociétés coopératives pour interdire les cessions à des tiers (art. 115) devront être renforcées ici.

Il faut écarter la transmission par les modes rapides du droit commercial : le transfert, la tradition, l'endossement. Les conditions qui ont été adoptées pour éviter les abus de la circulation des actions d'apport des sociétés anonymes peuvent à ces fins être appliquées ici.

Ces conditions imposées pour les cessions permettent, d'autre part, de supprimer les règles d'inegociabilité temporaire imposées en matière de sociétés anonymes.

Les associés ne peuvent obtenir que la délivrance de certificats au nom d'une personne dénommée.

Leur cession à des tiers est soumise à l'agrément de l'assemblée générale.

En toutes espèces, la cession est soumise à des formes rigoureuses et imposées à titre impératif sous peine de nullité.

Les associés ne peuvent y déroger soit en supprimant, en cas de cession à des tiers, la faculté d'agrément qui appartient à la collectivité des associés soit en abandonnant l'une des deux majorités requises pour le consentement, soit en les réduisant.

Théoriquement, le droit de *veto* peut présenter des conséquences fâcheuses pour l'associé qui veut se retirer, s'il ne parvient pas à trouver un cessionnaire qui soit agréé par ses coassociés.

En matière de sociétés coopératives, la difficulté a été écartée par le remboursement de sa mise à l'associé démissionnaire (art. 126). Mais une telle clause ne serait que difficilement appliquée ici où le capital ne pourrait subir, à tout instant, des modifications par réductions. Il faut bien reconnaître d'ailleurs que la pratique de clauses analogues, dans les sociétés par actions, n'a guère révélé d'exemples d'obstructions concertées.

Réserve faite du respect de ces conditions, les cessions sont libres entre associés. Mais s'agit-il ici uniquement de cessions contractuelles comme en cas de vente, de donation?

En cas de décès, l'héritier doit-il être considéré comme un tiers?

La solution affirmative est enseignée en matière de sociétés coopératives.

Le principe du droit français que, lorsqu'une personne meurt, ses biens sont recueillis par ses héritiers, peut paraître en conflit avec cet autre que, dans les sociétés de la nature de celle qui nous occupe, l'*intuitus personae* constitue un des éléments dominants. Et, l'article 36 du projet prévoit que la société n'est pas dissoute par la mort d'un des associés.

Dans de nombreux cas, et surtout dans ceux où la société sera vraiment familiale, il y aura lieu pour les intéressés de décider s'il y a inconvénient à ce que la société se trouve devant une part appartenant en indivis à un nombre considérable de personnes dont plusieurs peuvent être inconnues; le caractère de la société pourrait être atteint si elle était obligée d'accueillir des personnes indésirables.

Il semble donc que l'on puisse respecter la liberté des conventions en matière

de cessions de parts, tout en attirant l'attention des intéressés sur la nécessité d'obtenir le consentement de l'assemblée générale. La loi ne doit pas davantage prononcer l'interdiction absolue, pour les héritiers d'un associé de substituer leur indivision à la personnalité du défunt, qu'empêcher l'exclusion de telles personnes que les constituants voudraient écarter.

ART. 23 ⁽¹⁾.

Les cessions de parts sociales doivent être constatées par un acte notarié ou sous seings privés.

Elles ne sont opposables à la société et aux tiers qu'après qu'elles ont été signifiées à la société ou acceptées par elle dans un acte notarié conformément à l'article 1690 du Code civil.

L'article 23 se rapproche de l'article 47 des lois coordonnées. Cet article qui se rattache plus spécialement aux conditions de forme pourrait être avantageusement complété par les mentions de la sanction.

La rédaction suivante est proposée :

Les cessions de parts sociales ne peuvent être faites que par acte public, ou par écrit sous seing privé. La cession devra être signifiée à la société ou acceptée par elle dans un acte authentique, le tout à peine de nullité.

§ 7. — ORGANISATION ET FONCTIONNEMENT

ART. 24 ⁽¹⁾.

Les sociétés familiales sont gérées par un ou plusieurs mandataires associés ou non associés, salariés ou gratuits.

Ils sont nommés par les associés, soit dans l'acte de société, soit dans un acte postérieur, pour un temps limité ou sans limitation de durée. Sauf stipulation contraire des statuts, ils ont tous les pouvoirs pour poser des actes d'administration au nom de la société ; toute limitation contractuelle des pouvoirs des gérants est sans effet à l'égard des tiers.

Les gérants nommés par l'acte de société ou par un acte postérieur ne sont révocables que pour des causes légitimes.

. . .

La disposition contenue dans le second alinéa (*in fine*) de l'article 24 mérite d'être étudiée de près.

D'après les règles générales du mandat, le gérant est investi de tous pouvoirs pour agir au nom de la société. L'article 24 confirme cette règle. Mais en même temps il autorise les statuts à limiter ses pouvoirs. Or, les commentateurs enseignent que cette limitation insérée dans le contrat de société est une limitation contractuelle qui serait sans effet à l'égard des tiers. (PORTIER, n° 251).

En d'autres termes, il serait impossible d'instituer des gérants n'ayant point mandat général d'administration. Le texte rend valables tous actes du gérant

(1) Loi française, art. 23.

quelle que soit leur importance, même si les tiers ont connu la restriction. Le gérant est et doit être omnipotent.

Cette disposition a été insérée pour raison de sécurité des tiers qui doivent avoir l'assurance que la société ne pourra jamais renier les engagements pris en son nom.

Mais n'est-ce pas sacrifier la sécurité des associés? N'est-il pas exorbitant qu'ils ne puissent restreindre les pouvoirs des gérants à condition d'avertir les tiers? Si l'on estime ces réserves fondées, le texte de l'article 24 doit être modifié.

La doctrine interprétant l'article 24 alinéa 3 de la loi française du 7 mars 1927, rédigé dans des termes identiques à ceux que contient le projet, précise la portée des mots *révocables que pour des causes légitimes* : « Cette disposition signifie que la décision des associés qui révoque le gérant n'a pas pour effet de lui enlever le pouvoir de représenter la société si le gérant conteste la légitimité de la mesure qui le frappe. Le recours à l'autorité judiciaire est alors indispensable pour faire produire ses effets à la révocation. Tant que cette autorité ne s'est pas prononcée, le gérant peut, malgré l'opposition des associés, continuer à faire tous les actes qui rentrent dans ses pouvoirs légaux. Les engagements contractés par lui obligent la Société, à la condition qu'ils ne soient pas entachés de fraude. (*Code civil*, art. 1856, al. 1^{er}.) Le droit qui appartient au gérant d'agir au nom de la Société ne prend fin qu'à compter du jour où est rendue la décision définitive qui reconnaît la légitimité des motifs invoqués par la Société et prononce la révocation. » (DROUETS, *Commentaire*, p. 86, et *Traité*, n° 238.)

Il est même enseigné que les parties ne pourraient, en présence de ce texte, insérer dans les statuts une clause aux termes de laquelle le gérant serait révocable *ad nutum* : « la nullité de la société pourrait même être demandée puisque celle-ci aurait été contractée en violation d'un principe et d'une règle expressément imposés par la loi. » (POTTIER, n° 77, *Contra*; DROUET, *Commentaire*, p. 86, et *Traité*, p. 246.)

S'il en est ainsi l'on doit reconnaître que cette clause dérogatoire aux principes généraux de la gestion et du mandat est de nature à entraîner de graves difficultés.

Sans doute l'on peut invoquer que la société qui nous occupe constituera souvent un groupement à caractère familial et qu'il convient d'assurer au chef de famille une autorité prépondérante. Mais la considération perd sa valeur lorsque le gérant est étranger à la société, est choisi en dehors des associés et n'est plus qu'un simple mandataire ou employé.

L'on peut citer comme motifs légitimes de révocation la mauvaise gestion, les actes d'infidélité, les violations de la loi ou des statuts, l'état de santé. Mais qu'en est-il de la divergence de vues dans la conduite des affaires? Et en tous cas combien lente et délicate sera l'appréciation de faits complexes, susceptibles d'interprétations contradictoires par les tribunaux.

Il convient donc de laisser tout au moins à la liberté des contractants l'insertion dans les statuts de la clause permettant la révocation du gérant soit *ad nutum* soit pour des causes déterminées.

Les mots *sauf stipulation contraire des statuts* devraient donc figurer dans un alinéa final et s'appliquer à toutes les dispositions que contient l'article.

(1) Loi française, art. 24.

ART. 25 ⁽¹⁾.

Les gérants sont responsables, conformément aux règles du droit commun, individuellement ou solidairement suivant les cas, envers la société et envers les tiers, soit des infractions aux dispositions de la présente loi, soit des violations des statuts, soit des fautes commises par eux dans leur gestion.

Cette disposition correspond à l'article 12 des lois coordonnées. Celui-ci est encore plus précis et complet et l'on peut y renvoyer.

ART. 26 ⁽²⁾.

Les décisions des associés sont prises en assemblées.

Toutefois, la tenue d'une assemblée n'est pas nécessaire quand le nombre des associés n'est pas supérieur à vingt-cinq. Dans ce cas, chaque associé recevra le texte des résolutions ou décisions à prendre expressément formulées et émettra son vote par écrit.

L'autorité souveraine de toute société réside dans la collectivité des associés manifestant sa volonté dans une réunion en assemblée générale. Les gérants ne sont que l'un des organes de la société. Ils dépendent d'elle et ont à lui rendre compte de leur mandat.

La règle logique en matière d'assemblées générales est la délibération ou discussion suivie de la décision. Mais faisant une distinction entre les « petites » et « grandes » sociétés le projet introduit ici la dispense de réunir l'assemblée lorsque le nombre des associés est inférieur à vingt-six.

L'innovation est heureuse car « l'obligation imposée aux associés de se réunir pour délibérer a été, dans bien des cas, une cause de gêne, sans que par ailleurs son utilité fût bien réelle (DROUETS, n° 284 et 444 et suiv.).

ART. 27 ⁽³⁾.

Aucune décision n'est valablement prise dans les deux cas prévus par l'article précédent qu'autant qu'elle a été adoptée par des associés représentant plus de la moitié du capital social. Sauf stipulation contraire dans les statuts, si ce chiffre n'est pas atteint à la première consultation, les associés sont convoqués une seconde fois, par lettres recommandées, et les décisions sont prises à la majorité des votes émis, quelle que soit la portion du capital représenté.

Les deux cas que vise l'article 27 sont ceux des décisions qui doivent résulter du vote par correspondance et du vote dans les assemblées générales.

Mais l'on doit constater que la loi française n'est point particulièrement précise pour le surplus de cette disposition.

(1) Loi française, art. 25. — (2) Loi française, art. 26, sauf que le chiffre 20 figure à lieu de 25.

(3) Loi française, art. 27.

Elle ne distingue pas entre les consultations portant sur des objets rentrant dans le fonctionnement ordinaire de la société, et les propositions modificatives des statuts. Pour les unes et les autres elle exige une expression de volonté de la part d'associés possédant plus de la moitié du capital social.

Il est permis de douter que cette innovation soit bien nécessaire pour le fonctionnement de ces sociétés et qu'il faille prévoir la tenue de deux assemblées pour toutes éventualités, telles l'approbation du bilan.

Sauf le droit pour les statuts de disposer autrement, l'on pourrait s'en référer aux règles indiquées pour les sociétés anonymes. (Voir art. 149 des lois coordonnées pour ce qui concerne les sociétés coopératives.)

ART. 28 (1).

Nonobstant toute clause contraire de l'acte de société, tout associé peut prendre part aux décisions.

Chaque associé a un nombre de voix égal au nombre de parts sociales qu'il possède.

La disposition de l'article 28 rencontre d'intéressants problèmes.

D'après le système préconisé, la majorité peut appartenir à un seul associé, ce qui peut réduire à néant les droits des autres associés.

Il est interdit de créer des actions à vote plural : ces deux règles sont impérativement imposées par l'article 28 au rédacteur des statuts.

Le but de l'article a été d'empêcher que les petits associés ne fussent écrasés par les gros : cependant il ne contient pas la clause de limitation contenue dans l'alinéa 2 de l'article 74 de la loi sur les sociétés.

Si l'on maintenait le texte proposé par l'article 6, l'alinéa 2 de l'article 28 pourrait être inconciliable avec celui-ci au cas où l'on admettrait l'existence de parts de valeur inégale.

Aussi, en présence de ces obscurités certains commentateurs ont-ils été jusqu'à prétendre — à tort, si l'on s'en rapporte aux travaux préparatoires — que l'interdiction contenue dans le premier alinéa de l'article 28 visait uniquement l'obligation d'accorder le droit de vote à tout associé. (Voir lois coordonnées, art. 74, al. 2.)

La question à résoudre est donc s'il doit être possible de concéder ici — comme dans les autres sociétés — par voie de dispositions statutaires — un chiffre de voix supérieur ou inférieur au nombre de leurs parts sociales à un ou plusieurs associés.

Aussi longtemps que le problème du vote plural n'aura pas été résolu ailleurs, il peut être d'autant plus dangereux d'innover ici que cette réforme pourrait avoir pour résultat de contrarier le légitime désir d'un père de famille ou d'un patron de conserver le contrôle de son industrie.

ART. 29 (2).

Dans les sociétés comptant plus de vingt-cinq associés, il doit être tenu, chaque année au moins, une assemblée générale à l'époque fixée par les statuts.

(1) Loi française, art. 28.

(2) Loi française, art. 29.

D'autres assemblées peuvent toujours être convoquées par le ou les gérants, à leur défaut par le conseil de surveillance, s'il en existe un, et, à défaut de celui-ci, par les associés représentant plus de la moitié du capital social.

L'article 29 impose l'obligation de tenir une assemblée annuelle, mais n'en détermine pas l'objet obligatoire.

L'article 30 consacre le droit des associés à la communication du bilan, de l'inventaire et du rapport du conseil de surveillance.

L'article 38 prévoit et réprime la distribution de dividendes « fictifs » en l'absence d'inventaire.

Mais nous ne trouvons nulle part des dispositions contenant directement l'obligation de dresser un bilan annuel, de le communiquer dans des délais de rigueur aux commissaires.

Sans doute l'on peut inférer de la combinaison du dernier alinéa de l'article 30 avec l'article 29 que puisque la communication du bilan et des annexes n'est autorisée en certains cas que pendant les quinze jours qui précèdent l'assemblée, qui doit être tenue chaque année au moins, il faut que chaque année un bilan soit dressé.

Mais ce texte ne peut apparaître comme suffisant.

Aussi y aurait-il lieu de faire précéder l'article 29 d'une disposition ainsi conçue :

Chaque année il doit être procédé, à la date indiquée par les statuts, à un inventaire. Le bilan doit être dressé dans les trois mois de celui-ci.

L'inventaire indique la base qui a été adoptée pour l'évaluation de chaque élément de l'actif et range sous des rubriques distinctes les créances garanties par privilège, hypothèque, ou garanties réelles et celles à charge d'associés. Le bilan doit être dressé en conformité des prescriptions de l'article 75, alinéas 3 et 4. Il spécifie au passif le montant des dettes au profit d'associés.

ART. 30 ⁽¹⁾.

Tout associé peut, par lui ou par un fondé de pouvoir, prendre au siège social communication de l'inventaire, du bilan et du rapport du conseil de surveillance constitué conformément à l'article 32.

Dans les sociétés de plus de vingt-cinq membres, cette communication ne sera permise que pendant les quinze jours qui précéderont cette assemblée générale.

La rédaction de l'alinéa final de l'article 30 donne lieu à équivoques où à critiques : à le suivre le gérant pourrait refuser la communication du bilan jusqu'au quinzième jour avant l'assemblée, soit pendant les 23/24^e de l'année dans les sociétés comptant plus de vingt-cinq associés, soit les plus importantes. En l'absence du dépôt au greffe, exigé de toutes les autres sociétés, non seulement les tiers mais encore tout associé serait privé du droit d'information. Ce n'est certainement pas la pensée des auteurs de la proposition et cet alinéa pourrait sans inconvénients être supprimé.

(1) Loi française, article 30, sauf que le chiffre 20 figure au lieu de 23.

ART. 31 ⁽¹⁾.

Les associés ne peuvent, si ce n'est à l'unanimité, changer la nationalité de la société. Toutes autres modifications dans les statuts sont décidées par la majorité des associés représentant les trois quarts du capital social.

Si l'on peut admettre la dénationalisation lorsqu'il s'agit de personnes physiques, il en est tout autrement semble-t-il en matière de sociétés.

Quelles sont, en cas de répudiation de la loi du contrat d'origine, les conséquences de l'adoption d'une législation nouvelle? La société ancienne ne disparaît-elle pas et une société nouvelle se crée-t-elle? Y a-t-il continuité et persistance de l'être moral? La clause de changement de nationalité n'a-t-elle pas pour portée unique d'obliger les associés à consentir une nouvelle société, sous un régime qui devra d'ailleurs se conformer aux obligations d'une législation différente?

La majorité de la doctrine considère la personnalité de la société comme une création de la loi à la faveur de laquelle elle s'est constituée.

La nationalité découle du fait de la volonté, et de la déclaration, d'obédience à cette loi.

Il en résulte que si une société renonce à se réclamer de cette loi pour adopter celle d'un autre pays, il faut nécessairement en déduire la disparition du bénéfice de la personnalité.

Quoiqu'il en soit, il serait dangereux d'entreprendre à l'occasion d'une réforme fragmentaire la solution d'un problème juridique qui fournit matière à controverses, et est en tous cas particulièrement délicat.

Dire que les associés ne peuvent si ce n'est à l'unanimité changer la forme de la société, c'est proclamer qu'à l'unanimité ils auraient ce droit. C'est prendre position dans la controverse.

En outre, si l'article 31 de la loi française était adopté dans ses termes généraux, l'on pourrait soutenir qu'il va à l'encontre du principe déposé dans l'article 70, alinéa 2 de nos lois coordonnées, que l'on pourrait de même modifier, à condition que ce soit à l'unanimité, le but et les bases essentielles de la société, et même obliger un ou des associés à augmenter leur part sociale. L'article 31 du projet ne reproduit pas même ici la finale de l'article correspondant de la loi française « toutefois, dans aucun cas, la majorité ne peut obliger un des associés à augmenter sa part sociale ».

De très sérieuses raisons justifient donc la disparition de la première partie de cet article.

ART. 32 ⁽²⁾.

Dans toute société familiale, comprenant plus de vingt-cinq associés, est établi un conseil de surveillance composé de trois associés au moins.

Ce conseil est nommé dans l'acte de société. Il est soumis à la réélection aux époques déterminées par les statuts.

⁽¹⁾ Loi française, art. 31.

⁽²⁾ Loi française, art. 32.

Les pouvoirs du conseil de surveillance sont [mutatis mutandis], les mêmes que ceux des commissaires dans les sociétés anonymes, sans préjudice des dispositions des statuts concernant le fonctionnement du conseil.

Les membres de ce conseil n'encourent aucune responsabilité à raison des actes des gérants et de leurs résultats.

Chaque membre du conseil de surveillance est responsable, soit envers la société, soit envers les tiers, de ses fautes personnelles dans l'exécution de son mandat.

* . *

Toutes les sociétés privées ne sont pas tenues d'instituer un comité de surveillance.

L'article 32 en dispense les sociétés composées de moins de vingt cinq associés. Ce sont celles qui ne sont pas soumises à l'obligation de réunir une assemblée générale annuelle : les « petites sociétés » jouissent du principe de liberté et autonomie absolus qui domine les sociétés de personnes.

Dans ces sociétés, les statuts peuvent consacrer par une clause formelle la renonciation au droit de surveillance par commissaires ou l'organiser par d'autres modes ; droit de regard accordé à tous ou quelques-uns des associés, mesures spéciales, permanentes ou extraordinaires. Ce droit est en effet consacré par l'article 30, alinéa 1, applicable à toutes les sociétés.

La surveillance doit être organisée dans les sociétés qui comptent plus de vingt cinq associés. La disposition est impérative. Mais l'on peut se demander les raisons pour lesquelles le nombre des commissaires ne pourrait être inférieur à trois, alors que ce nombre n'est pas exigé dans les sociétés anonymes et pourquoi il y aurait lieu de s'écarter, en ce qui concerne les droits et devoirs des commissaires du régime consacré par l'article 65, alinéa 3 des lois coordonnées.

ART. 33 (1).

Il est fait annuellement sur les bénéfices un prélèvement d'un vingtième au moins affecté à la formation d'un fonds de réserve.

Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve a atteint un dixième du capital social.

La mention de sujétion à l'article 75, alinéa 4 des lois coordonnées que nous avons proposée plus haut permettra de supprimer cet article.

ART. 34 (2).

Il peut être stipulé dans l'acte de société, mais seulement pour la période de temps nécessaire à l'exécution des travaux qui, d'après l'objet de la société, doivent précéder le commencement de ses opérations, que les associés auront droit à des intérêts à un taux déterminé, même en l'absence de bénéfice. L'acte de société détermine cette période.

(1) Loi française, art. 33. — (2) Loi française, art. 34.

Cette clause doit, sous peine de nullité, être insérée dans l'extrait de l'acte de société publié dans un journal en vertu de l'article 13.

Le montant des intérêts ainsi payés doit être compris parmi les frais de premier établissement et réparti avec ces frais, suivant le mode et dans le délai que doivent fixer les statuts, sur les années qui présenteront des bénéfices.

* * *

La clause d'intérêts fixes, susceptibles d'être acquittés en l'absence de bénéfices, peut avoir en fait pour conséquence une réduction du capital par voie de reprise d'apports et peut ramener même le montant de celui-ci en dessous du minimum obligatoire. Elle déroge aux règles ordinaires du contrat de société. La loi anglaise de 1908 l'a cependant autorisée par sa section 9.

Telle qu'elle figure dans la loi, la clause a la portée de celle des intérêts intercalaires, dont la pratique autorise déjà actuellement l'octroi.

La jurisprudence française en matière de sociétés anonymes l'admet dans le silence de la loi (*Voir Cass.*, 21 déc. 1925. *Rev. Soc.*, 1926 et la note), tandis que la doctrine le combat. (CONS. ROUSSEAU, n° 1432 et suivants.)

Dès la discussion de la loi de 1867, M. Pirmez déclarait que, par tolérance et comme tempérament de la défense de répartir des bénéfices non acquis, la Commission admettait la distinction entre les intérêts permanents et les intérêts intercalaires dont il s'agit. En tel cas le capital est ostensiblement diminué des intérêts que grève le prix de revient de l'entreprise ⁽¹⁾.

La justification de ce prélèvement ne peut se trouver que dans la période de fonctionnement préparatoire. Aussi lorsque s'ouvre la période définitive, ce n'est que s'il y a bénéfice qu'il peut y avoir distribution de dividendes, même sous le nom d'intérêts.

ART. 35 ⁽²⁾.

La répétition des dividendes ne correspondant pas à des bénéfices réellement acquis est admise entre les associés qui les ont reçus.

L'action en répétition se prescrit par cinq ans à partir du jour fixé pour la distribution des dividendes.

Cette disposition paraît aller au delà sur un point et rester en deçà sur un autre, si on l'a compare à celle contenue dans l'article 169 des lois coordonnées.

L'article 169 ne vise que les actions des tiers en restitution de dividendes indûment distribués.

L'article 35 ne s'occupe que de la répétition vis-à-vis des associés.

Pour le surplus, il est préférable de consacrer comme terme initial de la prescription non le jour fixé pour la distribution, mais celui de la répartition effective.

⁽¹⁾ CONS. GUILLERY, III, n° 1304. — ⁽²⁾ Loi française, art. 35.

ART. 36 ⁽¹⁾.

La société n'est point dissoute par l'interdiction, la faillite, la déconfiture ou la mort d'un des associés, sauf stipulation contraire des statuts.

La loi statue à défaut de stipulation contraire des statuts. Elle n'exclut pas l'application des motifs qui peuvent en d'autres cas entraîner la dissolution, soit aux termes généraux de la loi, soit en vertu de prévisions contractuelles : extinction de la chose; perte totale ou partielle du fonds social; consommation de la négociation; décès du gérant; justes motifs (application de l'art. 1871 du Code civil. Voir PIC et BARATON, n° 395).

Les fondateurs sont bien mieux placés que le législateur pour se prononcer à ce sujet.

§ 8 — SANCTIONS PÉNALES

ART. 37 ⁽²⁾.

Sont punis d'une amende de 500 à 10,000 francs et d'un emprisonnement de quinze jours à six mois ou de l'une de ces peines seulement :

Les fondateurs qui ont fait dans l'acte de société une déclaration fausse concernant la répartition des parts sociales entre tous les associés ou la libération des associés ;

Les gérants qui, directement ou par personne interposée, ont ouvert une souscription publique des valeurs mobilières quelconques pour le compte de la société.

. . .

Les textes instituant des sanctions pénales doivent être particulièrement clairs et précis. D'autre part, il apparaît nécessaire de ne pas soustraire à l'application de la législation en vigueur celles des infractions qui sont déjà visées, en ce qui concerne les autres sociétés commerciales, par les articles 173 et suivants des lois coordonnées.

Il ne peut donc s'agir que de compléter ces dispositions à raison d'actes délictueux auxquels l'organisation spéciale de la société privée pourrait donner naissance; et ce complément doit être introduit en harmonie avec le système de celles comminées à raison des autres délits.

Les fausses déclarations dans l'acte de société tombent incontestablement sous l'application des peines du faux, toutes les fois qu'elles altèrent avec intention frauduleuse les mentions que l'acte doit contenir. Il ne peut être question évidemment d'appliquer la peine de l'emprisonnement ou de l'amende à une déclaration qui ne serait que matériellement et non intentionnellement fausse, et d'atteindre ainsi les simples négligences. D'autre part, on ne pourrait au cas de déclaration intentionnellement fausse limiter la répression aux seuls fondateurs. Si d'autres personnes participaient à l'acte constitutif — tels des gérants — et

(1) Loi française, art. 36. — (2) Loi française, art. 37.

étaient co-auteurs de la fraude, elles devraient être comprises dans la répression. La sanction doit s'appliquer non seulement aux mentions de l'acte constitutif, mais de tout acte modifiant le capital.

L'alinéa 2 du texte proposé pour l'article 37 est donc inutile en présence de l'article 196 du Code pénal.

Il serait dangereux, car il pourrait être invoqué comme substituant à cet article une législation moins rigoureuse ⁽¹⁾.

Le troisième alinéa vise au contraire à une infraction spéciale à la matière : le respect d'une obligation particulière aux présentes sociétés.

Ce délit consiste non dans l'appel à la publicité en vue de la constitution de la société — avant que la société existe, il est impossible d'ouvrir une souscription *pour son compte* — mais en vue de cession de parts ou de création de parts nouvelles. De même, l'ouverture d'une souscription pour le placement de valeurs étrangères à la société n'est pas davantage fait *pour son compte*.

L'appel à la publicité n'est interdit que lorsqu'il porterait, au cours de l'existence de la société, sur la souscription des titres de celle-ci. La raison de l'interdiction est la volonté de maintenir le caractère *privé* de la société.

La disposition doit frapper les gérants qu'ils aient agi directement ou par personne interposée : la défense pourrait sinon être éludée par le recours à un tiers, par exemple une banque.

Le délit ainsi caractérisé est de la catégorie de ceux visés par l'article 176. La disposition ci-après pourrait être insérée à la suite de l'alinéa 2 du dit article :

Les gérants qui directement ou par personne interposée ont ouvert une souscription publique à des parts d'une société privée à responsabilité limitée.

ART. 38 ⁽²⁾.

Sont punis de peines portées par l'article 496 du Code pénal, sans préjudice de l'application de cet article, à tous les faits constitutifs du délit d'escroquerie :

Ceux qui ont, à l'aide de manœuvres frauduleuses, fait attribuer à un apport en nature une évaluation sensiblement à sa valeur réelle ;

Les gérants qui, en l'absence d'inventaires ou au moyen d'inventaires frauduleux, ont opéré entre les sociétés la répartition de dividendes fictifs.

* *

Les observations formulées lors de l'examen de l'article 8 sont de nature, si elles sont accueillies, à entraîner la disparition du délit, spécialement visé dans le second alinéa de l'article 38.

En fût-il autrement, il semblerait bien difficile d'ériger le fait d'évaluation même frauduleuse d'apports à un taux « sensiblement » supérieur à la valeur

(1) L'on a fait observer, non sans raison, que « le législateur français, commettant une impropriété de langage, a parlé de la *libération des associés*, alors qu'il s'agit évidemment de la libération des parts sociales » (DROUETS, n° 110, note).

(2) Loi française, art. 38.

réelle, en délit spécial uniquement en matière de sociétés privées à responsabilité limitée.

D'ailleurs, ainsi que le texte l'indique, lorsque le fait revêtira une réelle gravité, la répression pourra intervenir par application de l'article 496 du Code pénal.

En ce qui concerne la distribution de dividendes fictifs l'article 180 des lois coordonnées assure la répression en cas de répartition de dividendes « non prélevés sur les bénéfices réels ».

§ 9. — DISPOSITIONS TRANSITOIRES

Art. 39 (1).

Les sociétés en nom collectif ou en commandite et les sociétés anonymes, constituées antérieurement ou postérieurement à la présente loi, peuvent se transformer en sociétés familiales sous réserve des droits des tiers.

Sous la même réserve, les sociétés familiales constituées conformément à la présente loi pourront se transformer en sociétés anonymes.

Le droit à semblables transformations est censé inscrit dans les statuts des sociétés créées antérieurement à la présente loi.

*
*
*

La disposition de l'article 39 fournit matière dans la doctrine française à des controverses et à des difficultés d'interprétation multiples.

« Entendu littéralement, il constitue une disposition superflue... il ne fait que consacrer une solution qui résultait suffisamment des principes du droit et dont personne n'aurait songé à son défaut, à contester l'exactitude : il n'est pas douteux, en effet, qu'une société, quelle que soit sa nature, peut à certain moment de son existence adopter une forme différente de ce qu'elle a choisie. » (DROUERS, n° 150; HOUXIN et BOSVIEUX, t. II, n° 782.)

Le législateur doit fournir une solution de volonté. Il doit dire si l'opération de transformation comportera création d'un être moral nouveau ou si l'ancienne société continuera d'exister avec son individualité primitive et devra être seulement considérée comme ayant subi une simple modification de forme.

De la solution — persistance de l'être moral ou dissolution avec création d'un être nouveau — peut dépendre non seulement l'obligation de satisfaire à toutes ou à quelques-unes des conditions et formalités de constitution exigées pour la société nouvelle mais aussi le régime à appliquer au regard des charges fiscales.

Si l'on veut faciliter l'adoption du type nouveau de société par ceux qui ont antérieurement été obligés de recourir au type de la société anonyme, coopérative, ou société de personnes, il convient de trancher la controverse en ajoutant à l'article 39 un alinéa prévoyant que « ces transformations ne seront pas considérées comme créant un être moral distinct, la société nouvelle n'étant que la continuation de l'ancienne ». Ajoutons que s'il faut favoriser la création des sociétés du nouveau type, il paraît fort discutable que l'on doive prévoir et faciliter l'accession par celles-ci au régime de l'anonymat.

(1) Loi française, art. 39.

ART. 40 ⁽¹⁾.

Les dispositions de la présente loi sont applicables à la Colonie.

*
*
*

La loi française (art. 43) contient sans doute que « les dispositions de la présente loi sont applicables à l'Algérie et aux colonies ».

Mais, c'est sous l'empire d'une législation de Droit public différent.

L'article 40 ne paraît pas pouvoir se concilier avec notre charte coloniale. L'article 1^{er} de la Constitution décide que « les colonies, possessions d'outre-mer ou protectorats que la Belgique peut acquérir sont régis par des lois particulières ».

L'article 1^{er} de la loi du 18 octobre 1908 sur le gouvernement du Congo belge applique la disposition : « Le Congo belge a une personnalité distincte de celle de la métropole. Il est régi par des lois particulières. »

» Pour qu'un texte quelconque, obligatoire en Belgique, entre en vigueur au Congo, il faut donc qu'une loi spéciale du législateur compétent l'y rende exécutoire par des dispositions expresses et formelles. » (HALEWYCK, *Charte coloniale*, p. 53.)

Si un décret peut rendre obligatoire au Congo une loi déjà en vigueur en Belgique, le législateur belge ne peut avoir le même pouvoir. Et encore ce que le décret peut rendre obligatoire, c'est non la loi belge mais un texte identique.

*
*
*

L'étude, dont le projet de loi qui vous est soumis, a fourni l'occasion au rapporteur, n'a certes pas la prétention d'être complète, et les solutions qui vous sont présentées sont assurément susceptibles d'être amendées et améliorées au cours des discussions.

Il conviendra sans doute au Gouvernement de fournir sa contribution, à l'aide de la documentation qu'il possède, et de saisir du problème le Comité de législation.

Mais votre Commission exprime le vœu unanime de voir aboutir sans plus de délais la réforme proposée.

Enfin, elle ne peut terminer son rapport sans constater que le développement de la *société privée à responsabilité limitée* sera lié étroitement au régime fiscal auquel elle sera soumise.

Le Rapporteur,
P. WAUVERMANS.

Le Président,
J. DESTREE.

⁽¹⁾ Loi française, art. 43.

(36)

ANNEXES

LOIS BELGES COORDONNÉES

des 18 mai 1873; 26 décembre 1881; 22 mai 1886;
16 mai 1901; 25 mai 1913; 8 juillet 1924; 23 juillet 1927.
(Code de Commerce, livre I, titre IX.)

Dispositions auxquelles renvoie la proposition de loi pour être appliquées aux Sociétés privées à responsabilité limitée.

Art. 8. — L'extrait des actes de société est signé : pour les actes publics, par les notaires, et pour les actes sous seing privé, par tous les associés solidaires.

Art. 9. — Les actes de sociétés anonymes, de sociétés en commandite par actions, de sociétés coopératives, sont publiés en entier. Les mandats authentiques ou privés, annexés à ces actes ne sont pas soumis à publication.

Art. 10. — Les actes ou extraits d'actes dont les articles précédents prescrivent la publication seront, dans la quinzaine de la date des actes définitifs, déposés en mains des fonctionnaires préposés à cet effet; ils en donneront récépissé. La publication devra être faite dans les dix jours du dépôt, à peine de dommages intérêts contre les fonctionnaires auxquels l'omission ou le retard seraient imputable.

La publication sera faite par la voie du *Moniteur*, sous forme d'annexes, qui seront adressées aux greffes des cours et tribunaux, où chacun pourra en prendre connaissance gratuitement et qui seront réunies dans un recueil spécial.

Un arrêté royal indiquera les fonctionnaires qui recevront les actes ou extraits d'actes et déterminera la forme et les conditions du dépôt et de la publication.

La publication n'aura d'effet que le cinquième jour après la date de l'insertion au *Moniteur*.

Les mandats authentiques ou privés, annexés aux actes de société anonyme, de société en commandite par actions et de société coopérative seront déposés en même temps que les actes auxquels ils se rapportent. Chacun pourra en prendre connaissance gratuitement.

Art. 11. — Si le dépôt n'est pas fait dans le délai prescrit par l'article précédent, la publication des actes ou extraits d'actes sera soumise à une amende qui sera d'un pour mille du capital social, sans qu'elle puisse être moindre de 50 francs ni supérieure à 5,000 francs.

Cette amende sera exigible sur l'enregistrement de la publication tardive qui sera opérée d'office ; elle sera due solidairement, quant aux actes publics par les notaires et quant aux actes sous seing privé par les associés solidaires ou, à défaut de ceux-ci par les associés fondateurs. Toute action intentée par une société dont l'acte constitutif n'aura pas été publié, conformément aux articles précédents, sera non recevable. Les associés ne pourront se prévaloir des actes de société à l'égard des tiers qui auront traité avant la publication ; mais le défaut de publication ne pourra être opposé aux tiers par les associés.

ART. 12. — Toute modification conventionnelle aux actes de la société doit, à peine de nullité, être faite en la forme requise pour l'acte de constitution de la société.

Les actes apportant changement aux dispositions dont la loi prescrit la publicité, les nominations, démissions et révocations des administrateurs, commissaires et liquidateurs dans les sociétés anonymes, ainsi que les actes déterminant le mode de liquidation, seront publiés conformément aux articles précédents, à peine de ne pouvoir être opposés aux tiers, qui néanmoins pourront s'en prévaloir.

ART. 13. — Les sociétés agissent par leurs gérants ou administrateurs dont les pouvoirs sont déterminés par l'acte constitutif et par les actes postérieurs faits en exécution de l'acte constitutif.

ART. 30. — L'acte de société indique :

1° La spécification de chaque apport qui n'est pas effectué en numéraire, les conditions auxquelles il est fait et le nom de l'apporteur ;

2° Les mutations à titre onéreux dont les immeubles apportés à la société ont été l'objet pendant les cinq années précédentes, ainsi que les conditions auxquelles elles ont été faites ;

3° Les charges hypothécaires grevant les biens apportés ;

4° Les conditions auxquelles est subordonnée la réalisation des droits apportés en option ;

5° La cause et la consistance des avantages particuliers attribués à chacun des fondateurs ;

6° Le montant, au moins approximatif, des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge à raison de sa constitution.

Les procurations doivent mentionner les diverses énonciations qui précèdent.

ART. 34. — Les formalités et conditions prescrites pour la constitution de la société sont aussi requises pour toute augmentation du capital social.

Si l'augmentation est faite au moyen de souscriptions, celles-ci doivent contenir les énonciations exigées par les n°s 3, 4, 5 de l'article 32, par les n°s 1, 3, 4 et 6 de l'article 36.

ART. 35. — Les fondateurs et, en cas d'augmentation du capital social, les administrateurs sont tenus solidairement envers les intéressés, malgré toute stipulation contraire :

1° De tous les engagements sociaux contractés jusqu'à ce que la société ait sept membres au moins ;

2° De toute la partie du capital qui ne serait pas valablement souscrite; ils en sont de plein droit réputés souscripteurs;

3° De la libération effective des actions, jusqu'à concurrence de 1/5°;

4° De la réparation du préjudice, qui est une suite immédiate et directe, soit de la nullité de la société dérivant de l'inobservation de l'article 4, soit de l'absence ou de la fausseté des énonciations prescrites par les articles 30, 32 et 34 dans l'acte ou le projet d'acte de société et dans les souscriptions.

Ceux qui ont pris un engagement pour des tiers, soit comme mandataire, soit en se portant fort, sont réputés personnellement obligés, s'il n'y a pas mandat valable ou si l'engagement n'est pas ratifié dans les deux mois de la stipulation; ce délai est réduit à quinze jours si les noms des personnes, pour lesquelles la stipulation a été faite, ne sont pas indiqués.

Les fondateurs sont solidairement tenus de ces engagements.

ART. 42. — Il est tenu au siège social un registre des actions nominatives dont tout actionnaire pourra prendre connaissance; ce registre contient :

la désignation précise de chaque actionnaire et l'indication du nombre de ces actions;

l'indication des versements effectués;

les transferts avec leur date ou la conversion des actions en titres au porteur, si les statuts l'autorisent.

ART. 52. — Les souscripteurs d'actions sont, nonobstant toute stipulation contraire, responsables du montant total de leurs actions; la cession des actions ne peut les affranchir de contribuer aux dettes antérieures à sa publication.

L'ancien propriétaire a un recours solidaire contre celui à qui il a cédé son titre et contre les cessionnaires ultérieurs.

ART. 62. — Les administrateurs sont responsables, conformément au droit commun, de l'exécution du mandat qu'ils ont reçu et des fautes commises dans leur gestion.

Ils sont solidairement responsables, soit envers la société, soit envers les tiers, de tous dommages-intérêts résultant d'infractions aux dispositions du présent titre ou des statuts sociaux. Ils ne seront déchargés de cette responsabilité, quant aux infractions auxquelles ils n'ont pas pris part, que si aucune faute ne leur est imputable et s'ils ont dénoncé ces infractions à l'assemblée générale la plus prochaine après qu'ils en auront eu connaissance.

ART. 63. — La gestion journalière des affaires de la société, ainsi que la représentation de la société, en ce qui concerne cette gestion, peuvent être déléguées à des directeurs, gérants et autres agents, associés ou non associés, dont la nomination, la révocation et les attributions sont réglées par les statuts.

La responsabilité de ces agents, à raison de leur gestion, se détermine conformément aux règles générales du mandat.

ART. 65. — Les commissaires ont un droit illimité de surveillance et de contrôle sur toutes les opérations de la société. Ils peuvent prendre connaissance, sans déplacement, des livres, de la correspondance, des procès-verbaux et généralement de toutes les écritures de la société. Il leur est remis chaque semestre, par l'administration, un état, résumant la situation active et passive. Les commissaires doivent soumettre à l'assemblée générale le résultat de leur

mission avec les propositions qu'ils croient convenables et lui faire connaître le mode d'après lequel ils ont contrôlé les inventaires.

Leur responsabilité, en tant qu'elle dérive de leurs devoirs de surveillance et de contrôle, est déterminée d'après les mêmes règles que la responsabilité des administrateurs.

Les commissaires peuvent se faire assister par un expert en vue de procéder à la vérification des livres et comptes de la société.

L'expert doit être agréé par la société. A défaut d'agrément, le président du Tribunal de Commerce, sur requête des commissaires signifiée avec assignation à la société, fait choix de l'expert. Le président entend les parties en son cabinet et statue en audience publique sur la désignation de l'expert. Sa décision ne doit pas être signifiée à la société et n'est pas susceptible de recours.

ART. 73. — Il doit être tenu chaque année au moins une assemblée générale dans la commune, aux jours et heure indiqués par les statuts.

Le Conseil d'administration et les commissaires peuvent convoquer l'assemblée générale. Ils doivent la convoquer sur la demande d'actionnaires représentant le cinquième du capital social.

Les convocations pour toute assemblée générale contiennent l'ordre du jour et sont faites par des annonces insérées deux fois, à huit jours d'intervalle au moins et huit jours avant l'assemblée, dans le *Moniteur belge*, dans un journal de Bruxelles et dans un journal de la province ou de l'arrondissement où se trouve le siège de la société.

Des lettres-missives seront adressées, huit jours avant l'assemblée, aux actionnaires en nom, mais sans qu'il doive être justifié de l'accomplissement de cette formalité.

Quand toutes les actions sont nominatives, les convocations peuvent être faites uniquement par lettres recommandées.

ART. 74. — Les statuts déterminent le mode de délibération de l'assemblée générale et les formalités nécessaires pour y être admis. En l'absence de dispositions, les nominations se font et les décisions se prennent d'après les règles ordinaires des assemblées délibérantes; les procès-verbaux sont signés par les membres du bureau et par les actionnaires qui le demandent; les expéditions à délivrer aux tiers sont signées par la majorité des administrateurs et des commissaires.

Tous les actionnaires ont, nonobstant toute disposition contraire, mais en se conformant aux règles des statuts, le droit de voter par eux-mêmes ou par mandataire; nul ne peut prendre part au vote pour un nombre d'actions dépassant la cinquième partie du nombre des actions émises ou les deux cinquièmes des actions représentées. L'exercice du droit de vote afférent aux actions sur lesquelles les versements n'ont pas été opérés sera suspendu aussi longtemps que ces versements régulièrement appelés et exigibles, n'auront pas été effectués.

ART. 75. — Chaque année, l'administration doit dresser un inventaire contenant l'indication des valeurs mobilières et immobilières et de toutes les dettes actives et passives de la société, avec une annexe contenant en résumé, tous ses engagements, ainsi que les dettes des directeurs, administrateurs et commissaires envers la société.

L'administration forme le bilan et le compte des profits et pertes dans lesquels les amortissements nécessaires doivent être faits.

Le bilan mentionne séparément l'actif immobilisé, l'actif réalisable et, au passif, les dettes de la société envers elle-même, les obligations, les dettes avec hypothèques ou gages et les dettes sans garanties réelles.

Il est fait annuellement sur les bénéfices nets, un prélèvement d'un vingtième au moins, affecté à la formation d'un fonds de réserve; ce prélèvement cesse d'être obligatoire, lorsque le fonds de réserve a atteint le dixième du capital social.

L'administration remet les pièces, avec un rapport sur les opérations de la société, un mois au moins avant l'assemblée générale ordinaire, aux commissaires, qui doivent faire un rapport contenant leurs propositions.

ART. 79. — Dans tous les actes, factures, annonces, publications et autres pièces émanées des sociétés anonymes, on doit trouver la dénomination sociale précédée ou suivie immédiatement de ces mots écrits lisiblement et en toutes lettres : société anonyme, avec l'indication précise du siège social.

Si les pièces ci-dessus indiquées énoncent le capital social, ce capital devra être celui qui résulte du dernier bilan.

Tout changement du siège social est publié aux Annexes du *Moniteur*, par les soins des administrateurs.

ART. 80. — Toute personne qui interviendra pour une société anonyme dans un acte où la prescription de l'article précédent ne sera pas remplie pourra, suivant les circonstances, être déclarée personnellement responsable des engagements qui y sont pris par la société. En cas d'exagération du capital, le tiers aura le droit de réclamer de cette personne, à défaut de la société, une somme suffisante pour qu'il soit dans la même situation que si le capital énoncé avait été le capital réel.

ART. 130. — Les créanciers personnels de l'associé ne peuvent saisir que les intérêts et dividendes lui revenant et la part qui lui sera attribuée à la dissolution de la société.

ART. 169. — Sont prescrites par cinq ans :

Toutes actions contre les associés ou actionnaires, à partir de la publication, soit de leur retraite de la société, soit d'un acte de dissolution de la société, ou à partir de son terme contractuel ;

Toutes actions de tiers en restitution de dividendes indûment distribués à partir de la distribution ;

Toutes actions contre les liquidateurs, en cette qualité, à partir de la publication prescrite par l'article 163 ;

Toutes actions contre les gérants, administrateurs, commissaires, liquidateurs, pour faits de leurs fonctions, à partir de ces faits ou s'ils ont été célés par dol, à partir de la découverte de ces faits ;

Toutes actions en nullité d'une société par actions ou d'une société coopérative, à partir de la publication, lorsque le contrat a reçu son exécution pendant cinq ans au moins, sans préjudice aux dommages-intérêts qui seraient dûs. Toutefois, la nullité des sociétés, dont l'existence est contraire à la loi, peut être demandée, même après la prescription accomplie, mais, dans ce cas, la nullité n'opère que pour l'avenir.

LOI (ALLEMANDE) DU 29 AVRIL 1892
relative à la fondation des sociétés à responsabilité limitée
révisée le 20 mai 1898.

CHAPITRE PREMIER

DE LA CONSTITUTION DE LA SOCIÉTÉ

ARTICLE PREMIER. — Il peut être constitué, en conformité des dispositions de la présente loi, des sociétés à responsabilité limitée pour tout objet que la loi autorise.

ART. 2. — L'acte de société doit être dressé en la forme judiciaire ou notariée. Il doit être signé par tous les associés.

Les mandataires ne sont admis à signer pour les associés qu'en vertu d'une procuration, soit donnée en la forme judiciaire ou notariée soit légalisée.

ART. 3. — L'acte de société doit indiquer :

- 1° La raison de commerce et le siège de la société ;
- 2° L'objet de l'entreprise ;
- 3° Le montant du capital de fondation ;
- 4° Le montant du versement à faire par chaque associé pour la formation de ce capital.

Si l'entreprise est limitée à une certaine durée ou si les associés sont tenus d'autres obligations envers la société que celle d'apports en argent, des dispositions doivent de même être mentionnées dans l'acte de société.

ART. 4. — La raison de commerce de la société doit être empruntée à l'objet de l'entreprise ou contenir les noms des associés ou au moins le nom de l'un d'eux avec une addition indiquant l'existence d'une société. La raison de commerce ne peut contenir de noms d'autres personnes que des associés. Toutefois le maintien de la raison de commerce d'une entreprise transmise à la société est autorisé (*Code de commerce*, art. 22).

Dans tous les cas, la raison de commerce de la société doit contenir en mention additionnelle « avec responsabilité limitée ».

ART. 5. — Le capital originaire de la société doit être de 20.000 marks au moins, l'apport de chaque associé de 500 marks au moins.

Aucun associé ne peut, lors de la constitution de la société, prendre plusieurs parts sociales.

Le montant de la part de chaque actionnaire peut être différent. Il doit être divisible par 100 marks. L'import total des parts doit concorder avec le capital social originaire.

Si, pour la formation du capital originaire, il est fait par des associés des apports ne consistant pas en numéraire ou si la rémunération des biens que la société acquiert est imputée sur le capital, l'acte de société doit indiquer la personne de l'associé, l'objet de l'apport ou de la transmission de propriété, ainsi que la valeur en argent pour laquelle l'apport est admis ou la rémunération fixée dans l'acte de la société pour les objets transmis à celle-ci.

ART. 6. — La société doit avoir un ou plusieurs gérants.

Ils peuvent être choisis parmi les associés ou en dehors de ceux-ci. La nomination est faite dans l'acte de société ou conformément aux dispositions du chapitre III.

S'il est stipulé dans l'acte de société que tous les associés ont le droit de gérer, ne sont considérés comme gérants que les personnes associées au moment où cette stipulation est faite.

ART. 7. — La société doit être déclarée au tribunal dans le ressort duquel elle a son siège aux frais d'inscription dans le registre du commerce.

La déclaration ne peut avoir lieu qu'après versement d'un quart au moins sur chaque apport à faire en numéraire, ou que le versement s'élève à 250 marks, s'il n'est pas fait d'apports autres qu'en numéraire.

ART. 8. — A la déclaration doivent être annexés :

1° Le contrat de société et, dans le cas de l'article 2, alinéa 2, les procurations des mandataires qui ont signé ce contrat ou une copie légalisée de ces actes ;

2° Les pièces établissant les pouvoirs des gérants si ceux-ci n'ont pas été nommés dans le contrat de société ;

3° Une liste signée des déclarants et contenant les noms, prénoms profession et domicile des associés, ainsi que le montant des apports de chacun d'eux ;

4° L'acte d'autorisation, dans le cas où l'objet de l'entreprise est soumis à l'autorisation du gouvernement.

La déclaration doit certifier que les versement prescrits par l'article 7, alinéa 2, ont été faits sur tous les apports et que les sommes versées sont à la libre disposition des gérants.

Les gérants doivent déposer leurs signatures au tribunal pour y être conservée.

ART. 9. — Les déclarants sont responsables solidairement envers la société de l'exactitude de leurs indications relatives aux versements faits sur les apports (art. 7, alin. 2.)

Les renonciations ou transactions faites par la société relativement aux droits à indemnité appartenant aux créanciers en vertu de l'alinéa 1^{er} sont sans effets. Cette disposition ne s'applique point à la transaction que l'obligé, en cas de cessation de paiements, fait avec ses créanciers pour écarter la faillite ou y mettre fin.

Les demandes fondées sur les dispositions précédentes se prescrivent par l'expiration des cinq ans à dater de l'inscription dans le Registre du Commerce.

ART. 10. — L'inscription de la société dans le Registre du Commerce, doit indiquer la raison de commerce et le siège de la société, l'objet de l'entreprise, le montant du capital social, la date du contrat de société et les noms des administrateurs.

Les dispositions spéciales que pourrait contenir le contrat relativement à la durée de la société, aux pouvoirs des administrateurs et des liquidateurs doivent également être indiquées.

La publication, destinée à faire connaître l'inscription, doit mentionner, outre le contenu de celle-ci, les clauses visées dans l'article 5, alinéa 4, et les dispositions relatives à la forme des publications de la société si l'acte de société en contient.

ART. 11. — La société à responsabilité limitée n'a point d'existence comme telle avant son inscription dans le registre du commerce.

ART. 12. — Les dispositions de l'article 8, alinéas 1 et 2, ne sont pas applicables à la déclaration de la société aux fins d'inscription, dans le registre du commerce, d'un tribunal dans le ressort duquel elle a une succursale. A la déclaration, légalisée par le tribunal du siège principal, doivent être jointes une copie du contrat de société et la liste des associés.

L'inscription doit contenir les indications mentionnées dans l'article 10, alinéas 1 et 2. La publication relative à l'inscription doit contenir aussi les mentions indiquées dans l'article 10, alinéa 3. Les mentions visées par l'article 5, alinéa 4, ne doivent y être reproduites que lorsque l'inscription a lieu dans les deux ans qui suivent l'inscription dans le registre du commerce du siège social.

CHAPITRE II

DES RAPPORTS ENTRE LA SOCIÉTÉ ET LES ASSOCIÉS

ART. 13. — La société à responsabilité limitée a comme telle ses droits et ses obligations propres; elle peut acquérir des propriétés et d'autres droits réels, ester en justice comme demanderesse et comme défenderesse.

Les créanciers de la société n'ont d'action que sur le patrimoine social.

La société est considérée comme société commerciale dans le sens du Code de commerce.

ART. 14. — La part de chaque associé dans l'actif social se détermine par le montant de ses apports.

ART. 15. — Les parts sociales sont aliénables et transmissibles par héritage.

Quand un associé acquiert en sus de sa part sociale originaire d'autres parts, celles-ci conservent leur caractère indépendant.

Un acte en forme notariée ou judiciaire est nécessaire pour la cession de parts sociales faite par les associés.

La forme judiciaire ou notariée est aussi exigée pour toute convention obligeant un associé à céder sa part. Toutefois une convention non constatée en cette forme est validée par un acte de cession fait conformément à l'alinéa précédent.

L'acte de société peut subordonner la cession de parts sociales d'autres conditions, spécialement de l'approbation de la société.

ART. 16. — En cas d'aliénation d'une part sociale, seul celui dont l'acquisition a été notifiée à la société avec la preuve de la transmission est reconnu comme cessionnaire par celle-ci.

Les actes de la société à l'égard du cédant ou par celui-ci à l'égard de la société, avant notification de la cession, sont opposables au cessionnaire.

Le cessionnaire est tenu avec le cédant des prestations restant dues sur la part sociale au moment de la notification.

ART. 17. — L'aliénation de fractions d'une part sociale ne peut avoir lieu que du consentement de la société.

Ce consentement doit être donné par écrit. L'acte dressé à cet effet, doit indiquer la personne de l'acquéreur et le montant de l'apport social formant la part afférente à chacune des parts sociales résultant de la division.

Il peut être stipulé dans l'acte de société que pour la cession de parties d'une part sociale à d'autres associés ou pour la division des parts sociales d'associés décédés entre leurs héritiers, le consentement de la société n'est pas exigé.

Les dispositions de l'article 5, alinéas 1 et 3 relatives au montant des parts sociales s'appliquent également aux fractions de parts sociales.

La transmission simultanée de plusieurs fractions de parts sociales d'un associé ne peut avoir lieu au profit du même acquéreur.

Hors le cas d'aliénation et de transmission par succession, le partage des parts sociales ne peut être opéré. Il peut être exclu même pour ce cas.

Art. 18. — Si une part sociale appartient indivisément à plusieurs ayants-droit, ils ne peuvent exercer qu'en commun les droits y afférents.

Ils sont tenus solidairement envers la société des prestations à fournir à raison de ces parts.

Les actes que la société doit faire contre la personne à laquelle appartient une part sociale produisent leurs effets, à défaut d'un représentant commun des ayants-droit, même quant ils n'ont été dirigés que contre un ayant-droit. A l'égard des héritiers d'un associé, cette disposition ne s'applique qu'aux actes faits un mois après l'ouverture de la succession.

Art. 19. — Les versements à faire sur les parts sociales doivent être opérés en proportion de leur montant.

Sauf le cas de réduction du capital social, il ne peut être accordé ni remise, ni terme aux associés. Les associés ne peuvent opposer une compensation; il ne peut non plus être opéré de rétention d'un apport ne consistant pas en argent à raison de créances ne se rapportant pas à cet objet.

Une prestation sur une part sociale qui ne consiste pas en numéraire ou qui est faite par imputation d'une rémunération accordée pour la transmission de certains biens, ne libère l'associé de son obligation qu'autant que cette prestation a lieu en exécution d'une disposition conforme à l'article 5, alinéa 4.

Art. 20. — L'associé qui ne verse pas sur son apport le montant exigible en temps opportun, est tenu de plein droit de payer des intérêts moratoires.

Art. 21. — En cas de retard dans les versements, il peut être adressé à l'associé retardataire une nouvelle sommation d'avoir à payer dans un délai supplémentaire à fixer, sous menace de déchéance de la part sociale sur laquelle le paiement doit avoir lieu. La sommation est faite par lettre recommandée. Le délai supplémentaire doit comporter un mois au moins.

Après l'expiration de ce délai sans que le versement ait été opéré, l'associé en retard est déchu au profit de la société de sa part sociale et des versements partiels déjà faits. La déclaration de déchéance a lieu par lettre recommandée.

L'associé exclu demeure obligé envers la société de la perte que celle-ci a subie du chef du versement en retard ainsi que des versements appelés ultérieurement sur la part sociale.

Art. 22. — Le cédant immédiat et tous les cédants antérieurs de l'associé exclu dont les noms ont été notifiés à la société sont tenus du montant de l'apport non versé par l'associé exclu.

Un cédant antérieur n'est tenu qu'autant que le versement ne peut être obtenu de son successeur. Jusqu'à preuve du contraire il en est ainsi présumé lorsque

celui-ci n'a pas opéré le versement à l'expiration du mois suivant la sommation qui lui a été faite et l'avis donné à son auteur.

La responsabilité du cédant est limitée aux versements réclamés dans un délai de cinq ans. Ce délai court du jour où la transmission de la part sociale au cessionnaire a été régulièrement notifiée.

Le cédant acquiert, moyennant le paiement du montant en souffrance, la part sociale de l'associé déchu.

ART. 23. — A défaut de pouvoir récupérer des cessionnaires le montant en retard, la société peut faire vendre aux enchères publiques la part sociale par un courtier ou par un fonctionnaire ayant le droit de procéder à ces ventes.

ART. 24. — Si le montant intégral d'un apport social n'a pu être récupéré ni des obligés, ni au moyen d'une vente de la part sociale, les autres associés doivent fournir le manquant et ce proportionnellement à leurs parts sociales. Les contributions qui ne peuvent être obtenues de certains associés, sont réparties entre les autres dans cette même proportion.

ART. 25. — Les associés ne peuvent être exonérés des obligations contenues dans les articles 21 à 24.

ART. 26. — Il peut être stipulé dans l'acte de société que les associés auront la faculté de décider que des versements supplémentaires pourront être réclamés au delà du montant des apports formant le capital social.

Ces versements supplémentaires se font en proportion des parts sociales.

L'obligation de faire des versements supplémentaires peut être dans l'acte de société, limitée à un montant à déterminer en relation avec le montant des parts sociales.

ART. 27. — Si l'obligation de faire des versements supplémentaires n'est pas limitée à une somme déterminée, tout associé a le droit, quand il a libéré complètement sa part sociale, de se décharger des versements supplémentaires réclamés sur sa part sociale, en mettant dans le mois après la notification relative aux versements à faire, sa part sociale à la disposition de la société pour que celle-ci obtienne satisfaction sur cette part. De même, la société peut, si l'associé, dans le délai indiqué, n'a ni fait usage de la faculté susmentionnée ni effectué les versements, notifier à cet associé par lettre recommandée qu'elle considère la part sociale comme étant abandonnée par celui-ci à sa disposition.

Dans le délai d'un mois après la déclaration de l'associé ou de la société, la société fait vendre aux enchères publiques la part sociale par un courtier ou par un fonctionnaire ayant le droit de procéder à ces ventes. L'excédent restant après le paiement des frais de vente et des versements supplémentaires, appartient à l'associé.

Si la société ne peut obtenir satisfaction par la vente, la part sociale revient à la société. Celle-ci a le droit de faire vendre cette part pour son propre compte.

L'acte de société peut limiter l'application des dispositions précédentes au cas où les versements réclamés sur la part sociale dépassent un certain chiffre.

ART. 28. — Les articles 21 à 23 relatifs aux versements sur les parts sociales sont applicables en cas de retard dans les versements supplémentaires quand l'obligation de faire ceux-ci est limitée à un certain montant et sauf stipulation contraire dans l'acte. Il en est de même dans le cas de l'article 27, alinéa 4,

lorsque l'obligation relative aux versements supplémentaires est illimitée, en tant que les versements ne dépassent pas le montant fixé dans l'acte de société.

L'acte de société peut stipuler le droit d'exiger des versements supplémentaires auxquels s'appliqueront les articles 21 à 23, même avant la libération complète des parts sociales.

ART. 29. — Les associés ont droit aux bénéfices nets résultant du bilan annuel, à moins qu'il n'en soit disposé autrement dans l'acte de société.

La répartition de ces bénéfices a lieu en proportion du montant des parts sociales. L'acte de société peut contenir une autre règle de répartition.

ART. 30. — Les fonds de la société nécessaires au maintien du capital social ne peuvent être restitués aux associés.

Les versements supplémentaires effectués peuvent être restitués aux associés en tant qu'ils ne sont pas nécessaires pour couvrir une perte faite sur le capital social. La restitution ne peut avoir lieu que trois mois après que la décision la prescrivant a été publiée dans les journaux désignés dans les statuts pour les publications concernant la société ou, à défaut, dans les journaux désignés pour la publication des insertions faites dans le registre du commerce. Dans le cas de l'article 28, alinéa 2, la restitution des versements ne peut pas avoir lieu avant le versement complet du capital social. Les versements supplémentaires restitués sont à considérer comme n'ayant pas été opérés.

ART. 31. — Les sommes remboursées en contravention des dispositions de l'article 30 doivent être restituées à la société.

Si celui qui a reçu ces sommes était de bonne foi, la restitution ne peut lui en être réclamée que dans la mesure où elle est nécessaire pour désintéresser les créanciers sociaux.

Si la restitution ne peut être obtenue de celui qui a reçu ces sommes, les autres associés sont tenus en proportion de leurs parts, de la somme à restituer, dans la mesure où elle est nécessaire pour désintéresser les créanciers. Les parts contributives qui ne peuvent être obtenues de certains associés sont réparties entre les autres dans la même proportion.

Il ne peut être accordé dispensé des paiements à faire en vertu des dispositions précédentes.

L'action de la société se prescrit par cinq ans. La prescription commence à l'expiration du jour où a été opéré le paiement donnant lieu à l'action en restitution. S'il y a fraude de la part du débiteur, cette prescription ne s'applique pas.

Dans les cas visés par le paragraphe 3 du présent article, les gérants, en faute par le fait du paiement, sont tenus solidairement à indemniser la société.

ART. 32. — Sauf le cas prévu par l'article 31 alinéa 1^{er}, les associés ne sont, en aucun cas, tenus de restituer les sommes qu'ils ont reçues de bonne foi à titre de dividendes.

ART. 33. — La société ne peut racheter des parts sociales qui ne sont pas encore entièrement libérées.

Elle ne peut non plus racheter des parts sociales libérées que si l'acquisition en est opérée au moyen de sommes dépassant le montant du capital social.

Art. 34. — L'amortissement de parts sociales ne peut avoir lieu qu'autant qu'il est autorisé par l'acte de la société.

L'amortissement ne peut être opéré sans le consentement d'un associé que si les conditions exigées pour qu'il soit fait ont été fixées dans l'acte de société avant le jour de l'acquisition de la part sociale par cet associé.

Le tout sans préjudice à la disposition de l'article 30, alinéa 1.

CHAPITRE III

DE LA REPRÉSENTATION ET DE LA GÉRANCE DE LA SOCIÉTÉ

Art. 35. — La société est représentée judiciairement et extra judiciairement par les gérants.

Ceux-ci agissent dans la forme déterminée par l'acte de société et signent pour la société. A défaut de dispositions sur ce point, le consentement et la signature de tous les gérants sont requis. S'il y a consentement à donner à l'égard de la société, celui d'un des gérants suffit.

La signature des gérants est donnée de façon à ce que leur nom soit joint à la raison sociale.

Art. 36. — La société acquiert des droits et est obligée par les actes faits en son nom par les gérants; sans qu'il faille distinguer qu'ils ont agi expressément au nom de la société ou qu'il résulte des circonstances qu'il ont agi pour celle-ci.

Art. 37. — Les gérants sont tenus à l'égard de la société à respecter les restrictions apportées par les statuts, ou à défaut de ceux-ci par les délibérations des associés à l'étendue de leur pouvoir de représenter la société.

Les restrictions apportées au pouvoir des gérants de représenter la société n'ont pas d'effets juridiques à l'égard des tiers. Il en est ainsi spécialement au cas où la représentation ne doit avoir lieu que pour certains actes ou pour certaines espèces d'actes ou ne doit être admise que dans certaines circonstances ou pour un certain temps ou dans certains lieux ou lorsque l'assentiment des associés ou d'un organe de la société est exigé pour certains actes.

Art. 38. — Les gérants sont révocables en tout temps, sans préjudice au droit à l'indemnité résultant des conventions.

Les statuts peuvent subordonner la révocation à l'existence de motifs graves la rendant nécessaire. Doivent être spécialement considérés tels une violation grave des statuts ou l'incapacité pour la gestion normale.

Art. 39. — Tout changement dans les personnes des gérants ainsi que toute cessation des pouvoirs d'un gérant doit être déclaré aux fins d'inscription dans le registre du commerce.

Une copie des actes relatifs à la nomination des gérants ou à la cessation de leurs pouvoirs doit être jointe à la déclaration. Cette disposition ne s'applique pas à l'inscription dans le registre du commerce d'une succursale.

Les gérants doivent déposer leur signature au tribunal aux fins de conservation de celle-ci.

Art. 40. — Chaque année, dans le courant de janvier, les gérants doivent déposer au greffe où est tenu le registre du commerce, une liste des associés

signée par eux, indiquant les noms, prénoms, professions et domicile de ceux-ci, ainsi que leurs apports sociaux. Si depuis le dépôt de la dernière liste il n'y a eu aucun changement ni quant aux personnes des associés, ni quant à leur participation à la société, il suffit d'en faire la déclaration.

Art. 41. — Les gérants sont obligés de veiller à la tenue régulière des livres de la société.

Ils doivent, dans les trois premiers mois de l'année, dresser le bilan de l'année écoulée avec compte de profits et pertes.

Les statuts peuvent porter ce délai à six mois, même à neuf mois, s'il s'agit de sociétés dont l'objet est l'entreprise d'affaires dans les pays d'outre mer.

S'il s'agit des sociétés de banque, le bilan doit, dans les délais ci-dessus fixés, être publié par les gérants dans les feuilles publiques indiquées dans l'article 30 alinéa 2. Il doit être déposé pour être inséré au registre du commerce.

Art. 42. — Il y a lieu d'appliquer pour la confection du bilan l'article 31 du Code de commerce avec les restrictions suivantes :

1° Les installations et tous les autres objets non destinés à être réalisés, mais à servir d'une façon permanente dans l'exploitation de l'entreprise peuvent au maximum être évalués au prix coûtant ou d'établissement; ils peuvent être maintenus à ce prix bien qu'ils aient une valeur moindre, si une somme équivalente à l'usure est déduite ou si un fonds d'amortissement en rapport avec celle-ci est constitué;

2° Les frais d'organisation et d'administration ne peuvent pas figurer dans le bilan comme élément de l'actif;

3° Le droit que possède la société d'exiger des apports supplémentaires ne peut figurer à l'actif du bilan que lorsque l'appel de ces apports a déjà été décidé et que les associés n'ont pas le droit de se libérer de ces apports en abandonnant leur part sociale; une somme égale au moment des appels supplémentaires portés à l'actif du bilan doit figurer dans le passif;

4° Le montant du capital social fixé par les statuts doit figurer dans le passif; il en est de même du montant de tous fonds de réserve et d'amortissement, comme du montant intégral des apports supplémentaires réalisés, à moins que l'emploi qui en a été fait ne justifie la suppression de ce poste du passif;

5° Le gain ou la perte résultant de la comparaison de tous les éléments de l'actif et du passif, doit être spécialement indiqué à la fin du bilan.

Art. 43. — Les gérants doivent apporter dans la gestion des affaires sociales les soins d'un homme zélé à ses propres affaires.

Au cas de violation de leurs obligations, les gérants sont tenus solidairement envers la société du dommage causé.

Ils sont spécialement tenus au remboursement au cas de paiements opérés, en violation de l'article 30, avec les sommes nécessaires au maintien du capital social intact ou d'acquisition par la société des parts sociales en violation de l'article 33 par la société des parts sociales. Les dispositions de l'article 9, alinéa 2 s'appliquent par analogie à l'action en remboursement. Si le remboursement est nécessaire pour payer les créanciers, les gérants ne peuvent invoquer qu'ils auraient agi conformément à une décision des associés.

Les droits résultant des dispositions précédentes se prescrivent par cinq ans.

ART. 44. — Les dispositions concernant les gérants s'appliquent aussi à leurs délégués.

ART. 45. — Les droits des associés, spécialement dans la direction des affaires sociales, ainsi que l'exercice de ces droits, sont réglés par les statuts, sauf dispositions légales contraires.

A défaut de clauses spéciales des statuts, les dispositions des articles 47 à 52 sont applicables.

ART. 46. — Sont soumis à la décision des associés :

- 1° Le bilan annuel et la répartition des bénéfices nets en résultant ;
- 2° L'appel de versements supplémentaires ;
- 3° Le remboursement des apports supplémentaires ;
- 4° Le partage et l'amortissement de parts sociales ;
- 5° La nomination et la révocation de gérants, ainsi que leur décharge ;
- 6° Les mesures à prendre pour examiner et surveiller la gestion ;
- 7° La nomination de chargés de procuration et de fondés de pouvoirs ;
- 8° L'exercice d'actions en dommages intérêts appartenant à la société contre des gérants ou des associés et se rattachant à la fondation ou à la gestion de la société, ainsi que la représentation de la société dans les procès à soutenir contre les gérants.

ART. 47. — Les décisions des associés pour les affaires sociales sont prises à la majorité des voix exprimées.

Il est attribué une voix par cent marks du montant des parts sociales.

Les procurations ne sont valables que pour autant qu'elles sont données par écrit.

Tout associé qui doit être déchargé ou libéré d'une obligation n'a pas le droit de prendre part au vote sur la décision à prendre. Il ne peut non plus exercer ce droit au nom d'autres associés. L'interdiction s'applique aux décisions concernant les contrats avec un associé, les procès à introduire contre un associé ou les transactions avec celui-ci.

ART. 48. — Les décisions des associés sont prises en assemblée.

La tenue d'une assemblée n'est pas nécessaire, si tous les associés déclarent par écrit d'être accord au sujet de la décision à prendre ou consentent à ce que les votes soient émis par écrit.

ART. 49. — L'assemblée des associés est convoqué par les gérants.

Elle doit être convoquée, en dehors des cas expressément déterminés, quand l'intérêt de la société paraît l'exiger.

Spécialement, l'assemblée doit être convoquée quand il résulte d'un bilan annuel ou d'un bilan dressé en cours d'année, que la moitié du capital social est perdue.

ART. 50. — Des associés, dont les parts sociales réunies correspondent au moins au dixième du capital social, ont le droit de requérir la convocation d'une assemblée en indiquant l'objet et les raisons de cette convocation.

Les associés ont, de même, le droit de requérir la mise à l'ordre du jour de certaines questions à soumettre au vote de l'assemblée.

S'il n'est pas donné satisfaction à cette demande, ou au cas d'absence de personnes auxquelles elle aurait dû être adressée, les associés désignés dans

l'alinéa 1 peuvent, en indiquant les circonstances, procéder à la convocation ou mettre la question à l'ordre du jour. L'assemblée décide si la société supportera les frais de cette procédure.

ART. 51. — La convocation de l'assemblée a lieu par des convocations adressées aux associés par lettre recommandée. Elle doit être faite avec un délai d'une semaine au moins.

Le but de la réunion doit toujours être indiqué dans la convocation.

Si l'assemblée n'est pas régulièrement convoquée, il ne peut être pris de décisions que si tous les associés sont présents.

Il en est de même pour les décisions sur des objets non annoncés trois jours au moins avant l'assemblée dans les formes prescrites pour la convocation.

ART. 52. — Si, d'après les statuts, un conseil de surveillance doit être constitué, s'il y a lieu, sauf dispositions contraires dans les statuts, l'application des articles 243, alinéas 1, 2 et 4; 244 à 248 et 249, alinéas 1 et 2, relatifs au conseil de surveillance des sociétés anonymes.

CHAPITRE IV

DES MODIFICATIONS AUX STATUTS

ART. 53. — Les statuts ne peuvent être modifiés qu'en vertu d'une décision des associés.

La décision doit être constatée en la forme judiciaire ou notariée. Elle requiert la majorité des trois quarts des suffrages exprimés. Les statuts peuvent ajouter d'autres conditions.

Une aggravation des obligations à fournir par les associés au delà des stipulations des statuts ne peut être décidée que du consentement unanime des associés.

ART. 54. — Toute modification des statuts doit être notifiée aux frais d'inscriptions dans le registre du commerce. La publication de l'inscription n'a lieu que pour autant que la modification se rapporte à une des dispositions visées dans l'article 10, alinéas 2 et 3.

La modification ne sort pas d'effets juridiques avant son inscription dans le registre du commerce.

ART. 55. — En cas de décision d'augmentation du capital social, une déclaration judiciaire, notariée et légalisée, est exigée de toute personne s'obligeant de faire un apport à raison de cette augmentation.

La société peut admettre à fournir un apport social les associés ou d'autres personnes qui déclarent vouloir entrer dans la société. Dans ce dernier cas, l'acte désigné dans l'alinéa 1, doit indiquer, outre le montant de la part sociale, les autres prestations dont le nouvel associé est tenu d'après les statuts.

L'ancien associé qui s'oblige à de faire un apport pour l'augmentation du capital, acquiert une nouvelle part sociale.

Les dispositions de l'article 5, alinéas 1 et 3 sur le montant des apports sociaux ainsi que les dispositions de l'article 5, alinéa 2 qui excluent la possibilité pour une personne de prendre plusieurs parts sociales, s'appliquent au cas d'apports aux fins d'augmentation de capital.

ART. 56. — Lorsque l'augmentation du capital doit se réaliser par un apport ne consistant pas en espèces ou si la rémunération à payer pour des objets acquis par la Société doit être imputée sur une part sociale, la déclaration à faire en vertu de l'article 55, alinéa 1 doit indiquer la personne qui a à effectuer l'apport ou à transmettre les objets ainsi que la consistance de l'apport ou de la transmission et la valeur pour laquelle l'apport est admis ou la rémunération due pour les objets transmis.

ART. 57. — L'augmentation du capital décidée doit être notifiée aux fins d'inscription dans le registre du commerce après que le nouveau capital aura été souscrit par la prise des nouvelles parts sociales.

La disposition de l'article 7, alinéa 2 sur le versement à faire avant la notification des statuts ainsi que la disposition de l'article 8, alinéa 2 relative à la déclaration sont applicables.

A la notification doivent être annexées :

1° Les déclarations prévues à l'article 56, alinéa 2 ou une copie légalisée de celle-ci.

2° Une liste, signée par ceux qui font la notification, des personnes devant fournir des nouveaux apports sociaux : la liste doit indiquer le montant de l'apport à faire par chacun.

L'article 9 s'applique à la responsabilité de ceux qui font la notification en ce qui concerne l'exactitude de leurs indications.

ART. 58. — Une réduction du capital social ne peut avoir lieu qu'en observant les dispositions suivantes :

1° La délibération relative à la réduction du capital doit être publiée à trois reprises, par les soins des gérants, dans les feuilles désignées par l'article 30, alinéa 2. Les créanciers sociaux doivent être invités dans ces publications à se faire connaître à la société. Les créanciers, connus par les livres de la société ou par d'autres moyens, doivent recevoir une invitation personnelle de se présenter ;

2° Les créanciers qui déclarent à la société ne pas adhérer à la réduction doivent être désintéressés ou recevoir une garantie ;

3° La notification de la réduction du capital ne peut être faite aux frais d'inscription dans le registre du commerce qu'un an après le jour où l'acte, adressé aux créanciers, a été inséré pour la troisième fois dans les feuilles publiques.

4° A la notification doivent être jointes les publications. En même temps les gérants doivent certifier que les créanciers qui se sont fait connaître à la société et qui n'ont pas consenti à la réduction du capital, ont été désintéressés ou ont reçu des garanties.

La disposition de l'article 5, alinéa 1 sur le minimum du capital social n'est en rien modifiée. Si la réduction a lieu pour rembourser des apports ou pour faire remise des versements à faire sur des apports, le montant restant des apports ne peut pas être abaissé au-dessous du montant imposé par l'article 5, alinéas 1 et 3.

ART. 59. — Les dispositions des articles 57, alinéas 2 et 3, n° 1 et 58, alinéa 1, n° 4, ne s'appliquent pas aux déclarations faites au tribunal d'une succursale.

CHAPITRE V

DE LA DISSOLUTION ET DE LA NULLITÉ DE LA SOCIÉTÉ

ART. 60. — La société à responsabilité limitée est dissoute :

- 1° Par l'expiration du temps fixé par les statuts ;
- 2° Par une délibération des associés ; celle-ci exige, sauf stipulations autres dans les statuts, une majorité des trois quarts des votes exprimés ;
- 3° Par une décision judiciaire ou par une résolution du tribunal administratif ou de l'autorité administrative dans les cas des articles 61 et 62 ;
- 4° Par l'ouverture de la faillite.

Si la procédure de faillite est déclarée non avenue en suite de la conclusion d'un concordat ou arrêtée sur la demande du débiteur, les associés peuvent décider que la société continue.

Les statuts peuvent contenir d'autres clauses de dissolution.

ART. 61. — La société peut être dissoute par une décision judiciaire lorsqu'il est impossible d'atteindre le but de la société ou qu'il existe dans la situation de la société d'autres motifs importants pour la dissolution.

L'action en dissolution doit être intentée contre la société. Elle ne peut être exercée que par des associés dont les parts sociales correspondent au moins à la dixième partie du capital.

Le tribunal compétent pour statuer sur cette action est le tribunal régional (Landgericht), dans le ressort duquel la société a son siège.

ART. 62. — La dissolution d'une société peut être prononcée sans qu'il y ait lieu à son profit à des dommages-intérêts quand elle porte atteinte à l'ordre public à raison de résolutions illicites prises par les associés.

La procédure et la compétence des autorités en cette matière sont déterminées d'après les règles en vigueur dans le pays pour les affaires administratives contentieuses. La dissolution peut être prononcée par une décision judiciaire sur la requête de l'autorité administrative supérieure. Le tribunal régional (Landgericht) dans le ressort duquel la société a son siège, est, dans ce cas, seul compétent.

ART. 63. — La faillite de la société a lieu en cas d'insolvabilité comme en cas de cessation de paiements.

Les dispositions de la loi sur la faillite (art. 193, alin. 2 et art. 194) relatives à la faillite d'une société anonyme s'appliquent à la société à responsabilité limitée.

ART. 64. — Les gérants doivent provoquer la déclaration de faillite dès la cessation de paiements de la société ou dès que l'insolvabilité résulte du bilan annuel ou d'un bilan dressé en cours d'exercice.

Les gérants sont tenus de rembourser à la société toutes les sommes payées après ce moment. Les dispositions de l'article 43, alinéa 3, s'appliquent à l'action en restitution.

ART. 65. — Sauf au cas de faillite, la dissolution de la société doit être déclarée aux fins d'inscription dans le registre du commerce. Il en est de

même de la continuation de la société dans les cas prévus ar l'article 60, alinéa 1, n° 4.

La dissolution de la société doit être publiées dans les journaux désignés par l'article 30, alinéa 2, à trois reprises par les soins des liquidateurs. Cette publication doit inviter les créanciers de la société à se faire connaître à celle-ci.

ART. 66. — Dans les cas de dissolution autres que celui de la faillite, la liquidation est poursuivie par les gérants sauf si les statuts ou une délibération des associés en ont chargé d'autres personnes.

A la demande d'associés dont les parts sociales représentent ensemble au moins le dixième du capital social, la désignation de liquidateurs peut, pour des motifs graves, être faite par le tribunal (art. 7, al. 1^{er}).

La révocation des liquidateurs peut être prononcée par le tribunal dans les mêmes conditions que celles requises pour leur nomination. Les liquidateurs qui ne sont pas nommés par justice peuvent aussi être révoqués par une délibération des associés avant l'expiration du temps pour lequel ils ont été nommés.

ART. 67. — Les gérants doivent déclarer les noms des premiers liquidateurs aux fins d'inscription dans le registre du commerce; tout changement dans les personnes des liquidateurs et toute cessation de leurs fonctions doit être déclaré par les liquidateurs.

A la déclaration doit être jointe une copie des actes relatifs à la nomination des liquidateurs et aux changements survenus parmi eux. Cette disposition ne s'applique pas à la déclaration faite au lieu d'une succursale.

L'inscription de la nomination ou de la révocation par justice dans le collège des liquidateurs doit être jointe à la déclaration et a lieu d'office.

Les liquidateurs doivent déposer leur signature au tribunal aux fins de conservation.

Les pièces établissant la nomination des liquidateurs nommés par justice ou par les associés doivent être jointes.

ART. 68. — Les liquidateurs doivent exprimer leur volonté ou signer dans la forme déterminée lors de leur nomination. A défaut de décision à cet égard, tous les liquidateurs doivent signer.

Les dispositions relatives à ces objets doivent être déclarées en même temps que la nomination des liquidateurs aux fins d'inscription dans le registre du commerce.

Les liquidateurs ajoutent leur signature personnelle à la raison sociale avec mention de société en liquidation.

ART. 69. — Malgré la dissolution de la société et jusqu'à la fin de celle-ci, les dispositions des chapitres II et III s'appliquent aux rapports de la société et des associés, sauf dispositions contraires dérivant du présent chapitre ou de la nature de la liquidation.

Le tribunal compétent pour juger les affaires de la société lors de sa dissolution, conserve compétence jusqu'à complet partage de l'avoir social.

ART. 70. — Les liquidateurs doivent achever les affaires en cours, exécuter les obligations de la société dissoute, encaisser les créances de celle-ci et à transformer en argent l'actif de la société; ils représentent la société en matière judiciaire et extra judiciaire. Les liquidateurs peuvent aussi faire des opérations nouvelles pour terminer les affaires en cours.

ART. 71. — Les liquidateurs ont les droits et sont tenus des obligations résultant des articles 36, 37, 41, alinéa 1; 43, alinéas 1, 2 et 4; 49, alinéas 1 et 2, et 64.

Ils doivent dresser un bilan dès le commencement de la liquidation et ensuite chaque année.

ART. 72. — L'actif de la société est partagé entre les associés en proportion de leurs parts sociales. Les statuts peuvent déterminer d'autres règles pour le partage.

ART. 73. — Le partage de l'actif ne peut pas avoir lieu avant que les dettes de la société aient été payées ou que des garanties aient été fournies aux créanciers ni avant l'expiration d'une année à partir de la troisième publication de l'invitation adressée aux créanciers (art. 65, al. 2).

Les sommes non réclamées, ainsi que le montant des dettes à terme, sous condition ou litigieuses, doivent être déposées.

Les liquidateurs qui violent ces dispositions, sont tenus solidairement des sommes partagées. L'action en indemnité est régie par les dispositions de l'article 44, alinéas 3 et 4.

ART. 74. — Après la clôture de la liquidation, les livres et les écritures de la société doivent être remis à la garde d'un des associés ou d'un tiers pour une durée de dix ans. Cet associé ou ce tiers, à défaut d'une disposition des statuts ou d'une décision des associés, est désigné par justice.

Les associés et leurs successeurs ont le droit d'examiner les livres et les écritures. Les créanciers de la société peuvent être autorisés par justice à en prendre connaissance.

ART. 75. — Si l'acte de société ne contient pas les dispositions obligatoires aux termes de l'article 3, alinéa 1, ou au cas de nullité d'une de ces dispositions, tout associé, tout gérant et, s'il y a un conseil de surveillance, tout membre de ce conseil peut demander la nullité de la société.

Les dispositions des articles 272 et 273 du Code de commerce sont applicables.

ART. 76. — Les vices relatifs aux dispositions concernant la raison de commerce, ou le siège social, ou l'objet de l'entreprise, peuvent être réparés par une délibération prise à l'unanimité des associés.

ART. 77. — Les dispositions concernant la dissolution s'appliquent au cas d'omission d'inscription dans le registre du commerce.

La nullité n'atteint pas les effets des actes faits au nom de la société avec des tiers.

Les associés doivent opérer les versements promis dans la mesure où il est nécessaire pour le paiement des dettes.

ART. 78. — Les déclarations prévues par la présente loi doivent être faites par les gérants ou les liquidateurs; les déclarations prévues par l'article 7, alinéa 1, par l'article 12, alinéa 1, par l'article 57, alinéa 1, par l'article 58, alinéa 1, n° 3, et par l'article 80, alinéa 5, doivent l'être par tous les gérants.

ART. 79. — La peine d'amende édictée par l'article 14 du Code de commerce,

pour défaut des déclarations prévues dans les articles 7, 55, 58, alinéa 1 ; 59, alinéa 1, n° 3 ; 78, alinéa 5, n'est pas applicable s'il s'agit de déclaration à faire au greffe du siège social.

CHAPITRE VI

DISPOSITIONS FINALES

ART. 76. — Les notifications à faire en vertu de la présente loi à fins d'inscription dans le registre du commerce doivent être faites par tous les gérants ou par tous les liquidateurs en personne ou être déposées en la forme authentique.

ART. 77. — Si une société anonyme est dissoute, aux fins de transformation en société à responsabilité limitée, la liquidation de celle-ci peut n'avoir pas lieu, moyennant qu'il soit satisfait aux dispositions suivantes dans la création de la société nouvelle :

Le capital de la société nouvelle ne sera pas inférieur au capital de la société dissoute.

Les actionnaires doivent, par des avis ou par tout autre moyen approprié, être mis à même de participer à la nouvelle société avec la part de l'actif de la société dissoute leur revenant pour leurs actions. Les actions des membres y participant doivent représenter au moins les trois quarts du capital de la société dissoute.

La part de l'actif de la société dissoute attribuée à chaque action est calculée d'après un bilan qui doit être soumis à l'approbation de l'assemblée générale. La délibération donnant cette approbation ne peut être prise que par une majorité des trois quarts du capital représenté à l'assemblée générale.

La nouvelle société doit être notifiée un mois au plus après la dissolution de la société anonyme pour être inscrite dans le registre du commerce. L'inscription ne peut avoir lieu qu'après justification de l'observation des dispositions précédentes.

ART. 78. — Dans le cas de l'article 77, le patrimoine de la société dissoute y compris ses dettes, passent de plein droit à la nouvelle société à partir du jour de l'inscription de celle-ci dans le registre du commerce.

Tout actionnaire qui n'adhère pas à la société nouvelle, peut réclamer à celle-ci le paiement d'une somme correspondant à sa part dans l'actif de la société dissoute.

Aussitôt après l'inscription de la société nouvelle dans le registre du commerce, les créanciers de la société dissoute doivent être invités par les gérants de la société nouvelle à se faire connaître à celle-ci. Les créanciers qui se déclarent et qui n'adhèrent pas à la transformation, doivent être payés ou recevoir une garantie. Les gérants sont tenus personnellement et solidairement envers les créanciers de la société dissoute de l'observation de ces dispositions.

ART. 79. — Sont punis d'un emprisonnement pouvant atteindre une année et en même temps d'une amende pouvant s'élever à 5,000 francs :

1° Les gérants et les membres d'une société à responsabilité limitée qui, pour obtenir l'inscription des statuts dans le registre du commerce, ainsi que les gérants qui, pour obtenir l'inscription d'une augmentation du capital dans

le registre, ont donné sciemment au tribunal (art. 7, al. 1) de fausses indications, relativement aux versements faits par les parts sociales;

2° Les gérants d'une société à responsabilité limitée qui, pour obtenir l'inscription dans le registre du commerce d'une réduction du capital ont donné sciemment au tribunal (art. 7, al. 1) une déclaration inexacte quant au paiement fait aux créanciers ou aux garanties qui leur ont été données;

3° Les gérants, liquidateurs ainsi que les membres du Conseil de surveillance ou d'un organe analogue d'une société à responsabilité limitée, qui, dans une communication publique, indiquent faussement la situation pécuniaire de la société ou la dissimulent.

Le tribunal peut aussi prononcer la déchéance des droits politiques.

S'il y a des circonstances atténuantes, l'amende est seule appliquée.

ART. 80. — Les dispositions pénales des articles 209 à 211 de la loi sur les faillites s'appliquent aux gérants d'une société à responsabilité limitée qui a cessé ses paiements ou qui a été déclarée en faillite quand ils ont commis en leur qualité des actes entraînant ces peines.

ART. 81. — Les gérants ou les liquidateurs d'une société à responsabilité limitée sont punis d'un emprisonnement pouvant aller jusqu'à trois mois et en même temps d'une amende pouvant s'élever à 1,000 marks quand, au mépris des prescriptions des articles 65 et 72, alinéa 1, ils n'ont pas requis la déclaration de faillite.

S'il y a des circonstances atténuantes, la peine d'amende est seule prononcée.

Aucune peine ne sera prononcée à charge de celui vis à vis de qui il est établi que c'est sans sa faute que la demande de déclaration de faillite n'a pas été présentée.

**LOI (FRANÇAISE) DU 7 MARS 1925,
instituant les sociétés à responsabilité limitée.**

ARTICLE PREMIER.

Il peut être formé, en dehors des sociétés anonymes qui sont et demeurent soumises à la législation sur les sociétés anonymes, des sociétés dans lesquelles aucun des associés n'est tenu au-delà de sa mise.

Ces sociétés portent le nom de sociétés à responsabilité limitée et sont soumises aux dispositions suivantes :

ART. 2.

Elles peuvent être constituées pour un objet quelconque.

Toutefois, les sociétés d'assurances, de capitalisation et d'épargne ne peuvent adopter cette forme.

ART. 3.

Quel que soit leur objet, les sociétés à responsabilité limitée sont commerciales et soumises aux lois et usages du commerce.

ART. 4.

Elles sont constatées soit par acte devant notaire, soit par acte sous seings privés.

Si l'acte est sous seings privés, il en est dressé autant d'originaux qu'il est nécessaire pour que l'un reste déposé au siège social et les autres à l'appui des diverses formalités requises.

Tous les associés doivent intervenir à l'acte en personne ou par des mandataires justifiant d'un pouvoir spécial.

Il est interdit à la société d'émettre pour son propre compte, par souscription publique, des valeurs mobilières quelconques.

ART. 5.

Le nombre des associés n'est pas limité. Il peut être de deux seulement.

ART. 6.

Le capital social doit être de 25,000 francs au moins. Il ne peut être réduit au-dessous de ce chiffre.

Il se divise en parts sociales de 100 francs ou de multiples de 100 francs.

ART. 7.

Les sociétés à responsabilité limitée ne peuvent être définitivement constituées qu'après que toutes les parts ont été réparties entre les associés dans l'acte de société et qu'elles ont été libérées intégralement.

Les parts sociales correspondant en tout ou en partie à des apports en nature doivent toujours être entièrement libérées au moment de la constitution de la société.

Les fondateurs doivent déclarer expressément dans l'acte de société que ces conditions sont remplies.

ART. 8.

L'acte de société doit contenir l'évaluation des apports en nature. Les associés sont solidairement responsables vis-à-vis des tiers de la valeur attribuée au moment de la constitution de la société aux apports en nature.

L'action en responsabilité résultant des dispositions du paragraphe précédent se prescrit par dix ans à partir de la constitution de la société.

ART. 9.

Est nul et de nul effet à l'égard des intéressés toute société à responsabilité limitée constituée contrairement aux prescriptions des articles 2, 4, 5, 6, 7 et 8.

La nullité ne peut être opposée aux tiers par les associés.

ART. 10.

Lorsque la nullité de la société a été prononcée aux termes de l'article précédent, les associés auxquels la nullité est imputable sont responsables, envers les autres et envers les tiers, solidairement entre eux et avec les premiers gérants, du dommage résultant de cette annulation.

Les actions en nullité et en responsabilité se prescrivent par dix ans.

ART. 11.

La société à responsabilité limitée est, soit qualifiée par la désignation de l'objet de son entreprise, soit désignée sous une raison sociale comprenant les noms d'un ou de plusieurs associés.

ART. 12.

Dans le mois de la constitution de la société, une expédition de l'acte constitutif, s'il est notarié ou un original, s'il est sous seings privés, est déposé aux greffes de la justice de paix et du tribunal de Commerce du lieu dans lequel est établie la société.

ART. 13.

Dans le même délai d'un mois, un extrait de l'acte constitutif est publié dans un des journaux pouvant recevoir des annonces légales.

Il sera justifié de l'insertion par un exemplaire du journal certifié par l'imprimeur, légalisé par le maire et enregistré dans les trois mois de sa date.

Les formalités prescrites par l'article précédent et par le présent article seront observées, à peine de nullité, à l'égard des intéressés; mais le défaut d'aucune d'elles ne pourra être opposé aux tiers par les associés.

ART. 14.

L'extrait doit indiquer que la société est à responsabilité limitée; son objet; les noms des associés; la raison sociale ou la dénomination adoptée par la société et le siège social, les personnes autorisées à gérer, administrer et signer pour la société; le montant du capital social; l'espèce et la valeur des apports en nature; la clause qui attribue des intérêts aux associés, même en l'absence de bénéfices dans les termes de l'article 34; l'époque où la société

commence, celle où elle doit finir et la date du dépôt aux greffes de la justice de paix et du tribunal de Commerce.

ART. 15.

Si la société a plusieurs établissements ou succursales situés dans divers arrondissements, le dépôt prescrit par l'article 12 et la publication prescrite par l'article 13 ont lieu dans chacun des arrondissements où existent ces établissements ou succursales.

Dans les villes divisées en plusieurs arrondissements, le dépôt sera fait seulement au greffe de la justice de paix du principal établissement.

ART. 16.

L'extrait est signé par le notaire qui a reçu l'acte de société, ou, si cet acte est sous seings privés, par un des associés investi à cet effet d'un pouvoir spécial.

ART. 17.

Sont soumis aux formalités et aux sanctions prescrites par les articles 12 et 13, tous actes et délibérations ayant pour objet la modification des statuts et tout changement d'associés.

ART. 18.

Dans tous les actes, factures, annonces, publications ou autres documents émanés de la société, la dénomination sociale doit toujours être précédée ou suivie immédiatement des mots écrits visiblement et en toutes lettres : « Société à responsabilité limitée », et de l'énonciation du montant du capital social.

Toute contravention aux dispositions qui précèdent, est punie d'une amende de 50 francs à 1,000 francs.

ART. 19.

Toute personne a le droit de prendre communication des pièces déposées au greffe de la justice de paix et du tribunal de Commerce, ou même de s'en faire délivrer, à ses frais, des expéditions ou extraits par le greffier.

ART. 20.

La société doit être immatriculée dans le registre du commerce, créé par la loi du 18 mars 1919, dans le délai et sous les sanctions déterminées par cette loi.

La déclaration à faire au greffier, conformément à l'article 6 de cette loi, doit contenir outre les mentions prescrites par cet article, les noms et prénoms des associés, la date et le lieu de naissance, la nationalité de chacun d'eux avec toutes les indications prescrites par l'article 4, 4° de ladite loi.

Les mentions indiquées dans l'article 7 de la loi du 18 mars 1919, doivent également être inscrites au registre du commerce.

La société devra aussi être inscrite dans le registre central du commerce, conformément à l'article 10 de ladite loi.

ART. 21.

Les parts sociales ne peuvent être représentées par des titres négociables, nominatifs, au porteur ou à ordre; elles ne peuvent être cédées que conformément aux dispositions des articles ci-après.

ART. 22.

Les parts sociales ne peuvent être cédées à des tiers étrangers à la société qu'avec le consentement de la majorité des associés représentant au moins les trois quarts du capital social.

ART. 23.

Les cessions de parts sociales doivent être constatées par un acte notarié ou sous seings privés.

Elles ne sont opposables à la société et aux tiers qu'après qu'elles ont été signifiées à la société ou acceptées par elle dans un acte notarié conformément à l'article 1690 du Code civil.

ART. 24.

Les sociétés à responsabilité limitée sont gérées par un ou plusieurs mandataires associés ou non associés, salariés ou gratuits.

Ils sont nommés par les associés, soit dans l'acte de société, soit dans un acte postérieur, pour un temps limité ou sans limitation de durée. Sauf stipulation contraire des statuts, ils ont tous les pouvoirs pour agir au nom de la société en toutes circonstances; toute limitation contractuelle des pouvoirs des gérants est sans effet à l'égard des tiers.

Les gérants nommés par l'acte de société ou par un acte postérieur ne sont révocables que pour des causes légitimes.

ART. 25.

Les gérants sont responsables, conformément aux règles du droit commun, individuellement ou solidairement suivant les cas, envers la société et envers les tiers, soit des infractions aux dispositions de la présente loi, soit des violations des statuts, soit des fautes commises par eux dans leur gestion.

ART. 26.

Les décisions des associés sont prises en assemblées.

Toutefois, la tenue d'une assemblée n'est pas nécessaire quand le nombre des associés n'est pas supérieur à *vingt*. Dans ce cas, chaque associé recevra le texte des résolutions ou décisions à prendre expressément formulées et émettra son vote par écrit.

ART. 27.

Aucune décision n'est valablement prise dans les deux cas prévus par l'article précédent qu'autant qu'elle a été adoptée par des associés représentant plus de la moitié du capital social. Sauf stipulation contraire dans les statuts, si ce chiffre n'est pas atteint à la première consultation, les associés sont convoqués une seconde fois, par lettres recommandées, et les décisions sont prises à la majorité des votes émis, quelle que soit la portion du capital représenté.

ART. 28.

Nonobstant toute clause contraire de l'acte de société, tout associé peut prendre part aux décisions. Chaque associé a un nombre de voix égal au nombre des parts sociales qu'il possède.

ART. 29.

Dans les sociétés comptant plus de vingt associés, il doit être tenu, chaque année au moins, une assemblée générale à l'époque fixée par les statuts.

D'autres assemblées peuvent toujours être convoquées par le ou les gérants, à leur défaut par le conseil de surveillance, s'il en existe un, et, à défaut de celui-ci, par des associés représentant plus de la moitié du capital social.

ART. 30.

Tout associé peut, par lui ou par un fondé de pouvoir, prendre au siège social communication de l'inventaire, du bilan et du rapport du conseil de surveillance constitué conformément à l'article 32.

Dans les sociétés de plus de vingt membres, cette communication ne sera permise que pendant les quinze jours qui précéderont cette assemblée générale.

ART. 31.

Les associés ne peuvent, si ce n'est à l'unanimité, changer la nationalité de la société. Toutes autres modifications dans les statuts, sauf stipulation contraire, sont décidées à la majorité des associés représentant les trois quarts du capital social. Toutefois, dans aucun cas, la majorité ne peut obliger un des associés à augmenter sa part sociale.

ART. 32.

Dans toute société à responsabilité limitée, comprenant plus de vingt associés, est établi un conseil de surveillance composé de trois associés au moins.

Ce conseil est nommé dans l'acte de société. Il est soumis à la réélection aux époques déterminées par les statuts.

Les pouvoirs du conseil de surveillance sont déterminés par l'article 10, alinéas 1 et 2 de la loi du 24 juillet 1867.

Les membres de ce conseil n'encourent aucune responsabilité à raison des actes des gérants et de leurs résultats.

Chaque membre du conseil de surveillance est responsable, soit envers la société, soit envers les tiers, de ses fautes personnelles dans l'exécution de son mandat.

ART. 33.

Il est fait annuellement sur les bénéfices un prélèvement d'un vingtième au moins affecté à la formation d'un fonds de réserve.

Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve a atteint un dixième du capital social.

ART. 34.

Il peut être stipulé dans l'acte de société, mais seulement pour la période de temps nécessaire à l'exécution des travaux qui, d'après l'objet de la société, doivent précéder le commencement de ses opérations, que les associés auront droit à des intérêts à un taux déterminé, même en l'absence de bénéfice. L'acte de société détermine cette période.

Cette clause doit, à peine de nullité, être insérée dans l'extrait de l'acte de société publié dans un journal d'annonces légales en vertu de l'article 43.

Le montant des intérêts ainsi payés doit être compris parmi les frais de premier établissement et réparti avec ces frais, suivant le mode et dans le délai que doivent fixer les statuts, sur les années qui présenteront des bénéfices.

ART. 35.

La répétition des dividendes ne correspondant pas à des bénéfices réellement acquis est admise contre les associés qui les ont reçus.

L'action en répétition se prescrit par cinq ans à partir du jour fixé pour la distribution des dividendes.

ART. 36.

La société n'est point dissoute par l'interdiction, la faillite, la déconfiture ou la mort d'un des associés, sauf en ce dernier cas, stipulation contraire des statuts.

ART. 37.

Sont punis d'une amende de 500 à 10,000 francs et d'un emprisonnement de quinze jours à six mois ou de l'une de ces peines seulement :

Les fondateurs qui ont fait dans l'acte de société une déclaration fautive concernant la répartition des parts sociales entre tous les associés ou la libération des associés ;

Les gérants qui, directement ou par personne interposée, ont ouvert une souscription publique à des valeurs mobilières quelconques pour le compte de la société.}

ART. 38.

Sont punis des peines portées par l'article 405 du Code pénal, sans préjudice de l'application de cet article à tous les faits constitutifs du délit d'escroquerie :

Ceux qui ont, à l'aide de manœuvres frauduleuses, fait attribuer à un apport en nature une évaluation supérieure à sa valeur réelle ;

Les gérants qui, en l'absence d'inventaires ou au moyen d'inventaires frauduleux, ont opéré entre les associés la répartition de dividendes fictifs.

ART. 39.

L'article 463 du Code pénal est applicable à tous les délits prévus par les dispositions de la présente loi.

ART. 40.

Il peut être stipulé, dans les statuts des sociétés à responsabilité limitée, que le capital social sera susceptible d'augmentation par des versements successifs faits par les associés ou l'admission d'associés nouveaux et de diminution par la reprise totale ou partielle des apports effectués.

Les sociétés dont les statuts renferment la stipulation ci-dessus sont soumises, indépendamment des règles contenues dans la présente loi, aux dispositions de la loi du 24 juillet 1867, relatives aux sociétés à capital variable (art. 48 à 54).

ART. 41.

Les sociétés en nom collectif ou en commandite et les sociétés anonymes, constituées antérieurement ou postérieurement à la présente loi, peuvent se

transformer en sociétés à responsabilité limitée sous réserve des droits des tiers.

Sous la même réserve, les sociétés à responsabilité limitée constituées conformément à la présente loi pourront se transformer en sociétés anonymes.

Art. 42.

L'impôt sur le revenu des capitaux mobiliers édicté par l'article premier de la loi du 29 juin 1872 et l'article 34 de la loi du 29 mars 1914 et par l'article 50 de la loi du 25 juin 1920, ne s'applique pas dans les sociétés prévues par la présente loi, aux dividendes, intérêts, arrérages et autres produits revenant aux gérants, prévus à l'article 24 de la présente loi.

Ces sociétés sont assujetties aux communications prescrites par les articles 16 et 28 de la loi du 5 juin 1850, 22 de la loi du 23 août 1871 et 7 de la loi du 21 juin 1875, sous les sanctions édictées tant par ces lois que par l'article 5 de la loi du 17 avril 1906.

Art. 43.

Les dispositions de la présente loi sont applicables à l'Algérie et aux Colonies.

LÉGISLATION ANGLAISE

Le législateur anglais n'a réglementé par aucun Act, par aucun chapitre séparé des Companies Act, la matière des Private Companies — qui correspondent aux sociétés à responsabilité limitée du droit français et du droit allemand.

Il s'est borné, par des dispositions successives, disséminées dans la législation générale, à libérer les Companies de telle nature de certaines obligations imposées aux autres Companies.

Le terme Private Companies apparaît ainsi dans la loi, bien avant leur définition — qui détermine en même temps les conditions de leur existence en 1913.

Pour le surplus elles sont régies par la loi générale.

L'on peut citer comme exemples des dispositions déclarées non applicables aux Private Companies :

Companies Act, 1907.

(28 août 1907)

Prospectus et répartition.

SECTION 1 (5) (1). — Cet article ne s'applique pas aux compagnies privées définies par le présent acte, ni à aucune société qui a procédé à la répartition d'actions ou obligations avant la mise en vigueur de celui-ci.

SECTION 21. — Toute société obligée de remettre au *Registrar* un sommaire en vertu de l'article 26 de la loi de 1862 sur les sociétés, devra comprendre dans ce sommaire un état de situation dressé à telle date que celui-ci fixera, sous forme d'un bilan approuvé par les commissaires de la société. Cet état de situation indiquera, en résumé, le capital social, les charges et avoir sociaux, et donnera tels détails qui permettront de connaître la nature générale des charges et de l'avoir et indiquant de quelle façon l'on est arrivé à évaluer l'avoir fixe de la société, — sans qu'il soit nécessaire cependant d'annexer au bilan un compte de profits et pertes.

Etant entendu que cet article ne s'appliquera pas aux compagnies privées.

SECTION 22 (2). — Une « compagnie privée » ne sera pas obligée de remettre ou de déposer le rapport prescrit en vertu de l'article 12 de la loi de 1900 sur les sociétés.

SECTION 23 (1). — Les porteurs d'actions de préférence ou d'obligations d'une société ont, de même que les porteurs d'actions ordinaires de celle-ci, le droit de recevoir et de vérifier le bilan de la société, les rapports des commissaires et tous autres rapports mis à la disposition des porteurs d'actions ordinaires de la société.

(2). Cet article ne s'appliquera ni aux compagnies privées ni aux sociétés qui ont été enregistrées avant la mise en vigueur de la présente loi.

(1) La Section 1 dans ses sous-sections 1 à 4, indique le contenu de la déclaration, tenant lieu de prospectus, à déposer par les sociétés qui n'émettent pas ce document pour l'émission publique de leurs actions.

SECTION 37 (1, 2, 3). — (Définition de la Compagnie privée — reprise et amendée dans la Section 121 de l'Acte de 1908).

(4). Partout où, un minimum de 7 membres est requis, dans les lois sur les sociétés, ce nombre sera réduit à 2 membres s'il s'agit d'une Compagnie privée.

Companies (Consolidation) Act 1908.

(21 décembre 1908)

SECTION 91. — Hors des actions d'une société sont émises aux fins de fournir les ressources nécessaires pour couvrir les dépenses d'établissement de certains ouvrages ou constructions, ou la réalisation de certains établissements qui ne sont pas susceptibles d'apporter des profits pendant une longue période, la Compagnie peut payer des intérêts sur ce capital dans les limites prévues pour cette période.

Sous les conditions et restrictions mentionnées dans la présente section et à charge d'imputer ce montant en capital à titre de frais de construction, d'ouvrages ou d'établissement.

Étant prévu que :

1° Aucun paiement de cette nature ne pourra être fait s'il n'est autorisé par les statuts ou résolution spéciale;

2° Aucun paiement de cette nature, bien qu'autorisé par les statuts ou par une résolution spéciale ne pourra être réalisé sans approbation préalable du *Board of Trade*;

3° Avant d'approuver un tel paiement, le *Board of Trade* peut désigner une personne aux fins de lui faire rapport, aux frais de la Compagnie, sur les circonstances et peut, avant de donner son approbation, enjoindre à la société de lui fournir des garanties du paiement des frais d'enquête;

4° Le paiement sera fait exclusivement pour la période déterminée par le *Board of Trade*. En aucun cas cette période ne pourra dépasser un semestre après celui au cours duquel les travaux, constructions, ou installations ont été réalisés ou prévus;

5° Le taux d'intérêt ne pourra en aucun cas dépasser quatre pour cent ou un taux inférieur, s'il en a été ainsi décidé par l'« Order in Concil »;

6° Le paiement de l'intérêt ne sera pas considéré comme une réduction du versement opéré sur les actions aux fins de leur libération;

7° Les comptes de la société devront mentionner le capital actions et le taux de l'intérêt prélevé pendant la période à laquelle ces comptes se rapportent;

8° Rien dans la présente section n'est opposable à une Compagnie régie par l'Acte de 1894 relatif au Railway Indien et ses amendements postérieurs.

SECTION 115. — Si à une époque quelconque le nombre des membres d'une Compagnie est réduit à moins de 2 s'il s'agit d'une « compagnie privée », ou à moins de 7 s'il s'agit d'une autre Compagnie et continue à fonctionner plus de six mois alors que le nombre des membres est ainsi réduit, tout membre de la Compagnie pendant cette période ayant connaissance de cette continuation des

affaires avec moins de 2 ou 7 membres, sera individuellement responsable de l'entière des dettes contractées durant cette période sans qu'il faille faire intervenir à cette instance les autres membres.

SECTION 121 (1). — Pour l'application de la présente loi l'expression « compagnie privée » désigne une société dont les statuts :

- a) Restreignent la négociabilité de ses actions et
- b) Limite (2) le nombre de ses membres (non compris ceux au service de la société) ⁽¹⁾ à 50 et
- c) Interdisent tout appel au public, en vue de la souscription d'actions ou d'obligations de la société.

(2). Une compagnie privée peut, sans préjudice aux dispositions contenues dans son « memorandum d'association » ou dans ses statuts, se transformer en une compagnie publique en suite d'une résolution spéciale et de la remise au *Registrar* de la notice tenant lieu de prospectus, qu'elle aurait dû lui remettre, aux termes de la présente loi, si elle avait été une société publique, avant de pouvoir répartir ses actions ou obligations. Elle devra de même déposer toutes autres déclarations auxquelles elle aurait été tenue si elle avait été constituée société publique.

(3). Si deux ou plusieurs personnes possèdent conjointement une ou plusieurs actions d'une compagnie, elles seront, pour l'application de la présente section, considérées comme étant un seul membre.

SECTION 129. — Une société peut être déclarée en liquidation par la Cour.

I. — Si la société a adopté une résolution spéciale aux frais de mise en liquidation par la Cour.

II. — A défaut de production du rapport statutaire ou de tenue de l'assemblée statutaire.

III. — Si la société ne commence pas ses opérations dans l'année de son enregistrement ou les suspend pendant un an.

IV. — Si le nombre des membres est réduit à moins de deux s'il s'agit d'une compagnie privée ou de moins sept s'il s'agit d'une autre société.

V. — Si la société est dans l'impossibilité d'acquitter ses dettes.

VI. — Si la Cour est d'avis qu'il est juste et équitable de prononcer la liquidation.

Companies (Consolidation) Act 1913.

SECTION 1 (1). — Lorsque les statuts d'une Compagnie contiennent les dispositions dont l'insertion — aux termes de la section 121 du *Companies (Consolidation) Act* de 1908 amendée par la présente — est requise pour pouvoir se constituer en *Compagnie privée* aux termes dudit acte, et est en défaut de se conformer à l'une quelconque de ces dispositions, cette Compagnie cessera de jouir des privilèges et dispenses attribuées aux compagnies privées mentionnées dans la cédule en vertu des dispositions de cet acte.

(1) Modifiée par les *Companies act 1913*, section 1, 2b.

Sous réserves que la Cour, --- s'il lui est démontré à suffisance que le défaut de se conformer à ces conditions est accidentel ou dû à l'inattention ou à une autre excuse est admissible, ou que pour d'autres motifs il est juste et équitable pour éviter un dommage, --- peut à la demande de la Compagnie, ou de toute autre personne intéressée, ordonner que la Compagnie sera relevée des conséquences ci-dessus dans les termes et aux conditions que la Cour estimera justes et pratiques.

(2) Dans la sous-section 4 de la dite section 121 des *Companies (Consolidation) Act* de 1908 le paragraphe suivant sera substitué au § 6 :

b) Limitent à 50 le nombre de ses membres non comprises les personnes qui sont au service de la compagnie et celles qui après avoir cessé leur emploi sont restées membres de la compagnie et

SECTION 3. — Chaque Compagnie privée enverra, avec la liste annuelle de ses membres et le résumé exigé en vertu de l'article 26 du *Companies (Consolidation) Act* 1908, une déclaration signée par le directeur, attestant que depuis la date du dernier rapport, ou depuis son incorporation, si ce rapport est le premier, la Compagnie n'a pas invité le public à une souscription d'actions ou d'obligations de la Compagnie.

En attestant, si la liste des membres indique le fait que le nombre des membres de la Compagnie dépasse 50, que cet excédent consiste exclusivement de personnes qui, aux termes de l'article 121 de l'acte amendé par le présent article, doivent être exclues pour ramener le nombre à cinquante.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 31 JULI 1928.

WETSVOORSTEL WAARBIJ DE « FAMILIE-VENNOOTSCHAPPEN » NAAR HANDELSRECHT WORDEN OPGERICHT ⁽¹⁾.

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE ⁽²⁾ UITGEBRACHT DOOR
DEN HEER **WAUWERMANS**.

MIJNE HEEREN,

Een eerste vraag rijst onmiddellijk op, bij het onderzoek van het u voorgelegd ontwerp. Is het waar dat onze wetgeving op het stelsel der vennootschappen, zooals zij thans vervat is in de samengeordende wetten op de handelsvennootschappen — *Handelswetboek*, titel IX — onvoldoende is om te beantwoorden aan de vereischten van de handels- en nijverheidsondernemingen? Bestaat er reden toe om het groepeeren van personen en kapitalen onder een nieuwen vorm toe te laten?

Het antwoord laat geen twijfel over, het ligt in de menigvuldige wenschen daarover uitgebracht en waaraan de indieners van het ontwerp hebben willen te gemoet komen. Dit voornemen werd nog versterkt door het ongeduld waarmee men de spoedige goedkeuring van het ontwerp, sedert de indiening er van, gevraagd heeft.

De ervaring van onze buurvolkeren bewijst nog meer het nut van een bijzonder stelsel voor de « kleine vennootschappen ».

Men beschouwt algemeen de Duitse wet van 29 April 1892, waarbij het *Gesellschaft mit beschränkter Haftung* (G. m. b. H.), lichtelijk gewijzigd in 1897 wordt opgericht, als een der belangrijkste factoren van het economisch leven in Duitschland.

In Oostenrijk, de wet van 6 Maart 1906 over dezelfde zaken.

In Engeland, de regeling van de *private companies* van 1907, bekrachtigd door de « Companies consolidation Act » van 1908, nadat het Hoogerhuis, in 1897, de geldigheid van de *one man companies* had erkend.

(1) Wetsvoorstel, nr 17.

(2) De Commissie bestond uit de heeren Destrée, voorzitter, Brusselmans, Devèze, Meysmans, Sinzot, Soudan en Wauwermans.

Ook in Portugal, de wet van 11 April 1901 op de *Sociedades per quotas de responsabilidade limitada*.

In Polen, het decreet van 8 Februari 1919 en de wet van 1921 op de « Vennootschappen met beperkte aansprakelijkheid », gedeeltelijk gewijzigd door de wet van 13 November 1923.

In Bulgarije, de wet van 4 Juni 1924 op de « Vennootschappen met beperkte aansprakelijkheid » die kunnen opgericht worden voor alle economische doeleinden, ter uitzondering van de verzekeringen.

Het zijn de werken tot herziening van het Zwitsersch Federaal Wetboek en van het Italiaansch Handelswetboek.

Ten slotte, dienen ook vermeld de menigvuldige studies aan dit onderwerp in België gewijd, in den loop dezer laatste jaren ⁽¹⁾.

Volgen wij deze landen na, dan zal de u voorgelegde wet een nieuw soort vennootschappen invoeren, waaraan zij rechtspersoonlijkheid zal verleen, en die hier plaats vinden tusschen de vennootschappen onder gemeenschappelijken naam en bij wijze van eenvoudige geldschieting of op aandeelen, en de naamlooze vennootschappen.

De eerste plaatsen degenen die eene vereeniging willen vormen om hunne onderneming uit te breiden of te bestendigen, voor de noodzakelijkheid, voor een der vennoten ten minste, zijn geheele fortuin te doen kennen. Zij brengen eveneens het risico mede van een onbeperkte en hoofdelijke aansprakelijkheid onder het regime van de vennootschap onder gemeenschappelijken naam.

De formule van de naamlooze vennootschap doet deze risico's wegvallen, maar eischt, daarentegen, het verdwijnen van de lenigheid der vormen. Zij vergt formaliteiten die onmisbaar zijn voor het waarborgen van de werking van de groote ondernemingen, waarbij het kader der deelgenooten voortdurend gewijzigd wordt. Zij is zoo bezwaarlijk, die formule, dat zij vaak onduidelijk wordt voor de vennootschappen die hunne werkzaamheid uitoefenen in een beperkten kring van belanghebbenden met gemeenschappelijken oorsprong, belangen en arbeid, die niet buiten een eenigszins familiaal midden treden.

De bekendmaking van de balans, de verplichting van vergaderingen te houden, de instelling van beheer- en toezichtsraden kunnen niet gebillijkt onkosten en verwikkelingen medebrengen.

De « Vennootschap met beperkte aansprakelijkheid » is heelemaal aangewezen om eene tussenplaats in te nemen, hetzij men ze, met den Engelschen wetgever, beschouwt als eene naamlooze vennootschap in miniatuur, of, met den Franschen wetgever, als eene soort van vennootschap onder gemeenschappelijken naam : « vergroote vennootschappen onder gemeenschappelijken naam en geene naamlooze vennootschappen onder bekrompen vorm ⁽²⁾ » met

(1) CONS. MAHIEU, « Rapport au Congrès juridique international de Bruxelles, 1910 », blz. 144-180; SERVAIS, *Étude in Rev. Sociétés*, 1926, blz. 14; F. PARIDANT, *La Société privée à responsabilité limitée*, gevolgd van een tekst van wetontwerp; DECUYPER, *Projet de loi instituant des sociétés à responsabilité limitée*. J. Fr., 1926, kol. 399; FETTWIS : *La Société à responsabilité limitée* en « Rapport au Congrès national de la petite bourgeoisie », Verviers, 1908.

(2) Rapport de la Chambre des Députés, jaar 1922, n^o 3349, blz. 147.

bepeking van de aansprakelijkheid van de vennoten tot het bedrag van de belegde kapitalen.

De schepping van een zedelijk lichaam, onderscheiden van den persoon der vennoten, vermag aan hunne onderneming een bestendig en vast karakter te geven, de toekomst te verzekeren van de ondernemingen die zouden kunnen in gevaar gebracht worden door het aftreden of het overlijden van het hoofd der onderneming, de gedwongen vereffening van het familievermogen te beletten.

Zij zal ook toelaten beroep te doen op de medewerking van personen en kapitalen, bij den eigenaar van eene onderneming, zijne bloedverwanten, zijne vrienden, zijne bedienden.

Het is onbetwistbaar dat, onder economisch en sociaal opzicht, dergelijke organismen uitslagen kunnen opleveren die de speculatie en het egoïsme maar al te dikwijls in de naamloze vennootschap onmogelijk maken.

* * *

De leidende gedachte van de bepalingen van het wetsvoorstel ligt in de Engelsche en Fransche wetgeving. De indieners hebben zelf verklaard dat zij weinig nieuws voorstelden.

Het wetsvoorstel is, buiten de eene of andere wijziging, hetzij in het getal der vennoten, het bedrag van het minimum-kapitaal en het gebruik maken van een wettig advertentieblad, bijna letterlijk de herhaling van de Fransche wet van 1925.

In de Toelichting werd de noodzakelijkheid voorzien dat, bij het onderzoek, de studie en de bespreking van het voorstel, de voorgestelde teksten zouden moeten verklaard en grondig onderzocht worden.

Eenig voorbehoud dient er gemaakt over den *passus* :

« De rechtgeleerden, die zich met dit soort vennootschappen in het buitenland hebben ingelaten, verklaren eenparig dat de werking, die hoofdzakelijk steunt op het onderling familie-vertrouwen, tot zeer weinig bezwaren aanleiding geeft, in zooverre dat, na twintig jaren ervaring, geene rechtspraak hoegenaamd moest tot stand komen over betwiste vraagstukken. »

Dat het grondbeginsel van de wet geen aanleiding heeft gegeven tot eenige kritiek, dat de erkenning van zijn nut niet opgehouden heeft zich te bevestigen, dat staat vast.

Maar, ofschoon de Fransche wet slechts drie jaar oud is, werd er reeds heel wat over geschreven, en op talrijke punten is men het volstrekt niet eens wat betreft de oplossingen. Overvloedige kritiek werd uitgebracht, leemten aangewezen, en om klaarte te brengen heeft men reeds dikwijls de rechtspraak moeten inroepen ⁽¹⁾.

Dit verklaart waarom uwe Commissie het nuttig oordeelde te gemoet te komen aan het verzoek van de indieners van het voorstel, de teksten, waarin zij dachten weinig nieuws te moeten brengen, te verklaren en grondig toe te lichten.

(1) AUGER, *Au sujet des Sociétés à responsabilité limitée. De quelques points controversés. Journ. Soc.*, 1927, biz. 121.

. * .

Vóór het onderzoek van het ontwerp rees de vraag op, of de handelsvennootschappen, die den nieuwen vorm hebben gekregen, moeten beheerscht worden door eene bijzondere wet, of door bepalingen ingelascht onder den titel van de handelsvennootschappen in het Handelswetboek, waarvan zij een bijzonder hoofdstuk zouden uitmaken.

Dit werd gedaan ten aanzien van de samenwerkende vennootschappen.

Het is een logisch stelsel, en het is beter geregeld.

Het biedt het voordeel te vereenvoudigen, want, op vele punten laat het toe te verwijzen naar de algemeene bepalingen van de wet op de vennootschappen. Maakt men eene afzonderlijke wet, dan moet deze in zoo verre volledig zijn dat alle leemten worden aangevuld.

Daarenboven zijn de nieuwe vennootschappen — in het voorstel wordt er aan herinnerd — niet de verwezenlijking van eene nieuwe opvatting in rechten.

Het argument dat men ten voordeele van de afzonderlijke wet kan aanhalen is dit van het voorgaande in de Fransche en in andere wetgevingen.

De Commissie was van oordeel dat die beweegreden niet voldoende was, en daarom werd uw verslaggever aangezocht een ontwerp op te maken dat zijn plaats kan vinden in het kader van onze algemeene wetgeving. Dit ontwerp is aan onderhavig verslag gehecht.

Zooals men zal zien, laat deze opvatting toe uit het ontwerp talrijke artikelen te weren, die slechts herhalingen zouden zijn, of die zelfs in tegenspraak zouden kunnen wezen met de regelen die in de andere vennootschappen gewoonlijk worden toegepast.

§ 1. — OPRICHTING. — DOEL. — HANDELSKENMERK.

EERSTE ARTIKEL.

De familie-vennootschappen zijn diegene waarin de deelgenooten, in beperkt getal, zich slechts tot een bepaalden inleg verbinden en waarin de trouwens niet verhandelbare maatschappelijke deeltbewijzen alleenlijk onder de op gebiedende wijze bij de wet bepaalde voorwaarden kunnen overgedragen worden.

. * .

Onder welke benaming moeten dan de nieuwe vennootschappen gerangschikt worden?

Het wetsvoorstel noemt ze « Familie-vennootschappen ». De verklaring van den schrijver der Toelichting is enkel dat, naar zijn meening, dit type van vennootschap in de meeste gevallen zal aangenomen worden door vennoten die behooren tot eene zelfde familie. Het is met het oog op het *quod plerumque fit*.

Maar hier reeds drukt hij er op, dat deze benaming niet in zijn engen zin moet opgevat worden, maar in den verruimden zin van vennootschappen van personen, onderling doch in gering getal verbonden door een gemeenschappelijk belang, in tegenstelling dus met wat men in rechten verstaat onder *kapitaal-vennootschappen*.

De beweegreden schijnt niet afdoende. Eene geslachtsbenaming moet niet afgeleid worden van enkele der bestanddeelen die het geslacht kan omvatten. Men moet niet verwarren den vennoot en de vennootschap, de hoedanigheid van den handelenden persoon en het doel dat hij nastreeft of den beweeggrond die hem leidt.

De voorgestelde benaming zou sommige menschen die, naar den titel, hebben gemeend dat het wetsontwerp een beschermingsmaatregel was ten voordeele van de groepeerings der leden van de groote gezinnen, in dwaling kunnen brengen, zooals het reeds gebeurd is.

Dat de wet in vele gevallen voor gevolg moet hebben personen die bloed- of aanverwanten zijn te groepeeren; dat zij de leden van die groepeerings aanwerft in den beperkten kring door het Romeinsch recht « familia » geheeten — meesters, beschermelingen en dienaars, — dit is zeker wenschelijk.

Maar het familie-gevoelen is niet de grondslag en de bestaansreden van de wet. De beperking van de aansprakelijkheid wordt nagestreefd voor de verwezenlijking van winstgevende verrichtingen : men kan moeijlijk het woord familie te pas brengen bij een financieel syndicaat, eene maatschappij voor den aankoop en de exploitatie van een schip, eene onderneming voor straatverlichting of plaatselijke verkeersmiddelen.

Deze titel zou tot onaangename verwarring kunnen leiden tegenover derden, vooral in het buitenland waar hij aan eene gansch andere opvatting beantwoordt.

Er dient overigens opgemerkt te worden, dat in alle landen, waarvan men het voorbeeld aanhaalt, deze vennootschappen genoemd worden : « private vennootschappen of maatschappijen », « vennootschappen op aandelen », of beter nog : « vennootschappen met beperkte aansprakelijkheid ». Deze benamingen zijn gebruikelijk geworden.

En onder deze benamingen moet men eene keuze doen.

De naam « private maatschappij », toegepast op instellingen die naar buiten uit eene zeer drukke werkzaamheid van den dag kunnen leggen, schijnt ons op het eerste gezicht eenige tegenspraak te vertoonen.

Maar men weet dat, in de werkelijkheid, de rechtsleer als eerste rangschikking van de vennootschappen altijd aangenomen heeft : de private vennootschappen en de openbare vennootschappen. Onder de eerste, rangschikte Pirmez deze waarin de inwendige organisatie, de verdeeling van de winsten, de uitslagen van de onderneming het publiek, op stuk van zaken, weinig belang inboezemen. Zij worden ten bate van bepaalde personen opgericht. Iets anders zijn de vennootschappen op aandelen die, onder den dekmantel van het anonymaat, beroep doen op de onder het publiek verspreide kapitalen en het vrij en openbaar in omloop brengen van hun titels beoogen.

De openbare vennootschappen, kan men zeggen, zijn kapitaal-vennootschappen, de private zijn belangen-vennootschappen.

Tegen de benaming « vennootschap met beperkte aansprakelijkheid » werd ingebracht, dat zij gebruikt werd om de naamlooze vennootschappen te betitelen die werkzaam zijn onder het recht van de kolonie en dat dit verwarring zou kunnen stichten. Die beweegreden zou slechts waarde hebben, wanneer men die benaming van vennootschap met beperkte aansprakelijkheid kon ontnemen aan de Fransche, Duitsche, en andere vennootschappen.

Zoo bleek het, dat de titel van « private vennootschap met beperkte aansprakelijkheid » het best toepasselijk is op dit nieuwe type van vennootschappen.

Ter uitzondering van de Engelsche wet ⁽¹⁾, geven de buitenlandsche wetten geene definitie van de vennootschap met beperkte aansprakelijkheid. In de Belgische wet op de vennootschappen, heeft men nochtans die definitie noodzakelijk geoordeeld voor de bestaande handelsvennootschappen, en het eerste artikel van het ontwerp wil daaraan voldoen.

De vennootschap met beperkte aansprakelijkheid is, hebben wij reeds gezegd, van hybridischen aard; langs verschillende zijden, houdt zij verband met de kapitalen-vennootschap en, langs andere zijden, met die van personen.

Zij heeft iets van de een en van de andere.

Wat haar kenmerkt, is de versmelting van diegene onder hare eigenaardigheden welke verplichtend zijn voor haar bestaan en opgelegd als voorwaarde voor hare erkenning als zedelijk wezen.

Welke zijn die?

Vooreerst, het beperkt getal vennoten met het doel dezen vorm aan de kleine groepeerings voor te behouden en een zedelijken waarborg, voortspuitende uit de personaliteit van de leden, te handhaven. Het is de beperkte aansprakelijkheid, die haar nader brengt tot de naamlooze vennootschap en de cooperatieve, door aan de schuldeischers, als uitsluitende borgstelling alleen het vermogen van het zedelijk wezen te geven.

Eindelijk is het de niet verhandelbaarheid van de deelbewijzen de beperkingen van de overdrachten — die de speculatie uitsluiten, en de bestendigheid van de oorspronkelijke samenstelling begunstigen.

De bijzondere aard der vennootschap met beperkte aansprakelijkheid bestaat hierin, dat zij « familie-vennootschappen » zijn, met dien verstande dat dit woord wordt opgevat in de beteekenis welke het Romeinsche recht aan de « familia » gaf.

In de naamlooze vennootschap, gaat de rente, vertegenwoordigd door den titel, over van hand tot hand, is vrij in omloop. Het is niet zoo zeer de vennootschap dan wel de aandeelhouder die naamloos is, en men heeft zelfs de geldigheid betwist van de bepaling der statuten, waarbij in eene naamlooze vennootschap het stichten van aandeelen aan houder wordt belet, met de overdracht der aandeelen te doen afhangen van formaliteiten die in feite gelijk staan met een verbod.

Te dezer zake, bestaat de bijzondere aard der vennootschap hierin : dat zij beperkt wordt tot kleine groepeerings waarin de personaliteit der vennoten een bestanddeel van het hoogste belang is. Het zijn om zoo te zeggen « private kringen ». Ook past het niet dat zij voor eenieder en te allen tijde openstaan en dat zij aan de wisselvalligheden der speculatie zouden zijn blootgesteld.

De Fransche wet, in haar eerste artikel, beperkt zich er toe het volgende te bepalen :

EERSTE ARTIKEL.

« Buiten de naamlooze vennootschappen die zijn en blijven onderworpen aan de wetgeving betreffende de naamlooze vennootschappen, kunnen vennootschappen opgericht worden waarin geen der vennoten aansprakelijk is tot een hooger bedrag dan dat van zijn inbreng.

» Deze vennootschappen worden genoemd : vennootschappen met beperkte aansprakelijkheid, en worden onderworpen aan de volgende bepalingen »

Een der verklaarders van de wet had getracht een der aangewezen leemten aan

⁽¹⁾ *Companies Act*, 1908, Sect. 121.

te vullen met de volgende definitie te geven : « Eene vennootschap die uitsluitend bestaat uit vennoten, gehouden tot beloop van hunnen inbreng, waarin de maatschappelijke deelbewijzen niet mogen vertegenwoordigd zijn door verhandelbare titels en slechts kunnen worden overgedragen onder zekere voorwaarden op gebiedende wijze bij de wet bepaald, en die ten slotte kan bestaan onder een maatschappelijke benaming ⁽¹⁾ ».

De volgende definitie schijnt de onderscheidene kenmerken samen te vatten :

De private vennootschappen met beperkte aansprakelijkheid zijn diegene waarin vennoten in beperkt getal zich slechts tot een bepaalden inleg verbinden, en waarin de maatschappelijke deelbewijzen, die uitsluitend vertegenwoordigd zijn door niet verhandelbare titels, slechts kunnen worden overgedragen overeenkomstig de bij deze wet bepaalde wijzen en voorwaarden.

ART. 2 ⁽²⁾.

Zij kunnen voor om 't even welk doel worden gesticht.

De verzekerings-, kapitalisatie- en spaarmaatschappijen kunnen echter dien vorm niet aannemen.

* * *

De vennootschap met beperkte aansprakelijkheid kan worden opgericht voor om het even welk doel, op voorwaarde evenwel dat het geoorloofd zij.

Het komt er niet op aan dat de verrichtingen der vennootschap geen handelsverrichtingen zijn naar luid van de artikelen 2 en 3 van het Wetboek van Koophandel.

Alleen de vorm der vennootschap wordt in aanmerking genomen, ter uitsluiting van den aard van haar doel.

Het toepassingsgebied der vennootschap met beperkte aansprakelijkheid strekt zich uit tot alles wat het voorwerp kan uitmaken van de vennootschaps-overeenkomst bepaald bij artikel 1832 van het Burgerlijk Wetboek : « De vennootschap is eene overeenkomst waarbij twee of meer personen overeenkomen iets bijeen te voegen ten einde de winst te verdeelen, waartoe zulks aanleiding kan geven. »

De vennootschap met beperkte aansprakelijkheid zal toelaten een zedelijk lichaam tot stand te brengen voor de verwezenlijking van elk geoorloofd doel met het oog op de gemeenschappelijke winst van partijen.

Het doel kan van burgerlijken of commercieelen aard zijn ; het kan slaan op den landbouw, den handel, de nijverheid, ondernemingen betreffende roerende of onroerende zaken.

De nieuwe vorm kan — en zal vaak — worden toegepast op de groepeeringsen voor opzoekingen, op de studievereenigingen met het oog op het productief maken eener uitvinding, het op touw zetten eener onderneming, waarvoor men

(1) G. DROUETS, *Traité théorique et pratique des Sociétés à responsabilité limitée*, n^r 43.

(2) Fransche wet, art. 2.

thans zijn toevlucht neemt tot het stelsel der vereeniging in deelneming, die soms slechts een voorwendsel is.

Deze vorm zal bijzonder passen voor de onderneming van bouwwerken, den verkoop en het beheer van vaste goederen met veelvuldige woongelegenheden.

Men heeft er op gewezen dat de Deutsche wet zelfs werd toegepast op « eene eigenaardige instelling : de vereenigingen van schuldvaarders met het oog op het gemeenschappelijk beheer der inrichting van hun schuldenaar. »

Deze vereenigingen kunnen dienen om nijverheids- of handelsinrichtingen te vertegenwoordigen of te verdedigen.

Het valt te voorzien dat zij eerlang aan de verkoopkantoren de plaats zullen terugschikken, die door tal van voortbrengst- of verkoopcoöperatieven werd ingenomen.

Worden alleen uitgesloten de vereenigingen waar de verwezenlijking van winst niet in aanmerking komt. Deze kunnen de rechtspersoonlijkheid aanvragen, die de wet van 27 Juni 1921 op de vereenigingen zonder winstgevend doel haar kan verschaffen. In dit opzicht, volgt deze wet niet de Deutsche wetgeving die aan de groepeerings met onbaatzuchtig doel toelaat het stelsel der wet op de beperkte aansprakelijkheid aan te nemen.

De bedrijvigheid mag worden uitgeoefend in België of in den vreemde.

Het wetsontwerp sluit van het voordeel der wet op de beperkte aansprakelijkheid uit « de verzekerings-, kapitalisatie- en spaarmaatschappijen »

Deze bepaling is de herhaling van artikel 2, lid 2, der Fransche wet.

Moet dergelijk verbod bij ons worden ingevoerd?

In Frankrijk — evenals in talrijke landen — oordeelt men dat de verzekeringsondernemingen van bijzonderen aard zijn, die eene bijzondere wet billijkt. De kapitalisatie- en spaarmaatschappijen zijn onderworpen aan een streng stelsel van toezicht en controle (zie wet van 17 Maart 1905 op de levensverzekering). Derhalve was het logisch niet af te wijken van den regel, wat de vennootschappen met beperkte aansprakelijkheid betreft.

In België, daarentegen, hebben de verzekering, de kapitalisatie en het sparen ruime vrijheid genoten, waaruit en de particulieren en de vennootschappen — van welken vorm ook — voordeel hebben getrokken. Het ware vrij moeilijk aan de vennootschap met beperkte aansprakelijkheid verrichtingen te verbieden, die aan de andere vennootschappen zijn toegelaten, indien er zich geen reactie had voorgedaan, en zoo er in dezen laatsten tijd in zake verzekering- of spaarwezen geen hervormingen en toezicht werden geëischt.

De vennootschappen van deze reeks richten zich tot eene bijzonder belangwekkende cliënteel en het komt er op aan dat de waarborgen en aansprakelijkheden niet verminderd doch wel versterkt zouden worden in het belang der verzekerden en der bewaargevers.

Het verbod vervat in het tweede lid van het artikel slaat op al de ondernemingen die verzekeringsverrichtingen doen, welke ook de modaliteiten van werkwijze — onderlinge verzekering of premiestelsel — of de aard der risico's zijn : leven, brand, ongevallen, enz.

Bij de bespreking der Fransche wet, werd er voorgesteld het verbod uit te breiden tot de bankzaken.

Op dit voorstel werd niet ingegaan. De Engelsche en Deutsche wetten hadden aan hetzelfde eene zekere aandacht geschonken, met aan de vennootschappen, die deze verrichtingen doen, de verplichting op te leggen hare balansen bekend te maken.

ART. 3 ⁽¹⁾.

Welk ook hun doel weze, zijn de familie-vennootschappen « handels-vennootschappen » en aan de wetten en gebruiken van den koophandel onderworpen.

* * *

De vennootschappen, die den vorm van vennootschap met beperkte aansprakelijkheid hebben aangenomen, worden beschouwd niet als handelsvennootschappen doch als zijnde van commerciëelen aard.

Daar de vennootschappen met beperkte aansprakelijkheid worden verklaard als zijnde « handelsvennootschappen en aan de wetten en gebruiken van den koophandel onderworpen », volgt hieruit dat :

1^o zij verplicht zijn de boeken en de schrifturen bij te houden, die worden voorgeschreven door de artikelen 16, 17 en 18 van titel III van het Wetboek van Koophandel;

2^o zij failliet kunnen worden verklaard en het voordeel van het accoordstelsel kunnen bekomen;

3^o de betwistingen die kunnen rijzen tusschen de vennoten, vallen onder de bevoegdheid der rechtbanken van Koophandel (wet van 25 Maart 1876, artikel 12, 2^o);

4^o zij rechtspersonen zijn die verschillen van die der vennoten.

Wat dit laatste punt betreft, wees het ontwerp er terecht op dat, in dit opzicht, de bepaling vervat in artikel 2 der samengeordende wetten op de vennootschappen zou dienen aangevuld.

Deze aanvulling van artikel 2 der algemeene wet zal toelaten, gezien de wijziging door de wet van 14 Juni 1926 aan artikel 187 toegebracht, den hooger voorgestelden tekst te doen wegvallen.

ART. 4 ⁽²⁾.

Hun bestaan wordt vastgesteld hetzij door akte voor notaris verleden, hetzij door onderhandsche akte.

Is de akte onderhandsch, dan worden er zooveel origineelen van opgemaakt als noodig is opdat een er van bewaard blijve ten maatschappelijken zetel en de overige, tot staving van de onderscheidene vereischte formaliteit en.

Al de deelgenooten moeten bij de akte tusschenkomen in eigen persoon of door gevolmachtigden die van eene bijzondere lastgeving kunnen doen blijken.

Het is de vennootschap ontzegd, voor eigen rekening, door openbare onderschrijving, welkdanige roerende waarden uit te geven.

* * *

De voorkeur der vennoten zal, in talrijke gevallen, gaan naar de onderhandsche akte, wegens de geringere kosten; er dient evenwel opgemerkt, dat de

(1) Fransche wet, art. 3.

(2) Fransche wet, art. 4 (Zie wet op de Vennootschappen, art. 4).

authentieke akte geboden is in al de gevallen waarin vennootschappen worden opgericht tusschen erfgerechtigden. Artikel 854 van het Burgerlijk Wetboek eischt dezen vorm, wanneer het bepaalt dat « er geen verslag noodig is voor de vennootschappen zonder bedrog opgericht tusschen den overledene en een zijner erfgenamen, wanneer de voorwaarden derzelve werden geregeld bij authentieke akte ».

Ofschoon men kan betwisten dat de overeenkomst, krachtens dewelke onder elkander erfgerechtigde personen een zedelijk wezen uitmaken dat verschillend is van hunne persoonlijkheid, moet aangezien worden als eene vereeniging onder erfgerechtigden, zal niettemin de authentieke akte niet zelden voorkomen als een maatregel van voorzichtigheid.

Het contract moet al de voorwaarden vereenigen, welke vereischt worden door de algemeene wet op de geldigheid der overeenkomsten : toestemming, bekwaamheid van partijen, bepaald doel, geoorloofde oorzaak, inbreng, deelneming in de winsten en verliezen. (Burgerlijk Wetboek, art. 1108, 1832.)

De slotbepaling van artikel 4 heeft ten doel de uitgifte, bij openbare inschrijving, van om 't even welke roerende waarden. Hieronder dienen verstaan, waarden waarvan de vennootschap zelf uitgeefster en schuldenares is. Het is aan bankvennootschappen niet verboden titels van een andere vennootschap uit te geven. Het is aan de vennootschap evenmin verboden obligaties of leening en uit te geven bij wijze van titels op naam of aan houder, mits ze evenwel door andere middelen dan door openbare uitgifte te plaatsen.

Er dient opgemerkt, dat deze bepaling, die woordelijk uit de Fransche wet is overgenomen, zeer slecht op hare plaats is in artikel 4 — zooals de commentators dezer wet hebben doen opmerken. Men moet ze bijgevolg hier doen wegvallen, mits ze opnieuw in te lassen bij artikel 21.

De verklaarders der Fransche wet, waaraan deze tekst is ontleend, wijzen er nog op dat dezelve vatbaar is voor betwisting :

« Moet de zaakvoerder, die geen vennoot is, de akte onderteekenen? Bij het lezen van den tekst, die zeer duidelijk is, dient er ontkennend geantwoord, vermits daarin slechts spraak is van vennoten en in bedoeld geval de zaakvoerder geen vennoot is. Zoo echter deze oplossing strookt met de letter der wet, strookt zij daarentegen noch met het gezond verstand noch met eene voorzichtige praktijk. Immers, de rechten van den zaakvoerder, evenals zijne plichten, zijn van het hoogste belang, zoowel voor de vennoten als voor derden en het ware zonderling dat de akte, waarin zijne rechten en plichten worden omschreven, niet met zijne handteekening zou zijn bekleed. Deze akte zou hem niet kunnen worden tegengesteld. Hij komt daarin voor, het ware vreemd dat hij alleen ze niet zou hebben onderteekend. In de praktijk, zou zulks aanleiding kunnen geven tot talloze moeilijkheden, welke vooraf kunnen worden vermeden met den zaakvoerder, die niet vennoot is, te doen teekenen met de vennoten ». (PORTIER, n^o 49, blz 46.)

Wat ook, in sommige gevallen, het nut er van kan wezen, moet men erkennen dat niets de verplichte tusschenkomst van een derden persoon, die vreemd is aan de akte van vennootschap, bij de akte van oprichting kan rechtvaardigen.

De tekst moet dus niet gewijzigd worden, te meer daar wij, voor alles wat betreft de proceduur van oprichting, zullen voorstellen te verwijzen naar de algemeene bepalingen der samengeordende wetten.

§ II. — GETAL VENNOOTEN

ART. 5 (1).

Het getal der deelgenooten is beperkt tot zestig. Het kan alleen uit twee bestaan.

* * *

In tegenstelling met wat er bestaat in de Fransche wetgeving, is in dit wetsontwerp het getal vennooten beperkt.

Eene soortgelijke bepaling bestaat in de Engelsche wet die het maximum getal leden eener private vennootschap op vijftig brengt; de Zwitsersche en Italiaansche wetten bepalen het onderscheidenlijk op dertig en vijf en twintig.

Deze opvatting is redelijk : het is alleen wanneer de wet kan toegepast worden op de kleine en de gemiddelde ondernemingen, wanneer het getal vennooten beperkt is, dat men ook kan afzien van de maatregelen die in de naamlooze vennootschap verplichtend zijn, om de aandeelhouders in te lichten over den gang der zaken van de vennootschap, en de huishoudelijke organisatie te regelen.

Zij past beter bij de bepalingen van de artikelen 26, 29, 30, 32 die zelfs een onderscheid maken tusschen de vennootschappen met beperkte aansprakelijkheid, naar gelang het getal vennooten onder of boven vijf en twintig is.

Wanneer het getal vennooten onbeperkt is, verdwijnt hunne persoonlijkheid tegenover derden om alleen nog plaats te laten aan het bestanddeel-kapitaal.

Men heeft terecht vastgesteld dat daar waar het getal overheerscht, de individuele aansprakelijkheid zoo verre zelfs vermindert dat zij soms verdwijnt.

De wet laat toe het getal vennooten tot op twee te beperken. In vele gevallen zullen dergelijke vennootschappen gelijkstaan met de vennootschap van een persoon, en met de verwezenlijking eener formule van scheiding der vermogens. Maar er dient opgemerkt te worden, dat in zedelijk of in rechtskundig opzicht, niets er zich tegen verzet dat een persoon, die overeenkomst sluit, tegenover zijn contractant de beperking van zijne verplichtingen of van zijne waarborgen bepaalt. Het eenige dat men eischen kan is, dat de medecontractant verwittigd weze van zijn risico alvorens hij zelf aanneemt zich te verbinden. Anderzijds, vergen de vennootschap naar gemeen recht, de vennootschap onder gemeenschap-pelijken naam of bij wijze van geldschieting niet het *Trinum* van het Romeinsch recht.

Voor de naamlooze vennootschap heeft de wet het getal zeven bepaald, maar het schijnt niet dat dit ernstige waarborgen levert, en, wat erger is, de verplichting heeft al te dikwijls aanleiding gegeven tot de tusschenkomst van figuranten.

Eene kieschere vraag is echter te weten of twee echtgenooten, hetzij alleen, hetzij met derde personen, eene vennootschap met beperkte aansprakelijkheid kunnen tot stand brengen.

Geldt het hier eene vennootschap van personen, zooals de vennootschap onder collectieven naam of eene vennootschap met deelneming, zou de toepassing van de beginselen neergelegd in de artikelen 1388 tot 1395 van het Burgerlijk Wetboek een volstrekt ontkennend antwoord vergen.

(1) Fransche wet, art. 5 : Het getal der vennooten is niet beperkt. Het kan alleen uit twee bestaan.

Geldt het eene naamlooze vennootschap, dan zou men vruchteloos eene reden tot ongeldigheid zoeken in het feit van twee echtgenooten die beiden als aandeelhouders zouden optreden.

Maar hier is de aard van de vennootschap gemengd, en de betwistingen zouden tot zeer ernstige beslissingen kunnen aanleiding geven.

Er moet dus beslist worden of de verbodsregel hier moet toegepast worden. Het schijnt dat men daardoor vele gevallen zou uitsluiten waarbij de wet op nuttige wijze zou kunnen tusschenkomen, voor het voortzetten eener nijverheid, de regeling van familierechten.

Moest men den verbodsmaatregel opgeven, dan zou men de vrouw, van tafel en bed gescheiden, toelaten zich te mengen in de zaken van haren echtgenoot, of — indien zij een afzonderlijken handel uitoefent — hare aansprakelijkheid te beperken zonder afhankelijk te worden van derden.

Het zou de moeilijkheden doen verdwijnen die kunnen voortvloeien uit het overlijden van een schoonvader die in vennootschap staat met zijne schoonzons ⁽¹⁾.

Wordt deze meening gedeeld, dan zou men bij den tekst de volgende alinea kunnen toevoegen :

De echtgenooten kunnen geldig optreden als vennoten in de vennootschappen die opgericht zijn onder den vorm van private vennootschappen met beperkte aansprakelijkheid.

De vennoot in eene private vennootschap met beperkte aansprakelijkheid wordt geen handelaar door het feit van zijne deelneming.

Het onderschrijven van aandelen in eene handelsvennootschap is niet eene daad van koophandel ⁽²⁾.

De gehuwde vrouw zal dus aandelen kunnen onderschrijven zonder de formaliteiten van machtiging te vervullen, die vereischt zijn voor het uitoefenen van handel.

§ 3. — MAATSCHAPPELIJK KAPITAAL. — INBRENG. ONTHEFFINGEN.

ART. 6 ⁽³⁾.

Het maatschappelijk kapitaal moet ten minste 50,000 frank bedragen. Beneden dit bedrag mag het niet vermindert worden.

Het wordt verdeeld in maatschappelijke deelbewijzen van 500 frank of van meervouden van 500 frank.

* * *

Het bepaalde in artikel 6 verdient de bijzondere aandacht.

Het maatschappelijk kapitaal is de eenige waarborg welke de schuldeischen bezitten. Er dient dus een zeker minimum te worden bepaald, waardoor de al

⁽¹⁾ Men raadplege daarover, AUGER, *Recueil jurispr. des Sociétés*, 1926, blz. 143; LEPARGNEUR, *Journal des Sociétés*, 1926, blz. 294; AUGER en MICHEL, *Formulaire*, hoofdst. II, n^o 22; DUFFESNOIS, *Rép. gén. notur.*, 30 Januari 1925.

⁽²⁾ PIC en BARATIN, n^o 131. Over de kwestie of de onderschrijving eene daad van koophandel is, zijn echter de meeningen verdeeld; L. AUGER, *Journ. Soc.*, 1927, blz. 127.

⁽³⁾ Fransche wet, art. 6, behalve de cijfers van 25,000 frank en 100 frank.

te zwakke groepeeringsen worden geweerd: — den werkelijken inbreng van dit kapitaal te worden verzekerd, met uitsluiting van wat enkel verbintenissen of beloften zouden zijn; — het behoud ervan te worden geëischt door geen geld te laten terugtrekken of terugbetalingen te laten doen.

Welk moet dit minimum zijn? De Duitse wet stelt het op 20,000 mark, wat tegenwoordig meer dan 150,000 frank vertegenwoordigt; het Zwitsersche wetsontwerp voorzagt 20,000 goud frank; het Italiaansche ontwerp 50,000 lire. Frankrijk stelde het, in 1925, op 25,000 frank; maar men heeft reeds terecht het ontoereikende van dit cijfer in het licht gesteld. Een laag cijfer is moeilijk aan te nemen, waar er geene persoonlijke aansprakelijkheid van de vennooten bestaat, en zet de schuldvorderaars er vaak toe aan, de persoonlijke borgstelling te vragen of zoo met het krediet te weigeren.

Verdiene de kleine zaken onze belangstelling, kan het toch gevaarlijk zijn ze aan te zetten ondernemingen te wagen die hunne krachten te boven gaan, en waarbij de mogelijke verliezen niet in verhouding zijn met de waarborgen die zij kunnen opleveren. (Zie AUGER, *Rev. des Soc.*, 1827, blz. 125.)

Het voorgestelde cijfer van 50,000 frank gaat dus verder dan het door de Fransche wet opgelegde cijfer. Toch kan men de vraag stellen of het voldoende is om de schepping van een zedelijken persoon te billijken, dan wel of het wenschelijk is dat, mits een inbreng welke de waardevermindering van den frank zeer gering maakt, een industrieel, die een enkelen houder van deelbewijzen bij zich neemt, ontsnappen kan aan de onbepaalde aansprakelijkheid van zijn handelspassief.

Anderzijds, dient er onthouden te worden dat, op voorwaarde dat het aanvankelijk kapitaal ten minste gelijk weze aan 50,000 frank, de wet geen enkel maximum vaststelt boven hetwelk de naamlooze vorm alleen zou kunnen aangenomen worden. En sommige auteurs komen daartegen op ⁽¹⁾.

De bepaling verschilt nog van artikel 6 van de Fransche wet hierin, dat deze laatste het minimum van het maatschappelijk aandeel op 100 frank stelt, terwijl onderhavig ontwerp 500 frank oplegt.

Men denke er echter aan, dat het oorspronkelijk Fransch ontwerp het minimum van 500 frank voorstelde, en dat het, ingevolge het advies van de Handelskamer van Straatsburg verminderd werd, om aan de werklieden toe te laten er aan deel te nemen.

De kwestie van cijfers daargelaten, welke is tegenwoordig de juiste beteekenis van deze bepaling?

Het is niet zonder nut er op te wijzen, dat de tekst van de Fransche wet thans aanleiding geeft tot betwisting. Eenigen verklaren hem in den zin dat hij de gelijkheid van al de aandeelen oplegt: zoo kunnen partijen het bedrag der deelbewijzen vaststellen op 500 frank, 1,000 frank, 1,500 frank, 2,000 frank, maar hij zou niet het naast elkaar bestaan toelaten van deelbewijzen van 500 frank en deelbewijzen van 1,000 frank (PORTIER, n^r 33, blz. 60).

Deze verklaring stemt niet overeen met deze van den verslaggever der wet. De bepaling heeft voor doel het bedrag der aandeelen eenvormig te bepalen op 500 frank, zonder dat een ander lager of hooger bedrag kunne aangenomen worden. Men heeft alzoo een al te groote verscheidenheid bij het vaststellen van

(1) DROUETS, *Traité*, n^{rs} 82 en 282; ASCARELLI, blz. 458 en 459. Zwitsersch voorontwerp, art. 793.

het minimum-bedrag willen vermijden. (Cf. DROUERS, n^o 83. Verslag Chapsal, in den Senaat, blz. 14 en 15.)

Volgens anderen, zou de tekst zich verzetten tegen het tot stand brengen van aandelen zonder nominale waarde. Hij zou de mogelijkheid uitsluiten van deelbewijzen te maken zonder aanduiding van waarde, genots- of winstaandeelen ter vergelding van inbrengen.

Men kan een tekst met zulke strekking niet aannemen, te meer waar hij formules zou verbieden, die toegelaten zijn voor de vorming en de werking der cooperatieven.

Ten slotte, kan de Fransche tekst nog worden opgevat als een verbod van toekenning eener verschillende stemmacht aan titels met verschillenden inbreng.

Het zou bezwaarlijk toeschijnen hier, op een onrechtstreeksche wijze, al die vraagpunten op te lossen — of erger nog — ze aan betwisting of verklaring prijs te geven.

Het volstaat de verplichting van het minimum-kapitaal te bepalen.

Op grond van de voorgaande beschouwingen zou artikel 6 kunnen luiden :

Het maatschappelijk kapitaal moet ten minste 50,000 frank bedragen. Beneden dit bedrag mag het niet verminderd worden. Het moet worden verstaan dat bedoelde vermindering diegene is door terugneming der inbrengen en niet door verliezen of door de bij artikel 34 bedoelde afhoudingen veroorzaakt.

ART. 7 ⁽¹⁾.

De familie-vennootschappen kunnen slechts definitief worden gesticht na dat al de deelbewijzen, in de akte van vennootschap, onder de deelgenooten zullen omgeslagen en volgestort zijn.

De maatschappelijke deelbewijzen, geheel of gedeeltelijk overeenkomende met inbrengen in natuur, moeten volgestort zijn op het oogenblik van de stichting der vennootschap.

De oprichters moeten uitdrukkelijk in de akte van vennootschap verklaren dat deze voorwaarden zijn vervuld.

*
* * *

De voorwaarden en vereischten welke dienen vervuld te worden opdat eene private vennootschap met beperkte aansprakelijkheid wettelijk opgericht weze en hare verrichtingen kunne aanvatten, komen overeen met die welke opgelegd worden door artikel 29 der wet op de naamlooze vennootschappen : geheele onderschrijving van het kapitaal door personen en in bepaalde verhoudingen, te gelde making van de onderschreven verbintenissen, door de, ten minste, gedeeltelijke storting van de inbrengen.

Het ontwerp wordt hier strenger opgevat. De bepaling betreffende het volstorten van de inbrengen in natura op het oogenblik der inschrijving sluit de mogelijkheid uit van de inbrengen op termijn of bij achtereenvolgende prestaties.

Dit gevolg kan aangenomen worden, doch er is er een ander, dat een aanzien-

(1) Fransche wet, art. 7.

lijk verschil tot stand brengt tusschen de naamlooze vennootschap, de samenwerkende vennootschap, de vennootschap bij wijze van geldschieting en de door dit voorstel behandelde vennootschap.

De verplichting het onderschreven kapitaal vol te storten in geld, ontsnapt niet aan de kritiek en is niet te verklaren.

Talrijke vennootschappen zullen niet in hunne kassen fondsen moeten bewaren die onproductief blijven.

Het zou dus wel noodig zijn, in dergelijk geval, het onderschreven kapitaal te verminderen en aan derden den waarborg te onttrekken, welke door het eischen van bijstorting van de nog niet gestorte fondsen wordt geleverd.

« Om dit nadeel te verhelpen — schrijft een commentator — volstaat het voor de oprichters der vennootschap, zorgvuldig de sommen te begrooten, waarover de zaakvoerders moeten beschikken om de exploitatie aan te vatten en het kapitaal dienovereenkomstig te bepalen. De vennootschap zal dan enkel het kapitaal hoeven te verhoogen naar gelang van hare ontwikkeling en den groei van hare behoeften. » (Drouets, blz. 87, nota).

Is dit wenschelijk?

De bepaling waarbij de volstorting der deelbewijzen wordt opgelegd, werd in de Fransche wet opgenomen, tijdens de behandeling derzelve. Zij werd aanvankelijk slechts opgelegd ten aanzien van de deelbewijzen afgeleverd als tegenwaarde van inbrengen in natura. Dit legt de herhaling uit, in de tweede alinea, van eene verplichting die reeds in de eerste alinea wordt voorzien.

De verplichting aangaande het volstorten van het kapitaal werd ingelascht omdat het Fransche ontwerp het principe bevatte van de hoofdelijke aansprakelijkheid der oprichters, niet alleen wat betreft de inschrijving, doch ten aanzien van het volstorten der deelbewijzen en omdat het overdreven bleek te zijn den inschrijver van enkele deelbewijzen, zonder mogelijk voorbehoud noch verzachting, aansprakelijk te stellen voor het in gebreke blijven van de anderen. De uitvlucht van de volstorting berust op geene andere gronden en deze schijnen niet toereikend te zijn om het hier op te nemen — althans zoo het maatschappelijk kapitaal 50,000 frank overschrijdt.

Deze opmerkingen zouden aanleiding kunnen geven tot het aannemen van den volgende tekst :

Tot het oprichten van eene private vennootschap met beperkte aansprakelijkheid, wordt vereischt :

1° dat er ten minste twee vennoten zijn ;

2° dat het kapitaal geheel onderschreven zij ;

3° dat ieder in geld onderschreven deelbewijs gestort zij tot het beloop van ten minste één vijfde. Zoo het maatschappelijk kapitaal niet 50,000 frank overschrijdt, dan moet het geheel bedrag van de inschrijving gestort worden ;

4° dat de maatschappelijke deelbewijzen, die geheel of gedeeltelijk beantwoorden aan inbrengen in natura, volgestort wezen op het oogenblik van de oprichting der vennootschap.

De inschrijvers bij de oprichtingsakte worden als oprichters beschouwd. De bepalingen van artikel 35 — met uitzondering van het 1° van dit artikel — zijn op hen toepasselijk.

ART. 8 (1).

De akte van vennootschap moet de raming van de inbrengen in natuur vermelden. De deelgenooten zijn aansprakelijk tegenover derden voor de waarde aan de inbrengen in natuur toegekend op het oogenblik van de stichting der vennootschap.

De rechtsvordering tot aansprakelijkheid, uit de bepalingen der vorige paragraaf voortvloeiende, verjaart na tien jaar te rekenen van af de stichting der vennootschap.

. . .

Het kapitaal der vennootschappen kan bestaan uit effectieve inbrengen of uit inschrijvingen van geldsommen.

De Fransche wetgeving op de naamlooze vennootschappen heeft eene bijzondere rechtspleging ingesteld voor het nazien van de inbrengen. Het Belgisch stelsel is verschillend. De wetgever heeft moeten erkennen hoeveel moeilijkheden zulk onderzoek kan opleveren en hoe denkbeeldig de uitslagen er van zijn. Hij heeft er dan ook aan verzaakt.

De waarborgen voor het publiek bestaan in de verplichte overlegging van eene omstandige en nauwkeurige opgave van de inbrengen en de lasten waardoor zij bezwaard zijn, en uit de tijdelijke onvervreemdbaarheid van de inbreng-aandeelen. Bovendien, treft de wet, in ieder geval, de valsche ramingen in de balans-rekeningen, wanneer deze inbrengen opgenomen worden op de credietzijde.

Luidens artikel 8, moeten de inbrengen geraamd worden door de oprichters. Artikel 7 van het ontwerp eischt dat deze tegenwaarde overgelegd worde in volgestorte titels.

Hier is de wet bijzonder streng, zoodanig dat zij talrijke oprichters moet doen terugschrikken voor de gevaren der aansprakelijkheid, wanneer zij de vennoten verplicht de inbrengen in natura te ramen en hen beschouwt als borgen voor deze waarde (dikwijls met hoofdelijke aansprakelijkheid) ten aanzien van derden.

Stellig moet men de verhooging van der inbrengen beteugelen. Doch hoe zal het mogelijk zijn, ingeval eene familiezaak of eene concessie in eene vennootschap wordt veranderd, met zulke nauwkeurigheid dat elke vergissing uitgesloten is, de werkelijke waarde in geld te berekenen van gebouwen, materieel, waren vooral de klandizie, schuldvorderingen, handelszaak, bedrijvigheid tot het voortzetten van de zaken? Waar moet men de zekere grondslagen zoeken die andere ramingen, in geval van betwisting, moeten waarborgen, vooral wanneer sommige verkoopen niet hebben beantwoord aan de verwachtingen?

Zoo er bedrog en kwade trouw nodig zijn voor het toepassen van de straf-bepalingen, dan moet de eenvoudige vergissing, luidens het ontwerp, het recht op herstel doen ontstaan voor derden, want iedere vermeerdering kan voor hen nadeel opleveren.

Meestal zou de rechtsvordering tot vaststelling van aansprakelijkheid ingesteld worden na de faillietverklaring door den curator, wanneer de verkoop van de goederen een bedrag zal opgeleverd hebben, dat minder beloopt dan de aanvankelijke raming. Deze rechtsvordering kan ingesteld worden tien jaren na den inbreng. De rechter zal moeten teruggaan tot het tijdstip van de oprichting,

(1) Fransche wet, art. 8. Deze zegt nochtans « de vennoten zijn hoofdelijk aansprakelijk » enz.

om na te gaan, niet of de oprichters te goeder trouw waren, niet om de oorzaken van eene vergissing op te sporen, doch om het al of niet bestaan van een verschil te onderzoeken. Talrijke vennooten van de oprichtingsperiode zullen verdwenen zijn. Het kan gebeuren dat sommigen onder hen onvermogen zijn. Men ziet dus in, welk aanzienlijk risico de tekst aan de oprichters oplegt. Het is zoo groot dat een der ondervoorzitters van de *Société d'Études législatives de Paris* verklaarde, bij het onderzoek van het Fransche ontwerp: « Ik zou het persoonlijk zeer gevaarlijk vinden tot eene aldus ingerichte vennootschap toe te treden en ik begrijp moeilijk dat zij belangrijke medewerking kan vinden. » (*Bull. Soc. Études législ.*, 1921, blz. 102.)

Anderen hebben dan ook aan de oprichters den wijzen raad gegeven hun inbrengen te onderschatten. Doch dit berooft de wet van hare uitwerking, zoo diegene die gebruik wil maken van de wet, dit alleen kan zoo hij een gedeelte van zijn vermogen afstaat ten voordeele van de inschrijvers in geld.

De inbrengen kunnen onderschat worden in de vennootschappen waar de inbrenger, benevens zijn kapitaal-aandeel, winstaandeelen bekomt die hem het recht verleen en een aandeel te hebben in de verdeling van de opbrengst van het onderschatte kapitaal, met herstel van de gelijkheid bij de vereffening. Wij hebben gezien dat het ontwerp zulke oplossing niet voorziet.

Naar onze meening, mag zij niet worden uitgesloten.

Artikel 1134 van het Burgerlijk Wetboek en het principe van de vrijheid der overeenkomsten laten toe winstaandeelen te verleen en, titels voor winstschuld-vordering toe te staan, ten voordeele van die welke, door hunne medewerking, door hunne werkzaamheid, door zorgen of bemoeiingen, bijdragen tot de oprichting of tot de werking van de vennootschap. Noodzakelijkerwijs, kunnen deze winstaandeelen niet vertegenwoordigd worden door titels aan toonder.

Kortom, er bestaan geen ernstige redenen om hier een nieuw stelsel aan te nemen, dat zou afwijken van het stelsel toegepast in zake van Belgische naamlooze vennootschappen, sedert de hervorming van 1886-1913. Het zou beter zijn eenvoudig te verwijzen naar de toepassing van artikel 30 der wet op de Vennootschappen, dan eene nieuwe regeling in te voeren.

§ 4. — BURGERLIJKE STRAFBEPALINGEN.

ART. 9 ⁽¹⁾.

Iedere familie-vennootschap, gesticht in strijd met de voorschriften van de artikelen 2, 4, 5, 6, 7 en 8, is nietig en van geener waarde ten aanzien van de betrokkenen.

De nietigheid kan door de deelynooten niet aan derden worden tegengesteld.

. * .

Het wetsvoorstel volgt het voorbeeld van de Fransche wet en wil, onder de bekrachtigingen van de oprichtingsregelen, de bijzonder ernstige sanctie opnemen van de nietigheid uit hoofde van eene reeks overtredingen :

1° Zoo de vennootschap eene verzekerings-, eene spaar- of eene capitalisatie-inrichting is (art. 2);

(1) Fransche wet, art. 9.

2° Zoo zij niet vastgesteld wordt bij eene schriftelijke akte;

3° Wanneer (ingeval het eene onderhandsche akte geldt) er niet zooveel origineelen werden opgemaakt, als noodig is voor de neerlegging van een der stukken ten maatschappelijken zetel en van de andere tot staving van de onderscheiden vereischte formaliteiten (art. 4, al. 2);

4° Wanneer al de vennooten niet persoonlijk tusschenkomen of door een mandataris die bewijst een bijzondere machtiging te bezitten (art. 4, alinea 3);

5° Zoo er niet ten minste twee vennooten, of zoo er meer dan zestig zijn (art. 5);

6° Zoo het maatschappelijk kapitaal niet ten minste 50,000 frank beloopt (art. 6, al. 1);

7° Zoo dit maatschappelijk kapitaal niet verdeeld is in deelen van ten minste 500 frank of een veelvoud van 500 frank (art. 6, al. 2);

8° Zoo, op den datum van de akte, al de deelbewijzen niet verdeeld werden onder de vennooten en volkomen uitbetaald (art. 7, al. 1);

9° Zoo de oprichters nagelaten hebben uitdrukkelijk te verklaren in de akte, dat de dubbele verplichting, hooger vermeld, nageleefd werd (art. 7, alinea 2);

10° Zoo de akte de raming van de inbrengen in natura niet bevat (art. 8, alinea 1).

Bij het opsommen van deze gronden tot nietigheid, stelt men vast dat enkele er van betrekking hebben op inbreuken op bepalingen die den aard zelf van de vennootschap raken, andere — het meerendeel — betreffen overtredingen van vormvereischen.

De « belanghebbenden » zijn al diegenen welke betrekkingen hebben met de vennootschap : de vennooten zelf, de maatschappelijke schuldeischers en schuldenaars, de persoonlijke schuldeischers en schuldenaars van de vennooten, de fiscus. (Zie PIC en BARATIN, n° 246.)

Zoo deze bepaling met al hare strengheid kon aanvaard worden door de Fransche wetgeving, dan is het stellig omdat deze geheel verschilt met de onze ten opzichte van de strafbepalingen.

De Belgische wetgever van 1886 heeft geoordeeld dat men de sanctie van nietigverklaring, voorzien in het vroeger artikel 29, zou moeten vervangen door de sanctie der persoonlijke aansprakelijkheid.

De nietigheid wegens het ontbreken van eene akte, is de eenige sanctie die nog de handelsvennootschappen kan treffen.

Men zou niet verder kunnen gaan, wat betreft eene bijzondere categorie van vennootschappen en men moet ook hier den algemeenen regel toepassen.

Deze zal de private vennootschap met beperkte aansprakelijkheid treffen, door dat zij vermeld wordt in den tekst van artikel 4 der algemeene wet.

De verwijzing naar dezen algemeenen regel zal bovendien de bepaling aanvullen, namelijk in dit opzicht, in zooverre deze niet klaar aangaf dat deze nietigheidsbepalingen moesten beschouwd worden als schikkingen van bijzonderen aard die slechts in werking treden van af den datum waarop de eisch tot vaststelling van de nietigheid ingesteld wordt.

ART. 10 ⁽¹⁾.

Wanneer de nietigheid van de vennootschap is uitgesproken naar luid van het vorig artikel, zijn de deelgenooten aan dewelke de nietigheid te wijten is, aansprakelijk jegens de overigen en jegens derden, hoofdelijk onder elkander en met de eerste zaakvoerders, voor de schade uit deze nietigverklaring voortvloeiende.

De rechtvorderingen tot nietigverklaring en tot aansprakelijkheid verjaren na tien jaar.

. . .

In strijd met hetgeen bestaat in zake van vennootschappen op aandeelen en coöperatieve vennootschappen, voorziet het ontwerp niet dat de nietigheid zou verjaren met de uitvoering van de overeenkomst gedurende vijf jaren (art. 169, slotalinea van de wet op de vennootschappen). Waarom hier niet denzelfden algemeenen regel toepassen?

Eene verwijzing naar artikel 35 der algemeene wet en naar artikel 169 zullen het mogelijk maken dezen tekst te doen wegvallen.

§ 5. — BENAMING. — PUBLICITEITSVEREISCHTEN.

ART. 11 ⁽²⁾.

De familie-vennootschap wordt ofwel betiteld door de aanduiding van het doel harer onderneming, ofwel aangeduid onder een maatschappelijken naam die de namen van een of meer deelgenooten omvat.

. . .

Onze samengeordende wetten laten de vennootschap vrije keuze ten opzichte van hare benaming. Deze mag ontleend worden aan het doel van de onderneming of bestaan uit een handelsnaam.

De eerste wijze van benaming is die welke tot nog toe wordt voorbehouden aan de naamlooze vennootschappen.

Artikel 28 geeft haar de toelating, eene bijzondere benaming aan te nemen of het doel van haar bedrijf aan te wijzen. Men zou den voorgestelden tekst moeten opstellen in dezelfde bewoordingen, met dien verstande dat de regelen van artikel 28, alinea's 2 en 3, toepasselijk zijn.

Zoo de oprichters de tweede benamingswijze aannemen — den handelsnaam — dan moet deze samengesteld worden overeenkomstig de regelen, in acht genomen bij de oprichting van vennootschappen onder gemeenschappelijken naam: namelijk, dat allen de namen van de vennoten mogen deelsluitmaken van den handelsnaam. (Samengeordende wetten, art. 16).

Men gelieve nochtans op te merken dat het gebruik van den handelsnaam soms ernstige moeilijkheden zal kunnen veroorzaken tijdens het maatschappelijk

(1) Fransche wet, art. 10 — (2) Fransche wet, art. 11.

bestaan. Het is, inderdaad, verboden aan den handelsnaam een denkbeeldigen naam toe te voegen of dien van personen die niet tot de vennootschap behooren. De bewoording van den handelsnaam zal dus moeten gewijzigd worden, telkens wanneer eene persoonsverwisseling voorkomt onder de vennoten, wier namen zij ontleent.

ART. 12 ⁽¹⁾.

Binnen de maand van de stichting der vennootschap, wordt een afschrift van de oprichtingsakte, indien zij voor notaris is verleden, of een origineel, indien zij onderhandsch is, neergelegd ter griffiën van het Vredegerecht en van de Rechtbank van Koophandel in de plaats waar de vennootschap is gevestigd.

ART. 3 ⁽²⁾.

Binnen hetzelfde tijdsbestek van ééne maand, wordt een uittreksel van de oprichtingsakte bekendgemaakt in een der dagbladen uitgegeven binnen het gebied van de Rechtbank van Koophandel.

Het bewijs van de inlassching wordt geleverd door een exemplaar van het dagblad, voor waar verklaard door den drukker, bekrachtigd door den burgemeester, geregistreerd binnen de drie maanden na zijne dagteekening.

De bij het vorig artikel en bij onderhavig artikel voorgeschreven formaliteiten zullen, op straffe van nietigheid, worden nageleefd ten opzichte van de belanghebbenden; echter zal het in gebreke zijn van een onder hen niet door de deelgenooten aan derden kunnen tegengesteld worden.

ART. 14 ⁽³⁾.

Het uittreksel moet aanduiden dat de vennootschap een familie-vennootschap is; haar doel; de namen der deelgenooten; den handelsnaam of de door de vennootschap aangenomen benaming, en den maatschappelijken zetel; de personen belast met de zaakvoering, het beheer of de handteekening der vennootschap; het beloop van het maatschappelijk kapitaal; den aard en de waarde van de inbrengen in natuur; het beding waarbij interesten aan de vennoten worden toegekend, zelfs bij gemis aan winsten naar luid van artikel 34; het tijdstip waarop de vennootschap aanvangt, datgene waarop zij moet eindigen en den datum der neerlegging ter griffiën van het Vredegerecht en van de Rechtbank van Koophandel.

⁽¹⁾ Fransche wet, art. 12. — ⁽²⁾ Fransche wet, art. 13. — ⁽³⁾ Fransche wet, art. 14.

ART. 15 ⁽¹⁾.

Zoo de vennootschap meerdere inrichtingen of bijhuizen bezit, geloven in onderscheidene gebieden, dan geschieden de neerlegging, voorgeschreven bij artikel 12 en de bekendmaking, voorgeschreven bij artikel 13, voor ieder dezer inrichtingen of bijhuizen afzonderlijk.

ART. 16 ⁽²⁾.

Het uittreksel wordt onderteekend door den notaris die de akte der vennootschap heeft ontvangen of, indien deze akte onderhandsch is, door een der deelgenooten die daartoe met een bijzondere volmacht is bekleed.

ART. 17 ⁽³⁾.

Al de akten en beraudslagingen die tot doel hebben de wijziging van de stukken en om 't even welke verandering van deelgenooten, zijn onderworpen aan de formaliteiten en strafbepalingen voorzien bij de artikelen 12 en 13.

*
*
*

Deze teksten zijn de herhaling van de artikelen 12 en volgende van de Fransche wet. Zij werden in deze wet opgenomen, omdat zij zelf de herhaling waren van de regelen voorkomende in de eerste paragraaf van artikel 55 en de artikelen 56, 57 en 59 der wet van 1867, naar welke het artikel 13 der Fransche wet, trouwens, uitdrukkelijk verwijst.

Het nut van gemeenschappelijke, eenvormige publiciteitsregelen in zake van vennootschappen, leidt ons tot het aannemen van dezelfde verplichting.

Vermits de nieuwe wet bestemd is om eene afdeeling van de algemeene wet te worden, moet het volstaan, de nieuwe vennootschap te onderwerpen aan de overeenkomende teksten van de Belgische wet (art. 6 en volg.).

Doch hier rijst een vraagstuk op dat de aandacht moet gaande houden : Welke moet de publiciteit zijn : die welke opgelegd wordt aan de vennootschappen van personen of die welke opgelegd wordt aan de vennootschappen van kapitalen ?

De naamlooze vennootschappen, de vennootschappen bij wijze van geldschieting op aandeele, de samenwerkende vennootschappen, moeten hare statuten onverkort bekendmaken. De vennootschap onder gemeenschappelijken naam en de vennootschap bij wijze van enkele geldschieting vervullen de vereischten van de wet door een uittreksel van hare statuten bekend te maken. (Wet Venn., art. 6 en 9.)

De waarborgen voor de derden bestaan in de maatregelen betreffende de bekendmaking.

Men mag zelfs verzekeren dat deze bekendmaking met de bepalingen die de leugen in de verplicht openbare verklaringen beteugelen, is de eenige doeltreffende waarborg.

(1) Fransche wet, art. 15. — (2) Fransche wet, art. 16. — (3) Fransche wet, art. 17.

Het wetsvoorstel beperkt er zich toe, de publiciteitsverplichtingen aan te nemen, die in de Fransche wet voorzien worden.

Het kan het verwijt doen oprijzen dat het niet genoeg rekening houdt met de in België gevolgde practijken en met sommige hervormingen die thans aan het Parlement worden voorgelegd.

Het stelsel der bekendmaking, toe te passen op de vennootschappen waarmede wij ons bezighouden, kan niet een geringere strekking hebben dan het stelsel dat moet toegepast worden op de samenwerkende vennootschappen : Hoe zou men, inderdaad, kunnen begrijpen dat deze niet hoofdzakelijk winstgevende verrichtingen nastreven, niet over een voldoende crediet beschikken om zich over te leveren aan grootscheepsche ondernemingen en die niet doorlopend in handelsbetrekkingen zijn met derden, tot meer gestrengere publiciteitsverplichtingen kunnen gehouden zijn dan de « Familie-vennootschappen » welke, met beperkt kapitaal, gelijkaardige verrichtingen kunnen doen als de machtigste naamlooze vennootschappen?

De quaestie der bekendmaking, wat betreft de naamlooze vennootschappen, werd onlangs grondig onderzocht en wordt thans voorgelegd aan het Parlement ⁽¹⁾.

Wij moeten dus verwijzen naar het verslag van de middenafdeeling betreffende het wetsontwerp tot wijziging van artikel 9 der samengeordende wetten op de handelsvennootschappen wat betreft de bekendmaking der akten van sommige samenwerkende vennootschappen, en wij moeten ook besluiten tot de noodzakelijkheid van de toepassing der regelen aangaande de volledige bekendmaking. Het bekendmaken bij uittreksel zou men hoogstens kunnen aannemen wanneer het maatschappelijk kapitaal niet het verplicht minimum van 50,000 frank overschrijdt en wanneer de duur beperkt is tot vijf jaren.

Anderzijds, ziet men de noodzakelijkheid niet in van het bekendmaken der persoonswisselingen onder de vennoten. Deze veranderingen kunnen slechts nadeel berokkenen aan de rechten van derden, zoo de aandelen niet geheel uitbetaald zijn. De naam van een aandeelhouder, die dikwijls geheel onbekend is met de leiding, heeft geen belang.

Doch er kunnen, integendeel, groote nadeelen verbonden zijn — vooral in de vennootschappen die uitsluitend bestaan uit leden van een zelfde gezin — aan het bekendmaken van de uitslagen van overeenkomsten die dikwijls van intiem aard zijn. Het verplichtend bekendmaken van overdrachten waarover sommigen zouden denken dat zij een kadaster van de vermogens of een middel tot fiskale onderzoekingen kunnen uitmaken, zou stellig uitloopen op het weren van vele vennootschappen ten voordeelen van welke nieuwe maatregelen worden gevraagd.

Ten slotte, mag men niet uit het oog verliezen dat de bekendmaking in bladen — de Fransche wet zegt : « in een der bladen die wettelijke aankondigingen kunnen opnemen » en in het ontwerp luidt het : « in een der bladen uitgegeven binnen het gebied van de Rechtbank van Koophandel » — begrijpelijk is, daar waar geene officieele verzameling van de vennootschappen uitgegeven wordt.

Dit is niet het geval in België en men ziet niet in, om welke reden, men in de

(1) Wetsontwerp tot wijziging van artikel 9 der samengeordende wetten op de handelsvennootschappen, wat betreft de bekendmaking der akten van sommige samenwerkende vennootschappen. (Zittingsjaar 1925-1926, n^o 185. Verslag van den heer VAN DIEVOET, n^o 420.)

plaats van een bijzondere verzameling — wier bewaring verzekerd is, waarvan men kennis kan nemen in alle vredegerichten waar elk onderzoek gemakkelijk is, — mededeelingen zou stellen die kunnen gedaan worden in bladen zelfs in die welke op onzekere tijdstippen verschijnen, eene geringe oplage hebben en verloren zijn in eene of andere afgezonderde plaats.

Zulke bekendmaking ware nutteloos. Alle misbruiken zouden mogelijk worden en het zou werkelijk overdreven zijn, wegens de geringe waarde er van, eene nietigheidsbepaling in te voeren om de afwezigheid van de bekendmaking te bestraffen.

Anderzijds, zou het eene even noodelooze als kostelijke verplichting wezen, die bekendmaking te moeten vernieuwen in het gebied van elke filiale of inrichting — vooral wanneer er soms even veel uitgiften van authentieke akten noodig zijn als neerleggingen.

Het stelsel dat opgelegd wordt aan de coöperatieve vennootschappen — desnoods gewijzigd in den zin van de thans aan het Parlement voorgelegde voorstellen — blijkt dus hier te moeten gevolgd worden.

Men gelieve ook niet uit het oog te verliezen dat de verplichtingen, door de wet opgelegd ten aanzien van het handelsregister, aanvullende waarborgen verleenen, die ruim voldoende zijn.

De eenige aanvullende publiciteits-maatregel dien men met eenig nut in de wet zou kunnen opnemen, zou bestaan in eene verplichting vastgelegd als volgt :

« Elke private vennootschap met beperkte aansprakelijkheid moet een register houden dat volledige en eensluidende afschriften bevat : 1^o van de akte tot oprichting der vennootschap; 2^o van de akten tot wijziging van bedoelde akte.

» Onmiddellijk achter de afschriften worden vermeld de namen, beroepen, woonplaatsen van de vennoten, de afstanden van maatschappelijke aandeelen en de datum van de beteekening of de aanneming.

» Iedere vennoot zal kennis mogen nemen van dit register ».

ART. 18 ⁽¹⁾.

In al de akten, facturen, aankondigingen, bekendmakingen of andere stukken van de vennootschap uitgaande, moet de handelsnaam steeds onmiddellijk zijn voorafgegaan of gevolgd van de goed leesbaar en voluit geschreven woorden : « Familie-Vennootschap » en de vermelding van het beloop van het maatschappelijk kapitaal.

Elke overtreding van de voorgaande bepalingen wordt gestraft met een geldboete van 50 tot 1,000 frank.

*
* * *

De bepalingen van de samenwerkende vennootschappen bevatten niet de verplichte vermelding van het maatschappelijk kapitaal (art. 132).

Die op de naamlooze vennootschappen eischen dat, ingeval de stukken uitgaande van de vennootschap het kapitaal vermelden, — eene vermelding die evenmin opgelegd wordt — het aangegeven cijfer dat moet zijn van de laatste balansrekening.

⁽¹⁾ Fransche wet, art. 18.

Er schijnen geene toereikende gronden te bestaan om nog verder te gaan : de vennootschappen die een kapitaal zullen bezitten, waarvan het bedrag kan bijdragen tot het bevestigen van het krediet, zullen van het recht gebruik maken zonder dat het noodig weze te dien aanzien het gezag te doen ingrijpen.

De vermelding van het kapitaal opleggen, is de vennootschappen verplichten kostelijke wijzigingen te doen in hunne gedrukte stukken, bij de minste verhooging of vermindering van het kapitaal.

Anderzijds, is eene strafbepaling, zoo zwaar als die welke wordt voorgesteld, niet gerechtvaardigd in geval het inzicht om te bedriegen niet bestaat en wanneer het enkel gaat om eene eenvoudige nalatigheid die kan toegeschreven worden aan een bediende.

De natuurlijke sanctie is de burgerlijke sanctie, d. i. de persoonlijke aansprakelijkheid, binnen de voorwaarden voorzien in artikel 80 van de wet op de vennootschappen.

ART. 19 (¹).

Iedereen heeft het recht inzage te nemen van de stukken nedergelegd ter griffie van het Vredegerecht en van de Rechtbank van Koophandel, of zelfs er zich, op zijn kosten, afschriften of uittreksels van te doen afleveren door den griffier.

. . .

Men zou geen gebruik maken van de mededeeling voorzien in artikel 19, zoo het stelsel van bekendmaking, op al de andere vennootschappen toegepast, hier werd aangewend. Hoogstens zal men de mededeeling kunnen vragen van de akten die niet geheel in de bijlagen van den *Moniteur* werden opgenomen, of met het doel de juistheid van de bekendmakingen na te gaan.

Er bestaat inderdaad geene neerlegging, ter griffie, van eene lijst der leden en der balansrekeningen, zooals voor de samenwerkende vennootschappen.

Anderzijds, zou het strijdig zijn met de practijk, den griffier te verplichten eene uitgifte en niet afschriften af te leveren.

In hetgeen er van moet behouden worden, zou de tekst — in overeenstemming met het (gewijzigd) artikel 136 van de samengeordende wetten, moeten bepalen :

Het publiek mag kosteloos kennis nemen van de stukken neergelegd ter griffie van de Rechtbank van Koophandel. Ieder kan een afschrift er van vragen mits betaling van de kosten.

ART. 20 (²).

De vennootschap moet in het Handelsregister worden ingeschreven.

. . .

Deze bepaling schijnt overbodig ten aanzien van de verplichtingen opgelegd door de wet van 30 Mei 1924, die deze verplichting uitdrukkelijk voorziet.

(¹) Fransche wet, art. 19.

(²) Fransche wet, art. 20. Dit artikel geeft de opsomming van de vermeldingen die moeten opgenomen worden.

§ 6. — REGIME VAN DE AANDEELEN EN OVERDRACHTEN

ART. 21 ⁽¹⁾.

De maatschappelijke deelbewijzen kunnen niet vertegenwoordigd worden door verhandelbare titels, nominatieve titels, titels aan houder of aan order; zij kunnen slechts worden overgedragen overeenkomstig de bepalingen van de navolgende artikelen.

Geen leening kan bij wijze van obligatie-uitgifte worden aangegaan.

ART. 22 ⁽²⁾.

De maatschappelijke deelbewijzen kunnen niet worden overgedragen aan buiten de vennootschap staande derden, tenzij met de toestemming van de meerderheid der deelgenooten, ten minste de drie vierde van het maatschappelijk kapitaal vertegenwoordigde.

* *

Het is te betreuren dat er, in zake van wetgeving op de vennootschappen, geene nauwkeurige terminologie bestaat.

De termen « vereeniging, compagnie, vennootschap » worden dikwijls zonder eenig onderscheid gebruikt. Hetzelfde gebeurt voor de termen « oprichters-aandeelen, winstaandeelen, genotsaandeelen » zonder dat onderscheid gemaakt wordt tusschen titels van vennoten of van schuldeischers. Dezelfde opmerking kan gemaakt worden wat betreft de obligaties, kasbons, enz.

Dezelfde verwarring bestaat in het gebruik van de termen aandeel en winst-aandeel.

Nochtans, is het zeker dat het, zoowel in burgerlijk als in fiscaal opzicht, voordeelig zou wezen « het onvaste onderscheid te vatten dat bestaat tusschen het aandeel en de winst ».

In elk geval, moet men in het oog houden dat, in ons recht, de term aandeel als hoofdzakelijke zooniet als eenige kenmerken omvat : de overdraagbaarheid van het deelbewijs en de beperking van de aansprakelijkheid.

Derhalve moet men de nieuwe vennootschap als eene vennootschap bij aandeelen beschouwen en, voor al wat hare werking betreft, het gebruik vermijden van het woord : « aandeelbewijzen ».

« « Winst » heeft dezelfde beteekenis als « recht » in eene vennootschap van personen; « aandeel » heeft dezelfde beteekenis als « recht » in eene vennootschap van kapitalen ⁽³⁾. »

Het « maatschappelijk aandeel » in de vennootschappen waarvan het type door de nieuwe wet wordt ingevoerd, zal van gemengden aard zijn; het zal een schakel zijn tusschen het aandeel en het winstaandeel. Hoofdzakelijk is het een « deelbewijs ».

⁽¹⁾ Fransche wet, art. 21, behalve de laatste alinea. — ⁽²⁾ Fransche wet art. 22.

⁽³⁾ Zie WAHL, betref. Fr. Cass. 13 Februari 1907, S. 1909, deel I, blz. 578.

De artikelen 24 en volgende beantwoorden aan dit onderscheid. Zij verhinderen dat de private vennootschap zou verliezen hetgeen een van hare kenmerkende bestanddeelen en hare reden van bestaan is. Men moet vermijden dat zij worde : het huis dat voor eenieder openstaat, dat zij een werktuig van de speculatie wordt, dat zij toegang verleent aan weinig wenschelijke personen.

De bepalingen die in onze wetgeving opgenomen werden betreffende de samenwerkende vennootschappen, ten einde de overdrachten aan derden te verbieden (art. 115) moeten hier worden versterkt.

Men moet de overdracht vermijden door middel van de snelle regelingswijzen van het handelsrecht : de overdracht, de overlevering, het endossement. De voorwaarden aangenomen om de misbruiken te weren in den omloop van de inbrengbewijzen van naamlooze vennootschappen, kunnen te dien einde hier toegepast worden.

Deze voorwaarden, opgelegd voor de overdrachten, laten, anderzijds, toe de regelen welke voor de tijdelijke niet-verhandelbaarheid opgelegd worden in zake van naamlooze vennootschappen.

De vennoten kunnen enkel bekomen dat hun bewijsschriften afgeleverd worden op naam van een bij name aangegeven persoon.

De overdracht van de bewijsschriften aan derden moet door de algemeene vergadering goedgekeurd worden.

In alle gevallen, wordt de overdracht aan strenge vormen onderworpen en uitdrukkelijk opgelegd, op straffe van nietigheid.

De vennoten mogen van deze bepalingen niet afwijken, hetzij, in geval van overdracht aan derden, bij ophelling van het goedkeuringsrecht dat aan de algemeenheid der vennoten behoort, hetzij door af te zien van eene der twee meerderheden voor de goedkeuring vereischt, hetzij door deze te verminderen.

Theoretisch gesproken, kan het veto-recht kwade gevolgen hebben voor den vennoot die zich wil terugtrekken, wanneer hij er niet in gelukt een overnemer te vinden die toegelaten wordt door zijne mede-vennoten.

In zake van samenwerkende vennootschappen, werd de moeilijkheid geweerd door de terugbetaling van zijn inbreng aan den ontslagnemenden vennoot (art. 126). Doch zulk beding zou slechts moeilijk kunnen toegepast worden, daar waar het kapitaal niet, op elk oogenblik, zou mogen veranderen naar aanleiding van vernederingen. Men moet trouwens wel erkennen, dat bij de toepassing van dergelijke bepalingen, in de vennootschappen op aandeelen, zich geen voorbeelden van beraamde obstructie voordeden.

Met voorbehoud van de eerbiediging dezer voorwaarden, zijn de overdrachten onder vennoten vrij. Doch geldt het hier alleen contractuele overdrachten zooals in geval van verkoop en van schenking?

Moet, in geval van overlijden, de erfgenaam beschouwd worden als een derde?

De bevestigende oplossing wordt onderwezen in zake van samenwerkende vennootschappen.

Het principe van het Fransche recht volgens hetwelk, wanneer een persoon overlijdt, zijne goederen door zijne erfgenamen worden overgenomen, kan schijnen in strijd te zijn met het ander principe volgens hetwelk, in de vennootschappen als die welke ons bezighouden, het *intuitus personae* een van de overheerschende elementen is. En artikel 36 van het ontwerp voorziet dat de vennootschap niet wordt ontbonden door het overlijden van een der vennoten.

In vele gevallen, en vooral in die waar de vennootschap wezenlijk een familie-vennootschap zal zijn, moeten de belanghebbenden beslissen of er bezwaar is

tegen het feit dat de vennootschap zich bevindt tegenover een aandeel dat in onverdeeldheid behoort aan een groot getal personen, waaronder velen onbekend kunnen zijn : de vennootschap zou in haren aard kunnen aangelast worden, zoo zij verplicht was personen op te nemen die ongewenscht zijn.

Het schijnt dus dat men de vrijheid van de overeenkomsten moet eerbiedigen in zake van deeloverdrachten, zonder na te laten de aandacht te vestigen van de betrokkenen op de noodzakelijkheid de toestemming van de Algemeene Vergadering te bekomen. De wet moet evenmin het uitdrukkelijk verbod bevatten, voor de erfgenamen van een vennoot, hunne onverdeeldheid te stellen in de plaats van de persoonlijkheid van den overledene, als de uitsluiting verhinderen van zulke personen die de oprichters zouden willen weren.

ART. 23 ⁽¹⁾.

De overdrachten van maatschappelijke deelbewijzen moeten door een notariële of onderhandsche akte worden vastgesteld.

Zij kunnen slechts aan de vennootschap en aan derden worden tegengesteld, nadat zij aan de vennootschap zijn beteekend of door haar zijn aanvaard geworden bij een notariële akte, naar luid van artikel 1690 van het Burgerlijk Wetboek.

. . .

Artikel 23 benadert artikel 47 van de samengeordende wetten. Dit artikel dat meer bijzonderlijk handelt over de vormvereischen, zou doeltreffend kunnen aangevuld worden met de vermelding van de strafbepaling.

De volgende tekst wordt voorgesteld :

De overdrachten van maatschappelijke aandelen kunnen slechts geschieden bij openbare akte, of schriftelijk bij onderhandsche akte. De overdracht moet beteekend worden aan de vennootschap of door haar aangenomen in eene authentieke akte, dit alles op straf van nietigheid.

§ 7. — INRICHTING EN WERKING

ART. 24 ⁽¹⁾.

De familie-vennootschappen worden beheerd door een of meer deelhebbende of niet deelhebbende, bezoldigde of niet bezoldigde gevolmachtigden.

Zij worden, hetzij in de akte der vennootschap, hetzij in een latere akte, voor een beperkten of voor een onbeperkten tijdduur, door de deelgenooten benoemd. Tenzij het in de statuten anders ware bedongen, bezitten zij alle macht om voor de vennootschap bestuurshandelingen te verrichten; alle bij overeenkomst bedongen machtsbeperking der zaakvoerders blijft, tegenover derden, zonder gevolg.

De bij de akte van vennootschap of bij een latere akte benoemde zaakvoerders kunnen enkel om rechtmatige redenen worden afgezet.

* . .

De bepaling opgenomen in de tweede alinea (*in fine*) van artikel 24 verdient aandachtig onderzocht te worden.

⁽¹⁾ Fransche wet, art. 23.

Krachtens de algemeene regelen van zijne opdracht, is de zaakvoerder bekleed met al de bevoegdheden om op te treden namens de vennootschap. Artikel 24 bevestigt dezen regel. Terzelfdertijd kunnen, volgens dit artikel, de bevoegdheden door de statuten worden beperkt. Nu, de verklaarders leeren dat deze beperking, ingelascht in het vennootschapscontract, eene contractueele beperking is, die geen uitwerking zou hebben ten overstaan van derden. (PORTIER, n^o 251.)

Met andere woorden, men zou onmogelijk zaakvoerders kunnen aanstellen die niet met een algemeene opdracht van beheer bekleed zijn. Volgens den tekst, is elke daad van den zaakvoerder, hoe belangrijk ook, geldig, zelfs ingeval de derden de beperking hebben gekend. De zaakvoerder is en moet alvermogend zijn.

Deze bepaling werd ingelascht wegens de veiligheid der derden die de zekerheid moeten hebben dat de vennootschap nooit de aangegane verbintenissen kan verloochenen.

Wordt daardoor echter de veiligheid der vennoten niet ten offer gebracht? Is het niet overdreven, dat zij de bevoegdheden der zaakvoerders niet kunnen beperken, tenzij de derden daarvan worden verwittigd?

Wordt dit voorbehoud gegrond geacht, dan moet artikel 24 worden gewijzigd.

De verklarende leer van artikel 24, alinea 3, der Fransche wet van 7 Maart 1927, opgesteld in gelijkaardige bewoordingen als ons ontwerp, omschrijft nader de beteekenis der woorden *niet afzetbaar tenzij wegens gegronde redenen* : « Deze bepaling beteekent dat de beslissing der vennoten, waardoor de zaakvoerder wordt afgezet, niet voor gevolg heeft hem de bevoegdheid te onttrekken de vennootschap te vertegenwoordigen, indien de zaakvoerder de rechtmatigheid van den maatregel die hem treft, betwist. Wil de afstelling hare uitwerking krijgen, dan is hier het optreden der rechterlijke overheid noodzakelijk. Zoo lang deze overheid geen uitspraak heeft gedaan, kan de zaakvoerder, spijs het verzet der vennoten, elke daad binnen het kader van zijne wettelijke bevoegdheden stellen. De verbintenissen, door hem aangegaan, binden de vennootschap, op voorwaarde dat er geen bedrog in het spel is. (*Burgerlijk Wetboek*, art. 1856, al. 1.) Het recht van den zaakvoerder om namens de vennootschap handelend op te treden, neemt slechts een einde den dag waarop de eindbeslissing valt, die de rechtmatigheid erkent van de redenen door de vennootschap ingeroepen, en de afstelling uitspreekt. » (DROUËRS, *Commentaire*, blz. 86, en *Traité*, n^o 238.)

Zelfs wordt geleerd dat, luidens dezen tekst, partijen in de statuten geene bepaling kunnen lassen, krachtens dewelke de zaakvoerder zou afzetbaar zijn *ad nutum* : « zelfs zou de ongeldigheid der vennootschap kunnen worden aangevraagd, vermits deze verbintenissen zou hebben aangegaan in strijd met een beginsel en een regel, die uitdrukkelijk door de wet worden opgelegd. » (PORTIER, n^o 77, *Contra*; DROUËRS, *Commentaire*, blz. 86, en *Traité*, blz. 246.)

Indien dit alzoo is, moet men bekennen dat deze bepaling die afwijkt van de algemeene beginselen van het beheer en van de opdracht, van aard is om zware moeilijkheden te verwekken.

Gewis, kan men hiertegen aanvoeren dat de vennootschap waarvan sprake, niet zelden eene groepeerings zal uitmaken met familiaal aard en men dus aan het familiehoofd een overwegend gezag moet toekennen. Dit argument verliest echter zijne waarde, wanneer de zaakvoerder buiten de vennootschap en buiten de vennoten wordt gekozen, en dus slechts een mandataris of beambte is.

Als billijke redenen van afzetting kan men melden : slecht beheer, daden van

ontrouw, overtredingen der wet of der statuten, gezondheidstoestand. Maar wat gebeurt er, wanneer er verschil van opvatting is over de leiding der zaken? En in alle geval, hoe langzaam zal de kiesche beoordeeling gaan over ingewikkelde feiten die vatbaar zijn voor tegenstrijdige uitleggingen of verklaringen vanwege de rechtbanken!

Men zou dus ten minste aan de vrijheid der contractanten moeten overlaten de inlassching, in de statuten, van de bepaling waarbij de afstelling van den zaakvoeder toegelaten wordt hetzij *ad nutum*, hetzij wegens bepaalde redenen.

De woorden *tenzij strijdig beding van de statuten* zouden dus moeten voorkomen in eene slotalinea en van toepassing zijn op al de bepalingen welke het artikel bevat.

ART. 25 ⁽¹⁾.

De zaakvoerders zijn, overeenkomstig de regelen van het gemeen recht, individueel of hoofdelijk, volgens de gevallen, aansprakelijk tegenover de vennootschap en tegenover derden, hetzij wegens inbreuken op de beschikkingen dezer wet, hetzij wegens schending der statuten, hetzij wegens door hen in hunne zaakvoering gedane missingen.

. * .

Deze bepaling komt overeen met artikel 12 der samengeordende wetten. Dit artikel is nog duidelijker en vollediger en men kan er naar verwijzen.

ART. 26 ⁽²⁾.

De beslissingen der deelgenooten worden in vergaderingen genomen.

Het houden eener vergadering is echter niet noodig, wanneer het getal der deelgenooten niet hooger is dan vijf en twintig. In dit geval, zal ieder deelgenoot den tekst van de uitdrukkelijke geformuleerde besluiten of beslissingen ontvangen, die moeten getroffen worden, en zal hij zijne stemming schriftelijk uitbrengen.

. * .

Het soevereine gezag van elke vennootschap ligt in de gemeenschap der vennoten die hun wil in algemeene vergadering te kennen geven. De zaakvoerders zijn slechts een der organen van de vennootschap. Zij hangen af van de vennootschap en moeten haar rekenschap geven van hunne opdracht.

De logische regel, in zake algemeene beslissingen, is de beraadslaging of bespreking gevolgd van de beslissing. Doch het ontwerp maakt een onderscheid tusschen de « onaanzienlijke » en de « aanzienlijke » vennootschappen en eischt geene vergadering wanneer het getal vennoten beneden de 26 is.

Dat is eene heilzame nieuwigheid, want « de verplichting aan de vennoten

(1) Fransche wet, art. 25.

(2) Fransche wet, art. 26, behalve dat het cijfer 20 wordt vermeld in de plaats van 25.

opgelegd, van te vergaderen om te beslissen was, in vele gevallen, eene oorzaak van hinder, zonder dat er anderzijds werkelijk nut uit voortspoot ». (DROUERS, n^{os} 284 en 444 en volgende.)

ART. 27 ⁽²⁾.

In beide gevallen, bij het vorig artikel voorzien, is geen beslissing geldig getroffen, dan in zoverre zij is aangenomen geworden door de deelgenooten die meer dan de helft van het maatschappelijk kapitaal vertegenwoordigen. Behoudens tegenstrijdig beding in de statuten, bijaldien dit cijfer niet bij de eerste stemming wordt bereikt, worden de deelgenooten een tweede maal, door middel van aangeteekende brieven, opgeroepen, en de beslissingen worden genomen bij de meerderheid der uitgebrachte stemmen, welke ook het gedeelte zij van het vertegenwoordigd kapitaal.

. . .

De twee door artikel 27 bedoelde gevallen betreffen de beslissingen die moeten voortkomen uit de schriftelijke stemming en uit de stemming in algemeene vergadering.

Men zal echter vaststellen dat de Fransche wet niet zeer duidelijk is voor het overige van deze bepaling.

Zij maakt geen onderscheid tusschen de beraadslagingen over zaken die tot de gewone werking van de vennootschap behooren, en de voorstellen tot wijziging van de statuten. Voor de eene en de andere eischt zij eene wilsuitdrukking vanwege vennoten die samen meer dan de helft van het maatschappelijk kapitaal bezitten.

Men kan zich afvragen of deze nieuwigheid wel noodzakelijk is voor den goeden gang van deze vennootschappen en men wel het houden van twee vergaderingen moet voorzien voor alle mogelijkheden, zooals b. v. voor de goedkeuring van de balans.

Behoudens het recht dat de statuten er anders kunnen over beschikken, zou men de regels der naamlooze vennootschappen kunnen volgen. (Zie art. 119 der samengevoegde wetten in zake samenwerkende vennootschappen.)

ART. 28 ⁽¹⁾.

Ondanks elk tegenstrijdig beding van de akte der vennootschap, kan ieder deelgenoot deelnemen aan de beslissingen.

Ieder deelgenoot heeft een getal stemmen gelijk aan het getal door hem bezeten maatschappelijke deelbewijzen.

. . .

De bepaling van artikel 28 doet belangwekkende vraagstukken oprijzen.

Volgens dit stelsel, kan een enkele vennoot over de meerderheid beschikken, waardoor dan de rechten der overige vennoten te niet worden gedaan.

(1) Fransche wet, art. 27. — (2) Fransche wet, art. 28.

Aandeelen met veelvuldig stemrecht zijn verboden : deze beide regels zijn gebiedend krachtens artikel 28 der statuten.

Het artikel heeft ten doel te beletten, dat de onaanzienlijke vennooten door de aanzienlijke worden machteloos gemaakt : het bevat echter de beperkende bepaling niet, welke bevat is in alinea 2 van artikel 74 der wet op de vennootschappen.

Wordt de bij artikel 6 voorgestelde tekst gehandhaafd, dan kon alinea 2 van artikel 28 onvereenbaar worden met bedoeld artikel 6, ingeval men het bestaan aannemen zou van aandelen met ongelijke waarde.

Met deze duisterheden aan de hand, hebben sommige tekstverklarende zelfbeweerd — ten onrechte indien men de voorafgaande werkzaamheden nagaat — dat de verbodsbepaling in de eerste alinea van artikel 28 bevat, enkel doelde op de verplichting van het stemrecht te verleen en aan elken vennoot. (Zie Samen-geordende wetten, art. 74, alinea 2.)

Zaak is dus te weten, of het moet mogelijk zijn hier, zooals in de andere vennootschappen, bij wijze van statuut-bepalingen, aan een of meer vennoten een hooger of lager stemmengetal toe te kennen dan het getal van hunne maatschappelijke aandelen.

Zoolang het vraagstuk van het meervoudig stemrecht elders niet is opgelost, kan het zooveel te gevaarlijker zijn hier eene nieuwigheid in te voeren, daar deze hervorming in strijd zou kunnen komen met den rechtmatigen wensch van een gezinshoofd of van een werkgever die de contrôle over hun bedrijf willen behouden.

ART. 29 ⁽¹⁾.

In de vennootschappen met meer dan vijf en twintig deelhouders, moet, ten minste ieder jaar, een algemeene vergadering worden gehouden op het bij de statuten vastgesteld tijdstip.

Andere vergaderingen kunnen steeds worden bijeengeroepen door den of de zaakvoerders, bij hunne ontstentenis, door den Raad van toezicht, zoo er een bestaat, en, bij ontstentenis daarvan, door de deelgenooten die meer dan de helft van het maatschappelijk kapitaal vertegenwoordigen.

* * *

Artikel 29 legt de verplichting op, jaarlijks eene vergadering te houden, doch zegt niet welk het verplichtend voorwerp daarvan moet zijn.

Artikel 30 huldigt het recht van de vennoten op de kennisneming van de balans, van den inventaris en van het verslag van den toezichtsraad.

Artikel 38 voorziet en betengelt de uitkeering van « fictieve » dividenden, wanneer er geen inventaris is.

Nergens, echter, vinden wij bepalingen die rechtstreeks de verplichting opleggen van jaarlijks eene balans op te maken en deze binnen gestelde termijnen aan de commissarissen over te maken.

Ongetwijfeld kan men uit de versmelting van de laatste alinea van artikel 30 met artikel 29 afleiden dat, vermits de kennisgeving van de balans en de bijlagen in sommige gevallen niet toegelaten is dan gedurende de veertien dagen die de

⁽¹⁾ Fransche wet, art. 29.

vergadering voorafgaan — vergadering die ten minste eenmaal 's jaars moet plaats vinden —, er dus ook elk jaar eene balans moet worden opgemaakt.

Deze tekst kan echter niet als voldoende worden beschouwd.

Daarom zou het gewenscht zijn artikel 29 te doen voorafgaan van de volgende bepaling :

Elk jaar wordt, op den datum door de statuten aangeduid, een inventaris opgemaakt. De balans wordt opgemaakt binnen de drie maanden die daarop volgen.

De inventaris geeft den grondslag aan die werd aangenomen voor de raming van elken factor van het actief en vermeldt onder verschillende rubrieken de schuldvorderingen gewaarborgd bij voorrecht, hypotheek, of zakelijke borgen en die ten laste van vennoten. De balans moet worden opgemaakt overeenkomstig de bepalingen van artikel 75, alinea's 3 en 4. De balans vermeldt als passief het bedrag der schulden ten voordeele van vennoten.

ART. 30 ⁽¹⁾.

Ieder deelgenoot mag, zelf of door een gevolmachtigde, ten maatschappelijken zetel inzage nemen van den inventaris, de balans en het verslag van den Raad van toezicht ingesteld overeenkomstig artikel 32.

In de vennootschappen met meer dan vijf en twintig leden, zal deze inzage slechts toegelaten zijn gedurende vijftien dagen deze algemeene vergadering voorafgaande.

*
* *

De bewoordingen van de slotalinea van artikel 30 geven aanleiding tot dubbelzinnigheid en betwisting : moest men dit artikel naleven, dan zou de zaakvoerder kunnen weigeren kennis te geven van de balans tot den veertienden dag vóór de vergadering, hetzij gedurende de 23/24^e van het jaar in de vennootschappen die meer dan vijf-en-twintig vennoten bezitten, hetzij de meest aanzienlijke. Bij gebreke van neerlegging ter griffie, welke van al de overige vennootschappen vereischt wordt, zouden niet enkel derden maar zou ook elke vennoot beroofd worden van het informatie-recht. Dat is voorzeker niet de bedoeling van de indieners van het voorstel, en deze alinea kon zonder bezwaar worden weggelaten.

ART. 31 ⁽²⁾.

Alleen bij eenparigheid van stemmen, kunnen de deelgenooten de nationaliteit van de vennootschap veranderen. Alle overige statutenwijzigingen worden bestemd bij de meerderheid van de deelgenooten die de drie vierde van het maatschappelijk kapitaal vertegenwoordigen.

*
* *

Kan men de verandering van nationaliteit aannemen wanneer het natuurlijke personen geldt, dan staan de zaken geheel anders, wanneer het vennootschappen betreft.

⁽¹⁾ Fransche wet, art. 30, behalve dat het cijfer 20 wordt vermeld in plaats van 25.

⁽²⁾ Fransche wet, art. 31.

Welke zijn, ingeval de wet op het oprichtingscontract afgewezen wordt, de gevolgen van de aanneming eener nieuwe wetgeving? Verdwijnt dan de vroegere vennootschap niet, en komt er eene nieuwe vennootschap tot stand? Bestaat er samenhang en voortbestaan van het zedelijk wezen? Heeft de bepaling betreffende de verandering van nationaliteit niet voor enig doel, de vennoten te verplichten, hunne toestemming te verleenen voor eene nieuwe vennootschap, onder een regime dat trouwens, de verplichtingen van eene verschillende wetgeving zou moeten volgen?

De meerderheid van de tekstverklaarders aanzien de persoonlijkheid van de vennootschap als een wezen door de wet geschapen, waaruit de vennootschap haar ontstaan trekt.

De nationaliteit spruit voort uit de wilsuiting en de verklaring van deze wet na te leven.

Daaruit volgt dat, indien eene vennootschap van deze wet afziet om die van een ander land aan te nemen, dan ook noodzakelijkerwijs het voordeel der persoonlijkheid verdwijnt.

Wat er ook van zij, het ware gevaarlijk, bij gelegenheid van eene fragmentaire hervorming, de oplossing aan te vatten van een juridisch vraagstuk dat tot betwisting aanleiding kan geven, en in alle geval van zeer kieschen aard is.

Zeggen dat de vennoten den vorm der vennootschap niet kunnen veranderen tenzij met eenparigheid van stemmen, beteekent dat zij met eenparigheid het kunnen. Dit is stand nemen in de betwiste zaak.

Ware bovendien artikel 31 der Fransche wet in hare algemeene bewoordingen aangenomen, dan zou men kunnen staande houden dat bedoeld artikel in strijd is met het beginsel van artikel 70, alinea 2 onzer samengeordende wetten, dat men eveneens — op voorwaarde dat zulks met eenparigheid van stemmen geschiede — het doel en de grondslagen der vennootschap zou kunnen wijzigen, en zelfs een of meer vennoten zou kunnen verplichten hun maatschappelijk aandeel te verhoogen. Artikel 31 van het ontwerp vermeldt zelfs het slot niet van het daarmede overeenstemmend artikel der Fransche wet « nochtans kan, in geen geval, de meerderheid een der vennoten verplichten zijn maatschappelijk aandeel te verhoogen ».

Ernstige redenen pleiten dus voor het weglaten van het eerste gedeelte van dit artikel.

ART. 32 ⁽¹⁾.

In elke familie-vennootschap met meer dan vijf en twintig deelgenooten, wordt een Raad van toezicht ingesteld bestaande uit minstens drie deelgenooten.

Deze raad wordt in de akte van vennootschap benoemd. Hij is aan herkiezing onderworpen op de bij de statuten bepaalde tijdstippen.

De bevoegdheden van den Raad van toezicht zijn, mutatis mutandis, dezelfde als die van de commissarissen in de naamlooze vennootschappen, onverminderd de bepalingen der statuten omtrent de werking van den Raad.

De leden van dezen raad zijn niet aansprakelijk wegens de

⁽¹⁾ Fransche wet, art. 32.

handelingen van de zaakvoerders en van de uitslagen dier handelingen.

Ieder lid van den Raad van toezicht is, hetzij tegenover de vennootschap, hetzij tegenover derden, aansprakelijk voor zijne persoonlijke missingen bij de uitvoering van zijn mandaat.

*
* * *

Niet alle private vennootschappen zijn verplicht een toezichtscomiteit in te stellen.

Artikel 32 ontslaat daarvan de vennootschappen die samengesteld zijn uit minder dan 25 leden. Het zijn die vennootschappen welke niet verplicht zijn jaarlijks eene algemeene vergadering te houden : de « onaanzienlijke » vennootschappen genieten het beginsel van volstrekte vrijheid en zelfstandigheid welke de maatschappijen van personen beheerschen.

In deze vennootschappen, kunnen de statuten, krachtens eene nadrukkelijke bepaling, afzien van het toezichtsrecht door middel van commissarissen ofwel dit toezicht door andere middelen inrichten : toezichtsrecht verleend aan alle of enkele vennoten, bijzondere maatregelen die bestendig of tijdelijk kunnen zijn. Dit recht wordt inderdaad gehuldigd bij artikel 30, alinea 1, toepasselijk op al de vennootschappen.

Het toezicht is verplichtend in de vennootschappen die uit meer dan vijf en twintig leden bestaan. Deze bepaling is bindend. Men kan zich echter afvragen om welke redenen het getal commissarissen niet minder dan drie mag bedragen, terwijl dit getal niet wordt vereischt in de naamlooze vennootschappen en waarom men zou moeten afwijken van artikel 65, alinea 3 der samengeordende wetten, in zake rechten en plichten der Commissarissen.

ART. 33 (1).

Jaarlijks, wordt op de winsten ten minste een twintigste voorafgenomen, bestemd voor de vorming van een reservefonds.

Deze voorafhouding houdt op verplichtend te zijn, wanneer het reservefonds een tiende van het maatschappelijk kapitaal heeft bereikt.

*
* * *

De melding van afhankelijkheid, gehuldigd in artikel 75, alinea 4, der samengeordende wetten, en die wij hooger hebben voorgesield, laat toe dit artikel in te trekken.

ART. 34 (2).

In de akte van vennootschap mag worden bedongen, doch alleen voor het tijdsverloop dat noodig is voor de uitvoering der werken die, volgens het doel der vennootschap, den aanvang van hare verrichtingen moeten voorafgaan, dat de deelgenooten zullen recht hebben op interesten van een

(1) Fransche wet, art. 33. — (2) Fransche wet, art. 34.

bepaalden rentevoet, zelfs bij gebrek aan winsten. Dit tijdsverloop wordt in de akte van vennootschap bepaald.

Deze bepaling moet, op straffe van nietigheid, in het uittreksel der akte van vennootschap, bekendgemaakt in een dagblad krachtens artikel 13, worden gelascht.

Het bedrag van de aldus betaalde interesten moet begrepen worden onder de kosten van eerste inrichting en, op de wijze en binnen het tijdsverloop door de statuten te bepalen, met deze onkosten worden omgeslagen over de jaren die winsten zullen opleveren.

* .

De uitkeering van vaste interesten, wanneer er geene winst is, kan feitelijk eene kapitaalsvermindering voor gevolg hebben door middel van overneming van inbrengen, en kan zelfs het bedrag van het kapitaal beneden het verplichte minimum brengen. Deze bepaling wijkt af van de gewone regelen van het vennootschapscontract. De Engelsche wet van 1908, afdeeling 9, heeft nochtans deze bepaling toegelaten.

Zooals zij in de wet voorkomt, heeft deze bepaling de beteekenis van die der aanvullende interesten, hetgeen in de praktijk tegenwoordig reeds toegelaten is.

De Fransche rechtspraak in zake naamlooze vennootschappen neemt de bepaling stilzwijgenderwijs aan (Zie *Cass.*, 21 December 1925; *Rev. soc.*, 1926 en de nota), terwijl de leer ze bestrijdt. (Zie *Rousseau*, n^o 1432 en volgende.)

Tijdens de bespreking der wet van 1867, verklaarde de heer Pirmez dat, bij wijze van inschikkelijkheid en als verzachting van het verbod niet-verworven winsten te verdeelen, de Commissie het onderscheid aannam tusschen de vaste interesten en de aanvullende interesten waarvan sprake is. In dergelijk geval is het kapitaal klaarblijkend verminderd met de interesten die drukken op den kostenden prijs van de onderneming ⁽¹⁾.

Deze afhouding kan hare verantwoording niet vinden dan binnen het tijdsbestek van voorbereidende werking. Ook, wanneer de definitieve termijn begint, kunnen geene dividenden worden uitgekeerd, zelfs onder den naam van interest, tenzij wanneer er winsten zijn.

ART. 35 ⁽²⁾.

De terugeiseling van de dividenden, welke niet overeenkomen met werkelijk verkregen winsten, is tegen de deelgenooten, die dezelve ontvangen hebben, toegelaten.

De rechtsvordering tot terugeiseling verjaart na vijf jaren, te rekenen van den dag bepaald voor de uitkeering der dividenden.

* .

Deze bepaling schijnt op een punt verder en op een ander punt minder ver te strekken dan die welke bevat is in artikel 169 der samengeordende wetten. Artikel 169 doelt slechts op de aandelen van derden als teruggave van ten onrechte uitgekeerde dividenden.

(1) Zie *GUILLERY*, III, n^o 1304. — (2) Fransche wet, art. 35.

Artikel 35 handelt slechts over de terugvordering tegenover derden.

Bovendien, is het verkieslijk als aanvangstermijn van de prescriptie te nemen, niet den dag bepaalt voor de uitdeeling, maar den dag van de werkelijke uitkeering.

ART. 36 ⁽¹⁾.

De vennootschap is niet ontbonden door plaatsing onder curateele, failliet, staking van betaling of overlijden van een der deelgenooten, tenzij het door de statuten anders is bepaald.

De wet verordent ingeval de statuten er niet anders over beschikken. Zij sluit de toepassing niet uit van de beweeggronden die in andere gevallen de ontbinding kunnen voor gevolg hebben, hetzij krachtens de algemeene bewoordingen der wet, hetzij krachtens bij overeenkomst geregelde voorzieningen : uitlegging der zaak ; geheel of gedeeltelijk verlies van het maatschappelijk fonds ; afloopen der onderhandelingen ; overlijden van den zaakvoerder ; gewettigde redenen (toepassing van artikel 1871 van het Wetboek voor Koophandel. Zie PIC en BARATON, n^o 393).

De oprichters zijn veel beter bevoegd dan de wetgever om over deze zaak uitspraak te doen.

§ 8. — STRAFBEPALINGEN

ART. 37 ⁽²⁾.

Worden gestraft met eene geldboete van 500 tot 10,000 frank en eene gevangenzitting van vijftien dagen tot zes maanden of met slechts eene dezer straffen :

De oprichters die in de akte van vennootschap een valsche verklaring hebben gedaan omtrent de verdeling der maatschappelijke deelbewijzen onder de deelgenooten of omtrent de volstorting door dezen ;

De zaakvoerders die, rechtstreeks of door tusschenpersoon, voor rekening van de vennootschap, een openbare inschrijving op welkdanige roerende waarden geopend hebben.

De teksten die de strafbepalingen aanduiden, moeten vooral klaar en nauwkeurig zijn. Anderzijds, blijkt het noodzakelijk de overtredingen, welke reeds zijn bedoeld, wat betreft de andere handelsmaatschappijen, in de artikelen 175 en volgende van de samengeordende wetten, niet te onttrekken aan de toepassing van de bestaande wetten.

Er kan dus alleen kwestie van zijn, deze bepalingen aan te vullen wegens strafwaardige daden waartoe de bijzondere organisatie van de private vennootschap aanleiding zou kunnen geven ; en deze aanvulling moet ingevoerd worden in overeenstemming met het stelsel van diegene welke gesteld zijn op andere misdrijven.

De valsche verklaringen in de akte van vennootschap vallen ontegenzeggelijk onder de toepassing van de straffen wegens valsheid, telkens zij met bedrieglijk inzicht de vermeldingen die de akte moet behelzen veranderen. Er kan natuurlijk geen sprake van zijn, de gevangenisstraf of de geldboete toe te passen op eene verklaring die slechts stoffelijk en niet opzettelijk valsch zou zijn, en aldus enkel wat onachtzaamheid is te treffen. Anderzijds, zou men, in geval

(1) Fransche wet, art. 36. — (2) Fransche wet, art. 37.

van opzettelijk valsche aangifte, de straf niet kunnen beperken tot de oprichters alleen. Namen andere personen deel aan de oprichting, zooals zaakvoerders, en waren zij medeplichtig aan het bedrog, dan zou ook hen de straf moeten treffen. De strafbepaling moet toepasselijk zijn niet alleen op de vermeldingen van de akte van oprichting, maar ook op al de akten die het kapitaal wijzigen.

Alinea 2 van den voor artikel 37 voorgestelden tekst is dus nutteloos ten aanzien van artikel 196 van het Strafwetboek.

Het zou gevaarlijk zijn, want dit artikel zou kunnen aangevoerd worden als vervangende dit artikel door een minder strenge wetsbepaling ⁽¹⁾.

De 3^{de} alinea betreft, daarentegen, een bijzonder misdrijf in deze zaak : de eerbiediging van eene verbintenis die de onderhavige vennootschappen inzonderheid aangaat.

Dit misdrijf bestaat niet in het beroep doen op publiciteit voor de oprichting van de vennootschap, — vóór dat de vennootschap bestaat is het niet mogelijk eene inschrijving voor hare rekening te openen — maar wel voor het afstaan van aandeelen of het maken van nieuwe aandeelen. Evenmin is de opening van eene inschrijving voor het plaatsen van waren die vreemd zijn aan de vennootschap voor hare rekening gedaan.

Het beroep doen op publiciteit is alleen verboden wanneer het, in den loop van het bestaan der vennootschap, zou slaan op de inschrijving van de titels der vennootschap. De reden van het verbod ligt in den wil van het *privaat* karakter van de vennootschap te behouden.

De bepaling moet slaan op de zaakvoerders, hetzij zij rechtstreeks of voor tussenpersonen gehandeld hebben; zoo niet zou het verweer kunnen ontweken worden door beroep op een derden persoon, bij voorbeeld een bank.

Het aldus gekenmerkt misdrijf behoort tot de categorie van deze welke bedoeld zijn in artikel 176. Navolgende tekst zou kunnen ingelascht worden na het 2^o van dit artikel :

De zaakvoerders die rechtstreeks of door tussenpersoon een openbare inschrijving op aandeelen van eene private vennootschap met beperkte aansprakelijkheid geopend hebben.

ART. 38 ⁽¹⁾.

Worden gestraft met de straffen gesteld door artikel 496 van het Strafwetboek, overminderd de toepassing van dit artikel op al de feiten die het wanbedrijf van zwendelarij uitmaken :

Zij die, met behulp van bedrieglijke handelingen, aan een inbreng in natuur een merkelijk hooger en aanslag hebben doen geven dan zijn wezenlijke waarde ;

De zaakvoerders die, bij ontstentenis van inventarissen of door middel van bedrieglijke inventarissen, onder de deelgenooten de verdeling van fictieve dividenden hebben verricht.

* * *

De opmerkingen, gedaan tijdens het onderzoek van artikel 8, zijn van zulken

⁽¹⁾ Men heeft niet zonder reden doen opmerken « dat de Fransche wetgever, door een spraakonnauwkeurigheid, gesproken heeft van *onthefing der vennoten*, wanneer het blijkbaar geldt de onthefing der maatschappelijke aandeelen ».

⁽¹⁾ Fransche wet, art. 38.

aard dat, ingeval zij worden goedgekeurd, op de verdwijning van het wanbedrijf moeten uitloopen, namelijk van het wanbedrijf bedoeld in de tweede alinea van artikel 38.

Moest het anders zijn, dan zou het wel moeilijk blijken, de daad van de bedrieglijke raming der inbrengen op een beloop dat *aanzienlijk* hooger is dan dat van de werkelijke waarde, als een bijzonder wanbedrijf te beschouwen, alleen dan wanneer dit geschiedt in zake van private vennootschappen met beperkte aansprakelijkheid.

Zooals de tekst het trouwens aanwijst, zal de beteugeling, ingeval het feit werkelijk van ergen aard is, geschieden bij toepassing van artikel 496 van het Strafwetboek.

Wat betreft de uitkeering van fictieve dividenden, waarborgt artikel 180 der samengeordende wetten de beteugeling, in geval van uitkeering van dividenden welke niet geheven worden op de werkelijke winsten.

§ 9. — OVERGANGSBEPALINGEN

ART. 39 ⁽¹⁾.

De vennootschappen in collectieven naam, of bij wijze van geldschieting en de naamlooze vennootschappen, vóór of na deze wet tot stand gekomen, kunnen in familie-vennootschappen worden omgevormd onder voorbehoud van de rechten van derden.

Mits hetzelfde voorbehoud, zullen de overeenkomstig deze wet tot stand gekomen familie-vennootschappen tot naamlooze vennootschappen kunnen omgevormd worden.

Het recht op dergelijke omvormingen is geacht in de statuten van de vóór deze wet opgerichte vennootschappen geschreven te zijn.

* * *

De bepaling van artikel 39 geeft in de Fransche rechtsleer, aanleiding tot betwistingen en talrijke interpretatie-moeilijkheden :

« Wanneer men dit artikel letterlijk opvat, dan is dit eene overbodige bepaling ... het bekrachtigt enkel eene oplossing die op voldoende wijze reeds voortvloeide uit de rechtsprincipes en waarvan niemand de juistheid zou betwist hebben, ingeval zij niet hadde bestaan; er kan, inderdaad, niet aan getwijfeld worden dat eene vennootschap, van welken aard zij ook weze, op zeker oogenblik van haar bestaan, een vorm kan aannemen, die verschilt van dien welke zij heeft verkozen. » (DROUERS, n^o 450; HOUPIN en BOSVIEUX, deel II, n^o 782.)

De wetgever moet eene oplossing van wilsuiking geven. Hij moet zeggen of de hervorming een nieuw zedelijk wezen medebrengt of de vroegere vennootschap zal blijven voortbestaan met hare eerste individualiteit en enkel moet worden beschouwd als hebbende eene eenvoudige wijziging van vorm ondergaan.

Van de oplossing — voortbestaan van het zedelijk wezen of ontbinding met oprichting van een nieuw wezen — kan afhangen niet enkel de verplichting, te voldoen aan alle of aan enkele der voorwaarden en oprichtingsformaliteiten welke vereischt worden voor de nieuwe vennootschap, maar ook het te volgen regime met het oog op de fiskale lasten.

(1) Fransche wet, art. 39.

Wil men de aanneming van het nieuwe vennootschap-type vergemakkelijken voor degenen die vroeger verplicht waren het type van de samenwerkende naamlooze vennootschap, van de vennootschap van personen, te nemen, dan moet de betwisting beslecht worden met toevoeging aan artikel 39 van eene alinea, luidende : « Deze hervormingen worden niet beschouwd als scheppende een afzonderlijk zedelijk wezen, daar de nieuwe vennootschap slechts de voortzetting is van de eerste ». Wij voegen er aan toe dat, zoo de oprichting van vennootschappen van het nieuwe type moet worden bevorderd, het, anderzijds, te betwisten valt of voor haar de anonimiteit moet worden voorzien en vergemakkelijkt.

Art. 40 ⁽¹⁾.

De bepalingen van deze wet zijn van toepassing op de Kolonie.

. . .

De Fransche wet (art. 43) zegt dat « de bepalingen dezer wet van toepassing zijn op Algerië en op de Koloniën ». Doch dit geschiedt onder het beheer van een verschillende publiekrechtelijke wetgeving.

Artikel 40 schijnt niet in verband te staan met onze koloniale keure. Artikel 1 der Grondwet zegt dat « de koloniën, overzeesche bezittingen of protectoraten, welke België kan verkrijgen, beheerscht worden door bijzondere wetten ».

Artikel 1 der wet van 18 October 1908 op het beheer van den Belgischen Congo past de bepaling toe : « Het Belgische Congoland heeft eene persoonlijkheid, onderscheiden van die van het Moederland. Het wordt door afzonderlijke wetten beheerscht. »

« Wil een tekst, bindend in België, ook bindend zijn in Congo, dan moet eene bijzondere wet van den bevoegden wetgever hem uitvoerbaar maken door middel van bijzondere bepalingen. » (HALEWICK, *Koloniale keure*, blz. 53.)

Kan een decreet eene reeds in België bindende wet verplichtend maken in Congo, dan kan toch de Belgische wetgever die bevoegdheid niet bezitten. En zelfs het decreet kan niet de Belgische wet, maar wel een gelijkvormigen tekst bindend maken.

. . .

De studie, waartoe het U voorgelegde ontwerp aan den verslaggever de gelegenheid heeft verschaft, zal wellicht niet volledig zijn en de U voorgelegde oplossingen kunnen, tijdens de behandeling, worden gewijzigd en verbeterd.

Ongetwijfeld zal de Regeering het hare willen bijdragen door middel van documentatie, en het vraagstuk voorleggen aan het Comité voor Wetgeving.

Uwe Commissie drukt echter eensgezind den wensch uit, dat de voorgestelde hervorming onverwijld tot een goed einde worde geleid.

Ten slotte, wil zij vaststellen dat de uitbreiding van de *private vennootschap met beperkte aansprakelijkheid* rechtstreeks zal verband houden met het fiskale stelsel waaraan zij onderworpen is.

De Verslaggever,
P. WAUWERMANS.

De Voorzitter,
J. DESTRÉE.

(1) Fransche wet art. 43.

(4b)

BIJLAGEN

BELGISCHE SAMENGEORDENDE WETTEN

van 18 Mei 1873; 26 December 1881; 22 Mei 1886;
16 Mei 1901; 25 Mei 1913; 8 Juli 1924; 23 Juli 1927.

(Wetboek van Koophandel, boek I, titel IX.)

Bepalingen waar het wetsvoorstel naar verwijst om te worden toegepast op de private vennootschappen met beperkte aansprakelijkheid.

ART. 8. — Het uittreksel uit de akten van vennootschap wordt onderteekend : voor de openbare akten, door de notarissen, en voor de onderhandsche akten, door al de hoofdelijk voor het geheel aansprakelijke vennoten.

ART. 9. — De akten van naamlooze vennootschap, van vennootschap bij wijze van geldschieting op aandelen, van samenwerkende vennootschap worden bekendgemaakt in haar geheel. De authentieke of bijzondere mandaten aan deze akten gehecht, zijn niet onderworpen aan bekendmaking.

ART. 10. — De akten of uittreksels uit akten, waarvan de voorgaande artikelen de bekendmaking voorschrijven, moeten, binnen vijftien dagen na de dagteekening der definitieve akten, nedergelegd worden in handen der te dien einde aangestelde ambtenaren; door dezen zal een ontvangstbewijs worden afgeleverd. De bekendmaking moet worden gedaan binnen tien dagen na de nederlegging, op straffe van schadevergoeding door de ambtenaren aan wie het verzuim of de vertraging te wijten zal zijn.

De bekendmaking geschiedt in het *Staatsblad*, onder den vorm van bijlagen, welke zullen gezonden worden aan de griffies der gerechtshoven en der rechtbanken, waar eenieder er kosteloos inzage kan van nemen, en welke tot eene bijzondere verzameling zullen vereenigd worden.

Bij Koninklijk besluit zullen de ambtenaren worden aangewezen om de akten of uittreksels uit akten te ontvangen, en den vorm en de voorwaarden worden bepaald voor de nederlegging en de bekendmaking.

De bekendmaking krijgt eerst hare uitwerking den vijfden dag na de dagteekening der opneming in het *Staatsblad*.

De authentieke of bijzondere mandaten, gehecht aan de akten van naamlooze vennootschap, van vennootschap bij wijze van geldschieting op aandelen en van samenwerkende vennootschap worden terzelfder tijd nedergelegd als de akten waarop zij betrekking hebben. Eenieder kan er kosteloos inzage van nemen.

ART. 11. — Wordt de nederlegging niet gedaan binnen den bij het voorgaande artikel bepaalden tijd, dan is de bekendmaking der akten of der uittreksels uit

akten onderworpen aan eene boete, berekend tegen een per duizend van het maatschappelijk kapitaal, doch zonder dat deze boete minder dan 50 frank of meer dan 5,000 frank moge bedragen.

De boete is eischbaar op de registratie der verdraagde bekendmaking, welke van ambtswege zal geschieden; zij is hoofdelijk voor het geheel verschuldigd, wat de openbare akten betreft, door de notarissen, en wat de onderhandsche akten betreft, door de solidaire vennooten of, bij ontstentenis van dezen, door de stichtende vennooten.

De rechtsvordering ingesteld door eene vennootschap welker oprichtingsakte niet overeenkomstig de vorige artikelen werd afgekondigd, is niet ontvankelijk. De vennooten kunnen de akten der vennootschap niet inroepen tegen derden die vóór de bekendmaking hebben gehandeld; doch het verzuim van bekendmaking kan door de vennooten aan derden niet worden tegengeworpen.

ART. 12. — Alle conventionele wijziging der akten van vennootschap moet, op straffe van nietigheid, geschieden in den vorm, door de akte tot stichting der vennootschap vereischt.

De akten die verandering brengen in de bepalingen waarvan de wet de bekendmaking voorschrijft, de benoemingen, de ontslagnemingen en de afzettingen der beheerders, commissarissen en vereffenaars bij de naamlooze vennootschappen, alsook de akten die de wijze van vereffening bepalen, worden bekendgemaakt overeenkomstig de voorgaande artikelen, op straffe van niet te kunnen tegengeworpen worden aan derden, die ze desniettemin kunnen inroepen.

ART. 13. — De vennootschappen handelen door hunne zaakvoerders of beheerders, wier bevoegdheden worden vastgesteld bij de akte van oprichting en bij de latere akten, ter uitvoering van de akte van oprichting gemaakt.

ART. 30. — De akte van vennootschap vermeldt :

1° De omstandige opgave van elken inbreng, die niet in geld is geschied, de voorwaarden waarop hij wordt gedaan en den naam van den inbrenger;

2° Den overgang ten bezwarenden titel waarvan de onroerende goederen, bij de vennootschap ingebracht, het voorwerp zijn geweest gedurende de vijf voorgaande jaren, alsmede de voorwaarden waarop de overgang plaats had;

3° De hypothecaire lasten waarmede de ingebrachte goederen zijn bezwaard;

4° De voorwaarden waaraan het tot werkelijkheid maken van de in optie ingebrachte rechten is onderworpen;

5° De oorzaak en den omvang van de aan elken oprichter toegekende bijzondere voordeelen;

6° Het bedrag, ten minste bij benadering, van de kosten, uitgaven, vergeldingen of lasten, onder welken vorm ook, die voor rekening van de vennootschap komen, of die, wegens hare oprichting, te haren laste worden gebracht.

De volmachten moeten de verschillende bovenstaande vermeldingen behelzen.

ART. 34. — De formaliteiten en voorwaarden, vereischt tot de oprichting der vennootschap, worden insgelijks vereischt voor elke verhooging van het maatschappelijk kapitaal.

Geschiedt de verhooging door middel van inschrijvingen, dan moeten deze behelzen de vermeldingen vereischt bij n^{rs} 3°, 4°, 5° van artikel 32, bij n^{rs} 1°, 3°, 4°, 6° van artikel 36.

Art. 35. — De oprichters en, in geval van verhooging van het maatschappelijk kapitaal, de beheerders zijn hoofdelijk aansprakelijk tegenover de belanghebbenden, niettegenstaande elk daarmede strijdig beding :

1^o Wegens alle maatschappelijke verbintenissen, aangegaan vóór de vennootschap minstens zeven leden telde;

2^o Wegens het geheele gedeelte van het kapitaal dat niet geldig ingeschreven zou zijn; van rechtswege worden zij daarvoor als inschrijvers aangemerkt;

3^o Wegens wezenlijke afbetaling der aandeele tot beloop van één vijfde;

4^o Wegens de vergoeding van het nadeel, dat een onmiddellijk en rechtstreeksch gevolg is, hetzij van de nietigheid der vennootschap voortspuitende uit het niet-naleven van artikel 4, hetzij van het gemis of de valsheid der vermeldingen, bij de artikelen 30, 32 en 34 vereischt in de akte of in het ontwerp van akte van vennootschap en in de inschrijvingen.

Zij die eene verbintenis voor derden hebben aangegaan, hetzij als gevolmachtigden, hetzij door zich voor hen sterk te maken, worden geacht persoonlijk verbonden te zijn, indien er geene geldige lastgeving bestaat of indien de verbintenis niet wordt bekrachtigd binnen twee maanden na het beding; deze termijn wordt verminderd tot vijftien dagen, indien de namen der personen, voor wie het beding geschiedde, niet zijn aangeduid. De oprichters zijn hoofdelijk gehouden voor die verbintenissen.

Art. 42. — Ten zetel van de vennootschap, wordt een register gehouden van de aandeele op naam, elke aandeelhouder kan er inzage van nemen; dat register moet inhouden :

De nauwkeurige aanwijzing van elken aandeelhouder met opgave van het getal zijner aandeele;

De aanduiding der gedane geldstortingen;

De overdrachten met derzelver dagteekening of de omzetting der aandeele in titels aan toonder, indien de statuten dit toelaten.

Art. 52. — Ondanks alle tegenstrijdige bepaling, zijn de inschrijvers van aandeele verbonden voor het geheele beloop hunner aandeele; de overdracht der aandeele kan ze niet ontheffen van bij te dragen in de schulden vóór hare openbaarmaking gemaakt.

De gewezen eigenaar heeft een solidair verhaal op hem aan wien bij zijn titel heeft overgelaten en op de latere verkrijgers.

Art. 62. — De beheerders zijn, overeenkomstig het gemeen recht, verantwoordelijk voor den last dien zij ontvangen hebben en der misslagen in hun beheer begaan.

Zij zijn hoofdelijk voor het geheel verantwoordelijk, hetzij jegens de vennootschap, hetzij jegens derden, voor alle schadevergoeding ontstaan uit de inbreuken op de bepalingen van dezen titel of van de statuten der vennootschap. Ten aanzien van de inbreuken, waaraan zij geen deel hebben genomen, worden zij slechts van deze verantwoordelijkheid ontslagen, wanneer geen misslag hun ten laste kan worden gelegd en indien zij deze inbreuken aangeklaagd hebben aan de eerstkomende vergadering, nadat zij er kennis van hadden.

Art. 63. — Het dagelijksch beheer der zaken van de vennootschap, alsook de vertegenwoordiging van de vennootschap, wat dat beheer aangaat, mogen toevertrouwd worden aan bestuurders, zaakvoerders en andere agenten, al dan

niet vennooten zijnde, wier benoeming, ontslag en bevoegdheid bij de statuten worden geregeld.

De verantwoordelijkheid van deze agenten, ter zake van hun beheer, wordt bepaald overeenkomstig de algemeene regelen der lastgeving.

ART. 65. — De commissarissen hebben een onbeperkt recht van toezicht en van contrôle op al de handelingen der vennootschap. Zij mogen, zonder verplaatsing, inzage nemen van de boeken, de briefwisseling, de processen-verbaal en, over het algemeen, van al de geschriften der vennootschap.

Ieder halfjaar, wordt hun door het bestuur een staat overgelegd waarin de toestand van het actief en van het passief is samengevat. De commissarissen moeten aan de algemeene vergadering de bevindingen hunner zending onderwerpen, met de voorstellen die zij geraden achten, onder mededeeling van de wijze waarop zij de inventarissen hebben opgenomen.

Hunne verantwoordelijkheid, voor zoover zij uit hunne plichten van nazicht en contrôle ontstaat, wordt bepaald naar dezelfde regels als die welke voor de verantwoordelijkheid der beheerders gelden.

De commissarissen mogen zich doen bijstaan door een deskundige, ten einde over te gaan tot het nazien van de boeken en de rekeningen der vennootschap.

De deskundige moet door de vennootschap worden toegelaten. Wordt hij niet toegelaten, dan benoemt de voorzitter der rechtbank van koophandel, op verzoekschrift der commissarissen, aan de vennootschap beteekend met dagvaarding, den deskundige. De voorzitter hoort partijen in zijn kabinet en doet uitspraak ter openbare terechtzitting over de aanwijzing van den deskundige. Zijne beslissing moet niet worden beteekend aan de vennootschap en is niet vatbaar voor beroep.

ART. 73. — Om het jaar, moet ten minste eene algemeene vergadering in de gemeente gehouden worden, op dag en uur bij de statuten bepaald.

De beheerraad en de commissarissen mogen de algemeene vergadering bijeenroepen. Zij moeten er ook een beleggen wanneer dit wordt aangevraagd door aandeelhouders, vertegenwoordigende het vijfde van het maatschappelijk kapitaal.

De bijeenroepingen voor de algemeene vergadering vermelden de dagorde en worden gedaan door middel van aankondigingen, met eene tussenruimte van ten minste acht dagen, en acht dagen vóór de vergadering, tweemaal gedrukt in het *Belgisch Staatsblad*, in een nieuwsblad te Brussel en in een nieuwsblad in de provincie of in het arrondissement waar de zetel der vennootschap gevestigd is.

Een geschreven uitnoodiging zal acht dagen vóór de vergadering worden toegezonden aan de houders van aandeelen op naam, edoch moet geen bewijs worden overgelegd van de vervulling dezer formaliteit.

Wanneer al de aandeelen op naam zijn, mogen de oproepingsbrieven eenvoudig bij aangeteekenden brief verzonden worden.

ART. 74. — De statuten bepalen de wijze van beraadslagen der algemeene vergadering en de formaliteiten benodigd om er op toegelaten te worden. Bij ontstentenis van bepalingen, geschieden de benoemingen en worden de beslissingen genomen volgens de gewone regelen der beraadslagende vergaderingen; de processen-verbaal worden onderteekend door de leden van het bareel en door de aandeelhouders die zulks aanvragen; de afschriften, aan derden af te leveren, worden onderteekend door de meerderheid der beheerders en der commissarissen.

Niettegenstaande daarmede strijdige bepaling, hebben al de aandeelhouders, mits zij zich naar de voorschriften van de statuten gedragen, het recht in persoon of bij gemachtigde te stemmen; niemand mag aan de stemming deelnemen voor een hooger getal aandeelen dan een vijfde van het getal uitgegeven aandeelen of twee vijfden der vertegenwoordigde aandeelen.

De uitoefening van het stemrecht, toekomende aan de aandeelen waarop de stortingen niet zijn geschied, zal worden geschorst zoolang deze stortingen, behoorlijk uitgeschreven en invorderbaar, niet zijn gedaan.

ART. 75. — Elk jaar moeten de beheerders een inventaris opmaken, inhoudende de aanwijzing van de roerende en onroerende waarden en van al de in' en uitschulden der vennootschap, met eene bijlage, in 't kort vermeldende al hare verbintenissen, alsmede de schulden van de bestuurders, beheerders en commissarissen jegens de vennootschap.

De beheerders maken de balans en de winst- en verliesrekening op, waarin de noodige amortisatiën moeten aangebracht worden.

De balans vermeldt afzonderlijk het aan den omloop onttrokken actief, het te gelde te maken actief, en, voor het passief, de schulden der vennootschap jegens haar zelve, de obligatiën, de schulden met hypotheek of pand en de schulden zonder zakelijken waarborg.

Jaarlijks wordt, op de zuivere winsten, een bedrag van ten minste een twintigste vooraf genomen tot het oprichten van een reservefonds; deze voorafneming houdt op verplicht te zijn wanneer het reservefonds een tiende van het maatschappelijk kapitaal heeft bereikt.

Ten minste eene maand vóór de gewone algemeene vergadering, overhandigen de beheerders de stukken, met een verslag over de handelingen der vennootschap, aan de commissarissen, die een verslag moeten opmaken met hunne voorstellen.

ART. 79. — In al de akten, verkoopsrekeningen, aankondigingen, bekendmakingen en andere stukken, uitgaande van naamlooze vennootschappen, moet men de maatschappelijke benaming vinden staan onmiddellijk vóór of na de woorden, leesbaar en voluit geschreven: Naamlooze vennootschap, met de nauwkeurige aanwijzing van den zetel der vennootschap.

Indien in de hierboven bedoelde stukken het maatschappelijk kapitaal wordt opgegeven, moet dit kapitaal het kapitaal zijn dat blijkt uit de laatste balans.

Elke verandering betreffende den maatschappelijken zetel wordt door de zorg van de beheerders in de *Bijlagen* van het *Staatsblad* bekend gemaakt.

ART. 80. — Hij, die voor eene naamlooze vennootschap deelneemt aan eene akte waarin niet werd voldaan aan de vereischten van voorgaand artikel, kan, naar gelang van de omstandigheden, persoonlijk aansprakelijk worden verklaard voor de daarin door de vennootschap aangegane verhintenissen. Waar het kapitaal werd overschat, heeft de derde het recht, van dezen persoon, bij gebreke van de vennootschap, eene voldoende som te eischen om te zijn gesteld in den toestand die zich zou hebben voorgedaan ware het opgegeven kapitaal het werkelijk kapitaal geweest.

ART. 130. — De persoonlijke schuldeischers van den vennoot mogen slechts de intresten en dividenden aanslagen welke hem toekomen en het aandeel dat hem bij de ontbinding der vennootschap zal toegekend worden.

Art. 169. — Verjaren na vijf jaar :

Alle de rechtsvorderingen tegen vennoten of aandeelhouders, te rekenen van de bekendmaking hetzij, van hunne aftreding uit de vennootschap, hetzij van eene akte van ontbinding der vennootschap, of te rekenen van het verstrijken van den bij het contract voorzienen maatschappelijken duur ;

Alle de rechtsvorderingen door derden tot teruggave van ten onrechte verdeelde dividenden, te rekenen van de uitdeeling ;

Alle de rechtsvorderingen tegen de vereffenaars als zoodanig, te rekenen van de bekendmaking voorgeschreven bij artikel 163 ;

Alle de rechtsvorderingen tegen de zaakvoerders, beheerders, commissarissen, vereffenaars voor daden van hun ambt, te rekenen van deze daden, of werden deze bij bedrog verborgen gehouden, te rekenen van hunne ontdekking ;

Alle de rechtsvorderingen tot nietigverklaring van eene vennootschap op aandeelen of van eene samenwerkende vennootschap, te rekenen van de bekendmaking wanneer het contract gedurende ten minste vijf jaar werd uitgevoerd, behoudens de mogelijk verschuldigde schadevergoedingen. Nochtans mag de nietigverklaring van de vennootschappen, die bestaan in strijd met de wet, aangevraagd worden, zelfs na de voltrokken verjaring, doch in dit geval werkt de nietigverklaring slechts voor de toekomst.

DUITSCH WET VAN 29 APRIL 1892
betreffende de oprichting van vennootschappen met beperkte
aansprakelijkheid, herzien op 20 Mei 1898.

EERSTE HOOFDSTUK

OVER DE OPRICHTING VAN DE VENNOOTSCHAP

EERSTE ARTIKEL. — Vennootschappen met beperkte aansprakelijkheid kunnen worden opgericht, overeenkomstig het bepaalde in deze wet, voor ieder door de wet toegelaten doel.

ART. 2. — De akte van vennootschap moet worden opgemaakt in den rechterlijken of notarieelen vorm. Zij moet onderteekend worden door al de vennoten.

De mandatarissen worden slechts gemachtigd voor de vennoten te teekenen krachtens eene volmacht gegeven hetzij onder rechterlijken of notarieelen vorm, hetzij echt verklaard.

ART. 3. — De akte van vennootschap moet aangeven :

- 1^o den handelsnaam en den zetel van de vennootschap;
- 2^o het voorwerp van de onderneming;
- 3^o het bedrag van het oprichtingskapitaal;
- 4^o het bedrag van de storting te doen door elk vennoot voor de vorming van het kapitaal.

Wordt de onderneming beperkt tot een zekeren duur of zijn de vennoten gehouden tot andere verplichtingen tegenover de vennootschap dan het inbrengen van geld, moeten de bepalingen eveneens in de akte van vennootschap worden vermeld.

ART. 4. — De handelsnaam van de vennootschap moet ontleend worden aan het voorwerp der onderneming of de namen der vennoten vermelden, of tenminste den naam van een dezer, met eene toevoeging die het bestaan van eene vennootschap aanwijst. De handelsnaam mag geene namen van andere personen dan van de vennoten omvatten. Evenwel, het is toegelaten den handelsnaam eener onderneming, overgemaakt aan de vennootschap, te behouden (*Handelswetboek*, art. 22).

In al de gevallen, moet de handelsnaam van de vennootschap de bijkomende vermelding « met beperkte aansprakelijkheid » omvatten.

ART. 5. — Het oorspronkelijk kapitaal van de vennootschap moet ten minste 20,000 mark bedragen; de inbreng van iederen vennoot ten minste 500 mark.

Geen enkele vennoot mag, bij de oprichting van de vennootschap, meerdere maatschappelijke aandeelen nemen.

Het bedrag van het aandeel van elken aandeelhouder kan verschillend zijn. Het

moet deelbaar zijn door 100 mark. Het geheele bedrag van de aandelen moet overeenkomen met het oorspronkelijk maatschappelijk kapitaal.

Worden er, voor de vorming van het oorspronkelijk kapitaal, door vennoten inbrengen gedaan die niet bestaan in geld, of wordt de vergelding van de goederen die de vennootschap aanwerft op de hoofdsom aangerekend, moet de akte van vennootschap den persoon van den vennoot aangeven, het voorwerp van den inbreng of van de overdracht van eigendom, evenals de waarde in geld voor dewelke de inbreng wordt aangenomen of de vergelding bepaald in de akte van vennootschap voor de voorwerpen aan deze overgemaakt.

Art. 6. — De vennootschap moet een of meer zaakvoerders hebben.

Zij kunnen gekozen worden onder de vennoten of buiten dezen. De aanstelling wordt gedaan in de akte van vennootschap of overeenkomstig de bepalingen van hoofdstuk III.

Indien er bepaald wordt in de akte van vennootschap dat al de vennoten het recht hebben zaakvoerder te zijn, worden alleen beschouwd als zaakvoerder de personen die vennoten zijn op het oogenblik dat die beschikking wordt getroffen.

Art. 7. — De vennootschap moet aangegeven worden op de rechtbank binnen welker rechtsgebied haar zetel gevestigd is, voor de kosten van inschrijving in het handelsregister.

De aangifte kan slechts gedaan worden na storting van ten minste één vierde op elken inbreng die in geld moet gedaan worden, of wanneer de storting 250 mark bedraagt, wanneer er geen anderen inbreng tenzij in geld gedaan wordt.

Art. 8. — Bij de aangifte moeten gevoegd zijn :

1^o De overeenkomst van vennootschap, en, in het geval van artikel 2, lid 2, de volmachten van de mandatarissen die deze overeenkomst hebben geteekend of eene echt verklaarde kopij van deze akten ;

2^o De stukken die de rechten van de zaakvoerders bepalen, indien dezen niet genoemd zijn in de overeenkomst van vennootschap ;

3^o Eene lijst, door de aangevers geteekend, met de geslachtsnamen, voornamen, beroep en verblijfplaats van de vennoten, evenals het bedrag van den inbreng van elk hunner ;

4^o De akte van machtiging, in geval dat het voorwerp van de onderneming onderworpen is aan de machtiging door de Regeering.

De aangifte moet bevestigen dat de stortingen, voorgeschreven door artikel 7, lid 2, gedaan werden op al de inbrengen en dat de gestorte sommen ter vrije beschikking zijn van de zaakvoerders.

De zaakvoerders moeten hunne handteekeningen neerleggen bij de rechtbank om er bewaard te worden.

Art. 9. — De aangevers zijn hoofdelijk aansprakelijk tegenover de vennootschap voor de nauwkeurigheid van hunne inlichtingen betreffende de stortingen gedaan op de inbrengen (art. 7, lid 2).

De afstanden of transacties gedaan door de vennootschap ten aanzien van de rechten op vergoeding toebehoorend aan de schuldvorderaars, krachtens het 1^{ste} lid, zijn zonder uitwerking. Deze bepaling is niet van toepassing op de transactie die de verplichte, in geval van staking van betalingen, met zijne schuldvorderaars sluit om het faillissement te vermijden of er een eind aan te maken.

De aanvragen, gesteund op voorgaande bepalingen, verjaren na het verstrijken van vijf jaar te rekenen van af de inschrijving in het handelsregister.

ART. 10. — De inschrijving van de vennootschap in het handelsregister moet den handelsnaam en den zetel van de vennootschap aangeven, het voorwerp van de onderneming, het bedrag van het maatschappelijk kapitaal, den datum van de overeenkomst van vennootschap en de namen van de beheerders.

De bijzondere bepalingen die de overeenkomst zou kunnen inhouden betreffende den duur van de vennootschap, de rechten van de beheerders en van de vereffenaars, moeten eveneens vermeld worden.

De bekendmaking, bestemd om de inschrijving te doen kennen, moet, behalve den inhoud van deze, de bepalingen bevatten bedoeld in artikel 5, lid 4, en de bepalingen betreffende den vorm van de bekendmakingen van de vennootschap, zoo de akte van vennootschap zulks behelst.

ART. 11. — De vennootschap met beperkte aansprakelijkheid heeft, als dusdanig, geen bestaan vóór hare inschrijving in het handelsregister.

ART. 12. — De bepalingen van artikel 8, alinea's 1 en 2, zijn niet toepasselijk op de aangifte van de vennootschap tot inschrijving in het handelsregister van eene rechtbank in welker rechtsgebied zij een filiaal heeft. Bij de aangifte, echt verklaard door de rechtbank van den hoofdzetel, moeten gevoegd zijn eene kopij van de overeenkomst van vennootschap en de lijst van de vennoten.

De inschrijving moet de aanduidingen bevatten, die vermeld zijn in artikel 10, alinea's 1 en 2. De bekendmaking betreffende de inschrijving moet ook de in artikel 10, lid 3 aangegeven vermeldingen bevatten. De vermeldingen bedoeld in artikel 5, alinea 4, moeten er enkel in opgenomen worden, wanneer de inschrijving plaats heeft binnen twee jaar na de inschrijving in het handelsregister van den maatschappelijken zetel.

HOOFDSTUK II

OVER DE BETREKKINGEN TUSSCHEN DE VENNOOTSCHAP EN DE VENNOTEN

ART. 13. — De vennootschap met beperkte aansprakelijkheid heeft als zoodanig hare eigen rechten en verplichtingen; zij kan eigendommen verwerven en andere zakelijke rechten, in rechten optreden als eischeres of als verweerder.

De schuldeischers van de vennootschap kunnen alleen eene vordering instellen op het maatschappelijk vermogen.

De vennootschap wordt beschouwd als handelsvennootschap in den zin van het Handelswetboek.

ART. 14. — Het aandeel van elken vennoot in het maatschappelijk vermogen wordt bepaald door het bedrag van zijn inbreng.

ART. 15. — De maatschappelijke aandeelen kunnen vervreemd en overgedragen worden bij erfenis.

Verkrijgt een vennoot, buiten zijn oorspronkelijk maatschappelijk aandeel, andere aandeelen, dan behouden deze hun onafhankelijk karakter.

Eene akte onder notarieelen of rechterlijken vorm is noodig voor de overdracht van maatschappelijke aandeelen door de vennoten gedaan.

De rechterlijke of notarieele vorm wordt ook vereischt voor elke overeenkomst die den vennoot verplicht zijn aandeel af te staan. Evenwel, eene overeenkomst die onder dezen vorm niet opgemaakt is, wordt geldig verklaard door eene akte van afstand opgemaakt overeenkomstig de voorgaande alinea.

De akte van vennootschap kan den afstand van maatschappelijke aandeelen van anderen voorwaarden doen afhangen, in het bijzonder van de goedkeuring der vennootschap.

Art. 16. — In geval van vervreemding van een maatschappelijk aandeel, wordt alleen degene wiens aankoop werd beteekend aan de vennootschap met het bewijs van de overdracht, door haar erkend als overnemer.

De akten, verleden vóór de beteekening van de overdracht, door de vennootschap jegens den overdrager of door deze ten opzichte van de vennootschap, kunnen aan den overnemer tegengesteld worden.

De overnemer is, met den overdrager, gehouden de verplichtingen te vervullen die nog wegen op het maatschappelijk aandeel op het oogenblik van de beteekening.

Art. 17. — De vervreemding van gedeelten van een maatschappelijk aandeel kan enkel gedaan worden met toestemming van de vennootschap.

Deze toestemming moet schriftelijk gegeven worden. De te dien einde opgemaakte akte moet den persoon aangeven van den aankoper en het bedrag van den maatschappelijken inbreng die het aandeel vormt behoorend tot elk der maatschappelijke aandeelen voortvloeiend uit die verdeling.

In de akte van vennootschap kan worden bepaald dat, voor den afstand van gedeelten van een maatschappelijk aandeel aan andere vennoten of voor de verdeling van de maatschappelijke aandeelen van overleden vennoten onder hunne erfgenamen, de toestemming van de vennootschap niet vereischt wordt.

De bepalingen van artikel 5, alinea's 1 en 3, betreffende het bedrag van de maatschappelijke aandeelen, zijn eveneens toepasselijk op de gedeelten van maatschappelijke aandeelen.

De gelijktijdige overdracht van meerdere gedeelten van maatschappelijke aandeelen van een vennoot kan niet toegelaten worden ten voordeele van denzelfden aankoper.

Behalve het geval van vervreemding en van overdracht bij erfenis, kan de verdeling van de maatschappelijke aandeelen niet plaats hebben. Zelfs voor dit geval, kan zij worden uitgesloten.

Art. 18. — Indien een maatschappelijk aandeel onverdeeld aan meerdere rechthebbenden toebehoort, kunnen zij de daaraan gehechte rechten slechts gemeenschappelijk uitoefenen.

Zij zijn hoofdelijk verbonden tegenover de vennootschap voor de op grond van die gedeelten te vervullen verplichtingen.

De akten die de vennootschap moet opmaken tegen den persoon aan wien een maatschappelijk aandeel behoort, hebben hunne uitwerking bij ontstentenis van een gemeenschappelijken vertegenwoordiger van de rechthebbenden, zelfs wanneer zij enkel waren gericht tegen een rechthebbende. Deze bepaling is ten opzichte van de erfgenamen van een vennoot alleen toepasselijk op de akten opgemaakt een maand na het openvallen der erfenis.

Art. 19. — De te doene stortingen op de maatschappelijke aandeelen moeten in verhouding zijn tot hun bedrag.

Behalve in geval van vermindering van het maatschappelijk kapitaal, kan er aan de vennoten noch uitstel noch termijn worden toegestaan. De vennoten mogen geene schuldvergelijking tegenstellen; er mag ook geene weerhouding gedaan worden van een inbreng die niet in geld bestaat, wegens schuldvoorleeningen die op dit voorwerp geene betrekking hebben.

Eene uitkeering op een maatschappelijk aandeel dat niet bestaat in geld of die gedaan wordt bij aanschrijving van eene vergelding verleend voor de overdracht van sommige goederen, ontheft den vennoot van zijne verplichting slechts in zooverre als deze uitvoering plaats heeft, in uitvoering van eene bepaling overeenkomstig met artikel 5, alinea 4.

Art. 20. — De vennoot die op zijn inbreng niet het op bepaalden tijd vereischte bedrag kort, is van rechtswege verplicht interesten wegens uitstel te betalen.

Art. 21. — In geval van vertraging bij de stortingen, kan er tot den in gebreke blijvenden vennoot eene nieuwe aanmaning worden gericht dat hij, binnen een te bepalen bijkomstigen termijn, te betalen heeft, op gevaar af het maatschappelijk aandeel op hetwelk de betaling moet gedaan worden vervallen te verklaren. De aanmaning wordt gedaan bij aangeteekenden brief. De bijkomstige termijn moet ten minste één maand bedragen.

Na het verstrijken van dezen termijn, zonder dat de storting werd gedaan, wordt de in gebreke gebleven vennoot, ten voordeele van de vennootschap, van zijn maatschappelijk aandeel en van de reeds gedane stortingen, vervallen verklaard. De verklaring van verval wordt gedaan bij aangeteekenden brief.

De uitgesloten vennoot blijft tegenover de vennootschap aansprakelijk voor het verlies dat deze ondergaan heeft, wegens de vertraagde stortingen op het maatschappelijk aandeel.

Art. 22. — De dadelijke overlater en al de vroegere overlaters van den uitgesloten vennoot, wier namen beteekend werden aan de vennootschap, zijn verplicht tot het storten van het door den uitgesloten vennoot niet gestort bedrag van den inbreng.

Een vroegere overlater is enkel aansprakelijk in zooverre de storting niet kan verkregen worden van zijn opvolger. Dit moet worden aangenomen, zolang het bewijs van het tegenovergestelde niet geleverd is, wanneer laatstgenoemde de storting niet gedaan heeft bij het verstrijken van de maand volgend op de aanmaning die hem werd gedaan, en de kennisgeving aan zijn vroegeren overlater.

De aansprakelijkheid van den overlater is beperkt tot de stortingen geëischt binnen een termijn van vijf jaar. Die termijn vangt aan op den dag waarop de overdracht van het maatschappelijk aandeel aan den overnemer regelmatig werd beteekend.

De overlater verkrijgt, mits betaling van het achtergebleven bedrag, het maatschappelijk aandeel van den vervallen verklaarden vennoot.

Art. 23. — Ingeval het achterstallig bedrag van de overnemers niet kan verkregen worden, kan de vennootschap het maatschappelijk aandeel openbaar laten verkoopen door een makelaar of door een ambtenaar, die het recht heeft tot deze verkooping over te gaan.

ART. 24. — Kan het integraal bedrag van een maatschappelijken inbreng niet terugverkregen worden van de betaalplichtigen, noch door middel van een verkoop van het maatschappelijk aandeel, moeten de andere vennoten het ontbrekende bijbrengen en dit naar verhouding van hunne maatschappelijke aandeelen. De bijdragen die van sommige vennoten niet kunnen verkregen worden, zullen over de anderen worden verdeeld naar dezelfde verhouding.

ART. 25. — De vennoten kunnen niet ontheven worden van de verplichtingen vermeld in de artikelen 21 tot 24.

ART. 26. — In de akte van vennootschap kan worden bepaald, dat de vennoten kunnen beslissen dat bijkomende stortingen kunnen geëischt worden boven het bedrag van de inbrengen die het maatschappelijk kapitaal vormen.

Deze bijkomende stortingen worden gedaan naar verhouding van de maatschappelijke aandeelen.

De verplichting van bijkomende stortingen te doen kan, in de akte van vennootschap, beperkt worden tot een te bepalen bedrag naar verhouding van het bedrag der maatschappelijke aandeelen.

ART. 27. — Is de verplichting van bijkomende stortingen te doen, niet beperkt tot eene bepaalde som, heeft ieder vennoot, wanneer hij zijn maatschappelijk aandeel geheel heeft afbetaald, het recht zich te ontlasten van de bijkomende stortingen die op zijn maatschappelijk aandeel worden geëischt, door, binnen de maand na de beteekening betreffende de te verrichten stortingen, zijn maatschappelijk aandeel ter beschikking te stellen van de vennootschap opdat deze voldoening bekomme op dit aandeel. Evenzoo, kan de vennootschap, wanneer de vennoot, binnen den bepaalden termijn, geen gebruik gemaakt heeft noch van voormelde bevoegdheid, noch de stortingen heeft gedaan, bij aangeteekenden brief aan dezen vennoot ter kennis brengen dat zij zijn maatschappelijk aandeel beschouwt als door hem te harer beschikking afgestaan.

Binnen eene maand na de verklaring van den vennoot of van de vennootschap, laat de vennootschap het maatschappelijk aandeel openbaar verkoopen door een makelaar of een ambtenaar, bevoegd tot het houden van die verkooping. Blijft er, na betaling van de verkoopkosten en de bijkomende stortingen een overschot, dan behoort dit aan den vennoot.

Kan de vennootschap geene voldoening bekomen door den verkoop, dan komt het maatschappelijk aandeel aan de vennootschap toe. Deze heeft het recht dit aandeel te doen verkoopen voor eigen rekening.

De akte van vennootschap kan de toepassing van voorgaande bepalingen beperken tot het geval waarbij de op het maatschappelijk aandeel geëischte stortingen een zeker cijfer overtreffen.

ART. 28. — De artikelen 21 tot 23 betreffende de stortingen op de maatschappelijke aandeelen zijn toepasselijk in geval van vertraging bij de bijkomende stortingen, wanneer de verplichting deze stortingen te doen beperkt is tot een zeker bedrag en behoudens tegenstrijdige bepaling in de akte. Hetzelfde geldt in het geval van artikel 27, alinea 4, wanneer de verplichting betreffende de bijkomende stortingen onbeperkt is, in zooverre de stortingen het bedrag, in de akte van vennootschap vastgesteld, niet overschrijden.

De akte van vennootschap kan het recht bepalen bijkomende stortingen te

eischen, waarop de artikelen 21 tot 23 zullen toepasselijk zijn, zelfs vóór de volledige afbetaling der maatschappelijke aandeelen.

Art. 29. — De vennoten hebben recht op de netto-winsten voortvloeiende uit de jaarlijksche balans, tenzij er in de akte van vennootschap anders wordt over beschikt.

Deze winsten worden verdeeld naar verhouding van het bedrag der maatschappelijke aandeelen. De akte van vennootschap kan een anderen regel van verdeling voorschrijven.

Art. 30. — Het vermogen van de vennootschap, dat tot het behoud van het maatschappelijk kapitaal noodig is, kan aan de vennoten niet uitgekeerd worden.

De gedane bijkomende stortingen kunnen aan de vennoten worden uitgekeerd in zoverre zij niet noodig zijn om een verlies, gedaan op het maatschappelijk kapitaal, te dekken. De terugbetaling kan slechts plaats hebben drie maanden nadat de beslissing dienaangaande is bekendgemaakt in de dagbladen, aangeduid in de statuten voor de bekendmakingen betreffende de vennootschap of, bij gebreke daarvan, in de dagbladen aangeduid voor de bekendmaking van de in het handelsregister gedane inlasschingen. In het geval van artikel 28, alinea 2, kan de terugbetaling van de stortingen niet gedaan worden voor de geheele storting van het maatschappelijk kapitaal. De terugbetaalde bijkomende stortingen zijn te beschouwen als zijnde niet gedaan.

Art. 31. — De sommen uitgekeerd in strijd met de bepalingen van artikel 30, moeten aan de vennootschap terugbetaald worden.

Indien degene, die deze sommen ontvangen heeft, te goeder trouw was, kan de terugbetaling van hem alleen geëischt worden in de mate waarin zij noodig is om de schuldvorderaars van de vennootschap te betalen.

Zoo de terugbetaling niet kan bekomen worden van hem die deze sommen heeft ontvangen, zijn de overige vennoten, naar verhouding van hun aandeelen, gehouden de som terug te betalen, in de mate waarop dit noodzakelijk is om de schuldvorderaars schadeloos te stellen. De bijdragen die van sommige vennoten niet te verkrijgen zijn, worden in dezelfde verhouding over de anderen verdeeld.

Er kan geene vrijstelling verleend worden van betalingen welke moeten gedaan worden op grond van vorenvermelde bepalingen.

De rechtsvorderingen van de vennootschap verjaart na vijf jaar. De verjaring begint bij het verstrijken van den dag waarop de betaling is geschied, die aanleiding geeft tot de rechtsvordering in terugbetaling. Bestaat er bedrog van de zijde van den schuldenaar, dan is deze verjaring niet van toepassing.

In de gevallen bedoeld onder paragraaf 3 van dit artikel, zijn de zaakvoerders, in gebreke gebleven wat betreft de betaling, solidair verplicht de vennootschap schadeloos te stellen.

Art. 32. — Behalve het geval voorzien in artikel 31, alinea 1, zijn de vennoten in geen geval verplicht de sommen terug te betalen, die zij te goeder trouw als dividenden hebben ontvangen.

Art. 33. — De vennootschap mag geene maatschappelijke aandeelen, die nog niet ten volle zijn afgelost, terugkopen.

Zij mag evenmin volgestorte maatschappelijke aandeelen terugkopen, in zoverre de aankoop gedaan kan worden met sommen die het bedrag van het maatschappelijk kapitaal overschrijden.

ART. 34. — De aflossing van maatschappelijke aandeeleu kan alleen geschieden in zooverre dit door de akte van vennootschap wordt toegelaten.

De aflossing kan alleen dan gedaan worden zonder de toestemming van een vennoot, wanneer de daartoe vereischte voorwaarden werden vastgesteld in de akte van vennootschap vóór den dag waarop de vennoot het maatschappelijk aandeel heeft verworven.

Het bepaalde in artikel 30, alinea 1, blijft daarbij onverkórt.

HOOFDSTUK III

VERTEGENWOORDIGING EN ZAAKVOERING VAN DE VENNOOTSCHAP

ART. 35. — De vennootschap is gerechtelijk en buitengerechtelijk vertegenwoordigd door de zaakvoerders.

Dezen handelen in den vorm bepaald door de akte van vennootschap en teekenen voor de vennootschap. Bij ontstentenis van bepalingen daaromtrent, zijn de toestemming en de handteekening van al de zaakvoerders vereischt. Is er eene toestemming te geven ten opzichte van de vennootschap, is die van een der zaakvoerders voldoende.

De handteekening van de zaakvoerders wordt gegeven derwijze dat hun naam gevoegd wordt bij den handelsnaam.

ART. 36. — De vennootschap verwerft rechten en heeft verplichtingen door de akten in haar naam opgemaakt door den zaakvoerders; zonder dat men moet onderscheiden of zij uitdrukkelijk namens de vennootschap gehandeld hebben, dan wel of het blijkt uit de omstandigheden dat zij voor de vennootschap gehandeld hebben.

ART. 37. — De zaakvoerders zijn ten opzichte van de vennootschap verplicht de beperkingen te eerbiedigen, die aan de uitgestrektheid van hun bevoegdheid om de vennootschap te vertegenwoordigen zijn aangebracht door de statuten of, bij dezen ontstentenis, door de beslissingen van de vennoten.

De beperkingen aan de bevoegdheid van om de zaakvoerders de vennootschap te vertegenwoordigen, hebben geene juridische gevolgen ten opzichte van derde personen. Dit geldt eveneens voor het geval waarbij de vertegenwoordiging slechts moet plaats hebben voor zekere handelingen of vóór zekere soorten van handelingen, of slechts moet aangenomen worden in zekere omstandigheden of voor een zekeren tijd, of in zekere plaatsen, of wanneer de toestemming van de vennoten, of van een orgaan van de vennootschap voor zekere handelingen vereischt is.

ART. 38. — De zaakvoerders kunnen, te allen tijde, ontslagen worden, onverminderd het recht op vergoeding voortvloeiende uit de overeenkomsten.

De statuten kunnen de afstelling afhankelijk maken van het bestaan van gewichtige redenen die haar noodzakelijk maken. Moeten inzonderheid in aanmerking genomen worden als dusdanig : eene ernstige overtreding van de statuten of de onbekwaamheid voor het normaal beheer.

ART. 39. — Elke persoonsverwisseling onder de zaakvoerders, evenals elke ophouding van volmacht van een zaakvoerder moet aangegeven worden ter inschrijving in het handelsregister.

Eene kopij van de akten betreffende de benoeming van de zaakvoerders of de ophouding van hunne volmacht moet bij de aangifte gevoegd worden. Deze bepaling is niet toepasselijk op de inschrijving in het handelsregister van eene filiale.

De zaakvoerders moeten hunne handteekening neerleggen op de rechtbank om daar bewaard te blijven.

Art. 40. — In de maand Januari van ieder jaar, leggen de zaakvoerders, ter griffie waar het handelsregister gehouden wordt, eene lijst neer van de vennoten, door hen ondertekend, met aangifte van geslachtsnamen, voornamen, ambt en woonplaats van dezen, evenals hun maatschappelijke inbrengen. Is er sedert de laatste nederlegging geene verandering ingetreden, wat betreft de personen of wat betreft hun aandeel in de vennootschap, dan is het voldoende daarvan aangifte te doen.

Art. 41. — De zaakvoerders zijn verplicht te waken op de regelmatige boekhouding van de vennootschap.

Binnen de eerste drie maanden van het jaar, moeten zij de balans van het verlopen jaar opmaken met de winst- en verliesrekening.

De statuten kunnen dezen termijn op zes maanden brengen, indien het vennootschappen geldt, die eene zaak voeren in landen over zee.

Geldt het bankinstellingen, dan moet de balans, binnen den hierboven bepaalden termijn, door de zaakvoerders bekend gemaakt worden in de openbare bladen aangeduid in artikel 30, alinea 2. De balans moet worden neergelegd om in het handelsregister te worden opgenomen.

Art. 42. — Bij het opmaken van de balans, wordt artikel 34 van het Wetboek van Koophandel toegepast met inachtneming van de volgende beperkingen :

1^o De inrichtingen en alle andere zaken die niet bestemd zijn om te gelde te worden gemaakt, maar wel om op bestendige wijze te worden benuttigd in het bedrijf van de onderneming, kunnen ten hoogste worden begroot op den kostenden prijs of den prijs van oprichting; zij kunnen op dien prijs worden behouden, ofschoon hunne waarde minder weze, indien eene som gelijk staande met de slijtage afgetrokken wordt of indien een delgingsfonds in verhouding daarmede wordt tot stand gebracht;

2^o De inrichtings- en bestuurskosten mogen niet, als actief, in de balans worden vermeld;

3^o Het recht dat de vennootschap bezit om bijkomende inbrengen te eischen, kan niet op het actief aan de balans worden vermeld, dan wanneer tot het binnenroepen van dezen inbreng reeds werd beslist en de vennoten het recht niet hebben zich aan die inbreng te onttrekken, met van hun maatschappelijk aandeel af te zien; eene som gelijkstaande met het bedrag der bijkomende inbrengen die op het actief van de balans worden gebracht, moet ook in het passief worden vermeld;

4^o Het bedrag van het door de statuten vastgesteld maatschappelijk kapitaal moet in het passief worden vermeld; hetzelfde geldt voor elk bedrag van reserve- of delgingsfonds, evenals ook voor het algeheel bedrag der gestorte bijkomende inbrengen, tenzij wanneer de aanwending van die sommen de weglating van dezen passiefpost kan rechtvaardigen;

5^o Winst of verlies, voortspuitende uit de vergelijking onder elkaar van al

de bestanddeelen van het actief en van het passief, moet op het slot van de balans klaar worden aangegeven.

ART. 43. — Aan het beheer van de maatschappelijke aangelegenheden, moeten de zaakvoerders de zorgen besteden van iemand die zijne eigen zaken beheert.

Indien de zaakvoerders hunne verplichtingen overtreden, zijn zij hoofdelijk aansprakelijk tegenover de vennootschap voor de veroorzaakte schade.

Inzonderheid zijn zij tot terugbetaling verplicht in geval van betalingen gedaan, in strijd met artikel 30, door middel van sommen die noodig zijn tot het behoud van het onverminderd maatschappelijk kapitaal, of wanneer maatschappelijke aandelen door de maatschappij worden verkregen in strijd met artikel 33.

De bepalingen van artikel 9, alinea 2, komen bij overeenstemming, van toepassing op de rechtsvordering tot terugbetaling. Wordt de terugbetaling vereischt om de schuldvaarders te voldoen, dan kunnen de zaakvoerders zich niet beroepen op het feit dat zij zouden gehandeld hebben overeenkomstig eene beslissing van de vennoten.

De rechten voortspruitende uit de voorgaande bepalingen, verjaren na vijf jaar.

ART. 44. — De bepalingen betreffende de zaakvoerders zijn ook van toepassing op hunne afgevaardigden.

ART. 45. — De rechten der vennoten, inzonderheid in de leiding der maatschappelijke zaken, alsmede de uitoefening van deze rechten, worden door de statuten geregeld behoudens strijdige wetsbepalingen.

Bij gebreke van bijzondere beschikkingen der statuten, zijn de bepalingen van de artikelen 47 tot 52 van toepassing.

ART. 46. — Worden aan de beslissing der vennoten onderworpen :

1° De jaarlijksche balans en de verdeeling der daaruit voortspruitende winsten ;

2° De oproep tot bijkomende stortingen ;

3° De terugbetaling der bijkomende inbrengen ;

4° De verdeeling en de delging van maatschappelijke aandelen ;

5° De benoeming en de afstelling van zaakvoerders, alsmede de hun verleende ontlasting ;

6° De te nemen maatregelen om het beheer na te gaan en er toezicht over te houden ;

7° De benoeming van procuratie- en volmachthouders ;

8° De rechtsvordering tot schadevergoeding vanwege de vennootschap tegen zaakvoerders of vennoten en welke betrekking hebben op de oprichting of het beheer der vennootschap, alsmede de vertegenwoordiging van de vennootschap in de gedingen tegen de beheerders.

ART. 47. — De beslissingen der vennoten in zake maatschappelijke aangelegenheden, worden genomen bij meerderheid van de uitgebrachte stemmen.

Wordt toegekend eene stem per 100 mark van het bedrag der maatschappelijke aandelen.

Procuratie is slechts geldig in zoo verre zij schriftelijk wordt gegeven.

Elke vennoot die van eene verplichting moet worden ontlast of ontheven, heeft niet het recht deel te nemen aan de stemming over de te nemen beslissing.

Ook kan hij dit recht niet uitoefenen namens andere vennoten. Deze verbodsbepaling is van toepassing op de beslissingen betreffende de contracten met een vennoot, de gedingen in te stellen tegen een vennoot of de met deze te treffen overeenkomsten.

Art. 48. — De beslissingen der vennoten worden in vergadering genomen.

Eene vergadering wordt niet vereischt, wanneer de vennoten schriftelijk verklaren akkoord te zijn over de te nemen beslissing of er in toestemmen dat de stemmingen schriftelijk worden uitgebracht.

Art. 49. — De vergadering der vennoten wordt bijeengeroepen door de zaakvoerders.

Buiten de nadrukkelijk bepaalde gevallen, moet zij worden bijeengeroepen, wanneer het belang der vennootschap het schijnt te eischen.

Inzonderheid, moet de vergadering worden bijeenroepen, wanneer uit eene jaarlijksche balans of eene balans tijdens den loop van het jaar opgemaakt, blijkt dat de helft van het maatschappelijk kapitaal verloren is.

Art. 50. — Vennoten wier maatschappelijke aandeelen, te zamen genomen, ten minste een tiende van het maatschappelijk kapitaal vertegenwoordigen, hebben het recht de bijeenroeping van eene vergadering te eischen, mits het doel en de redenen van deze samenroeping aan te geven.

De vennoten hebben ook het recht te eischen, dat sommige punten op de dagorde worden gebracht om aan de stemming der vergadering te worden voorgelegd.

Wordt deze eisch niet ingewilligd of zijn personen bij wie hij moest worden ingediend afwezig, dan kunnen de vennoten, aangeduid in alinea 4, mits de omstandigheden te vermelden, de bijeenroeping doen of het vraagstuk op de dagorde plaatsen. De vergadering beslist dan of de vennootschap de kosten dezer procedure dragen zal.

Art. 51. — De bijeenroeping der vergadering geschiedt door middel van aangeteekende bijeenroepingsbrieven tot de vennoten gericht. De bijeenroeping moet minstens eene week vóór de vergadering geschieden.

De bijeenroepingsbrief moet steeds het doel der vergadering vermelden.

Wordt de vergadering niet op regelmatige wijze bijeengeroepen, dan kan geene beslissing worden getroffen, tenzij al de vennoten aanwezig zijn.

Hetzelfde geldt voor de beslissingen over zaken welke niet werden aangekondigd, minstens drie dagen vóór de vergadering, op de voor de bijeenroeping vereischte wijzen.

Art. 52. — Moet, volgens de statuten, een toezichtsraad worden samengesteld, dan komen van toepassing, tenzij de statuten er anders over beschikken, de artikelen 243, alinea's 1, 2 en 4; 244 tot 248 en 249, alinea's 1 en 2, betreffende den toezichtsraad der naamlooze vennootschappen.

HOOFDSTUK IV

WIJZIGINGEN IN DE STATUTEN

Art. 53. — De statuten mogen slechts gewijzigd worden krachtens eene beslissing van de vennoten.

De beslissing moet vastgesteld worden in den rechterlijken of den nota-

rieelen vorm. De meerderheid van de drie-vierde der uitgebrachte stemmen worden er toe vereischt. De statuten kunnen er nog andere vereischten aan toevoegen.

Geene verzwaring van verplichtingen, boven de statutaire bepalingen, kan aan de vennooten worden opgelegd tenzij met de algemeene toestemming der vennooten.

ART. 54. — Elke wijziging der statuten moet voor inschrijvingskosten in het handelsregister worden beteekend. De bekendmaking der inschrijving geschiedt slechts wanneer de wijziging betrekking heeft op eene der in artikel 10, alinea 2 en 3 bedoelde bepalingen.

De wijziging heeft geene rechterlijke uitwerking, vóór dat zij in het handelsregister is ingeschreven.

ART. 55. — In geval tot een verhooging van het maatschappelijk kapitaal wordt beslist, wordt eene rechterlijke, notarieele en gelegaliseerde aangifte vereischt van elken persoon die zich verplicht een inbreng te doen wegens deze verhooging.

De vennootschap kan tot een maatschappelijken inbreng toelaten de vennooten of andere personen die verklaren in de vennootschap te willen treden. In dit laatste geval, moet de akte, waarvan sprake in alinea 1, vermelden, buiten het bedrag van het maatschappelijk aandeel, de andere verplichtingen waartoe de nieuwe vennoot volgens de statuten gehouden is.

De vroegere vennoot die zich tot een inbreng wegens kapitaalsverhooging verbindt, verkrijgt een nieuw maatschappelijk aandeel.

De bepalingen van artikel 5, alinea 1 en 3, betreffende het bedrag der maatschappelijke inbrengen, alsmede de bepalingen van artikel 5, alinea 2, waardoor de mogelijkheid om meerdere maatschappelijke aandelen te nemen, wordt uitgesloten, worden van toepassing op de inbrengen voor de kapitaalsverhooging.

ART. 56. — Wanneer de kapitaalsverhooging moet geschieden door middel van een inbreng die niet in specie bestaat, of indien de vergelding te betalen wegens voorwerpen door de vennootschap verworven, moet worden aangerekend op een maatschappelijk aandeel, dan moet de persoon die den inbreng doet of overdraagt de voorwerpen alsmede het voorwerp van den inbreng of van de overdracht, in de aangifte, te doen krachtens artikel 56, lid 1, worden vermeld; deze vermelding geldt ook voor de waarde voor dewelke de inbreng wordt toegelaten of de vergelding verschuldigd wegens de overgedragen voorwerpen.

ART. 57. — De kapitaalsverhooging waartoe wordt beslist, moet worden beteekend om ingeschreven te worden in het handelsregister, nadat het nieuw kapitaal werd onderschreven door het nemen van nieuwe maatschappelijke aandelen.

De bepaling van artikel 7, alinea 2, op de storting te doen vóór de beteekening der statuten, alsmede de bepaling van artikel 8, alinea 2, betreffende de aangifte, zijn van toepassing.

Aan de beteekening moet worden toegevoegd :

1^o De aangiften voorzien bij artikel 56, alinea 2, of een gelegaliseerd afschrift er van;

2^o Eene lijst, ondertekend door die welke de beteekening, doen, van de personen die de nieuwe maatschappelijke inbrengen doen : de lijst moet het bedrag van ieders inbreng vermelden.

Artikel 9 is van toepassing op de aansprakelijkheid van hen die de beteekening doen, wat betreft de nauwkeurigheid van hunne aanduidingen.

ART. 58. — Eene vermindering van het maatschappelijk kapitaal kan slechts geschieden met inachtneming van de volgende bepalingen :

1° De beraadslaging betreffende de kapitaalsvermindering moet driemaal worden bekendgemaakt, door de zorgen der zaakvoerders, in de bladen aangeduid in artikel 30, alinea 2. De schuldeischers van de vennootschap moeten in die bekendmakingen worden aangezocht zich bij de vennootschap aan te melden. De schuldeischers die gekend zijn door hunne vermelding in de boeken der vennootschap of door andere middelen, moeten eene persoonlijke uitnoodiging krijgen om zich aan te melden;

2° De schuldeischers die aan de vennootschap verklaren, niet in te stemmen met de vermindering, moeten worden schadeloos gesteld of een waarborg krijgen ;

3° De beteekening van de kapitaalsvermindering kan niet geschieden tot inschrijving in het handelsregister, dan een jaar na den dag waarop de akte, tot de schuldeischers gericht, voor de derde maal in de openbare bladen werd ingelascht;

4° Aan de beteekening moeten worden toegevoegd de bekendmakingen. Terzelfdertijd moeten de zaakvoerders bewijzen dat de schuldeischers die zich bij de vennootschap hebben aangemeld en niet toegestemd hebben in de kapitaalsvermindering, werden schadeloos gesteld of waarborgen hebben ontvangen.

De bepaling van artikel 5, alinea 1, betreffende het minimum van het maatschappelijk kapitaal, wordt in niets gewijzigd. Geschiedt de vermindering om inbrengen terug te betalen of om de stortingen op de inbrengen terug te geven, dan mag het overblijvend bedrag der inbrengen niet lager komen te staan dan het bedrag opgelegd bij artikel 5, alinea's 1 en 3.

ART. 59. — De bepalingen van de artikelen 57, alinea's 2 en 3, n° 1 en 58, alinea 1, n° 4, zijn niet van toepassing op de verklaringen bij eene rechtbank door een bijhuis gedaan.

HOOFDSTUK V

ONTBINDING EN ONGELDIGHEID DER VENNOOTSCHAP

ART. 60. — De vennootschap met beperkte aansprakelijkheid wordt ontbonden :

1° Bij het vervallen van den termijn door de statuten bepaald ;

2° Bij beraadslaging der vennoten ; deze eischt, tenzij de statuten anders beschikken, eene meerderheid van de $\frac{3}{4}$ der uitgebrachte stemmen ;

3° Bij een rechterlijk vonnis of bij eene beslissing van de bestuursrechtbank of van de bestuursoverheid, in de gevallen voorzien bij de artikelen 61 en 62 ;

4° Bij open-verklaring van het faillissement.

Wordt de proceduur van faillissement ongedaan verklaard, ten gevolge van eene overeenkomst of gestuit op aanvraag van den schuldenaar, dan kunnen de vennoten beslissen dat de vennootschap zal voortduren.

De statuten kunnen andere bepalingen van ontbinding bevatten.

Art. 61. — De vennootschap kan worden ontbonden bij een rechterlijk vonnis, wanneer het doel der vennootschap onmogelijk kan worden bereikt of wanneer er in de vennootschap andere belangrijke redenen van ontbinding bestaan.

De rechtsvordering tot ontbinding moet tegen de vennootschap worden ingesteld. Zij kan niet worden uitgeoefend dan door vennoten wier maatschappelijke aandeelen ten minste met een tiende van het kapitaal overeenstemmen.

Om over deze rechtsvordering uitspraak te doen, is alléén bevoegd het Landsgerecht binnen welks rechtsgebied de vennootschap haren zetel heeft.

Art. 62. — Wanneer eene vennootschap inbreuk maakt op de openbare orde wegens onwettelijke besluiten door de vennoten genomen, dan kan de ontbinding worden uitgesproken zonder schadevergoeding voor de vennootschap.

De proceduur en de bevoegdheid der overheden worden, op dit gebied, bepaald volgens de in het land bestaande regelen voor de betwiste bestuurszaken. De ontbinding kan worden uitgesproken bij rechterlijke uitspraak op aanzoek van de hooge bestuursoverheid. Het Landsgerecht binnen welks gebied de vennootschap haar zetel heeft is, in dit geval, alléén bevoegd.

Art. 63. — De vennootschap is in failliet, ingeval zij onvermogen is of hare betalingen staakt.

De bepalingen der wet op de faillissementen (art. 193, alinea 2 en art. 194) betreffende het faillissement van eene naamloze vennootschap, zijn van toepassing op de vennootschap met beperkte aansprakelijkheid:

Art. 64. — De zaakvoerders moeten de faillissement-verklaring uitlokken, zoodra de vennootschap hare betalingen staakt of zoodra uit de jaarlijksche balans of uit eene tijdens het loopende dienstjaar opgemaakte balans blijkt dat zij onvermogen is.

De zaakvoerders zijn gehouden aan de vennootschap al de nadien uitgekeerde sommen terug te betalen. De bepalingen van artikel 43, alinea 3, zijn van toepassing op de rechtsvordering tot terugbetaling.

Art. 65. — Behalve in geval van faillissement, moet de ontbinding der vennootschap verklaard worden tot inschrijving in het handelsregister. Hetzelfde geldt voor het geval dat de vennootschap voortgezet wordt luidens de beschikkingen voorzien in artikel 60, alinea 1, n^o 4.

De ontbinding der vennootschap moet worden bekendgemaakt in de bij artikel 30, lid 2 aangeduide bladen, tot driemaal toe en wel door de zorgen der vereffenaars. Deze bekendmaking moet de schuldeischers van de vennootschap verzoeken zich bij deze bekend te maken.

Art. 66. — In de andere gevallen van ontbinding dan de ontbinding bij faillissement, wordt de vereffening vervolgd door de zaakvoerders, tenzij de statuten of de beraadslagende vennoten daarmede andere personen hebben belast.

Op aanvraag van vennoten wier maatschappelijke aandeelen te zamen op minstens een tiende van het maatschappelijk kapitaal neerkomen, kunnen de vereffenaars, wegens ernstige redenen, door de rechtbank worden aangewezen (art. 7, alinea 1).

De afstelling der vereffenaars kan worden uitgesproken door de rechtbank onder dezelfde vereischten welke gelden voor hunne benoeming. De vereffenaars die niet bij rechterlijke beslissing worden benoemd, kunnen, vóór het verstrijken van hunnen termijn, afgesteld worden door de beraadslagende vennoten.

Art. 67. — De zaakvoerders moeten de namen aangeven der eerste vereffenaars tot inschrijving in het handelsregister; elke persoonsverwisseling bij de vereffenaars en elke ophouding van hunne functies moet door de vereffenaars worden aangegeven.

Aan deze aangifte moet eene kopij worden toegevoegd van de akten betreffende de benoeming der vereffenaars en de onder hen voorgekomen persoonswisseling. Deze bepaling is niet van toepassing op de aangifte ter plaatse van een bijhuis gedaan.

De inschrijving van de benoeming of van de afstelling, bij rechterlijk vonnis, in het college der vereffenaars, moet worden toegevoegd aan de aangifte en geschiedt ambtshalve.

De vereffenaars moeten hunne handteekening bij de rechtbank, ter bewaring, neerleggen.

Voor de vereffenaars, bij rechterlijke beslissing of door de vennoten benoemd, moeten de stukken der benoeming worden toegevoegd.

Art. 68. — De vereffenaars moeten, bij hunne benoeming, hunnen wil te kennen geven of teekenen in den bepaalden vorm. Bestaan daarvoor geene bepalingen, dan moeten al de vereffenaars gezamenlijk teekenen.

De desbetreffende bepalingen moeten tegelijk met de benoeming der vereffenaars worden aangegeven tot inschrijving in het handelsregister.

De vereffenaars voegen hunne persoonlijke handteekening aan den maatschappelijke naam der vennootschap met de vermelding «vennootschap in vereffening».

Art. 69. — Ondanks de ontbinding der vennootschap en zoolang deze niet afgelopen is, blijven de bepalingen der hoofdstukken II en III van toepassing op de verslagen der vennootschap en der vennoten, behoudens daarmede strijdige bepalingen uit dit hoofdstuk of den aard der vereffening voortvloeiende.

De rechtbank die bevoegd was om de zaken der vennootschap bij hare ontbinding te beslechten, behoudt hare bevoegdheid tot gansch het maatschappelijk vermogen is verdeeld.

Art. 70. — De vereffenaars moeten de loopende zaken afhandelen, de verplichtingen der ontbonden vennootschap uitvoeren, de schuldvorderingen van deze in ontvangst nemen en het actief der vennootschap te gelde maken; zij vertegenwoordigen de vennootschap in gerechterlijke en buitengerechterlijke zaken. De vereffenaars kunnen ook nieuwe verrichtingen doen om de loopende zaken af te handelen.

Art. 71. — De vereffenaars hebben de rechten en verplichtingen vervat in de artikelen 36, 37, 41, alinea 1; 43, alinea's 1, 2 en 4; 49, alinea's 1 en 2, en 64.

Zij moeten eene balans opmaken vanaf den aanvang der vereffening en daarna elk jaar.

Art. 72. — Het actief van de vennootschap wordt verdeeld onder de vennoten in verhouding tot hunne maatschappelijke aandeelen. De statuten kunnen andere regelen voor de verdeling bepalen.

Art. 73. — De verveeling van het actief kan niet geschieden vóór dat de schulden der vennootschap vereffend zijn of dat waarborgen aan de schuldeischers zijn gegeven noch vóórdat een jaar verlopen zij, te rekenen van de derde bekendmaking der uitnoodiging tot de schuldeischers gericht (art. 65, alinea 2).

De niet-opgeëischte sommen, alsmede het bedrag der schulden op termijn, staande onder voorwaarden of betwist zijnde, moeten worden in bewaargeving gestort.

De vereffenaars die deze bepalingen overtreden, zijn hoofdelijk aansprakelijk voor de verdeelde sommen. De rechtsvordering tot schadeloosstelling wordt beheerscht door de bepalingen van artikel 44, alinea 3 en 4.

Art. 74. — Na de sluiting van de vereffening, worden de boeken en de schrifturen van de vennootschap ter bewaring overgemaakt aan een der vennoten of aan een derde persoon voor een termijn van tien jaren. Bij ontstentenis van eene beschikking in de statuten of van eene beslissing der vennoten, wordt deze vennoot of deze derde bij rechterlijke beslissing aangewezen.

De vennoten en hunne opvolgers hebben het recht de boeken en de schrifturen na te zien. De schuldeischers kunnen bij rechterlijke beslissing worden gemachtigd er kennis van te nemen.

Art. 75. — Indien de akte van vennootschap niet de bindende bepalingen van artikel 3, alinea 1 inhoudt, of indien eene van deze bepalingen ongeldig is, dan kan elke vennoot, elke zaakvoerder en — bestaat er een raad van toezicht —, elk lid van dezen raad de ongeldigheid van de vennootschap aanvragen.

De bepalingen der artikelen 272 en 273 van het Wetboek van Koophandel zijn van toepassing.

Art. 76. — De gebreken betreffende de bepalingen in zake den handelsnaam der vennootschap, haar maatschappelijken zetel of het voorwerp der onderneming, kunnen worden goedge maakt door de eenparige goedkeuring der beraadslagende vennoten.

Art. 77. — De bepalingen betreffende de ontbinding zijn van toepassing in geval van nalating der inschrijving in het handelsregister.

De ongeldigheid treft niet de uitwerkselen van de akten die, namens de vennootschap, met derden werden aangegaan.

De vennoten moeten de beloofde stortingen doen, in de mate dat zulks voor de vereffening der schulden noodzakelijk is.

Art. 78. — De aangiften door deze wet voorzien, moeten door de zaakvoerders of de vereffenaars worden gedaan; deze voorzien bij artikel 7, alinea 1; artikel 12, alinea 1; artikel 57, alinea 1; artikel 58, alinea 1, n^o 3; en bij artikel 80, alinea 5, moeten worden gedaan door al de zaakvoerders.

Art. 79. — De strafboete door artikel 14 van het Wetboek van Koophandel gesteld wegens ontstentenis van de aangiften voorzien bij de artikelen 7, 55, 58, alinea 1; artikel 59, alinea 1, n^o 3; artikel 78, alinea 5, is niet van toepassing wanneer het een aangifte geldt, welke moet gedaan worden ter griffie van den maatschappelijken zetel.

HOOFDSTUK VI

SLOTBEPALINGEN

ART. 76. — De beteekeningen die krachtens deze wet moeten gedaan worden ter inschrijving in het handelsregister, moeten gedaan worden door al de zaakvoerders of door al de vereffenaars in eigen persoon, of neergelegd worden in den authentieken vorm.

ART. 77. — Wordt eene naamlooze vennootschap ontbonden, met het doel ze te veranderen in vennootschap met beperkte aansprakelijkheid, dan kan de vereffening van eerstgenoemde achterwege blijven, wanneer er voldaan wordt aan de navolgende bepalingen bij de oprichting van de nieuwe vennootschap.

Het kapitaal van de nieuwe vennootschap mag niet kleiner zijn dan het kapitaal van de ontbonden vennootschap.

De aandeelhouders moeten, door bekendmakingen of door eender welk ander gepast middel, in de gelegenheid worden gesteld deel te nemen in de nieuwe vennootschap met het gedeelte van het actief van de ontbonden vennootschap dat hun voor hunne aandelen toekomt. De aandelen der deelgenooten moeten ten minste de drie vierde vertegenwoordigen van het kapitaal der ontbonden vennootschap.

Het deel van het actief van de ontbonden vennootschap, toegekend aan elk aandeel, wordt berekend, volgens eene balans die aan de goedkeuring van de algemeene vergadering moet onderworpen worden. De beslissing die deze goedkeuring geeft, kan enkel getroffen worden door eene meerderheid van de drie vierde van het kapitaal vertegenwoordigd op de algemeene vergadering.

De nieuwe vennootschap moet beteekend worden ten uiterste één maand na de ontbinding van de naamlooze vennootschap, om ingeschreven te worden in het handelsregister. De inschrijving kan enkel geschieden, nadat het bewijs geleverd is dat de voorgaande bepalingen werden nageleefd.

ART. 78. — In het geval van artikel 77, gaat het vermogen van de ontbonden vennootschap, met inbegrip van de schulden, van rechtswege over naar de nieuwe vennootschap, van af den dag der inschrijving van deze in het handelsregister.

Elke aandeelhouder, die tot de nieuwe vennootschap niet toetreedt, kan van deze de uitbetaling eischen van eene som overeenkomend met zijn deel in het actief van de ontbonden vennootschap.

Onmiddellijk na de inschrijving van de nieuwe vennootschap in het handelsregister, moeten de schuldeischers van de ontbonden vennootschap door de zaakvoerders van de nieuwe vennootschap aangezocht worden zich aan deze te doen kennen. De schuldeischers die zich doen kennen en die zich niet bij de omvorming aansluiten, moeten betaald worden of een borgstelling ontvangen. De zaakvoerders zijn persoonlijk en hoofdelijk verbonden tegenover de schuldeischers van de ontbonden vennootschap voor de naleving van deze bepalingen.

ART. 79. — Worden gestraft met eene gevangenisstraf welke één jaar kan bereiken en, terzelfdertijd, met eene geldboete die 5,000 frank kan beloozen :

1° De zaakvoerders en de leden van eene vennootschap met beperkte aansprakelijkheid die, om de inschrijving van de statuten in het handelsregister te bekomen, evenals de zaakvoerders die, om de inschrijving in het register van

eene kapitaalsverhooging te bekomen, met voorbedachten rade aan de rechtbank (art. 7, al. 1) valsehe inlichtingen hebben verschaft, betreffende de stortingen gedaan op de maatschappelijke aandeelen;

2^o De zaakvoerders van eene vennootschap met beperkte aansprakelijkheid die, om de inschrijving in het handelsregister van eene kapitaalvermindering te bekomen, met voorbedachten rade aan de rechtbank (art. 7, al. 1) eene onnauwkeurige verklaring hebben gegeven over de betaling aan de schuldeischers of over de waarborgen die hun werden gegeven;

3^o De zaakvoerders, vereffenaars evenals de leden van den toezichtsraad of van een lichaam van gelijken aard als eene vennootschap met beperkte aansprakelijkheid die, in eene openbare bekendmaking, valschelijk den geldelijken toestand van de vennootschap aangeven of verhehlen.

De rechtbank mag ook het verval van de politieke rechten uitspreken.

Zijn er verzachtende omstandigheden, dan wordt de geldboete alleen toegepast.

ART. 80. — De strafbepalingen van de artiken 209 tot 211 van de wet op de faillissementen, zijn mede van toepassing op de zaakvoerders van eene vennootschap met beperkte aansprakelijkheid die hare betalingen gestaakt heeft of die failliet werd verklaard, wanneer zij in hunne hoedanigheid handelingen hebben verricht, die deze straffen na zich sleepen.

ART. 81. — De zaakvoerders of de vereffenaars van eene vennootschap met beperkte aansprakelijkheid worden gestraft met eene gevangenisstraf die kan gaan tot drie maanden en tegelijkertijd tot eene geldboete die tot 1,000 mark kan belooopen, wanneer zij, in strijd met het bepaalde in de artikelen 65 en 72, alinea 1, de faillietverklaring niet gevorderd hebben.

Zijn er verzachtende omstandigheden, dan wordt alleen de geldboete uitgesproken.

Geene straf wordt uitgesproken ten laste van dengene tegen wien het bewijs is geleverd, dat het niet indienen van den eisch tot faillietverklaring hem niet kan aangerekend worden.

**FRANSCHÉ WÉT VAN 7 MAART 1925,
waarbij vennootschappen met beperkte aansprakelijkheid
worden tot stand gebracht.**

EERSTE ARTIKEL.

Buiten de naamlooze vennootschappen die zijn en blijven onderworpen aan de wetgeving betreffende de naamlooze vennootschappen, kunnen vennootschappen opgericht worden waarin geen der vennoten aansprakelijk is tot een hooger bedrag dan dat van zijn inbreng.

Deze vennootschappen worden genoemd : vennootschappen met beperkte aansprakelijkheid en worden onderworpen aan de volgende bepalingen :

ART. 2.

Zij kunnen voor om 't even welk doel worden gesticht.

De verzekerings-, kapitalisatie- en spaarmaatschappijen kunnen echter dien vorm niet aannemen.

ART. 3.

Welk ook hun doel weze, zijn de vennootschappen met beperkte aansprakelijkheid handelsvennootschappen en aan de wetten en de gebruiken van den koophandel onderworpen.

ART. 4.

Hun bestaan wordt vastgesteld hetzij bij akte vóór notaris verleden, hetzij bij onderhandsche akte.

Is de akte onderhandsch, dan worden er zooveel origineelen van opgemaakt als noodig is opdat één er van bewaard blijve ten maatschappelijken zetel en de overige, tot staving van de onderscheidene vereischte formaliteiten.

Al de vennoten moeten bij de akte tusschenkomen in eigen persoon of door gevolmachtigden die van eene bijzondere lastgeving kunnen doen blijken.

Het is de vennootschap ontzegd, voor eigen rekening, door openbare onderschrijving, welkdanige roerende waarden uit te geven.

ART. 5.

Het getal der vennoten is beperkt tot zestig. Het kan alleen uit twee bestaan.

ART. 6.

Het maatschappelijk kapitaal moet ten minste 25,000 frank bedragen. Beneden dit bedrag mag het niet verminderd worden.

Het wordt verdeeld in maatschappelijke deelbewijzen van 100 frank of van meervouden van 100 frank.

ART. 7.

De vennootschappen met beperkte aansprakelijkheid kunnen slechts definitief worden gesticht, nadat al de deelbewijzen, in de akte van vennootschap, onder de deelgenooten zullen omgeslagen en volgestort zijn.

De maatschappelijke deelbewijzen, geheel of gedeeltelijk overeenkomende met inbrengen in natuur, moeten volgestort zijn op het oogenblik van de stichting der vennootschap.

De oprichters moeten uitdrukkelijk in de akte van vennootschap verklaren dat deze voorwaarden zijn vervuld.

ART. 8.

De akte van vennootschap moet de raming van de inbrengen in natuur vermelden. De vennoten zijn aansprakelijk tegenover derden voor de waarde van de inbrengen in natuur, toegekend op het oogenblik van de stichting der vennootschap.

De rechtsvordering tot aansprakelijkheid, uit de bepalingen der vorige paragraaf voortvloeiende, verjaart na tien jaar te rekenen van af de stichting der vennootschap.

ART. 9.

Iedere vennootschap met beperkte aansprakelijkheid, gesticht in strijd met de voorschriften van de artikelen 2, 4, 5, 6, 7 en 8, is nietig en van geener waarde ten aanzien van de betrokkenen.

De nietigheid kan door de deelgenooten niet aan derden worden tegengesteld.

ART. 10.

Wanneer de nietigheid van de vennootschap is uitgesproken naar luid van het vorig artikel, zijn de vennoten, aan dewelke de nietigheid te wijten is, aansprakelijk jegens de overigen en tegen derden, hoofdelijk onder elkander en met de eerste zaakvoerders, voor de schade uit deze nietigverklaring voortvloeiende.

De rechtsvorderingen tot nietigverklaring en tot aansprakelijkheid verjaren na tien jaar.

ART. 11.

De vennootschap met beperkte aansprakelijkheid wordt ofwel betiteld door de aanduiding van het voorwerp harer onderneming, ofwel aangeduid onder een maatschappelijken naam die de namen van een of meer deelgenooten omvat.

ART. 12.

Binnen de maand van de stichting der vennootschap, wordt een afschrift van de oprichtingsakte, indien zij voor notaris is verleden, of een origineel, indien zij onderhandsch is, neergelegd ter griffiën van het Vredegerecht en van de Rechtbank van Koophandel in de plaats waar de vennootschap is gevestigd.

ART. 13.

Binnen hetzelfde tijdsbestek van ééne maand, wordt een uittreksel van de oprichtingsakte bekendgemaakt in een der dagbladen welke wettelijke aankondigingen mogen opnemen.

Het bewijs van de inlassching wordt geleverd door een exemplaar van het dagblad, voor waar verklaard door den drukker, bekrachtigd door den burgemeester, geregistreerd binnen drie maanden na zijne dagteekening.

De bij het vorig artikel en bij onderhavig artikel voorgeschreven formaliteiten

zullen, op straffe van nietigheid, worden nageleefd ten opzichte van de belanghebbenden; echter zal het in gebreke zijn van een onder hen niet door de vennoten aan derden kunnen tegengesteld worden.

ART. 14.

Het uittreksel moet aanduiden dat de vennootschap een vennootschap met beperkte aansprakelijkheid is; haar doel; de namen der vennoten; den handelsnaam of de door de vennootschap aangenomen benaming, en den maatschappelijken zetel; de personen belast met de zaakvoering, het beheer of de handteekening der vennootschap; het beloop van het maatschappelijk kapitaal; den aard en de waarde van de inbrengen in natuur; het beding waarbij interesten aan de vennoten worden toegekend, zelfs bij gemis aan winsten naar luid van artikel 34; het tijdstip waarop de vennootschap aanvangt, datgene waarop zij moet eindigen en den datum der neerlegging ter griffiën van het Vredegerecht en van de Rechtbank van Koophandel.

ART. 15.

Heeft de vennootschap meer inrichtingen of filialen, in onderscheidene gebieden gevestigd, dan geschieden de neerlegging voorgeschreven in artikel 12 en de bekendmaking voorgeschreven in artikel 13, in ieder arrondissement waar deze inrichtingen of filialen bestaan.

In steden die in onderscheidene inrichtingen verdeeld zijn, zal de neerlegging enkel geschieden ter griffie van het Vredegerecht in wiens gebied de voornaamste inrichting gevestigd is.

ART. 16.

Het uittreksel wordt onderteekend door den notaris die de akte der vennootschap heeft ontvangen of, indien deze akte onderhandsch is, door een der vennoten die daartoe met een bijzondere volmacht is bekleed.

ART. 17.

Al de akten en beraadslagingen die tot doel hebben de wijziging van de stukken en om 't even welke persoonswisseling onder de vennoten, zijn onderworpen aan de formaliteiten en strafbepalingen voorzien bij de artikelen 12 en 13.

ART. 18.

In al de akten, facturen, aankondigingen, bekendmakingen of andere stukken van de vennootschap uitgaande, moet de handelsnaam steeds onmiddellijk zijn voorafgegaan of gevolgd van de goed leesbaar en voluit geschreven woorden : « Vennootschap met beperkte aansprakelijkheid » en de vermelding van het beloop van het maatschappelijk kapitaal.

Elke overtreding van de voorgaande bepalingen wordt gestraft met een geldboete van 50 tot 1,000 frank.

ART. 19.

Iedereen heeft het recht inzage te nemen van de stukken neergelegd ter griffie van het Vredegerecht en van de Rechtbank van Koophandel, of zell's er zich, op zijn kosten, afschriften of uittreksels van te doen afleveren door den griffier.

ART. 20.

De vennootschap moet in het handelsregister worden ingeschreven, ingevoerd bij de wet van 18 Maart 1919 en dit binnen den termijn en onder de bij deze wet bepaalde sancties.

De krachtens artikel 6 dezer wet aan den griffier te doene aangifte, moet — behalve de bij dit artikel voorgeschreven vermeldingen — behelzen : de namen en voornamen der vennoten, het geboortedatum en geboorteplaats, eenieders nationaliteit met al de bij artikel 4, 4^o van gemelde wet voorgeschreven aanduidingen.

De bij artikel 7 der wet van 18 Maart 1919 aangegeven vermeldingen moeten insgelijks in het handelsregister geboekt worden.

De vennootschap zal insgelijks in het centraal handelsregister moeten ingeschreven worden, naar luid van artikel 10 van gemelde wet.

ART. 21.

De maatschappelijke deelbewijzen kunnen niet vertegenwoordigd worden door verhandelbare titels, nominatieve titels, titels aan houder of aan order; zij kunnen slechts worden overgedragen overeenkomstig de bepalingen van de navolgende artikelen.

ART. 22.

De maatschappelijke deelbewijzen kunnen niet worden overgedragen aan buiten de vennootschap staande derden, tenzij met de toestemming van de meerderheid der vennoten, ten minste de drie vierde van het maatschappelijk kapitaal vertegenwoordigende.

ART. 23.

De overdrachten van maatschappelijke deelbewijzen moeten bij een notarieele of onderhandsche akte worden vastgesteld.

Zij kunnen slechts aan de vennootschap en aan derden worden tegengesteld, nadat zij aan de vennootschap zijn beteekend of door haar zijn aanvaard geworden bij een notarieele akte, naar luid van artikel 1690 van het Burgerlijk Wetboek.

ART. 24.

De vennootschappen met beperkte aansprakelijkheid worden beheerd door een of meer deelhebbende of niet deelhebbende bezoldigde of niet bezoldigde gevolmachtigden.

Zij worden, hetzij in de akte der vennootschap, hetzij in een latere akte, voor een beperkten of voor een onbeperkten tijd, door de vennoten benoemd. Tenzij het in de statuten anders ware bedongen, bezitten zij alle macht om, in alle omstandigheden, voor de vennootschap handelend op te treden; alle bij overeenkomst bedongen machtsbeperking der zaakvoerders blijft, tegenover derden, zonder gevolg.

De bij de akte van vennootschap of bij een latere akte benoemde zaakvoerders kunnen enkel om rechtmatige redenen worden afgezet.

ART. 25.

De zaakvoerders zijn, overeenkomstig de regelen van het gemeen recht, individueel of hoofdelijk, volgens de gevallen, aansprakelijk tegenover de vennoot-

schap en tegenover derden, hetzij wegens inbreuken op de beschikkingen dezer wet, hetzij wegens schending der statuten, hetzij wegens door hen in hunne zaakvoering gedane missingen.

ART. 26.

De beslissingen der vennooten worden in vergaderingen genomen.

Het houden eener vergadering is echter niet noodig, wanneer het getal der vennooten niet hooger is dan *twintig*. In dit geval, zal ieder vennoot den tekst van de uitdrukkelijk geformuleerde besluiten of beslissingen ontvangen, die moeten getroffen worden, en zal hij zijne stemming schriftelijk uitbrengen.

ART. 27.

In beide gevallen, bij het vorig artikel voorzien, is geen beslissing geldig getroffen, dan in zooverre zij is aangenomen geworden door de vennooten die meer dan de helft van het maatschappelijk kapitaal vertegenwoordigen. Behoudens tegenstrijdig beding in de statuten, bijaldien dit cijfer niet bij de eerste stemming wordt bereikt, worden de deelgenooten een tweede maal, door middel van aangeteekende brieven opgeroepen, en de beslissingen worden genomen bij de meerderheid der uitgebrachte stemmen, welke ook het gedeelte zij van het vertegenwoordigd kapitaal.

ART. 28.

Ondanks elk strijdig beding van de akte der vennootschap, kan ieder vennoot deelnemen aan de beslissingen.

Ieder vennoot heeft een getal stemmen gelijk aan het getal door hem bezeten maatschappelijke deelen.

ART. 29.

In de vennootschappen met meer dan twintig deelhebbers, moet, ten minste ieder jaar, een algemeene vergadering worden gehouden op het bij de statuten vastgesteld tijdstip.

Andere vergaderingen kunnen steeds worden bijeengeroepen door den of de zaakvoerders, bij hunne ontstentenis, door den Raad van toezicht, zoo er een bestaat, en, bij ontstentenis daarvan, door de vennooten die meer dan de helft van het maatschappelijk kapitaal vertegenwoordigen.

ART. 30.

Ieder vennoot mag, zelf of door een gevolmachtigde, ten maatschappelijken zetel inzage nemen van den inventaris, de balans en het verslag van den Raad van toezicht ingesteld overeenkomstig artikel 32.

In de vennootschappen met meer dan twintig leden, zal deze inzage slechts toegelaten zijn gedurende vijftien dagen deze algemeene vergadering voorafgaande.

ART. 31.

Alleen bij eenparigheid van stemmen, kunnen de vennooten de nationaliteit van de vennootschap veranderen. Alle overige statutenwijzigingen worden

beslist bij de meerderheid van de vennoten die de drie vierde van het maatschappelijk kapitaal vertegenwoordigen.

Nochtans kan, in geen geval, de meerderheid een der vennoten verplichten zijn maatschappelijk aandeel te verhoogen.

ART. 32.

In elke vennootschap met beperkte aansprakelijkheid, met meer dan twintig vennoten, wordt een Raad van toezicht ingesteld bestaande uit minstens drie vennoten.

Deze Raad wordt in de akte van vennootschap benoemd. Hij is aan herkiezing onderworpen op de bij de statuten bepaalde tijdstippen.

De bevoegdheid van den Raad van toezicht wordt bepaald in artikel 10, eerste en tweede alinea's der wet van 24 Juli 1867.

De leden van dezen Raad zijn niet aansprakelijk wegens de handelingen van de zaakvoerders en van de uitslagen dier handelingen.

Ieder lid van den Raad van toezicht is, hetzij tegenover de vennootschap, hetzij tegenover derden, aansprakelijk voor zijne persoonlijke missingen bij de uitvoering van zijn mandaat.

ART. 33.

Jaarlijks, wordt op de winsten ten minste een twintigste afgenomen, bestemd voor de vorming van een reservefonds.

Deze afhouding houdt op verplichtend te zijn, wanneer het reservefonds een tiende van het maatschappelijk kapitaal heeft bereikt.

ART. 34.

In de akte van vennootschap mag worden bedongen, doch alleen voor het tijdsverloop dat noodig is voor de uitvoering der werken die, volgens het doel der vennootschap, den aanvang van hare verrichtingen moeten voorafgaan, dat de vennoten zullen recht hebben op interesten van een bepaalden rentevoet, zelfs bij gebrek aan winsten. Dit tijdsverloop wordt in de akte van vennootschap bepaald.

Deze bepaling moet, op straffe van nietigheid, in het uittreksel der akte van vennootschap worden gelascht, bekendgemaakt in een dagblad voor wettelijke aankondigingen, krachtens artikel 13.

Het bedrag van de aldus betaalde interesten moet begrepen worden onder de kosten van eerste inrichting en, op de wijze en binnen het tijdsverloop door de statuten te bepalen, met deze onkosten worden omgeslagen over de jaren die winsten zullen opleveren.

ART. 35.

De terugeisning van de dividenden, welke niet overeenkomen met werkelijk verkregen winsten, is tegen de vennoten, die dezelve ontvangen hebben, toegelaten.

De rechtsvordering tot terugeisning verjaart na vijf jaren, te rekenen van den dag bepaald voor de uitkeering der dividenden.

Art. 36.

De vennootschap is niet ontbonden door plaatsing onder curateele, failliet, staking van betaling of overlijden van een der deelgenooten, tenzij het door de statuten anders is bepaald.

Art. 37.

Worden gestraft met eene geldboete van 500 tot 10,000 frank en eene gevangenzitting van vijftien dagen tot zes maanden of met slechts eene dezer straffen :

De oprichters die in de akte van vennootschap een valsehe verklaring hebben gedaan omtrent de verdeeling der maatschappelijke deelbewijzen onder de deelgenooten of omtrent de volstorting door dezen ;

De zaakvoerders die, rechtstreeks of door tussehenpersoon, voor rekening van de vennootschap, een openbare inschrijving op welkdanige roerende waarden geopend hebben.

Art. 38.

Worden gestraft met de straffen gesteld door artikel 405 van het Wetboek van Strafrecht, onverminderd de toepassing van dit artikel op al de feiten die het wanbedrijf van zwendelarij uitmaken :

Zij die, met behulp van bedrieglijke handelingen, aan een inbreng in natura een hooger en aanslag hebben doen geven dan zijn wezenlijke waarde ;

De zaakvoerders die, bij ontstentenis van inventarissen of door middel van bedrieglijke inventarissen, onder de vennoten de verdeeling van fictieve dividenden hebben verricht.

Art. 39.

Artikel 463 van het Wetboek van Strafrecht is toepasselijk op al de wanbedrijven voorzien door de bepalingen van deze wet.

Art. 40.

In de statuten van de vennootschappen met beperkte aansprakelijkheid, kan worden bepaald dat het maatschappelijk kapitaal zal mogen worden vermeerderd met achtereenvolgende stortingen, gedaan door de vennoten of de toelating van nieuwe vennoten ; er zal mogen worden verminderd door de geheele of gedeeltelijke terugneming van den inbreng.

De vennootschappen waarvan de statuten vorenvermelde bepaling bevatten, worden onderworpen, afgezien van de regelen voorzien in deze wet, aan de beschikkingen der wet van 24 Juli 1867, betreffende de vennootschappen met veranderlijk kapitaal (art. 48 tot 54).

Art. 41.

De vennootschappen onder gemeenschappelijken naam of de vennootschappen bij wijze van enkele geldschieting en de naamlooze vennootschappen, voor of na deze wet opgericht, kunnen in vennootschappen met beperkte aansprakelijkheid veranderd worden, met voorbehoud der rechten van de derden.

Onder hetzelfde voorbehoud, zullen de vennootschappen met beperkte aansprakelijkheid, opgericht overeenkomstig deze wet, kunnen veranderd worden in naamlooze vennootschappen.

ART. 42.

De belasting op het inkomen der roerende kapitalen, gevestigd bij het eerste artikel der wet van 29 Juni 1872 en artikel 31 der wet van 29 Maart 1914, en bij artikel 50 der wet van 25 Juni 1920, is niet toepasselijk, in de vennootschappen in deze wet voorzien, op de dividenden, interesten, achterstallige renten en andere opbrengsten, welke aan de zaakvoerders toekomen, en die voorzien worden in artikel 24 van onderhavige wet.

Deze vennootschappen zijn onderworpen aan de mededeelingen, voorgeschreven bij de artikelen 16 en 28 van de wet van 5 Juni 1850, 22 der wet van 23 Augustus 1871 en 7 der wet van 21 Juni 1875, met toepassing van de sancties verordend zoowel bij deze wetten als bij artikel 5 der wet van 17 April 1906.

ART. 43.

De bepalingen dezer wet zijn toepasselijk in Algerië en in de Koloniën.

ENGELSCH WETGEVING

Door geen enkel Act, door geen enkel afzonderlijk hoofdstuk der Companies Act, heeft de Engelsche wetgever de stof geregeld van de Private Companies welke overeenstemmen met de vennootschappen met beperkte aansprakelijkheid volgens het Fransche en volgens het Duitsche recht.

Hij heeft en zich toe beperkt, door achtereenvolgende bepalingen, in de algemeene wetgeving verspreid, dergelijke Companies vrij te stellen van zekere verplichtingen die aan de overige Companies worden opgelegd.

De term Private Companies komt aldus in de wet voor, lang vóór dat zij omschreven waren, — en deze omschrijving bepaalt terzelfdertijd de voorwaarden van hun bestaan in 1913.

Voor het overige, worden zij beheerscht door de algemeene wet.

Als voorbeelden kan men aanhalen zekere beschikkingen die opgegeven worden als zijnde niet toepasselijk op de Private Companies.

Companies Act, 1907.

(28 Augustus 1907.)

Prospectus en Verdeeling.

SECTIE I (5) ⁽¹⁾. — Dit artikel is niet van toepassing op de bij onderhavige akte omschreven *Private Companies*, noch op eenige andere vennootschap welke overgegaan is tot de verdeeling van aandelen of obligaties vóór dat die akte in werking is getreden.

SECTIE 21. — Iedere vennootschap welke, naar luid van artikel 26 der wet van 1862 op de vennootschappen, verplicht is aan den *Registrar* een samenvatting te doen geworden, moet daarin doen voorkomen een beschrijving van den toestand op een datum als door hem wordt bepaald, onder den vorm van een door de commissarissen der vennootschap goedgekeurde balans. Deze beschrijving van den toestand zal, beknopt, vermelden het maatschappelijk kapitaal, de maatschappelijke lasten en het maatschappelijk bezit, en zal de noodige bijzonderheden opgeven welke den algemeenen aard van de lasten en van het bezit doen kennen en aangeven op welke wijze men er toe gekomen is het vast bezit de vennootschap te begrooten, zonder dat het echter noodig zij aan de balans een rekening van baten en verliezen te hechten.

Het is verstaan dat dit artikel niet van toepassing zal zijn op de *Private Companies*.

SECTIE 22 (2). — Een *private Company* zal verschoond zijn het naar luid van artikel 12 der wet van 1900 op de vennootschappen voorgeschreven verslag over te maken of neer te leggen.

⁽¹⁾ De sectie I, in hare onder-afdeelingen 1 tot 4, geeft den inhoud van de in de plaats van het prospectus komende aangifte, welke moet neergelegd worden door de vennootschappen die geen prospectus verstrekken voor de openbare uitgifte van hunne aandelen.

SECTIE 23 (1). — De houders van preferentaandeelen of van obligaties eener vennootschap hebben, even al de houders van gewone aandeelen derzelve, het recht de balans der vennootschap, de verslagen der commissarissen en alle andere ter beschikking van de houders van gewone aandeelen der vennootschap gestelde verslagen te ontvangen en te onderzoeken.

(2) Dit artikel is niet toepasselijk op de *private Companies* noch op de vennootschappen die geregistreerd zijn geweest vóór het in werking stellen dezer wet.

SECTIE 37 (1, 2, 3). — (Bepaling van de *private Company* — hernoemen en gewijzigd in de Sectie 121 der Akte van 1908).

(4) Overal waar een minimum van 7 leden is vereischt door de wetten op de vennootschappen, wordt dit getal verminderd tot 2 leden, indien het een *private Company* betreft.

Companies (Consolidation) Act 1908.

(21 December 1908.)

SECTIE 91. — Buiten de aandeelen eener vennootschap, uitgegeven met het doel de noodige geldmiddelen te bezorgen om de kosten te dekken van zekere werken of gebouwen, of de omzetting van zekere inrichtingen die binnen een lang tijdsbestek geen winsten vermogen op te leveren, kan de *Company* interesten uitkeeren op dit kapitaal, binnen de perken van den voor dit tijdsbestek voorzien termijn.

Mits de in deze sectie vermelde voorwaarden en beperkingen, en met last van dit bedrag in kapitaal te boeken ten titel van onkosten van gebouwen, werken of van inrichting.

Voorzien zijnde dat :

1° Geen enkele betaling van dien aard mag gedaan worden zoo daartoe niet gemachtigd werd bij de statuten of bijzonder besluit ;

2° Geen enkele betaling van dien aard, hoewel door de statuten of door een bijzonder besluit gemachtigd, mag gedaan worden zonder voorafgaandelijke goedkeuring van de *Board of Trade* ;

3° De *Board of Trade*, alvorens zulk een betaling te bewilligen, een persoon mag aanduiden, belast om, op kosten der *Company*, haar verslag te doen over de omstandigheden en, alvorens haar goedkeuring te geven, de vennootschap mag aanmanen haar waarborgen te leveren omtrent de betaling der kosten van onderzoek ;

4° De betaling uitsluitend zal geschieden voor den termijn door de *Board of Trade* te bepalen. In geen geval, zal deze termijn verder mogen strekken dan een semester van den termijn binnen welken de werken, gebouwen of inrichtingen werden verwezenlijkt of voorzien ;

5° Het bedrag van den interest in geen geval hooger mag zijn dan 4 t. h. of een lager procent, bijaldien alzoo werd beslist door het « Order in Concil ;

6° De uitkeering van den interest niet zal worden aangezien als zijnde eene aflossing gedaan op de aandeelen ;

7° De rekeningen van de vennootschap zullen moeten melding maken van het aandelen-kapitaal en van het bedrag van den interest vooraf gelicht gedurende den termijn waarop die rekeningen betrekking hebben ;

SECTIE 115. — Indien, op eenig tijdstip, het getal leden eener *Companie* tot minder dan 2 is verminderd, zoo het eene private « *Companie* » betreft, of tot minder dan 7, zoo het eene andere « *Companie* » betreft, en nog langer dan zes maanden blijft voortduren zelfs dan, wanneer het getal der leden alzo is verminderd, zal ieder lid van de « *Companie* », — gedurende dien termijn, op de hoogte zijnde van die voortzetting der zaken met minder dan 2 of 7 leden, — hoofdelijk aansprakelijk zijn voor de geheelheid der in dien termijn aangegane schulden, zonder dat de overige leden bij die rechtsvordering kunnen betrokken worden.

SECTIE 121 (1). — Voor de toepassing van onderhavige wet, wordt door private *Companie* » verstaan een vennootschap wier statuten :

- a) de verhandelbaarheid harer aandelen verminderen en
- b) ⁽²⁾ het getal harer leden (niet inbegrepen die welke in dienst zijn van de vennootschap) op 50 beperken ⁽¹⁾ en
- c) alle beroep op het publiek ontzegt, met het oog op de inschrijving op aandelen of obligaties van de vennootschap.

(2) Een private « *Companie* » kan, onverminderd de bepalingen van haar « *vereenigingsmemorandum* » of die van hare statuten, zich omvormen tot een openbare « *Companie* », ingevolge van een bijzonder besluit en van het overmaken aan den *Registrar* van de nota die het prospectus vervangt, hetwelk zij hem had dienen te overhandigen naar luid van onderhavige wet, indien zij een openbare vennootschap ware geweest, alvorens hare aandelen of obligaties te verdeelen. Zij zal eveneens alle andere aangiften moeten doen, waartoe zij zou gehouden zijn geweest indien zij als openbare vennootschap ware gevestigd geworden.

(3). Indien twee of meer personen gezamenlijk een of meer aandelen van een « *Companie* » bezitten, zullen zij, voor de toepassing van deze sectie, aangezien worden als zijnde slechts een enkel lid.

SECTIE 129. — Een vennootschap kan door het Hof in liquidatie worden verklaard :

I. — Indien de vennootschap een bijzonder besluit heeft aangenomen voor inliquidatiestelling door het Hof;

II. — Bij gebreke van aflevering van het bij de statuten bepaald verslag of van het houden der bij de statuten voorziene algemeene vergadering;

III. — Indien de vennootschap niet hare verrichtingen aanvangt binnen het jaar van hare registratie of dezelve gedurende een jaar schorst;

IV. — Indien het getal de leden tot op minder dan 2 wordt beperkt, zoo het een *Private Companie* betreft, of tot minder dan 7, zoo het een andere vennootschap geldt;

V. — Indien de vennootschap in de onmogelijkheid verkeert hare schulden te kwijten;

VI. — Indien het Hof van oordeel is dat het rechtvaardig en billijk is de liquidatie uit te spreken.

(1) Gewijzigd door de « *Companies Act 1913* », sectie 4, 26b.

Companies (Consolidation) Act 1913.

SECTIE 1 (1). — Wanneer de statuten eener « *Companie* » bepalingen behelzen waarvan de inlassching — naar luid van de sectie 121 der *Companies (Consolidation) Act* van 1908, door onderhavige gewijzigd — wordt vereischt om, naar luid van gezegde acte, als *Private Companie* te kunnen opgericht worden, en in gebreke is zich te voegen naar een of ander dezer bepalingen, zal deze « *Companie* » ophouden de voorrechten en vrijstellingen te genieten, welke toegekend zijn aan de private « *Companies* » vermeld in de cedel krachtens de bepalingen van die acte.

Onder voorbehoud dat het Hof, — bijaldien het genoegzaam is bewezen dat het niet-naleven van deze voorwaarden te wijten is aan het toeval of aan de onoplettendheid, of dat een andere verschooning kan aangenomen worden, of dat het, voor andere redenen, billijk en rechtvaardig is om een nadeel te voorkomen, — op aanvraag van de « *Companie* » of van ieder ander belanghebbenden persoon, kan bevelen dat de « *Companie* » zal ontheven worden van vorenvermelde gevolgen, naar luid en op de wijze als het Hof rechtvaardig en doelmatig zal oordeelen.

(2) In de onder-afdeling 1 van gezegde Sectie 121 der *Companies (Consolidation) Act* van 1908, zal de volgende paragraaf, § 6 vervangen :

b) Beperken tot op 50 het getal harer leden, niet inbegrepen de personen die in dienst zijn van de « *Companie* » en die welke, na het ambt te hebben gestaakt, lid van de « *Companie* » zijn gebleven en...

SECTIE 3. — Iedere *Private Companie* zal, met de jaarlijksche lijst van hare leden en met de samenvatting vereischt door artikel 26 der *Companies (Consolidation) Act 1908*, een verklaring overmaken, geteekend door den directeur, tot bewijs dat de « *Companie* », sedert den datum van het jongste verslag of sedert hare incorporatie (zoo dit verslag het eerste is) het publiek niet uitgenoodigd heeft in te schrijven op aandeelen of obligaties van de « *Companie* ».

Indien er betoogd wordt, in geval de ledenlijst vermeldt dat het getal der *Companie*-leden meer dan 50 bedraagt, dat dit teveel uitsluitend bestaat uit personen die, — naar luid van artikel 121 der acte, door onderhavig artikel gewijzigd, moeten uitgesloten worden om het getal op vijftig terug te brengen.

CHAMBRE
des Représentants.

KAMER
der Volksvertegenwoordigers.

Rapport sur la proposition
de loi instituant en droit commercial
« Les Sociétés familiales ».

Verslag over het wetsvoorstel waarbij
de « Familie-Vennootschappen »
naar handelsrecht worden tot stand
gebracht.

TEXTE PROPOSÉ
PAR LA COMMISSION

TEKST DOOR DE COMMISSIE
VOORGESTELD

Projet de loi
instituant des sociétés privées
à responsabilité limitée.

Wetsontwerp waarbij private ven-
nootschappen met beperkte aan-
sprakelijkheid worden tot stand
gebracht.

ARTICLE PREMIER.

EERSTE ARTIKEL.

Les dispositions suivantes formeront
la section XIII du titre V^{bis} du livre 1^{er}
du Code de Commerce.

De volgende bepalingen zullen de
afdeeling XIII van titel V^{bis} van boek I
in het Wetboek van Koophandel uit-
maken.

Cette section sera intitulée : *Des*
sociétés privées à responsabilité limitée.

Deze afdeeling zal als titel dragen :
Private vennootschappen met beperkte
aansprakelijkheid.

ART. 114^{bis}. — Les sociétés privées
à responsabilité limitée sont celles où
des associés en nombre limité n'enga-
gent qu'une mise déterminée, et dont
les parts sociables représentées exclu-
sivement par des titres non négociables
ne peuvent être cédées que conformé-
ment aux modes et conditions prescrits
par la présente section.

ART. 114^{bis}. — De private vennoot-
schappen met beperkte aansprakelijk-
heid zijn diegene waarin vennoten,
in beperkt getal, zich slechts tot een
bepaalden inleg verbinden en waarin de
maatschappelijke deelbewijzen uitslui-
tend door niet verhandelbare titels ver-
tegenwoordigd, alleenlijk kunnen afge-
staan worden overeenkomstig de in deze
afdeeling voorgeschreven wijzen en
voorwaarden.

ART. 114³. — Elles peuvent être
constituées pour un objet quelconque.

ART. 114³. — Zij kunnen voor om
't even welk doel worden opgericht.

Toutefois les sociétés d'assurances,
de capitalisation et d'épargne ne peu-
vent adopter cette forme.

De verzekerings-, kapitalisatie- en
spaarmaatschappijen kunnen echter dien
vorm niet aannemen.

Art. 114¹. — Le nombre des associés est limité à soixante.

Il peut être de deux seulement.

Les époux peuvent valablement intervenir comme associés dans les sociétés constituées sous la forme de sociétés privées à responsabilité limitée.

Art. 114⁵. — Le capital social doit être de 50,000 francs au moins. Il ne peut être réduit au-dessous de ce chiffre.

Art. 114⁶. — La constitution d'une société privée à responsabilité limitée requiert :

1° qu'il y ait deux associés au moins;

2° que le capital soit intégralement souscrit;

3° que chacune des parts souscrites en numéraire soit libérée d'un cinquième au moins; toutefois si le capital social ne dépasse pas cinquante mille francs cette libération devra être intégrale.

4° que les parts sociales correspondant en tout ou en partie à des apports en nature soient entièrement libérées au moment de la constitution de la société.

Les souscripteurs à l'acte constitutif sont considérés comme fondateurs. Les dispositions de l'article 33 — à l'exception du 1° du dit article — leur sont applicables.

Art. 114⁷. — Les dispositions des articles 30 et 33, à l'exception du second alinéa, sont applicables aux sociétés privées à responsabilité limitée.

Art. 114⁸. — Sans préjudice aux obligations dérivant de l'article 12, toute société privée à responsabilité limitée doit tenir un registre contenant

Art. 114¹. — Het getal vennoten is beperkt op zestig.

Het kan alleen uit twee bestaan.

De echtgenooten kunnen op geldige wijze als vennoten handelend optreden in de vennootschappen opgericht onder den vorm van private vennootschappen met beperkte aansprakelijkheid.

Art. 114⁵. — Het maatschappelijk kapitaal moet ten minste 50,000 frank bedragen. Beneden dit bedrag mag het niet verminderd worden.

Art. 114⁶. — Bij de oprichting eener private vennootschap met beperkte aansprakelijkheid wordt vereischt :

1° dat er ten minste twee vennoten zijn;

2° dat het kapitaal in zijn geheel ingeschreven zij;

3° dat elk der in gereed geld ingeschreven deelbewijzen ten minste tot beloop van een vijfde afbetaald zij; indien echter het maatschappelijk kapitaal niet meer dan vijftig duizend frank bedraagt, moet deze afbetaling volledig zijn.

4° dat de maatschappelijke deelbewijzen, geheel of gedeeltelijk overeenkomende met inbrengen in natuur, geheel afbetaald zijn op het oogenblik van de oprichting der vennootschap.

De onderteekenaars bij de oprichtingsakte worden als oprichters aangezien. De bepalingen van artikel 33 — behalve het 1° van gezegd artikel — zijn op hen van toepassing.

Art. 114⁷. — De bepalingen van de artikelen 30 en 33, behalve het tweede lid, zijn van toepassing op de private vennootschappen met beperkte aansprakelijkheid.

Art. 114⁸. — Onverminderd de verplichtingen voortvloeiende uit artikel 12, moet iedere private vennootschap met beperkte aansprakelijkheid een register

copies intégrales et conformes : 1° de l'acte constitutif de la société; 2° des actes apportant des modifications au dit acte.

A la suite de ceux-ci seront relatés les noms, professions et demeures des associés, la mention des cessions de parts sociales et la date de la signification ou acceptation.

Tout associé pourra prendre connaissance de ce registre.

ART. 114⁹. — La société à responsabilité limitée, est soit qualifiée par une dénomination particulière indiquant l'objet de son entreprise, soit désignée sous une raison sociale comprenant les noms d'un ou de plusieurs associés.

L'article 28, alinéas 2 et 3 lui est applicable.

ART. 114¹⁰. — Dans tous les actes, factures, annonces, publications ou autres pièces, documents émanés des sociétés privées à responsabilité limitée, on doit toujours trouver la dénomination sociale précédée ou suivie immédiatement des mots écrits lisiblement et en toutes lettres : « Société privée à responsabilité limitée avec l'indication précise du siège social et de l'énonciation du montant du capital social. »

Les articles 79, alinéas 2 et 3, 80 et 81, leur sont en outre applicables.

ART. 114¹¹. — Les parts sociales ne peuvent être représentées par des titres négociables, nominatifs, au porteur ou à ordre; elles ne peuvent être cédées que conformément aux dispositions des articles ci-après.

Il ne pourra être contracté d'emprunt par voie d'émission publique d'obligations.

houden, behelzende de onverkorte en eensluidende kopijen : 1° van de oprichtingsakte der vennootschap; 2° van de akten waarbij aan de vorenvermelde akte wijzigingen worden toegebracht.

Onmiddellijk daarop volgende zullen vermeld worden de namen, het beroep en de woonplaats van de vennoten, de vermelding van de overdrachten van deelbewijzen en de datum der beteekening of aanvaarding.

Van dit register mag ieder vennoot inzage nemen.

ART. 114⁹. — De private vennootschap met beperkte aansprakelijkheid wordt ofwel betiteld door eene bijzondere benaming aangevende het doel van hare onderneming, ofwel aangeduid onder een maatschappelijken naam die de namen van een of meer vennoten in zich besluit.

Artikel 28, lid 2 en lid 3, is daarop van toepassing.

ART. 114¹⁰. — In al de akten, facturen, aankondigingen, bekendmakingen of andere stukken van de private vennootschappen met beperkte aansprakelijkheid uitgaande, moet de handelsnaam steeds onmiddellijk zijn voorafgegaan of gevolgd van de goed leesbaar en voluit geschreven woorden : « Private vennootschap met beperkte aansprakelijkheid », met de nauwkeurige aanduiding van den maatschappelijken zetel en van het beloop van het maatschappelijk kapitaal.

De artikelen 79, lid 2 en lid 3, 80 en 81 zijn, daarenboven, op dezelve toepasselijk.

ART. 114¹¹. — De maatschappelijke deelbewijzen kunnen niet vertegenwoordigd worden door verhandelbare titels, nominatieve titels, titels aan houder of aan order; zij kunnen slechts worden overgedragen overeenkomstig de bepalingen van de navolgende artikelen.

Geen leening kan bij wijze van obligatie-nitgifte worden aangegaan.

Art. 114¹². — Les parts sociales ne peuvent être cédées à des tiers étrangers à la société qu'avec le consentement de la majorité des associés représentant au moins les trois quarts du capital social.

Art. 114¹³. — Les cessions de parts sociales ne peuvent être faites que par acte public, ou par écrit sous seing privé. La cession devra être signifiée à la société ou acceptée par elle dans un acte authentique, le tout à peine de nullité.

Art. 114¹⁴. — Les sociétés privées à responsabilité limitée sont gérées par un ou plusieurs mandataires associés ou non associés, salariés ou gratuits.

Ils sont nommés par les associés, soit dans l'acte de société, soit dans un acte postérieur, pour un temps limité ou sans limitation de durée. Ils ont tous les pouvoirs pour effectuer des actes d'administration au nom de la société.

Les gérants nommés par l'acte de société ou par un acte postérieur ne sont révocables que pour des causes légitimes.

Le tout sauf stipulations contraires des statuts.

Art. 114¹⁵. — Les gérants sont responsables, individuellement ou solidairement, envers la société et envers les tiers, soit des infractions aux dispositions de la présente loi, soit des violations des statuts, soit des fautes commises par eux dans leur gestion, dans les termes de l'article 62 de la loi.

Art. 114¹⁶. — Les décisions des associés sont prises en assemblées générales.

Art. 114¹². — De maatschappelijke deelbewijzen kunnen niet worden overgedragen aan buiten de vennootschap staande derden, tenzij met de toestemming van de meerderheid der vennoten, ten minste de drie vierde van het maatschappelijk kapitaal vertegenwoordigende.

Art. 114¹³. — De overdrachten van maatschappelijke deelbewijzen moeten door een openbare akte of een onderhandsch geschrift worden vastgesteld. De overdracht moet aan de vennootschap worden beteekend of door haar zijn aanvaard bij een authentieke akte, dit alles op straffe van nietigheid.

Art. 114¹⁴. — De private vennootschappen met beperkte aansprakelijkheid worden beheerd door een of meer deelhebbende of niet deelhebbende, bezoldigde of niet bezoldigde gevolmachtigden.

Zij worden, hetzij in de akte der vennootschap, hetzij in een latere akte, voor een beperkten of voor een onbeperkten tijdduur, door de vennoten benoemd. Zij bezitten alle macht om voor de vennootschap bestuurshandelingen te verrichten.

De bij de akte van vennootschap of bij een latere akte benoemde zaakvoerders kunnen enkel om rechtmatige redenen worden afgezet.

Dit alles behoudens daarmede strijdige bepalingen in de statuten.

Art. 114¹⁵. — De zaakvoerders zijn, individueel of hoofdelijk aansprakelijk tegenover de vennootschap en tegenover derden, hetzij wegens inbreuken op de beschikkingen dezer wet, hetzij wegens schending der statuten, hetzij wegens door hen in hunne zaakvoering gedane missingen, naar luid van artikel 62 der wet.

Art. 114¹⁶. — De beslissingen der vennoten worden in algemeene vergaderingen genomen.

Toutefois, la tenue d'assemblées générales n'est pas obligatoire, quand le nombre des associés n'est pas supérieur à vingt-cinq. Dans ce cas, chaque associé recevra le texte des résolutions ou décisions à prendre expressément formulées et émettra son vote par écrit.

ART. 114¹⁷. — Sans préjudice à l'application de l'article précédent et sauf dispositions contraires des statuts, les règles des articles 70 à 73, al. 1, 3 et 4, 74 et 77, relatives aux convocations, délibérations, votes et procès-verbaux des assemblées générales dans les sociétés anonymes sont applicables aux assemblées générales des associés dans les sociétés privées à responsabilité limitée.

ART. 114¹⁸. — Les gérants, et à leur défaut le conseil de surveillance, peuvent toujours convoquer l'assemblée générale.

ART. 115. — Ils y sont tenus à la demande d'associés possédant plus de la moitié du capital social.

ART. 114¹⁹. — Chaque année il doit être procédé, à la date indiquée par les statuts, à un inventaire. Le bilan doit être dressé dans les trois mois de celui-ci.

L'inventaire indique la base qui a été adoptée pour l'évaluation de chaque élément de l'actif et les range, sous des rubriques distinctes, créances garanties par privilège hypothèque, ou garanties réelles et celles à charge d'associés.

Le bilan doit être dressé en conformité des prescriptions de l'article 75 alinéas 3 et 4.

Het houden van algemeene vergaderingen is niet verplichtend, wanneer het getal der vennoten nie. hooger is dan vijf en twintig. In dit geval, zal ieder vennoot den tekst van de uitdrukkelijk geformuleerde besluiten of beslissingen ontvangen, die moeten getroffen worden, en zal hij zijne stemming schriftelijk uitbrengen.

ART. 114¹⁷. — Onverminderd de toepassing van het vorig artikel en behoudens strijdige bepalingen in de statuten, zijn de regelen, voorgeschreven bij de artikelen 70 tot 73, lid 1, lid 3 en lid 4, 74 en 77, betreffende de bijeenroepingen, beraadslagingen, stemmingen en processen-verbaal der algemeene vergaderingen in de naamlooze vennootschappen, van toepassing op de algemeene vergaderingen der vennoten in de private vennootschappen met beperkte aansprakelijkheid.

ART. 114¹⁸. — De zaakvoerders en, bij dezer ontstentenis, de raad van toezicht, kunnen steeds de algemeene vergadering bijeenroepen.

ART. 115. — Zij zijn daartoe gehouden op aanvraag van vennoten die meer dan de helft van het maatschappelijk kapitaal bezitten.

ART. 114¹⁹. — Ieder jaar moet, op den bij de statuten vastgestelden datum, een inventaris worden opgemaakt. De balans moet binnen drie maanden na den inventaris worden opgemaakt.

In den inventaris moet de basis worden aangeduid die gediend heeft om de onderscheidene bestanddeelen van het actief te begrooten en moeten, onder afzonderlijke rubrieken, de bij voorrecht, hypotheek of zakelijke vrijwaring gewaarborgde schuldvorderingen endie ten laste van vennoten worden gerangschikt.

De balans moet worden opgemaakt naar luid van de voorschriften van artikel 75, lid 3 en lid 4.

Il spécifie au passif le montant des dettes au profit d'associés.

Art. 114²⁰. — Dans toute société privée à responsabilité limitée, comprenant plus de vingt cinq associés, la surveillance doit être confiée à un ou plusieurs commissaires associés ou non.

Ce conseil est nommé dans l'acte de société. Il est soumis à la réélection aux époques déterminées par les statuts.

Les pouvoirs des membres du conseil de surveillance et leur responsabilité sont déterminées par l'article 63 alinéas 1 et 3 de la loi.

Art. 114²¹. — Il peut être stipulé dans l'acte de société, mais seulement pour la période de temps nécessaire à l'exécution des travaux qui, d'après l'objet de la société, doivent précéder le commencement de ses opérations, que les associés auront droit à des intérêts à un taux déterminé, même en l'absence de bénéfice. L'acte de société détermine cette période.

Cette clause doit, sous peine de nullité, être insérée dans l'acte constitutif et publiée en même temps que celui-ci.

Le montant des intérêts ainsi payés doit être compris parmi les frais de premier établissement et réparti avec ces frais, suivant le mode et dans le délai que doivent fixer les statuts, sur les années qui présenteront des bénéfices.

Art. 114²². — Sauf stipulation contraire des statuts, la société n'est point dissoute par l'interdiction, la faillite, la déconfiture ou la mort d'un des associés.

L'article 130 est applicable aux sociétés privées à responsabilité limitée.

Aan de debetzijde vermeldt zij het bedrag der schulden ten bate van vennooten.

Art. 114²⁰. — In elke private vennootschap met beperkte aansprakelijkheid, met meer dan vijf en twintig leden, moet het toezicht aan een of meer deelhebbende of niet deelhebbende commissarissen worden toevertrouwd.

Deze raad wordt bij de akte van vennootschap benoemd. Hij is aan herkiezing onderworpen op de bij de statuten bepaalde tijdstippen.

De bevoegdheden van de leden van den toezichtsraad en hun aansprakelijkheid worden bij artikel 63, lid 1 en lid 3, van de wet bepaald.

Art. 114²¹. — In de akte van vennootschap mag worden bedongen, doch alleen voor het tijdsverloop dat noodig is voor de uitvoering der werken die, volgens het doel der vennootschap, den aanvang van hare verrichtingen moeten voorafgaan, dat de vennooten zullen recht hebben op interesten van een bepaalden rentevoet, zelfs bij gebrek aan winsten. Dit tijdsverloop wordt in de akte van vennootschap bepaald.

Deze bepaling moet, op straffe van nietigheid, in de oprichtingsakte worden gelascht en samen met deze akte worden bekendgemaakt.

Het bedrag van de aldus betaalde interesten moet begrepen worden onder de kosten van eerste inrichting en, op de wijze en binnen het tijdsverloop door de statuten te bepalen, met deze onkosten worden omgeslagen over de jaren die winsten zullen opleveren.

Art. 114²². — Tenzij het in de statuten anders ware bedongen, is de vennootschap niet ontbonden door plaatsing onder curateele, failliet, staking van betaling of overlijden van een der vennooten.

Artikel 130 is toepasselijk op de private vennootschappen met beperkte aansprakelijkheid.

Art. 114²³. — Les sociétés commerciales constituées antérieurement à la présente loi, peuvent se transformer en sociétés privées à responsabilité limitée.

Sauf mention contraire expresse le droit à cette transformation est censé inscrit dans les statuts des sociétés créées antérieurement à la présente loi.

ART. 2.

Sont complétés ou modifiés comme suit, les articles 2, 4 alinéa 1, 9, 10, 12 et 176 des lois coordonnées sur les sociétés commerciales :

Art. 2. — La loi reconnaît comme sociétés commerciales :

La société en nom collectif;

La société en commandite simple;

La société anonyme;

La société en commandite par actions;

La société privée à responsabilité limitée;

La société coopérative;

L'union du crédit.

Chacune d'elles constitue une individualité juridique distincte de celle des associés.

Art. 4. — Les sociétés en nom collectif, les sociétés en commandite simple, les sociétés privées à responsabilité limitée et les sociétés coopératives sont, à peine de nullité, formées par des actes spéciaux, publics ou sous signature privée en se conformant, dans ce dernier cas, à l'article 1325 du Code civil. Il suffit de deux originaux pour les sociétés privées à responsabilité limitée, les sociétés coopératives et les unions du crédit.

Art. 114²³. — De vóór deze wet tot stand gekomen handelsvennootschappen, kunnen in private vennootschappen met beperkte aansprakelijkheid worden omgevormd.

Tenware het uitdrukkelijk anders ware vermeld, is het recht op dergelijke omvorming geacht in de statuten van de vóór deze wet opgerichte vennootschappen geschreven te zijn.

ART. 2.

De artikelen 2, 4 lid 1, 9, 10, 12 en 176 van de samengeordende wetten op de vennootschappen van koophandel, worden als volgt aangevuld of gewijzigd :

Art. 2. — De wet erkent als vennootschappen van koophandel :

De vennootschap onder gemeenschappelijken naam;

De vennootschap bij wijze van enkele geldschieting;

De naamlooze vennootschap;

De vennootschap bij wijze van geldschieting op aandeelen;

De private vennootschap met beperkte aansprakelijkheid;

De samenwerkende vennootschap;

De kredietvereniging.

Elk harer maakt een rechtspersoonlijkheid uit, onderscheiden van die der vennoten.

Art. 4. — De vennootschappen onder gemeenschappelijken naam, de vennootschappen bij wijze van enkele geldschieting, de private vennootschappen met beperkte aansprakelijkheid en de samenwerkende vennootschappen worden, op straffe van nietigheid, aangegaan bij bijzondere, openbare of onderhandsche akten, waarbij, in het laatste geval, artikel 1325 van het Burgerlijk Wetboek dient te worden nageleefd. Voor de private vennootschappen met beperkte aansprakelijkheid, de samenwerkende vennootschappen en de kredietverenigingen volstaan twee origineelen.

ART. 9. — Les actes de société anonyme, de société en commandite par actions, de société privée à responsabilité limitée, de société coopérative sont publiés en entier. Les mandats authentiques ou privés annexés à ces actes ne sont pas soumis à publication.

Toutefois, les actes de sociétés coopératives à responsabilité solidaire et illimitée des membres et les actes des sociétés coopératives dont le fonds social n'excède pas 10,000 francs, les actes des sociétés privées à responsabilité limitée dont le fonds social n'excède pas 50,000 francs et la durée, non susceptible de prorogation, cinq années, peuvent être publiés par extrait. ⁽¹⁾.

L'extrait est signé comme il est dit à l'article 8; il contient :

- « 1° La dénomination de la société, son siège;
- » 2° L'objet de la société;
- » 3° La manière dont le fonds social est ou sera ultérieurement formé et son minimum;
- » 4° L'époque où la société doit commencer ainsi que sa durée, si les statuts le déterminent.

» En outre s'il s'agit de sociétés

⁽¹⁾ Le 2^e alinéa de ce texte est combiné avec celui de la modification faisant l'objet du projet « modifiant l'article 9 des lois coordonnées sur les sociétés commerciales en ce qui concerne la publication des actes de certaines sociétés coopératives ». (Projet de loi, n° 211, 10 mars 1926, rapport de M. Van Dievoet, n° 420, 16 juillet 1926.)

ART. 9. — De akten van naamlooze vennootschap, van vennootschap bij wijze van geldschieting op aandelen, van private vennootschap met beperkte aansprakelijkheid, van samenwerkende vennootschap, worden in haar geheel bekendgemaakt. De authentieke of bijzondere mandaten aan deze akten gehecht zijn niet onderworpen aan bekendmaking.

Echter mogen de akten van samenwerkende vennootschappen met hoofdelijke en onbeperkte aansprakelijkheid van de leden en de akten van de samenwerkende vennootschappen wier maatschappelijk fonds niet 10,000 frank overschrijdt, de akten van de private vennootschappen met beperkte aansprakelijkheid wier maatschappelijk fonds niet 50,000 frank overschrijdt en de niet verlengbare duur vijf jaar omvat, bij uittreksel worden bekendgemaakt ⁽¹⁾.

Het uittreksel wordt geteekend zooals gezegd in artikel 8; het vermeldt :

- « 1° De benaming der vennootschap, haar zetel;
- » 2° Het doel der vennootschap;
- » 3° De wijze waarop het maatschappelijk fonds is gevormd of later gevormd zal worden, alsmede zijn minimum;
- » 4° Het tijdstip waarop de vennootschap een aanvang moet nemen, alsmede haar duur, indien deze in de statuten wordt bepaald.

» Daarenboven, zal het uittreksel

⁽¹⁾ Het 2^{de} lid van dezen tekst is versmolten met den tekst der wijziging die het voorwerp uitmaakt van het ontwerp « tot wijziging van artikel 9 der samengeordende wetten op de handelsvennootschappen, wat betreft het bekendmaken der akten van sommige samenwerkende vennootschappen ». (Wetsontwerp, n° 211, 10 Maart 1926, verslag van den heer Van Dievoet, n° 420, 16 Juli 1926.)

privées à responsabilité limitée, l'extrait indiquera :

» 5° Les personnes autorisées à administrer et signer pour la société;

» 6° Toutes clauses qui attribueraient des intérêts aux associés même en l'absence de bénéfices dans les termes de l'article 34.

» Les sociétés qui font usage de la faculté prévue à l'alinéa précédent, déposeront, au greffe du tribunal de commerce du siège de la société, un exemplaire de leurs statuts signé comme il est dit ci-dessus.

» Le public est admis à prendre gratuitement connaissance de ces statuts. Chacun peut en demander copie sur papier libre, moyennant paiement des de greffe ».

ART. 10. — Le dernier alinéa sera rédigé comme suit :

Les mandats authentiques ou privés, annexés aux actes de société anonyme, de société en commandite par actions, de société coopérative et de société privée à responsabilité limitée seront déposés en même temps que les actes auxquels ils se rapportent. Chacun pourra en prendre connaissance gratuitement.

ART. 12. — Les mots « des gérants et commissaires dans les sociétés privées à responsabilité limitée » sont intercalés après ceux « dans les sociétés anonymes » au second alinéa de cet article.

ART. 176. — Il est intercalé à l'article 176 après le 1° une disposition ainsi conçue :

2° Les gérants qui, directement ou par personne interposée, ont ouvert une

aangeven, bijaldien het private vennootschappen met beperkte aansprakelijkheid betreft :

5° De personen die gemachtigd zijn de vennootschap te beheeren en voor haar te teekenen;

» 6° Alle bedingen welke aan de vennooten interesten zouden toekennen, zelfs bij ontstentenis van winsten naar luid van artikel 34.

» De vennootschappen welke gebruik maken van de bij voorgaand lid voorziene faculteit, leggen ter griffie van de handelsrechtbank van den zetel der vennootschap een op bovenstaande wijze geteekend exemplaar neder van hare standregelen.

» Het publiek mag kosteloos van deze standregelen komen inzagenemen. Eenieder mag er kopij van vragen op los papier, mits betaling der griffiekosten ».

ART. 10. — Het laatste lid zal luiden als volgt :

De authentieke of bijzondere mandaten, gehecht aan de akten van naamlooze vennootschap, van vennootschap bij wijze van geldschieting op aandelen, van samenwerkende vennootschap en van private vennootschap met beperkte aansprakelijkheid worden terzelfder tijd nedergelegd als de akten waarop zij betrekking hebben. Eenieder kan er kosteloos inzage van nemen.

ART. 12. — Na de woorden : « bij de naamlooze vennootschappen », in het tweede lid van dit artikel, wordt ingevoegd het volgende : « zaakvoerders en commissarissen in de private vennootschappen met beperkte aansprakelijkheid ».

ART. 176. — Na 1° van dit artikel, wordt een bepaling ingevoegd luidende :

2° De zaakvoerders welke, rechtstreeks of door tusschenpersoon, een openbare

souscription publique à des parts d'une société privée à responsabilité limitée.

ART. 3.

Les dispositions des lois du 18 mai 1873, 26 décembre 1881, 22 mai 1886, 16 mai 1901, 25 mai 1913, 8 juillet 1924, 23 juillet 1927 modifiant le titre III du livre I du Code de commerce seront coordonnées par le Gouvernement et publiées au *Moniteur*.

inschrijving op deelbewijzen van een private vennootschap met beperkte aansprakelijkheid geopend hebben.

ART. 3.

De bepalingen van de wetten van 18 Mei 1873, 26 December 1881, 22 Mei 1886, 16 Mei 1901, 25 Mei 1913, 8 Juli 1924, 23 Juli 1927 tot wijziging van titel III van boek I van het Wetboek van Koophandel zullen door de Regeering worden samengeordend en in den *Moniteur* bekendgemaakt.
